REVUE

DES

DEUX MONDES

XVII[e] ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

PARIS. — IMPRIMERIE DE GERDÈS,
Rue Saint-Germain-des-Prés, 10.

REVUE

DES

DEUX MONDES

TOME DIX-SEPTIÈME

DIX-SEPTIÈME ANNÉE. — NOUVELLE SÉRIE

PARIS
AU BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOÎT, 18

1847

LE SALTEADOR

SCÈNES DU DÉSERT ET DE LA VIE MEXICAINE.

I.

Le moment approchait pour moi de dire adieu à la vie du désert. Je ne voulais pas cependant reprendre la route d'Hermosillo sans avoir visité le préside de Tubac. C'était le terme que j'avais fixé à ma longue excursion dans les solitudes mexicaines. Les rencontres, les incidens variés qui avaient marqué la première partie de mon voyage (1), n'étaient pas faits pour lasser ma curiosité. Aussi le jour du départ me trouva-t-il tout prêt, tout disposé à braver de nouveaux périls et de nouvelles fatigues. Je ne regrettais qu'une chose : l'avouerai-je? c'était de trop bien connaître le terrain où j'allais marcher. L'imprévu avait été jusqu'à ce jour le plus grand charme de mes explorations aventureuses, et l'imprévu n'allait-il pas me manquer? — La Sonora, me disais-je, n'a plus rien à m'apprendre. — Je me trompais : le hasard me devait montrer encore deux faces nouvelles d'un monde dont je croyais avoir pénétré tous les mystères. Après une visite aux prairies illustrées par Cooper, où je pourrais admirer la vie sauvage dans toute l'indépendance et la fierté de ses allures, il m'était réservé de contempler, dans une petite ville plus rapprochée des provinces centrales, à la foire de San-Juan de los Lagos, la lutte de la barbarie et de la civilisation représentées, comme elles le sont trop souvent au Mexique, par leurs plus tristes abus, par leurs plus impurs élémens.

(1) Voyez les divers articles de cette série dans les livraisons des 15 avril, 15 juin, 15 juillet, 15 août, 1er octobre et 1er novembre 1846.

C'est en compagnie du chasseur mexicain Bermudes Matasiete et du coureur des bois canadien que je devais faire le trajet de l'hacienda de la Noria jusqu'au préside de Tubac. Les deux aventuriers se dirigeaient vers les prairies, poussés par la haine sauvage qu'ils avaient vouée aux Indiens, et un peu aussi par cette irrésistible attraction que le désert exerce sur le chasseur, comme la mer sur le matelot. La chasse aux loutres n'était pour eux, bien entendu, qu'un prétexte. Décidé à ne quitter les deux chasseurs qu'à la limite des prairies, je pris gaiement congé du maître de l'hacienda, don Ramon, après avoir choisi dans sa *caponera* deux beaux chevaux que je lui payai généreusement, et sans marchander, vingt-cinq francs par tête. Nous partîmes, et deux jours de marche nous conduisirent à Tubac, grossier jalon planté par une civilisation douteuse sur les confins de la république et du désert. A une petite distance de Tubac, au-delà de la rivière de San-Pedro, commencent les prairies. Je suivis les deux chasseurs jusqu'aux bords de la rivière : c'est là que nous nous séparâmes, et je ne les vis pas sans quelque émotion s'enfoncer dans ces solitudes, où tant d'hommes intrépides ont trouvé leur tombeau.

Ce ne fut qu'après avoir vu mes deux compagnons disparaître dans les hautes herbes, que je reportai mes regards sur le paysage, dont je n'avais pu encore admirer qu'en passant les magnificences. Les prairies qui se terminent au San-Pedro, du côté de Tubac, n'ont pour bornes, dans la direction opposée, que les eaux du Missouri. C'était bien là le désert tel que je l'avais rêvé. Au-delà de la rivière, de vertes savanes ondulaient à perte de vue. A mes pieds, un petit lac, séparé du San-Pedro par une étroite langue de terrain, et qui jadis avait dû faire partie de la rivière, étendait ses eaux bourbeuses. Sur les larges feuilles des plantes aquatiques, des serpens d'eau faisaient reluire au soleil leurs corps visqueux, entrelacés en hideux réseaux. Au-dessus du lac voltigeaient des essaims de grues attirées par ces nombreux reptiles. De longues caravanes de bisons traversaient la plaine silencieuse. D'autres, disséminés par groupes ou par couples, paissaient l'herbe épaisse, ou, couchés sur la pente des collines, promenaient un regard tranquille sur leurs vastes domaines. Plus loin, ces sauvages animaux se livraient de rudes combats; leurs sourds mugissemens arrivaient à mes oreilles comme le murmure lointain de la mer, et, comme s'il eût fallu que, même dans le désert, l'homme révélât sa présence, un parti de chasseurs, d'une tribu d'Indiens amis, descendait en ce moment le cours du San-Pedro sur des radeaux formés de larges bottes de roseaux soutenues par des calebasses vides. Une *recua* de mules chargées de lingots d'argent et escortées de leurs guides se dessinait en une longue file à l'horizon. Je restai long-temps ravi devant ce spectacle solennel, prêtant l'oreille à l'harmonie mélancolique de la clochette des mules

et aux cadences indiennes qui troublaient, en mourant graduellement, le silence des solitudes.

Cette *conduite d'argent* sous l'unique surveillance de quelques *arrieros* eût suffi pour me rappeler que je foulais une terre primitive. Dans l'intérieur de la république, un régiment n'est quelquefois pour ces riches caravanes qu'une trop faible escorte. Sur certaines frontières, des sommes immenses peuvent impunément traverser les villes et les villages avec le nombre d'hommes strictement nécessaires pour charger et décharger les mules à chaque halte. Par un contraste digne de remarque, nulle part la propriété privée n'est plus respectée que dans cet état lointain, où les déportés aux *présides*, l'écume des grandes villes, formèrent d'abord le noyau de la population. Les crimes qui s'y commettent accusent l'effervescence des passions plutôt que les froids calculs de la cupidité. Chacun y vit, pour ainsi dire, au dehors; le foyer n'a pas de secrets, sauvegardé qu'il est par la bonne foi publique. Malheureusement, chaque jour, des gens sans aveu, des voleurs, des assassins échappés aux prisons ou au glaive de la justice, viennent demander un asile à ces solitudes. Telle est l'influence mauvaise et toujours plus active sous laquelle, en Sonora, les mœurs tendent à s'altérer. Ainsi la corruption des états du centre (*Tierra Adentro*) atteint peu à peu les frontières mêmes de la république, et on peut prévoir le jour où la Sonora n'aura gagné en échange de ses vieilles mœurs que les vices et la misère, partout inséparables d'une demi-civilisation.

Je repris le chemin de Tubac. Après avoir marché quelques heures, je m'aperçus que le soleil, près de se coucher, ne lançait déjà plus sur les prairies que des rayons obliques, et je m'étonnai de n'avoir pas atteint le préside. Je marchai encore, et bientôt il fallut me rendre à une terrible évidence. Trompé par cette interminable succession de vertes collines, je m'étais complétement égaré. Je montai sur la plus haute des éminences qui m'entouraient : si loin que mon œil put plonger, je ne vis devant moi que les immenses savanes qui se déroulaient à l'infini sans arbres, sans maisons, sans abri! La rivière, qui, seule, aurait pu me guider, cachée par les ondulations du terrain, était invisible comme le préside. Deux coups de feu, que je tirai comme signal d'alarme, n'éveillèrent aucun écho. J'étais donc condamné à passer la nuit dans le désert, et ce n'était pas sans angoisse que je voyais arriver le moment où ces plaines immenses, qui devaient abriter tant d'hôtes redoutables, seraient envahies par l'obscurité. Un petit nuage gris, qui tranchait sur la pourpre pâlissante de l'horizon, me rendit tout à coup quelque espoir. Ce nuage, qui semblait toucher la terre, et dont le sommet était plus large, plus transparent que la base, devait être la fumée d'un feu allumé dans la savane. Je me dirigeai rapidement de ce côté, tout en me demandant qui j'allais rencontrer près de ce feu?

Était-ce une halte de chasseurs, un bivouac d'Indiens *bravos* (1), ou un *hato* (2) de muletiers? La *conduite d'argent* que j'avais aperçue le matin me revint en mémoire, et ce souvenir me rassura. L'obscurité croissait cependant, et bientôt je ne distinguai plus le nuage. Quelques instans se passèrent dans une cruelle incertitude; mais, quand la nuit fut tombée tout-à-fait, la lueur du feu se dessina claire et brillante au milieu des ténèbres. Je pus me remettre en marche.

A mesure que j'avançais, la zone de flamme s'élargissait graduellement, et j'aperçus enfin la silhouette noire de deux hommes assis près d'un brasier. Deux énormes chiens, qui se précipitèrent vers moi avec des aboiemens furieux, ne me laissèrent pas le temps de reconnaître, avant de m'approcher davantage, à qui j'allais avoir affaire. Une voix rude rappela fort heureusement les dogues, qui revinrent à pas lents se coucher près du feu. Malgré cette démonstration pacifique, l'aspect de mes deux futurs hôtes n'était rien moins que rassurant. La physionomie la plus débonnaire emprunte toujours quelque chose de menaçant aux reflets d'un brasier, et les figures sauvages des deux inconnus n'étaient nullement adoucies par ces lueurs sinistres. Leurs vêtemens de toile blanche étaient littéralement raidis par une épaisse croûte de sang caillé, et, au moment où j'entrai dans la zone de lumière, je remarquai aussi des traces de sang sur les poils des deux dogues qui me regardaient en grognant.

— Approchez sans crainte, me dit l'un des deux hommes; nous avons entendu la voix d'un chrétien, et vous n'avez plus rien à redouter. Avant tout, mettez pied à terre, car ces chiens sont dressés à ne voir un ennemi que dans un homme à cheval : les Apaches ne vont jamais à pied.

— Volontiers, repris-je en descendant de cheval; mais je ne veux pas être indiscret, et je n'ai qu'à vous demander le chemin du préside de Tubac, dont je dois être tout près.

— A moins qu'une demi-douzaine de lieues ne soient rien pour votre cheval, vous en êtes tout près en effet, répondit assez brusquement mon interlocuteur. Puis, voyant mon étonnement, il ajouta : Si, comme le prouvent votre question et votre surprise, vous êtes égaré, ce que vous avez de mieux à faire sera de passer la nuit près de ce brasier, car vous vous égareriez de nouveau, sans espoir de trouver un feu pour vous chauffer et une tranche de bison pour souper.

Cette dernière raison me parut concluante; j'étais à jeun depuis le matin, et j'acceptai de grand cœur la modeste hospitalité que le lieu et le moment rendaient pour moi si précieuse. Débarrassé de mes préoccupations les plus poignantes, c'est-à-dire la faim, la soif et la solitude, je promenai un regard moins distrait autour de moi. A moitié

(1) Féroces.
(2) Halte.

enseveli dans l'ombre noire, à demi éclairé par la flamme pétillante, un troisième individu était couché non loin du foyer; soit qu'il dormît d'un bien lourd sommeil, soit qu'il fût plongé dans une très profonde méditation, il n'avait point paru entendre les aboiemens des chiens, ni le bruit de mon arrivée. Sa figure était cachée par l'obscurité, et ce que je voyais de son costume ne se distinguait en rien de celui que je portais moi-même. Un cheval, attaché par une courroie retenue à un piquet, paissait l'herbe près de lui. Plus loin, des peaux étendues par terre, le cadavre d'un quadrupède fraîchement écorché, des ustensiles ou des armes de toute espèce, prouvaient que mes deux amphitryons exerçaient dans ces prairies le rude et dangereux métier de chasseurs de bisons. Rassuré à cet égard, j'entravai mon cheval sans le desseller, et je m'assis.

Cependant nos hôtes s'occupaient des préparatifs du souper, qui devait consister en un morceau de bison cuit à l'étouffée (*tatemado*); ils allèrent chercher l'eau que nous devions boire à une rivière voisine que j'appris avec étonnement être le San-Pedro, dont je me croyais si éloigné et vers lequel j'étais revenu sans m'en douter. Tout était donc disposé pour le repas, et l'individu couché ne semblait nullement se préoccuper de ces apprêts qui me paraissaient à moi si importans; mais il y a cette différence entre l'Européen et le Mexicain, que le dernier, insensible à la faim comme à la soif, se trouve dans l'abondance là même où le premier succombe à la faim. Sur l'invitation de nos hôtes (car j'appris alors que cet homme était comme moi un étranger pour les chasseurs de bisons), il sembla secouer sa torpeur, et vint s'asseoir pour prendre aussi sa part de l'hospitalité du désert.

La stature de ce nouveau convive, qui m'inspira dès ce moment une curiosité indéfinissable, indiquait la vigueur et l'agilité; sa figure était sombre, imposante; ses traits durs, fortement accentués, révélaient une force morale supérieure peut-être à sa force physique. Les premiers mots qu'il prononça en murmurant une espèce de *benedicite* n'étaient pas entachés de cette prononciation vicieuse qui distingue les habitans de l'état de Sonora; il était facile de reconnaître en lui un homme des états du centre de la république.

Quand notre repas fut achevé, je pris la parole : — Il est d'usage, dis-je en me tournant vers les deux chasseurs, que celui qui reçoit l'hospitalité prévienne les questions que son hôte peut lui adresser; je vous dirai donc qui je suis, d'où je viens, et où je vais.

J'eus bientôt donné tous les détails qui me concernaient, et je dois avouer que ces détails semblèrent très médiocrement intéresser mon auditoire. Cependant, quand je parlai de la *conducta* du matin, je crus remarquer que l'inconnu m'écoutait avec un redoublement d'attention.

— Une *conducta!* dit-il quand j'eus terminé mon récit. Et d'où diable peut-elle venir dans ces déserts?

— Mais de Santa-Maria ou de Chihuahua apparemment, repris-je; elle ne fait ce détour que pour éviter les Comanches. Êtes-vous donc depuis si peu de temps dans ce pays que vous ne sachiez pas cela?

— En effet, dit l'inconnu, je suis étranger, et, puisque vous m'avez donné l'exemple, seigneur français, je satisferai votre curiosité, bien que mes confidences puissent être plus dangereuses que les vôtres.

A ces mots, les deux chasseurs de bisons tournèrent vers l'inconnu des regards où se peignait une surprise mêlée de ce vif intérêt qu'en certaines circonstances les récits d'aventures éveillent chez l'homme sauvage comme chez l'homme civilisé. L'étranger reprit : — Cette main que je lève ici vers le ciel a jusqu'à présent été pure de sang humain, et cependant j'ai été traité comme un assassin, et ma tête a été mise à prix comme celle d'un vil meurtrier!

— A quel prix votre tête est-elle mise? demanda l'un des deux boucaniers.

— Est-ce pour gagner ce prix?

— Non, reprit simplement le chasseur; votre tête, valût-elle vingt mille piastres, serait sacrée pour moi comme celle d'un hôte : c'est uniquement pour savoir à combien on estime la vie d'un homme dans *Tierra Adentro.*

— A cinq cents piastres.

— C'est cher pour la vie d'un homme; mon camarade et moi, nous exposons chaque jour la nôtre pour une peau de *cibolo* qui ne vaut que cinq piastres. Qu'avez-vous donc fait?

— Une bonne action. Il y a six mois, j'étais alors marchand de bestiaux, et je revenais d'une *hacienda* voisine de Guadalaxara où j'étais allé traiter une affaire. A quelques lieues de la ville, je trouvai sur la grande route un homme assassiné. Ému de compassion et croyant m'apercevoir que cet homme vivait encore, je descendis de cheval pour lui donner des soins et bander une large blessure qu'il avait à la gorge; mais il était trop tard, et le voyageur expira dans mes bras. Je continuai ma route, emmenant son cheval avec l'espoir que cet indice pourrait faire reconnaître le cavalier; mais je n'avais pas fait une lieue qu'un détachement de dragons, qui me suivait au galop, fondit sur moi et m'arrêta comme l'assassin de l'homme dont j'avais pansé la blessure. J'eus beau protester de mon innocence, un des dragons m'attacha les mains avec le ceinturon de son sabre, et ce fut ainsi que j'entrai dans Guadalaxara. L'homme assassiné était un sénateur; la justice, vendue à la famille de la victime, poursuivit son œuvre d'iniquité, et je fus jeté dans la prison de la ville. Après une détention prolongée, je

comparus devant le juge-criminel. — Vous vous prétendez innocent, me dit-il, mon cher ami? mais vous pensez bien que je ne m'en rapporterai que médiocrement à votre parole. — Je vis où le juge prévaricateur voulait en venir. — Avez-vous, continua-t-il, des témoins à décharge? — Je calculai rapidement le peu de ressources qui me restaient, et je répondis : J'ai mille témoins que je rassemblerai prêts à déposer en ma faveur. — C'est quelque chose, dit le juge; mais la famille du sénateur a deux mille témoins contre vous; vous voyez que la partie n'est pas égale. — Je compris que j'étais perdu, et je courbai la tête devant l'arrêt qui me condamna, en n'appelant de cet arrêt qu'à moi seul et à Dieu.

L'inconnu garda quelques instans le silence en creusant le sol de son couteau. Une contradiction évidente m'avait frappé dans son récit.

— Ne m'avez-vous pas dit, lui demandai-je, que vous étiez seul quand vous aviez rencontré le sénateur assassiné? comment donc vous trouviez-vous à même de fournir mille témoins?

L'étranger sourit de ma naïveté.

— Ne savez-vous pas que, pour la justice de notre pays, mille témoins sont mille piastres, et que la somme que j'offrais ne pouvait contrebalancer les sacrifices d'une famille puissante qui achetait argent comptant la conscience de mon juge? A défaut d'argent, il me fallut dès-lors user d'adresse. Je m'échappai de prison, et depuis ce temps, traqué par la justice, poursuivi d'état en état par des ordres sans cesse renouvelés d'extradition, je suis arrivé dans ces déserts, ne respirant que la vengeance. Dans ces déserts, je me suis fait des partisans, et, si j'ai bien pris mes mesures, peut-être le temps n'est-il pas loin où, des bords de l'Océan Atlantique jusqu'à ceux de l'Océan Pacifique, cette justice vénale à son tour tremblera devant moi!

Les aboiemens des dogues interrompirent en ce moment le narrateur. Nous prêtâmes l'oreille, un bruit de pas retentissait dans les hautes herbes. Les dogues venaient de se précipiter furieux à travers la savane, et bientôt nous entendîmes ces mots proférés d'une voix lamentable :

— Jésus-Maria! vais-je être dévoré par des chiens, quand j'échappe à peine à la griffe des ours?

— Pied à terre! pied à terre! ou vous êtes un homme perdu, cria l'un des chasseurs qui rappelait en vain ses deux chiens, sourds à sa voix; mais les chiens dépassèrent le nouveau venu sans faire attention à lui, et aboyèrent avec fureur à quelques pas plus loin. Pendant ce temps, le cavalier dont nous venions d'entendre les cris de détresse avait pu se rapprocher de nous, et bientôt nous vîmes descendre de cheval, près de notre foyer, un homme pâle et tremblant qui promenait autour de lui des regards craintifs en murmurant des pate-

nôtres. Le cheval, tout frissonnant, les yeux fixes, les naseaux ouverts, paraissait plus épouvanté encore que le cavalier. Comprenant qu'un danger imminent nous menaçait, et, sans prendre le temps de questionner cet homme, nous nous levâmes tous. Les deux chasseurs de bisons saisirent leurs carabines, le proscrit se mit en selle et dégaîna la longue rapière attachée à ses arçons. Le nouveau venu parut alors reprendre un peu de courage, et, d'une voix étouffée, il bégaya ces mots :

— Voyez là-bas! Jésus-Maria, délivrez-nous!

Il nous suffit d'un coup d'œil jeté dans la direction indiquée pour avoir le mot de cette énigme. Un peu au-delà du cercle de lumière tracé par le foyer, une forme effrayante se balançait de gauche à droite avec un grognement sourd entremêlé d'un claquement de dents formidable. Les deux dogues, les poils hérissés, les yeux sanglans, tenaient en arrêt un animal auquel l'obscurité prêtait de colossales dimensions; c'était un ours gris, la terreur des prairies. De tout le continent américain, l'ours gris est, à vrai dire, le plus redoutable habitant. Égal en grosseur à un taureau de taille ordinaire, sa force est prodigieuse et sa férocité est au niveau de sa force. Presque invulnérable, grace à l'épaisse fourrure qui le couvre, une blessure le rend furieux; malheur au chasseur dont la balle ne l'a pas atteint dans l'œil, dans la tête ou dans le cœur, car alors il se précipite sur son agresseur, et le malheureux, eût-il la force d'un bison, est infailliblement étouffé. Caché dans les cavernes ou dans des trous qu'il se creuse lui-même, l'ours gris saisit au passage le buffle le plus puissant et entraîne son cadavre près de sa tanière pour l'y dévorer à l'aise. Tel était l'ennemi inattendu qui semblait tracer autour de nous un infranchissable blocus, et auquel un cavalier bien monté eût pu seul se flatter d'échapper.

— Remontez à cheval tous, dit l'un des chasseurs à voix basse.

Le voyageur ne se le fit pas répéter deux fois. Quant à moi, le conseil était moins facile à suivre, car mon cheval, bien qu'entravé, s'était de bonds en bonds éloigné de notre formidable visiteur, et avait disparu dans l'obscurité. Mon fusil était resté attaché à ma selle, et, pour la seconde fois, je me trouvais, à pied et sans armes, devant un danger presque inévitable. Combien alors je regrettai l'absence du brave Matasiete ou de son compagnon, dont le *rifle* nous eût infailliblement délivrés en logeant une balle dans cet œil qu'il me semblait voir reluire dans les ténèbres! Fort heureusement l'instinct de mon cheval abrégea pour moi cette périlleuse recherche. A peine avais-je fait quelques pas un peu au hasard, que je fus aperçu par le fidèle et clairvoyant animal, qui s'arrêta comme pour m'attendre. Quelques instans après, j'étais en selle, et, mon fusil à la main, je rejoignais mes compagnons.

Le gigantesque quadrupède était toujours à la même place, tenu en respect par la lueur du feu et par le nombre de ses ennemis. Avec cette

gravité d'allures qui caractérise son espèce, il paraissait se demander s'il nous attaquerait ou s'il lèverait le siége, bien que le claquement presque convulsif des mâchoires décélât chez lui les tourmens de la faim. De notre côté, nous restions sur la défensive et dans une indécision à laquelle l'attaque ou la fuite de l'animal devait seule mettre un terme. Pendant ces quelques minutes, remplies par une pénible attente, notre nouvel hôte, un peu plus rassuré, se hasarda à nous apprendre le but de son voyage nocturne. Forcé de se rendre cette nuit même à une lieue au-delà de Tubac pour y rejoindre une *conduite d'argent*, il avait été poursuivi avec acharnement depuis plus de deux heures par l'ours que nous avions devant nous. Son cheval, forcé de galoper avec un sac d'or attaché à la selle, allait peut-être tomber de fatigue, quand les lueurs de notre bivouac lui étaient apparues comme un phare de salut. On n'aura aucune peine à croire que nous écoutâmes ce récit d'une oreille fort distraite. L'ours ne cessait de faire entendre de sourdes aspirations, il humait l'air aux quatre points cardinaux; puis il s'interrompait pour arracher avec ses griffes, dont il semblait essayer la force, de larges plaques de gazon. La position devenait critique; les dogues effrayés étaient revenus se coucher près de leurs maîtres avec des hurlemens d'angoisse. Le proscrit commença à manifester une violente impatience, comme si chaque moment qui s'écoulait fût un siècle de vie pour lui. Il allait et venait, l'épée à la main, comme le matador dans l'arène.

— Eh quoi! seigneurs, disait-il, des hommes de cœur resteront-ils ainsi à la merci d'un animal immonde? Faites feu sur lui, et moi je me charge de l'achever.

Les deux chasseurs de bisons parurent se consulter.

— Au fait, dit l'un d'eux, nous avons quatre coups à tirer contre lui, et, comme le dit ce cavalier, cinq hommes ne doivent pas rester ainsi immobiles devant une bête, quelque féroce qu'elle soit.

— Patience! lui répondit son compagnon, laissez-moi d'abord essayer un moyen plus pacifique, et, si ce moyen ne réussit pas, alors nous attaquerons l'ours en nous remettant à la grace de Dieu! C'est l'odeur du bison fraîchement écorché qui retient ici cette bête affamée. Eh bien! que deux d'entre nous tiennent l'ours en respect, pendant que les trois autres traîneront loin du feu le cadavre du bison. L'ours pourra ainsi se jeter sur la proie qu'il convoite, et nous serons délivrés de notre ennemi.

L'expédient du chasseur de bisons fut adopté à l'unanimité, et nous nous séparâmes en deux camps. Les deux chasseurs passèrent autour du bison écorché le lazo du voyageur, qui en attacha l'autre extrémité au pommeau de sa selle, et la lourde masse ne tarda pas à glisser sur l'herbe en y traçant un large sillon. Le proscrit et moi étions restés à

la même place pour surveiller l'ours, qui, de son côté, continuait à nous observer sans faire un pas. Au bout de quelques minutes, les deux chasseurs et le voyageur revinrent se joindre à nous.

— C'est fait, dit l'un d'eux, et ce n'est pas sans regret que nous sacrifions notre gibier à l'appétit de cet affreux animal.

— Je me charge du reste, dit le proscrit. Sans descendre de cheval, il se pencha jusqu'à terre, prit dans le foyer une souche enflammée, et, la bride dans les dents, le tison d'une main, son épée de l'autre, il piqua droit à l'ours. Ce fut un moment terrible pour nous tous. A la vue du cavalier qui s'avançait lentement vers lui, poussant à coups d'éperon son cheval haletant, épouvanté, l'ours fit entendre une espèce de beuglement et se dressa sur ses pattes de derrière, en battant l'air avec celles de devant. Puis, soit intimidé par la contenance intrépide de son agresseur, soit effrayé par la vue du tison, il retomba sur les quatre pattes et commença à reculer. Enfin je le vis avec un inexprimable soulagement de cœur décrire un grand cercle autour de nous et disparaître dans les ténèbres. Nous restâmes silencieux pendant quelques minutes, prêtant l'oreille au froissement des herbes, et nous ne tardâmes pas à entendre, dans la direction que l'ours avait suivie, une respiration bruyante, un grognement joyeux et le sourd retentissement d'un corps lourd traîné sur le sol. L'ours avait saisi sa proie et l'emportait dans son repaire pour la dévorer à son aise. Le siége était levé, la savane était redevenue praticable. Le proscrit rengaîna son épée, et, s'avançant vers les deux chasseurs de bisons qui avaient repris leur place près du feu :

— Il ne me reste plus, leur dit-il, mes chers amis, qu'à vous remercier de l'hospitalité que vous avez bien voulu m'accorder; je m'en souviendrai toujours. Maintenant je vais où mon destin m'appelle!

Et, se penchant sur sa selle, il tendit aux deux chasseurs, avec une dignité courtoise, une main qu'ils pressèrent vivement dans leurs mains calleuses. — Plaise à Dieu, seigneur cavalier, dit l'un d'eux en même temps, que vous trouviez partout, comme ici, un asile sûr pour vous abriter, et un accueil aussi cordial que le nôtre!

Je voulais moi-même exprimer au proscrit l'intérêt que m'inspirait sa triste destinée; mais je fus devancé par le voyageur au sac d'or, qui avait hâte de s'assurer pour le reste de la nuit la compagnie d'un cavalier aussi intrépide.

— Pourrais-je vous demander, seigneur cavalier, dit cet homme en balbutiant, de quel côté vous pensez vous diriger?

L'inconnu montra du doigt un côté de l'horizon où depuis quelque temps on pouvait voir une colonne de flamme se dessiner sur les ténèbres en spirale rougeâtre. Était-ce un signal donné au proscrit par quelques compagnons qui de loin veillaient sur lui? Une question que

je hasardai à ce sujet n'obtint qu'une réponse évasive. Le proscrit dirigea sa main vers le ciel, où les étoiles du chariot traçaient déjà leur course elliptique.

— Ce sont ces étoiles qui me guident, me dit-il. En marchant dans cette direction, je ne puis manquer d'atteindre le préside de Tubac.

— Quel heureux hasard! s'écria le voyageur. Justement des affaires pressantes m'appellent de ce côté, et bien que le pays, Dieu merci, n'ait jamais été infesté par les *salteadores* (voleurs de grande route), je ne serais pas fâché de faire route avec un homme aussi brave que vous. Après tout, je réponds d'une somme considérable qui m'a été confiée.

— La somme contenue dans ce sac? demanda le proscrit en regardant le voyageur avec une singulière expression de pitié.

— Oui, trois mille piastres en or.

— Eh bien! croyez-moi, attendez ici le jour. La nuit est sombre, mon cheval est rapide, et peut-être ne pourriez-vous pas me suivre. Croyez-moi, vous dis-je, restez ici.

Le voyageur insista : il était déjà en retard, et d'impérieux motifs l'obligeaient à rejoindre en toute hâte la *conduite d'argent* arrêtée près de Tubac. Le proscrit finit par se rendre à ses instances, et consentit, quoique avec une répugnance marquée, à l'accepter pour compagnon. Il mit pied à terre, et resserra la sangle de son cheval; puis, se tournant vers moi : — Seigneur français, me dit-il, si jamais le hasard veut que vous me rencontriez encore, peut-être serez-vous bien aise de me rappeler que nous avons partagé l'hospitalité du même foyer.

Un peu surpris de cet étrange adieu, je cherchais encore une réponse, quand déjà les deux voyageurs avaient piqué des deux dans la direction de la grande ourse.

— L'agneau et le jaguar, murmura l'un des deux chasseurs de bisons en secouant la tête d'un air mystérieux et solennel, l'agneau et le jaguar ne font pas long-temps route ensemble!...

Puis le chasseur rassembla les tisons épars et se coucha, les pieds tournés vers le foyer. Son compagnon et moi, nous fîmes de même. Le reste de la nuit se passa tranquillement, et la rosée pénétrante des matinées d'Amérique put seule nous réveiller. L'ours n'avait heureusement pas emporté notre déjeuner : quelques lanières de viande, derniers restes du bison dont il avait dévoré le corps, sifflèrent bientôt sur les charbons ardens, et je pus me convaincre, pour la seconde fois, que les voyageurs n'ont pas exagéré la succulence de la chair du bison. Cependant le soleil s'élevait à l'horizon pendant que nous déjeunions avec un véritable appétit de chasseurs, et le spectacle que ses rayons découvrirent à nos yeux, en dissipant les brouillards de la plaine,

nous annonça une journée pour le moins aussi aventureuse que la nuit qui l'avait précédée.

Les hauteurs verdoyantes de la savane se couvraient de longues files de bisons. Il eût été, pour les deux chasseurs, plus que téméraire d'attaquer de front des troupeaux aussi serrés. Pour tuer un ou deux bisons sans trop de danger, il n'est qu'un moyen : c'est de les séparer du troupeau; l'adresse et l'agilité du chasseur font le reste. Contre l'attente de mes deux compagnons, les *cibolos* défilaient en mugissant, parallèlement à la rivière, et nul d'entre eux ne se hasardait de notre côté.

Le premier Européen qui vit un bison dut être, à mon avis, fort effrayé. Le bison est d'une taille supérieure à celle du taureau ordinaire; une crinière épaisse, noire ou couleur de rouille, couvre son cou, ses épaules, son poitrail, et flotte jusqu'à ses pieds. Le train de derrière de l'animal, à partir de la bosse qui charge les épaules, est couvert d'un poil court et rude comme celui du lion, et, comme celui du lion, constamment fouetté par une queue nerveuse. Sa course pesante ébranle le sol, ses mugissemens déchirent l'air; ses yeux, qui n'expriment qu'une férocité stupide, et les cornes noires, aiguës, implantées sur son large front, achèvent d'en faire un objet d'épouvante.

Tout en observant, non sans dépit, la manœuvre de ces gigantesques troupeaux, l'un des deux chasseurs examinait en connaisseur mon cheval, que l'obscurité de la nuit l'avait empêché jusqu'alors de remarquer.

— *Caramba!* disait-il, ce large poitrail, ces jambes fines, ces naseaux bien ouverts, ces reins allongés, annoncent un coureur peu ordinaire.

— Mon cheval, répondis-je avec la fatuité d'un propriétaire, défierait un cerf pour l'agilité, une mule pour la fatigue...

— Et un bison pour la vitesse, interrompit le chasseur. Eh bien! pour en venir au fait, seigneur français, vous pourriez me rendre un signalé service!

— Parlez.

— Vous voyez là-bas ce troupeau de *cibolos* qui semblent nous éviter. Puisque votre cheval est si bon coureur, galopez hardiment jusqu'à ces peureux, et tirez-leur un coup ou deux de votre fusil à bout portant, s'il est possible; vous en blesserez pour le moins un; le troupeau tout entier se mettra à votre poursuite, mais vous le distancerez facilement; les plus agiles, par conséquent les plus forts, vous suivront seuls de près en se séparant de la bande, et nous en ferons notre affaire.

— Est-ce sérieusement que vous parlez? demandai-je. Le chasseur me regarda d'un air étonné. — Et si mon cheval venait à s'abattre?

— Il ne s'abattra pas.

— Mais enfin s'il s'abattait?

— Alors il est certain que vous auriez peu de chances de leur échapper. Cependant cela s'est vu; mais, dans le cas où vous succomberiez si glorieusement, je vous promets de faire en votre honneur un massacre affreux de *cibolos*.

— Écoutez, dis-je alors au boucanier, il y a mille services que je serais enchanté de vous rendre de préférence à celui-là; j'ai déjà chassé très involontairement le tigre il y a quelques jours, l'ours la nuit dernière, et je ne me soucie pas de me faire chasser maintenant par le bison. J'ai bien réfléchi, et j'aime mieux vous prêter mon cheval.

— Je n'osais vous demander cette faveur, et, ajouta naïvement le chasseur, je croyais vous faire plaisir en vous offrant cette distraction.

Je le remerciai de ses bonnes intentions, et, bien qu'enchanté de me tirer quelque peu en Gascon de ce mauvais pas, je remis, en soupirant, la longe de mon cheval entre ses mains. Le boucanier commença par le desseller, plia en quatre la couverture qui lui servait de manteau, et l'assujettit sur le dos du cheval au moyen de la longue *faja* de crêpe de Chine roulée autour de son corps. Puis, ôtant lui-même ses *calzoneras*, ses brodequins de peau de daim et sa veste, il resta nus-pieds, en caleçons courts et en manches de chemise.

— Comme la partie que je vais jouer ne laisse pas d'être assez délicate, dit-il, je ne saurais donner à ce cheval et à moi trop de liberté dans les mouvemens, et vous allez voir quel parti l'on peut tirer d'un animal convenablement arrangé.

Ainsi équipé, et après avoir suspendu à la selle une espèce d'estoc affilé et tranchant, le chasseur sauta en croupe; il s'assura qu'au besoin la *faja* pourrait lui servir d'étriers et supporter tout le poids de son corps en lui permettant de laisser aux reins de sa monture toute leur élasticité. Alors, avec une habileté qui devait pour le moins égaler celle des anciens Numides, il rassembla son cheval, le lança en avant, le retint, roula dans sa main gauche le *cabresto* (1) dont il maintint l'extrémité, partit comme une flèche, et revint près de moi avec la même rapidité.

— Vous ne savez pas ce que vaut un pareil cheval! me dit-il, et je m'en veux presque de vous priver d'une occasion de connaître quel trésor vous avez là.

J'avoue que, manié par ce sauvage écuyer, mon cheval me paraissait n'être plus le même animal qu'entre mes mains; toutefois je recommandai instamment au chasseur de ne pas trop l'exposer aux cornes des bisons.

(1) On appelle *reata*, ou *cabresto*, ou *cabestro*, la longue corde qui sert à la fois de *lazo* et de licou.

— Nous courrons les mêmes chances, reprit le boucanier en riant; puis il nous donna ses instructions. Nous devions nous coucher à plat ventre, le fusil à la main, sur le talus qui encaissait la rivière, et surveiller à travers les hautes herbes les mouvemens des animaux qu'il lancerait vers nous.

— Du reste, ajouta-t-il, vous avez le temps, seigneur français, d'assister, avant de vous mettre en embuscade, à une course comme rarement vous aurez l'occasion d'en voir. Je veux vous montrer ce qu'on peut attendre d'un bon cheval monté par un bon chasseur.

Presque aussitôt il se lança, ventre à terre, dans la direction du troupeau de *cibolos*, dont le vent nous apportait les mugissemens éloignés. Je restai debout sur le bord de la rivière pour ne rien perdre du spectacle intéressant qui m'était promis. Le chasseur commença par faire un assez grand détour, franchissant avec une aisance imperturbable les nopals épineux et les inégalités de terrain dont la plaine était semée; le cheval paraissait plutôt voler que courir, et jetait au vent des hennissemens joyeux; puis le cavalier disparut derrière une colline assez élevée. Cependant le compagnon du hardi boucanier avait planté en terre une baguette de saule surmontée d'un mouchoir à carreaux rouges. Je lui demandai si c'était un signal pour son camarade.

— Non, me dit le chasseur; les bisons sont comme les taureaux, le rouge les irrite. Si Joaquin en détourne un ou deux, ce mouchoir les attirera infailliblement ici, et nous les tuerons à bout portant : vous aurez soin de les viser au mufle au moment où ils s'élanceront sur nous.

— Est-il donc indispensable, demandai-je au boucanier, de les attirer justement ici?

— C'est mon métier, répondit le boucanier, qui, comme Matasiete, oubliait que je n'étais pas chasseur de profession. Il achevait à peine de parler, que nous pûmes remarquer une sorte de frémissement et d'agitation dans les rangs du troupeau de bisons qui couvraient les pentes inférieures de la colline derrière laquelle Joaquin avait disparu. C'était l'aventureux chasseur qui venait de gravir la hauteur en sens opposé. Arrivé au sommet, il poussa deux cris aigus, auxquels répondirent des mugissemens prolongés, s'élança du sommet de la colline en bas, comme un bloc de rocher qui s'éboule, et disparut au milieu de cette forêt pressée de cornes et de crinières noires. Le troupeau s'ébranla et fit, dans la direction de nos signaux, un mouvement alarmant; mais bientôt il se dispersa en groupes nombreux de différens côtés. Je revis alors Joaquin galoper de nouveau, sain et sauf, au milieu des trouées qu'il venait d'ouvrir. Deux bisons d'une taille énorme semblaient être les guides d'une des colonnes détachées du troupeau principal, et ce

fut vers ces deux monstrueuses bêtes que le chasseur parut diriger ses attaques. Voltigeant sur les flancs du bataillon, allant, venant avec une légèreté, une audace, qui tenaient du prodige, Joaquin paraissait et disparaissait tour à tour, sans toutefois que les deux chefs se détachassent de leurs compagnons. Enfin il se fit un vide presque imperceptible entre la petite troupe et les buffles conducteurs. Rapide comme l'éclair, le chasseur s'y précipita; mais, soit qu'il eût trop présumé de l'agilité de son cheval, soit que ce fût une ruse de ses farouches antagonistes, je vis avec une angoisse inexprimable le flot vivant, un instant séparé, se rejoindre, et le malheureux boucanier serré comme dans un gouffre dont la bouche béante se serait refermée sur lui. J'oubliai le cheval pour ne penser qu'à l'homme, et j'échangeai un regard plein d'anxiété avec le compagnon du pauvre Joaquin. Les joues basanées du chasseur s'étaient couvertes d'une pâleur mortelle; la carabine à la main, il allait s'élancer au secours de son camarade, quand il poussa un cri de joie et s'arrêta. Violemment pressé entre les cornes des deux bisons qui s'étaient enfin éloignés de la colonne dont ils formaient la tête, Joaquin s'était dressé debout sur son cheval, que protégeait contre les coups de cornes l'épaisse couverture de laine attachée sur son corps. Pendant que le groupe serré se dirigeait ainsi vers nous sans se désunir, le boucanier tira son estoc, posa un pied sur les épaules laineuses du bison, plongea la pointe meurtrière au défaut des os, et, dans l'instant où l'animal faisait un dernier effort pour ne pas mourir sans vengeance, s'élança impétueusement à terre. Il était temps, car au même moment mon pauvre cheval, soulevé sur le front du bison, était violemment culbuté. Ce fut ce qui le sauva : il échappa ainsi à l'étreinte de ses deux ennemis, et, se relevant presque aussitôt, se mit à fuir, poursuivi toujours par les deux *cibolos*. Quant à Joaquin, il courut parallèlement à sa monture, dont il n'avait pas lâché la longe, parvint à s'en rapprocher insensiblement, saisit la crinière du cheval, s'enleva de terre et se remit en selle en poussant un hourra de triomphe.

— A nous maintenant! dit le chasseur resté avec moi, en reprenant son poste à la vue des deux bisons, qui, acharnés à la poursuite du cheval et du cavalier, se dirigeaient vers nous d'un pas inégal, tandis que la colonne, privée de ses deux guides, s'enfuyait vers les collines. Nous nous jetâmes à plat ventre sur la berge inclinée de la rivière, et nous attendîmes les deux cibolos, qui s'arrêtèrent un instant, découragés, en poussant des mugissemens de rage et en creusant la terre de leurs cornes. Le boucanier agita vivement alors le mouchoir rouge au bout de sa baguette. A l'aspect de la couleur détestée, les deux animaux semblèrent saluer avec une joie féroce un but qui du moins ne reculait pas devant leurs attaques : ils s'élancèrent vers nous. Joaquin s'était jeté de côté, son rôle était rempli. On se ferait difficilement une idée

de l'aspect terrifiant du bison furieux et blessé. A chacun de ses mouvemens, des ruisseaux de sang s'élançaient de droite et de gauche, empourprant les flots de sa crinière noire; une écume sanglante rougissait ses naseaux, dont le formidable sifflement retentissait toujours plus près de nous. L'autre bison le devançait, couvant de son œil stupide et féroce le mouchoir que le vent de la rivière agitait seul, car le chasseur était, comme moi, la carabine à la main. Une minute de plus, et nous allions avoir à nous défendre contre ces deux animaux irrités. Heureusement, quelques secondes après, le bison blessé s'abattit lourdement et expira. — Feu! s'écria le chasseur. Atteint de trois balles dans la tête, l'autre bison s'arrêta, tomba et vint heurter le sol presque à la crête du talus qui nous protégeait. Joaquin arrivait au petit trot, frais et souriant comme le cavalier qui vient dans un manége de faire admirer toutes les qualités de son cheval. Il examina le dernier cibolo tombé.

— Vive Dieu! dit-il, vous avez logé vos deux balles dans sa tête, et ce n'est pas trop mal pour un débutant. Quant à moi, désormais je ne veux plus chasser le bison qu'à cheval.

— Pas avec le mien, j'espère, me hâtai-je de répondre, car c'est un miracle que le pauvre animal ait échappé aux cornes des cibolos.

— Je comptais cependant ne pas m'en tenir là seulement avec votre cheval; mais la première fois que je trouverai l'occasion de me monter convenablement, je ne la manquerai pas. Eh! par Dieu! je crois que la Providence a exaucé mes vœux, car voici précisément un cheval qu'elle m'envoie, tout sellé, tout bridé, ma foi!

Nous vîmes en effet un cheval tout bridé, tout sellé, qui galopait vers la rivière presque aussi rapidement que s'il eût fui devant un troupeau de cibolos. Les larges étriers de bois qui battaient ses flancs l'excitaient encore à courir plus vite. Sa course avait dû cependant être déjà longue, à en juger par l'écume et la sueur qui baignaient son poitrail. Le cavalier qui venait en toute apparence d'être désarçonné ne pouvait être que bien loin de nous.

— Si je ne me trompe, s'écria Joaquin, c'est le cheval du voyageur qui nous a annoncé la visite de l'ours. Il lui sera arrivé malheur dans la savane; car, bien qu'il ne fût pas très brave, il paraissait être trop bon cavalier pour s'être laissé jeter par terre. Vous me permettrez bien, j'espère, d'user encore de votre monture pour m'approprier celle-là.

En disant ces mots, le boucanier détacha la *reata* roulée autour du cou de mon cheval, fit un nœud coulant à l'extrémité de la corde et s'élança à la poursuite de l'animal échappé. Avec l'habileté qui distingue les cavaliers mexicains, il eut bien vite jeté son nœud coulant sur le cheval fugitif, qui, se sentant pris, s'arrêta et se laissa emmener

sans résistance. L'inspection de la selle ne put rien nous apprendre de précis sur le sort du malheureux voyageur. Cependant une écorchure profonde et récente du cuir, écorchure qui commençait à la hauteur de l'étrier droit, pouvait indiquer que le cavalier avait été enlevé de force, traîné à terre, et que son éperon avait tracé ce sillon au moment de la chute. En outre, les cordons de cuir qui retenaient sa valise avaient été coupés et non brisés ou dénoués, et on se rappellera peut-être que cette valise contenait un sac d'or. Les boucaniers secouèrent la tête.

— Je me suis toujours défié, dit Joaquin, des *tierra-adentreños*. Puisque votre route est vers Tubac, seigneur cavalier, je vous accompagnerai; ce cheval vient du côté du *préside*, et je ne serais pas fâché d'en savoir un peu plus long sur tout cela.

J'acceptai volontiers la proposition du chasseur. Je baignai mon cheval pour effacer les traces sanglantes des prouesses de Joaquin; je le resellai, le boucanier détacha les deux chiens qu'il avait attachés à un bouquet de saule, et, après que j'eus pris congé de son camarade, nous partîmes, moi sur mon cheval, et Joaquin sur celui que le hasard lui avait envoyé.

A deux cents pas de là, nous vîmes couchées dans l'herbe les *armas de agua* que le mouvement furieux du cheval avaient détachées de la selle. — Peut-être, dis-je à Joaquin, allons-nous trouver le sac d'or du voyageur? — Le boucanier ne me répondit que par un sourire d'incrédulité. Nous marchâmes encore une heure au grand trot. A une lieue environ de Tubac, les chiens aboyèrent et s'enfoncèrent dans un petit vallon où nous les suivîmes; là un spectacle effrayant nous attendait. Au milieu d'une mare de sang, la face tournée contre terre, gisait le malheureux que nous avions vu, quelques heures auparavant, partir en compagnie du proscrit.

— Le proverbe a raison, dit tristement le boucanier; le jaguar et l'agneau ne font pas long-temps route ensemble. Le pauvre diable! ajouta-t-il d'un air de compassion, timide et craintif comme il semblait l'être, il ne devait être frappé que par derrière, et, tenez, voici la trace du jaguar. C'est bien là l'empreinte de son pied tel que je l'ai remarquée sur les cendres de notre foyer; mais d'autres traces se mêlent aux siennes, et celles-là, je ne les connais pas.

Le boucanier examina les empreintes encore fraîches avec l'attention minutieuse que ses compatriotes portent dans ces sortes d'enquêtes, où la race américaine trouve occasion de déployer sa merveilleuse sagacité. Plein de confiance dans l'instinct presque divinatoire du chasseur des prairies, j'écoutai avec un vif intérêt Joaquin, lorsqu'après avoir soigneusement étudié le terrain, puis médité profondément, il se rapprocha de moi et me dit avec l'accent d'une inébranlable convic-

tion : — Voici ce que j'affirmerais devant Dieu et devant les hommes, quand même ce cadavre serait celui de mon frère : l'homme que je soupçonnais n'est pas coupable de ce meurtre; le crime a été commis malgré lui. Ici (et il montrait la trace des genoux) le voyageur a demandé merci; l'homme de Tierra Adentro l'a protégé de son corps, ainsi que l'atteste l'empreinte de ces talons près de l'empreinte des genoux, et c'est là, ajouta-t-il en montrant la trace de la pointe du pied, qu'un chacal a frappé par derrière le malheureux, que son compagnon défendait. Le chacal sera frappé à son tour ! J'ai dit.

C'était la première fois que j'entendais un Mexicain s'exprimer avec cette solennité devant la mort. Je serrai silencieusement la main de Joaquin. Quelques heures après, je me séparais du boucanier; ce fut encore ému de cette scène lugubre que je rentrai dans Tubac, où je me gardai bien de parler de ma triste rencontre. Tout, du reste, était en émoi dans le préside, car, chose inouie, la nuit précédente, une *conduite d'argent* avait été attaquée et une somme considérable enlevée par des inconnus. Ce fait était aussi parfaitement explicable pour moi que l'avaient été pour le chasseur de bisons les circonstances de l'assassinat du malheureux voyageur; cette fois, comme l'autre, je reconnaissais l'intervention du *tierra-adentreño*.

II.

Le but de mon excursion à Tubac était désormais atteint. J'avais vu de près ces derniers vestiges des mœurs primitives qui se conservent encore dans quelques parties de la république, et que la civilisation bâtarde dont le siége est à Mexico tend de plus en plus à effacer. Il fallait songer maintenant à regagner les régions du centre. Quelques jours après mon arrivée à Tubac, une caravane d'*arrieros* devait partir dans la direction du sud; je me joignis à eux, croyant bien en avoir fini cette fois avec la vie d'aventures. C'était à tort cependant que je comptais ne plus revoir, autrement que dans mes souvenirs, quelques-uns des représentans de cette société si franchement barbare qui se maintient au Mexique en présence de la société prétendue civilisée. Parmi les types bizarres qui s'étaient succédé devant mes yeux, il en était un, le *salteador* ou voleur de grand chemin, qui venait de se révéler à moi, mais seulement dans le demi-jour, et que je devais retrouver l'occasion d'observer, pour ainsi dire, en pleine lumière. Le sinistre personnage qui m'avait raconté au bivouac des chasseurs de bisons ses démêlés avec la justice m'avait appris comment, au Mexique, s'ouvre la destinée d'un brigand; le même homme allait m'apprendre, à quelques jours de distance, comment elle se termine. Ce n'est point par la pendaison, comme on serait tenté de le croire. Tel qui a commencé par lutter

contre les juges finit d'ordinaire par s'arranger à l'amiable avec eux, et souvent même par leur dicter des lois. C'est le dénouement comique de plus d'une sombre tragédie.

Je dois dire avant tout quelques mots d'un compagnon de voyage, d'un compatriote, que le hasard semblait m'envoyer tout exprès pour me faire connaître, au sortir des fatigues de mon excursion si périlleuse, des dangers que je n'avais pas soupçonnés. Le soir de notre troisième étape, nous étions campés non loin d'un ruisseau tributaire du Rio-Bacuache. De bruyans éclats de rire m'attirèrent sur les bords de ce ruisseau, où quelques femmes d'*arrieros* lavaient les *calzoncillos* de leurs maris. Un homme qui portait sur sa figure, rougie par le soleil, une expression de franchise et de gaieté toutes françaises, faisait assaut de quolibets avec les laveuses, et le grasseiement parisien qu'il introduisait dans la prononciation mexicaine avait de quoi justifier amplement l'hilarité générale. On devine si entre le Parisien et moi la connaissance fut bientôt faite. M. D..... parcourait à pied le Mexique : c'est par goût qu'il voyageait ainsi, et, sachant que dans ce pays on méprise quiconque n'est pas cavalier, il avait acheté un cheval, mais seulement pour s'en servir à la traversée des villes ou des villages. Le reste du temps, il menait le cheval en laisse. Fils d'un manufacturier de Paris, mon nouveau compagnon, à la veille de payer, par un riche mariage, l'établissement paternel, avait reculé devant l'engagement qu'il allait contracter. Il avait quitté Paris pour ne pas perdre sa liberté. Depuis six ans, l'Amérique du Sud, comme l'Amérique du Nord, l'avait vu errant, colportant de maison en maison quelques menues marchandises dont le produit le faisait vivre. Sobre, patient, résigné, assez intrépide pour voyager seul d'un bout à l'autre des Amériques, ne regrettant rien d'une vie plus aisée, doué d'une fermeté d'ame égale à celle de ses muscles infatigables, trop fier pour tendre la main dans l'adversité, assez généreux pour l'ouvrir dans la fortune, joignant enfin, par un bizarre mélange, aux instincts chevaleresques de notre nation l'étroitesse d'idées commerciales qu'on a pu lui reprocher quelquefois, tel était l'homme que le hasard m'avait fait rencontrer au fond des solitudes mexicaines. Ce type est moins rare qu'on ne pourrait le supposer dans les deux Amériques. M. D....., au moment où je le rencontrai, était attaché à une maison française qui avait désiré utiliser sa connaissance pratique des affaires. Son mandat l'appelait à la foire annuelle et célèbre de San-Juan de los Lagos. Cet itinéraire s'accordant avec le mien, il fut convenu que nous ferions route ensemble. J'y mis une condition cependant : c'est que M. D..... dérogerait en ma faveur à ses habitudes et voyagerait à cheval. La condition fut acceptée de bonne grace, et le lendemain de notre rencontre nous partîmes, après avoir pris congé des *arrieros*, et décidés à faire diligence pour ne pas manquer l'ouverture de la foire de San-Juan.

En compagnie de M. D....., je revis Arispe, Hermosillo, Guaymas, où je m'embarquai de nouveau. Je saluai de loin, du pont de la *balandre* qui me remportait, la côte de Californie, qui m'apparaissait comme une vapeur bleuâtre; je revis les lames écumer sur les récifs des îles de Cerralbo et d'Espiritu-Santo; puis, des hauteurs de la *commandance* de San-Blas, je jetai un coup d'œil d'adieu sur cette mer Vermeille que je venais de traverser pour la dernière fois, et dont les premiers souffles du *cordonazo* et les premiers nuages d'octobre commençaient à troubler l'azur. A mes pieds, des rafales impétueuses, avant-coureurs des orages qui s'abattent sur le golfe, courbaient la cime des arbres. Le soleil aspirait à longs traits les vapeurs qui devaient bientôt se précipiter en pluies torrentielles. La maladie, la mort, semblaient prêtes à s'abattre sur la ville, plus triste, plus désolée que jamais, car, aux approches de la saison des pluies, l'heure de la migration périodique de la plupart des habitans était déjà venue.

Nous ne tardâmes pas à gagner Tépic, ville d'environ vingt mille habitans, et qui, sous une tiède température, s'élève, comme une plate-forme verte et toujours fraîche, au-dessus des plages torréfiées de San-Blas. Nous franchîmes en trois jours les soixante lieues qui séparent Tépic de la capitale de l'état de Jalisco, Guadalaxara, qui compte cent cinquante mille habitans, ville renommée dans toute la république pour ses manufactures et l'adresse de ses enfans à manier le couteau; puis nous prîmes, pour ainsi dire, à travers champs pour gagner San-Juan.

Sur ces nouvelles voies de communication, la scène change; ce ne sont plus de rares voyageurs apparaissant à de longues distances au milieu des déserts : d'interminables files de mules encombrent les routes; de lourds chariots dont l'essieu crie font poudroyer, sous leur attelage de bœufs, la poussière des grands chemins; les salteadores, à moitié voilés de leurs mouchoirs de soie, attendent la proie qui leur a été désignée, et échangent avec les voyageurs sans bagage des saluts d'une courtoisie désintéressée. Vous sentez que la vie circule plus active entre les membres épars de ce grand corps qui compose la république; mais des dangers encore inconnus vous menacent. Les croix de meurtre s'élèvent çà et là; des histoires lugubres vous sont racontées dans les hôtelleries, et le conteur, qui vous épie, cherche à juger, d'après votre contenance, s'il doit ou non vous livrer aux bandits dont il s'est fait l'éclaireur; puis vous avez à subir l'hospitalité mexicaine avec son cortége inévitable de misère, de saleté, de dénûment.

Tous les inconvéniens que je viens d'énumérer semblèrent, pour ainsi dire, se grouper autour de nous dans la *venta* où nous étions descendus la veille de notre arrivée à San-Juan de los Lagos. Vers cinq heures du soir, après douze heures environ passées à cheval et sous les

flots d'une pluie torrentielle, nous avions aperçu, à travers un voile de brouillards, les murs blancs et les tuiles rouges de cette *venta* isolée. M. D..... prit aussitôt les devans pour nous assurer dans ce pauvre gîte un souper et un abri. — Un mot en passant sur les formalités d'introduction dans les *posadas* du Mexique. On pénètre d'abord sans obstacle dans la grande cour carrée de l'hôtellerie, sur laquelle s'ouvrent, au rez-de-chaussée, les chambres destinées aux voyageurs. La plupart du temps, le maître de l'hôtellerie, le *huesped*, absent ou occupé au fond d'une écurie lointaine à régulariser sur un papier sale sa comptabilité de fourrages, n'a garde de répondre à la voix qui l'appelle. L'arrivant n'a rien de mieux à faire alors qu'à pousser à cheval une reconnaissance dans toutes les chambres, dont les portes restent ouvertes, et il prend celle qui lui convient. Son choix est bientôt fait, car l'ameublement est dans toutes exactement le même : un banc et une table de bois, un lit en maçonnerie, voilà tout. Le prix ne varie pas non plus; il est fixé à un *réal* (60 centimes) par jour. Vous dessellez ensuite votre monture en attendant le *huesped*, qui arrive enfin, et qui, vous trouvant installé, murmure de n'avoir pas été prévenu; après quoi, vous vous occupez de la nourriture de votre cheval, puis, le cas échéant, vous songez à vous-même et vous demandez à souper. Là encore de nouvelles tribulations vous attendent, car, pour peu que l'hôte soit de mauvaise humeur, ou que vos façons d'agir lui aient déplu, vous courez le risque de n'avoir que des refus, ou, à grand'peine, le rebut des mets préparés. Ce sans-façon à l'égard des voyageurs n'est pas poussé, il faut le dire, au-delà de certaines limites dans les villes où les *posadas* sont nombreuses; mais, dans les *ventas* protégées par leur isolement contre toute concurrence, il se transforme en un insupportable arbitraire.

Au moment où je venais d'obtenir, à force d'instances et en bravant mille rebuffades, un médiocre souper, un mouvement inusité se fit dans la venta. Une lourde berline de voyage, attelée de huit mules, était entrée dans la cour. La caisse percée à jour, le train à moitié brisé, paraissaient avoir servi de cible aux carabines des routiers. Un cavalier, dont le cheval perdait des flots de sang, précédait la massive voiture. Un voyageur presque mourant fut à grand'peine tiré de l'intérieur, soigneusement fermé. Le *huesped* désœuvré, qui se promenait dans la cour en sifflant, s'en alla recevoir les arrivans. Comme la nuit tombait, les portes de la venta furent fermées par une chaîne de fer, et je pus apprendre du cavalier qui accompagnait la berline le mot de cette lugubre énigme. Son maître, le voyageur moribond qu'on venait de transporter dans une chambre voisine, était parti de Mexico pour aller établir à San-Juan une banque de jeu. Trente mille piastres en argent et en or remplissaient les coffres de la voiture. A quelque lieues de l'hôtellerie, des voleurs les avaient attaqués, blessés et dépouillés.

A en croire le narrateur, des joueurs habitués de la banque tenue par son maître à Mexico, informés du but de leur voyage, les avaient suivis de venta en venta, de *meson* en *meson*, et livrés aux routiers qui les avaient *débanqués* sur le grand chemin. — Je vous confie ce récit sous le sceau du secret, ajouta le cavalier, car un malheur de plus peut nous frapper, si la nouvelle de notre désastre parvenait aux oreilles de la justice; l'intervention de l'alcade achèverait de nous ruiner.

Cette crainte ne me surprit nullement, tant est grand l'effroi que la justice mexicaine inspire à ceux qu'elle a la prétention de protéger. Je promis donc le silence au cavalier, qui s'éloigna pour aller soigner son maître. M. D....., présent à cet entretien, avait peine à contenir son indignation. Fort de l'expérience que m'avait donnée un long séjour dans la république, j'essayai en vain de lui faire comprendre que, le gouvernement fédéral ne rétribuant point les juges, ceux-ci étaient bien forcés de vivre aux dépens des plaideurs, qui, de leur côté, n'avaient que fort peu de goût pour cette intervention intéressée. Ce n'était pas, au reste, la seule preuve que M. D..... devait me donner de sa fâcheuse ignorance en matière de jurisprudence mexicaine. Cette rencontre d'hôtellerie n'était que l'avant-coureur de scènes moins tragiques, dans lesquelles M. D..... allait se trouver, non plus témoin, mais acteur involontaire.

La *villa* (1) de San-Juan de los Lagos, où nous arrivâmes après dix jours de route, est bâtie au fond d'un bassin circulaire si profond, qu'à peine aperçoit-on de loin le sommet des deux tours de sa cathédrale. Quant à la villa, on ne la devine que du sommet du talus escarpé qui l'entoure de tous côtés. La population de San-Juan n'est en réalité que de quelques milliers d'ames; mais chaque année, au mois de décembre, la foire qui s'y tient, foire célèbre dans toute la république, y attire près de trente mille étrangers qui s'y logent comme ils peuvent. La plupart campent sur les hauteurs qui dominent la ville, car, dans l'intérieur, les boutiques, les auberges, les baraques même, sont louées à un prix exorbitant pendant les quinze jours que dure la foire.

L'origine de cette foire fut d'abord toute religieuse. Notre-Dame-de-Saint-Jean-des-Lacs était en grande renommée pour les miracles de toute espèce qu'elle opérait, soit pour la guérison des infirmités les plus incurables, soit pour l'apaisement des consciences les plus désespérées. Un pèlerinage à San-Juan, accompagné de riches offrandes, ne suffisait pas, dans le dernier cas, pour obtenir le résultat désiré. Le pénitent devait en outre descendre à genoux la côte rapide qui mène à la place, traverser celle-ci, monter les douze degrés de la cathédrale; là, il attendait sur le parvis, les genoux en sang, que le prêtre reçût l'offrande et

(1) On appelle *villa* toute ville qui n'a pas de congrès, auquel cas elle a droit au nom de *ciudad* (cité).

lui donnât l'absolution. Aujourd'hui, bien que le caractère religieux de cette foire se soit en partie effacé, on voit encore plusieurs fois par jour des malheureux acheter ainsi le pardon des crimes dont ils sont souillés. Cette pénitence doit, comme on le comprend sans peine, rendre à la longue la conscience aussi calleuse que les genoux. Cela n'empêche pas la population mexicaine de témoigner un vif intérêt à ceux qui se l'imposent, et d'étendre sur le passage des pénitens des tapis, des manteaux et des *sarapes*.

Comment, à la longue, le pèlerinage de San-Juan se transforma en foire, c'est ce qu'il est facile d'expliquer. Les marchands ne tardèrent pas à venir exploiter les pénitens dont le nombre était grand; les joueurs vinrent exploiter les marchands; les pauvres Indiens vinrent faire bénir à San-Juan leurs poules, leurs ânes et leurs chiens. Les voleurs vinrent mettre à contribution à leur tour les pénitens, les marchands, les joueurs, les Indiens, et une nuée de courtisanes s'abattit comme des sauterelles dévorantes sur cette mêlée de dupes et de fripons. Telle fut l'origine de la foire actuelle. C'est parmi ce ramassis de gens sans aveu, de filles perdues, de joueurs, de voleurs, que se débattent des affaires immenses, et tel est le danger permanent de ce rassemblement, que les négocians ne traitent, littéralement parlant, que le pistolet ou le sabre d'une main et la marchandise de l'autre. Les environs de la ville, battus en tous sens par des hordes errantes de *rateros* (1) et de *salteadores*, n'offrent pas plus de sécurité que l'intérieur; malheur aux petits marchands, aux pèlerins isolés que leur mauvaise étoile livre sans armes à ces chacals affamés! Le soir, quand l'*oration* a sonné, on barricade soigneusement les boutiques, et, tandis que les marchands calculent leur recette, la ville reste livrée aux joueurs, aux courtisanes et aux voleurs que, dans ce pays fanatique, le sacrilége même n'arrête pas.

Telle était la ville où une singulière mésaventure survenue à mon compagnon de voyage allait me forcer de prolonger mon séjour. J'ai dit que le Parisien, après avoir long-temps mené par goût la vie du marchand nomade, était devenu le chargé d'affaires d'une grande maison de commerce. Malheureusement M. D..... n'avait pas encore eu le temps de se familiariser avec son nouveau rôle, et il apportait avec lui à San-Juan une cargaison de menues marchandises dont il espérait se défaire avantageusement. Il n'avait jamais visité certains états du Mexique où, malgré les efforts de la diplomatie européenne, la vente en détail est interdite aux étrangers; il ignorait qu'à San-Juan cette loi vexatoire fût en vigueur. Agissant en conséquence, il eut bientôt placé à très bon prix une partie de ses marchandises de détail. Quand il me fit part du résultat de ses premières opérations, je l'avertis du danger qu'il

(1) Voleurs en petit, voleurs à pied, l'opposé de *salteadores*.

courait en les prolongeant. Déjà il était trop tard. Une dénonciation avait été portée contre M. D..... La justice espagnole, avec une célérité digne des cadis d'Orient, condamna le pauvre négociant, sans même l'entendre, à la confiscation de tous les intérêts qu'il avait en main, à dix-huit mois de travaux forcés à la Laguna de Chapala, et un mandat d'amener fut immédiatement lancé contre le délinquant.

En présence de cet arrêt que l'exécution devait suivre de près, le mieux à faire était de soustraire d'abord à la rapacité de la justice tout ce qui pouvait être saisi, puis de s'assurer une espèce d'*habeas corpus* ou sauf-conduit personnel. Je me mis à la disposition de M. D..... pour lui aplanir les démarches que nécessitait sa position critique. Mon compagnon avait expédié à l'assesseur de la Barca, petite ville à quarante lieues de San-Juan, un exprès sur le meilleur de mes deux chevaux, pour solliciter le sauf-conduit indispensable. La liberté, la fortune de M. D....., dépendaient de la fidélité du messager. Chaque jour, j'allais moi-même sur la route attendre le retour de l'envoyé. Enfin il arriva et me remit le sauf-conduit; mais, par une fatalité singulière, le jour même où je revenais à San-Juan porteur de cette bonne nouvelle, M. D..... avait été incarcéré : le sauf-conduit était arrivé une heure trop tard. Je dus donc m'adresser à l'alcade de San-Juan pour réclamer la mise en liberté de mon compatriote.

J'avais déjà plusieurs fois eu affaire aux alcades du Mexique, et chaque fois aussi l'imprévu de leurs décisions, la naïveté de leurs arrêts, la bonhomie de leurs injustices, avaient été pour moi de nouveaux sujets de surprise. J'avoue cependant qu'en me dirigeant vers la demeure de l'alcade de San-Juan, je ne m'attendais guère aux nouvelles révélations que cette entrevue allait me procurer sur les mœurs mexicaines.

Au moment où j'étais introduit dans le hangar qui servait de salle d'audience, un visiteur causait déjà avec l'alcade. Nonchalamment étendu sur une *butaca* (1), ce visiteur portait dans toute sa splendeur le pittoresque et riche costume mexicain (2); l'or, le velours, la soie, s'étalaient à profusion sur ses vêtemens; ses bottes de cheval, brodées, valaient certainement plus de quatre cents francs, et le reste était à l'avenant. On comprendra ma surprise quand je reconnus dans ce personnage si magnifiquement équipé le proscrit mystérieux des savanes de Tubac. Mon premier mouvement fut de laisser échapper une exclamation d'étonnement, je me retins et j'attendis, à tout hasard, que le bandit voulût bien me reconnaître lui-même; mais, comme la mienne, sa figure resta impassible. L'alcade et lui fumaient une cigarette; il y avait

(1) Fauteuil de cuir à bascule.

(2) Le costume mexicain complet, harnachement de cheval compris, vaut dix ou quinze mille francs.

entre eux une intimité évidente. Seulement l'alcade, sans doute par déférence pour son hôte, était assis sur un simple tabouret en roseaux.

— Seigneur alcade, lui dis-je, j'ai l'honneur de baiser les mains de votre seigneurie et de vous prier de prendre connaissance de ce papier; mais peut-être, malgré l'urgence de l'affaire qui m'amène, suis-je importun dans ce moment?

— Nullement, me dit l'alcade en tendant la main, ce cavalier et moi n'étions occupés qu'à causer d'amitié.

L'alcade parcourut des yeux le sauf-conduit que je lui avais présenté et me le rendit au bout de quelques minutes, en me disant :

— J'en suis fâché, mais vous venez trop tard, le cavalier dont le nom est mentionné dans cet écrit est déjà en prison.

— Je le sais, lui dis-je, mais c'est à tort.

— Et depuis quand la justice se trompe-t-elle? reprit l'alcade d'un ton solennel.

Je me complus, dans ma réponse, à reconnaître l'infaillibilité de la justice mexicaine, et j'insistai pour obtenir l'élargissement de M. D.....

— C'est impossible, reprit obstinément le magistrat; suivez bien mon raisonnement. Ce sauf-conduit est postérieur en date à l'arrestation de votre compatriote, donc ce dernier est légalement incarcéré, et, malgré votre désir, je ne puis maintenant vous mettre à sa place. Tout ce que je puis faire pour vous, c'est de vous envoyer le rejoindre.

Je m'évertuais à faire comprendre à l'alcade le but de ma démarche, quand le personnage aux galons d'or intervint officieusement.

— Seigneur alcade, dit-il, vous vous méprenez sur l'intention de ce cavalier: son désir est de délivrer son compatriote, mais non de se faire mettre en prison à sa place ou de l'y aller rejoindre. C'est encore une méprise de vos alguazils que vous devriez casser aux gages.

— Il faudrait d'abord les leur payer, grommela l'alcade. Je puis faire mettre les gens en prison, mais je ne puis en faire sortir personne. Quant à mes alguazils, je leur ai donné carte blanche pour emprisonner ceux qui leur paraîtraient suspects, et, à une piastre par tête, que le prisonnier paie, bien entendu, leurs profits sont assez beaux pendant la durée de la foire. Ce moyen de les payer est de mon invention, ajouta glorieusement l'alcade.

La figure du proscrit parut se rembrunir.

— Ah! ce moyen est de votre invention, dit-il; alors je ne m'étonne plus si, dans leur ardeur, ils ont arrêté le *Zurdo* (1) et le *Santucho* (2), pendant qu'ils accomplissaient leurs dévotions.

— Quoi! balbutia l'alcade interdit, ces deux personnages sont de votre... connaissance.

(1) Le gaucher.
(2) L'hypocrite.

— Oui, et c'était d'eux que je venais vous parler quand ce cavalier, dit-il en me désignant, est arrivé. Puis-je savoir le délit dont ils se sont rendus coupables?

— Je serais embarrassé, dit l'alcade, qui semblait chercher à se justifier, de préciser les faits, mais de pareils drôles...

— Eh bien! alors? interrompit le proscrit en regardant l'alcade avec un froid sourire qui parut le glacer.

— Eh bien! mes alguazils ont pensé judicieusement que deux hommes qui descendaient tous les jours la côte de San-Juan à genoux ne pouvaient être que des gens souillés de crimes; c'est dans cette conviction qu'ils les ont arrêtés.

— Pour gagner deux piastres. Eh bien! seigneur alcade, le *Zurdo* et le *Santucho* sont blancs comme neige.

— Au fait, dit l'alcade, qui semblait n'avoir discuté que pour la forme, nous sommes dans une ville célèbre par ses miracles.

— Le premier, reprit le *salteador*, a déjà depuis long-temps fait toutes les pénitences nécessaires pour son arriéré, et ses promenades à genoux n'avaient pour but que de le mettre un peu en avance. Quant au *Santucho*, c'est une spéculation lucrative pour lui d'expier les péchés des autres, ce qui fait qu'il a beaucoup de besogne. Vous trouverez bon, j'espère, que je prenne les mesures nécessaires pour faire mettre en liberté deux pénitens aussi recommandables.

— Certainement! s'écria l'alcade, je l'aurai même pour très agréable.

— Quant à vous, seigneur cavalier, reprit le proscrit, si vous voulez bien recourir à ma protection, je pourrai faire aussi quelque chose pour votre compatriote.

Converti par l'exemple de l'alcade, je crus devoir répondre à cette offre par une courtoise inclination de tête.

— A une condition cependant, cet élargissement vous coûtera cent piastres. C'est à prendre ou à laisser, vous y réfléchirez. C'est le prix d'un voyage vers l'assesseur; si ce prix vous convient, vous n'aurez qu'à venir me trouver ce soir à dix heures pour me donner votre réponse.

Je ne crus pas devoir accepter tout de suite, et je promis à mon redoutable protecteur de l'aller trouver à l'adresse qu'il m'indiqua, si je me décidais à faire ce sacrifice. Le proscrit se retira presque aussitôt.

— C'est un grand seigneur? demandai-je alors à l'alcade, espérant obtenir quelques renseignemens sur la position nouvelle du fugitif de Tubac.

— C'est un marchand de bestiaux, reprit l'alcade à haute voix. Puis, au bout de quelques minutes de silence :

— C'est un chef de bande par occasion, reprit-il à voix basse.

— Un chef de bande de quoi?

— Eh! *caramba!* de voleurs de grands chemins; je vous dis cela parce

que vous le saurez ce soir et qu'il n'y a pas d'indiscrétion, sans quoi je pourrais perdre la bienveillance qu'il m'a toujours témoignée, car, ainsi que vous l'avez vu, il veut bien me traiter comme son égal.

— C'est beaucoup d'honneur pour vous, seigneur alcade!

Je considérais avec un étonnement qui approchait de la stupéfaction ce magistrat, qui semblait se faire un mérite de la bienveillance d'un brigand. Dans l'état d'impuissance où se trouve la justice au Mexique, une pareille anomalie n'est cependant que trop fréquente. Un plus long entretien était inutile, le juge ne pouvait rien, le brigand pouvait tout. Je me retirai et saluai courtoisement l'alcade, que je n'avais pas trouvé moins piquant que ses autres collègues de ma connaissance.

Revenu à mon hôtellerie, je reçus un message que M. D..... me faisait parvenir du fond de sa prison. Mon pauvre compagnon me parlait d'offres mystérieuses qui lui avaient été faites; on avait promis de le mettre en liberté moyennant cent piastres. Je reconnus l'intervention du protecteur de l'alcade, et, déterminé à accepter ses propositions dans l'intérêt même du prisonnier, je résolus d'aller le voir sur-le-champ. L'oraison venait de sonner, et la nuit était close quand je traversai la grande place pour me rendre à l'endroit que m'avait indiqué le prétendu marchand de bestiaux. C'était sur une des hauteurs qui dominent la ville, près de la cathédrale, que le salteador avait dressé sa tente. J'étais bien armé, et la distance à parcourir n'était pas très grande. Je laissai bientôt derrière moi la foule bruyante des promeneurs et je gravis la colline, dont le sommet était couronné de feux de distance en distance. J'arrivai bientôt à la tente qu'on m'avait désignée, et qu'une longue banderole blanche qui flottait au-dessus faisait aisément reconnaître. Une multitude d'autres baraques étaient groupées autour de cette tente; des *recuas* (1) de mules disséminées dans les espèces de rues formées par les tentes ou les baraques, de longues rangées d'*aparejos* de bêtes de somme, indiquaient des campemens de muletiers. Des cuisines en plein vent, des établissemens de jeux à ciel ouvert, attiraient l'excédant de la sauvage population qui se pressait sur la place, et on trouvait dans cet endroit, répétés en petit, les curieux tableaux que présentait la ville même de San-Juan.

A mes pieds, sous un dôme de fumée dont les tourbillons montaient jusqu'à moi, une ville nouvelle semblait s'élever dans l'ancienne, ville composée de baraques de bois, de tentes de feuillage ou de toile parées de couvertures aux couleurs éclatantes. A travers les trouées que le vent ouvrait dans ce dais de vapeurs fuligineuses, je voyais flotter les larges banderoles des pavillons de jeux avec leurs inscriptions en grandes

(1) Terme employé par les muletiers pour désigner une troupe de mules.

lettres blanches : *Aqui hay partida.* Ces demeures mobiles s'élevaient pressées comme les tentes d'un camp. Tous les fruits des tropiques amoncelés en pyramides étaient réunis dans certains endroits pour tenter la sensualité des promeneurs. A côté de ces pyramides multicolores, des raves gigantesques artistement taillées en bouquets, en soleils, en panaches, s'épanouissaient au-dessus de poêles où des ragoûts sans nom cuisaient dans une graisse sifflante.

Dans les espaces ménagés pour la circulation circulaient, fièrement drapés de leurs haillons, les *léperos*, ces lazzaroni mexicains, dont la vie se passe à voler, à jouer, à manier alternativement la mandoline et le couteau. Les uns, assis en rond autour d'une couverture étendue par terre, essayaient les chances du *monte* sous l'œil d'un banquier balafré, prêts à en appeler au couteau de l'opiniâtreté d'une veine contraire; les autres se pressaient à l'entrée des baraques privilégiées, où le tintement de l'or se mêlait au bruit d'un orchestre discordant. Les manteaux galonnés des *rancheros* se croisaient avec les couvertures déchirées, les souquenilles bariolées des muletiers, et des groupes d'Indiens à demi nus erraient silencieusement au milieu de cette foule tumultueuse. Plus loin, dans les rues plus obscures où les clartés des brasiers venaient mourir, luisaient dans l'ombre l'or, les paillettes et la soie des courtisanes, tandis qu'à quelques pas d'elles étincelaient les lames nues des protecteurs payés de ces faciles amours. Enfin, dans les rues restées désertes et noyées dans l'ombre projetée par les tours de la cathédrale, les lanternes des veilleurs de nuit, les torches du guet à cheval, brillaient et s'éclipsaient tour à tour. Mille bruits étranges et confus, détonations d'armes à feu, cris, chansons, cliquetis de castagnettes, hurlemens de joie ou d'angoisse, s'élevaient, comme un effrayant concert, de cette ville livrée complétement pour quelques jours au vol, au meurtre et à la débauche.

Une douzaine de chevaux sellés et bridés étaient attachés à des piquets devant la baraque où m'attendait le salteador. Un homme, assis sur une pierre près de la porte, laissa de côté la guitare qu'il tenait à la main, et interrompit une romance mélancolique qu'il chantait à haute voix pour me demander si j'avais affaire au propriétaire de la baraque. Sur ma réponse affirmative, il souleva une portière en cuir, et m'invita à entrer. Pour me rassurer en ce moment sur ma démarche, il fallait, je l'avoue, toute ma pratique des mœurs mexicaines et l'insouciance acquise dans une vie aventureuse. Le salteador prenait son chocolat; il était seul.

— J'attendais votre visite; peut-être même auriez-vous dû me la faire plus tôt dans l'intérêt de votre ami, me dit-il; soyez le bienvenu, vous êtes chez vous.

Je le remerciai de sa politesse.

— Je ne vous demande pas, reprit le salteador, les motifs de votre voyage à San-Juan, j'aurais pu vous les demander ailleurs.

— Où donc?

— Eh! parbleu! dans les plaines de Tubac. Vous n'avez donc pas la mémoire des figures?

— Non, vraiment. Bien qu'à vous en croire j'aie déjà eu le plaisir de vous rencontrer, je cherche en vain à me rappeler vos traits, et je les aurai, certes, oubliés demain.

— Voilà une réponse prudente, et c'est une règle de conduite dont vous ferez bien de ne pas vous écarter hors de propos; mais une plus longue dissimulation de votre part serait offensante envers une ancienne connaissance, ajouta-t-il d'un ton plein de cordialité. Vous pouvez sans crainte me reconnaître à présent. Ne m'avez-vous pas vu braver la justice dans son sanctuaire?

Je ne pus m'empêcher de sourire au souvenir de la scène dont j'avais été témoin le matin. Le chef de *cuadrilla* reprit d'un air de dédain :

— Qu'est-ce, après tout, que de faire trembler un misérable alcade de village? Des juges plus puissans auront leur tour. Mais je vous ai dit qu'un jour peut-être vous seriez heureux de me faire souvenir que nous avions partagé l'hospitalité du même foyer; faut-il donc que ce soit moi qui vienne en aide à votre mémoire? Ce jour est-il venu?

Je rappelai alors au salteador l'offre qu'il m'avait faite le matin, et je me dis prêt à accepter son intervention en faveur de mon ami moyennant cent piastres, que je compterais quand M. D..... m'aurait rejoint. Le salteador me laissa parler avec un sourire qui semblait signifier que je ne lui apprenais rien de nouveau. Quand j'eus fini :

— Je connais toute cette affaire, me dit-il, et je la connais même mieux que vous. Un vice de forme devant lequel la justice a reculé a seul empêché jusqu'à ce jour la saisie des biens de votre ami. C'est à ce vice de forme qu'il doit le sauf-conduit de l'assesseur, mais d'un moment à l'autre l'obstacle qui arrête la justice peut être levé. En supposant même que votre ami sorte aujourd'hui de prison et se dérobe par la fuite à la sentence qui le condamne, il ne sera pas encore en sûreté, car un ordre d'extradition le poursuivra et pourra l'atteindre d'un bout à l'autre de la république. Ce qu'il importe, c'est d'entraver à temps la marche de la justice. A l'heure où je parle, un courrier est en route pour apporter l'ordre de saisie immédiate : une seule personne peut arrêter ce courrier.

— Et qui sera cette personne?

— Moi, répondit le routier, mais toutefois moyennant rançon.

— Vous? mais l'argent me manque.

Je n'osais trop témoigner la défiance qui m'empêchait de payer cette rançon d'avance. Le salteador sembla deviner ma pensée.

— Pour vous prouver ma bonne foi, me dit-il, je me contenterai de votre parole; vous ne me paierez le prix de mes bons offices que sur les preuves en règle d'un *indulto* plein et entier. Vous compterez sept cents piastres à la personne qui vous le remettra. Votre affaire, continua le routier, est presque la mienne. L'homme qui vous a dénoncé fait partie de ma bande, c'est précisément ce misérable surnommé le *Santucho*, dont je parlais ce matin à l'alcade. En révélant à la justice le délit commis par votre compatriote, il a enfreint les lois des *salteadores*. Nous sommes des voleurs à main armée, et non pas des dénonciateurs qui se cachent dans l'ombre. J'ai d'ailleurs un autre compte à régler avec lui. Vous n'avez pas oublié peut-être le voyageur qui, poursuivi par un ours, vint nous demander protection la nuit de notre bivouac avec les chasseurs de bisons. Eh bien! ce malheureux est tombé malgré moi sous les coups de ma bande, excitée par le *Santucho*. Voilà deux fois que le misérable me brave ouvertement. Dites à votre ami que non-seulement il me devra sa liberté, mais une vengeance éclatante.

Je n'avais qu'une réponse à faire à ce singulier personnage, si plein de mépris pour les lois de son pays qu'il semblait connaître mieux qu'un alcade, et si plein de respect pour cet autre code à l'usage des routiers dont il invoquait contre le *Santucho* les prescriptions inflexibles. Mon protecteur se montrait accommodant, et il fallait profiter de sa complaisance : je convins que M. D..... acquitterait une traite de sept cents piastres entre les mains de celui qui lui apporterait à une adresse désignée la main-levée de la saisie décrétée contre ses biens et sa personne. Ces conditions étant acceptées, et un des complices du salteador étant venu interrompre l'entretien, je ne crus pas devoir prolonger ma visite et je sortis de la tente. La nuit était déjà avancée; le silence avait succédé au tumulte qui, quelques heures auparavant, régnait dans la ville. Les veilleurs de nuit dormaient, enveloppés dans leurs manteaux, auprès de leurs lanternes fumeuses. Des malheureux, après avoir joué le dernier *réal* destiné à payer leur gîte, étaient nonchalamment étendus sur les marches de la cathédrale qui leur accordaient une hospitalité gratuite, et dont les hautes tours se dessinaient en noir sur le ciel. Quelques lueurs mystérieuses allaient et venaient seules sur les hauteurs; partout ailleurs l'agitation avait cessé, et les dernières vibrations de l'horloge qui achevait de sonner onze heures retentissaient encore avec une gravité solennelle mêlées aux clameurs lugubres des *serenos*, quand je rentrai chez moi tout préoccupé du souvenir de mes deux audiences de la journée. L'alcade m'avait montré la justice impuissante et cor-

rompue; le salteador, le brigandage érigé en dictature, imposant des lois et se faisant presque magnanime : ce contraste m'en disait plus que de longues recherches sur la décadence morale de la société mexicaine.

Le lendemain de bonne heure, M. D..... frappait à ma porte accompagné d'un des hommes de la bande du proscrit, le *Zurdo*, qui venait, de la part de son chef, chercher la rançon convenue : le chef avait tenu sa parole et me rappelait la mienne. La longue barbe, les habits souillés, la figure amaigrie de mon malheureux compatriote, ne me faisaient que trop deviner les mauvais traitemens qu'il avait eu à subir. Le *Zurdo* nous quitta en nous promettant, foi de salteador, que l'homme dont la dénonciation avait valu à M. D..... ce fâcheux démêlé avec la justice serait exemplairement puni. Cette assurance nous consola médiocrement. L'essentiel était maintenant de partir sans encombre; il fallait attendre la nuit. La journée s'écoula sans qu'aucun homme de loi se fût présenté à notre domicile. La nuit venue, nous en laissâmes encore passer les premières heures, afin d'attendre le moment où les clartés douteuses de l'aube nous permettraient de faire route sans craindre de nous égarer. Enfin le ciel s'éclaira un peu; nous sellâmes silencieusement nos chevaux, et nous quittâmes sans regret une ville qui ne nous laissait à tous deux que de tristes souvenirs.

Nous ne respirâmes à l'aise que quand nous fûmes à une lieue de San-Juan, galopant à toute bride sous les frais ombrages d'une avenue d'arbres du Pérou. Nous ne nous doutions guère que le petit drame où nous avions été involontairement acteurs allait dérouler devant nous sa dernière scène. Une voix lamentable qui traversa tout à coup le silence de la nuit nous enleva fort désagréablement à la demi-sécurité que quelques instans de course rapide nous avaient rendue. — Au galop! dis-je à M. D..... Nous avons été vus, et un moment d'hésitation nous perdrait.

Nous pressâmes nos chevaux déjà haletans; mais ceux-ci se cabrèrent et, malgré nos coups d'éperons, refusèrent d'avancer. Ils semblaient reculer devant quelque objet effrayant. Alors, en interrogeant du regard les profondeurs des allées latérales, nous aperçûmes, à quelques pas devant nous, six hommes immobiles, chacun devant autant de troncs d'arbres. Ce pouvait être une nouvelle troupe de *salteadores* qui nous attendaient au passage pour nous dévaliser; mais les lamentations de ces hommes, que nous entendîmes bientôt plus distinctement, vinrent nous rassurer.

— Pour l'amour de Dieu! disait l'un, me laisserez-vous sans me secourir?

— Au nom de la sainte Vierge! disait l'autre, seigneur cavalier, venez-nous en aide!

Nous vîmes alors que tous ces malheureux, que nous avions pris pour

des voleurs, étaient eux-mêmes étroitement attachés aux arbres, et qu'ils imploraient notre assistance. C'étaient sans doute de petits marchands que les *rateros* avaient dépouillés au sortir de San-Juan. Nous nous consultâmes sur ce que nous devions faire en leur faveur. Je proposai de les délivrer. Mon compagnon me rappela la mésaventure de don Quichotte, poursuivi à coups de pierre par les galériens dont il avait brisé les chaînes. J'allais me rendre à ses avis, quand des cris perçans attirèrent mon attention sur un individu qui paraissait le plus maltraité de la bande. Je ne pus résister à un mouvement de compassion, et, mettant pied à terre, j'eus bientôt coupé les liens qui garrottaient ce malheureux. Sans prendre le temps de me remercier, celui-ci gagna le sommet du talus qui bordait la route, et alors seulement tourna vers moi une figure vraiment patibulaire.

— Ah! seigneur cavalier, me dit ce drôle, vous m'avez rendu un bien grand service, en me donnant la préférence sur mes compagnons d'infortune! Les gens que vous voyez sont d'honnêtes marchands que nous avions cru prudent, mes amis et moi, de garrotter après les avoir dévalisés. Seulement mes amis, pour me jouer un mauvais tour, ont trouvé plaisant de m'attacher avec eux. Adieu, puisse le ciel vous récompenser de votre perspicacité! Et vous, seigneur cavalier, ajouta-t-il en se tournant vers M. D....., rappelez-vous le sort qui attend les négocians en détail à la foire de San-Juan.

Un instant après, le *Santucho*, car c'était lui que, dans un bel élan de charité chrétienne, j'avais délivré, disparaissait derrière les broussailles. Nous échangeâmes, M. D..... et moi, un regard de suprême désappointement.

— Partons, me dit M. D..... après un moment de silence, et laissons ces braves gens s'en tirer comme ils pourront. Aussi bien, vous avez aujourd'hui la main trop malheureuse.

Une double détonation qui me fit tressaillir m'empêcha de répondre à ce reproche, que j'avais, il faut le dire, un peu mérité. Deux hommes débouchèrent presque en même temps sur la route et se croisèrent avec nous. L'un d'eux soufflait tranquillement dans le bassinet de sa carabine, l'autre accrochait la sienne au porte-mousqueton de sa selle. Je les reconnus tous les deux pour appartenir à la *cuadrilla* de mon ami le salteador.

— *Valga me Dios!* me dit l'un de ces hommes en passant près de moi; qui diable aurait pu penser que vous iriez choisir, parmi tant d'honnêtes gens, le Santucho pour le délivrer? Nous l'avions attaché là en attendant l'heure de tirer sur lui, comme l'avait ordonné notre chef. Il a fallu devancer l'heure prescrite pour réparer vos maladresses. Adieu, seigneurs cavaliers, que la leçon vous profite!

Derrière les bandits qui s'éloignaient arrivait un cavalier qui nous

eut bientôt rejoints. Le costume du nouveau venu était aussi riche qu'élégant. Un chapeau à larges bords avec son enveloppe de toile cirée, une *toquilla* en perles de Venise, un dolman de drap, dont on voyait les manches richement bordées de soie sortir des plis de la *manga* violette rehaussée d'ornemens de jais; de larges pantalons flottant sur les étriers, composaient ce pittoresque costume, vraie tenue de salteador en campagne. Un cheval digne d'un pacha, l'œil étincelant, les naseaux dilatés, le col arqué, la queue ornée de larges rubans rouges, faisait vibrer, à chacun de ses mouvemens, une longue et flexible lame de Tolède, dont le fourreau, délicatement ciselé, battait ses flancs. Une courte carabine se balançait du côté opposé de la selle. Les bandits n'avaient pas attendu que le cavalier laissât tomber les plis de la *manga* qui cachait en partie sa figure, pour se découvrir et saluer leur chef. Ils lui rendirent compte de ce qui s'était passé en pur castillan, car l'argot des truands espagnols est inconnu au Mexique.

— C'est bon, dit froidement le salteador; allez chercher le corps où vous l'avez laissé.

Un des bandits s'éloigna et revint, quelques minutes après, traînant au bout de son lazo le cadavre du Santucho. Quoique frappé de deux coups de feu, le malheureux respirait encore.

— Fouillez-le, dit le chef.

Un des deux hommes descendit de cheval, le Santucho sembla faire un mouvement pour se défendre; mais ce mouvement fut presque imperceptible. Des poignées de piastres, de réaux, de menue monnaie, furent retirées de ses poches : c'était le fruit de ses vols de la nuit qui lui coûtaient si cher. L'homme qui l'avait fouillé interrogeait son chef du regard. Sur un signe il alla détacher les malheureux captifs que la terreur semblait paralyser. Sur un autre geste, le bandit éparpilla devant eux les piastres trouvées dans les poches de son camarade. En voyant les marchands se précipiter sur l'argent qui leur était ainsi rendu, le Santucho fit un mouvement convulsif, puis resta immobile. Cette fois il était mort; le désespoir de se voir dépouillé l'avait achevé.

— Chargez ce corps sur vos épaules, dit impérieusement le chef aux marchands, qui cherchaient encore dans le sable ensanglanté les dernières pièces de monnaie, et remettez-le à l'alcade de ma part. Il l'avait voulu vivant, je le lui envoie mort; il comparera sa justice à la mienne.

Les marchands obéirent, et, tandis que le funèbre cortége s'éloignait lentement, le salteador me dit avec un sourire presque hautain :

— J'avais juré de punir ce misérable, comme de faire trembler les juges de ce pays damné, où l'on trafique de la justice : vous voyez que mes deux sermens ont été tenus. J'en ai fait un troisième que vous connaissez, seigneur cavalier, ajouta-t-il en saluant M. D.....; je vous sou-

haite d'observer aussi fidèlement votre parole que je saurai tenir la mienne.

A ces mots, le proscrit s'éloigna, et bientôt la vitesse de son cheval l'eut dérobé à notre vue.

Huit jours après ce départ précipité, nous vîmes briller au soleil les neiges éternelles des deux volcans qui dominent Mexico, et peu s'en fallut que les amis qui venaient au-devant de moi ne crussent faire une fâcheuse rencontre dans le voyageur aux habits en lambeaux et couverts de poussière, à la barbe inculte, au visage hâlé, qui se présentait devant eux. J'avais quitté Mexico depuis quatorze mois, pendant lesquels j'avais fait à cheval, dans l'intérieur de la république, plus de quatorze cents lieues : c'est la distance à peu près du Havre à New-York. Rentré dans la vie civilisée, je dépouillai mon accoutrement de voyageur, dont je ne gardai que les longs éperons que j'avais si long-temps chaussés et le sarape qui m'avait abrité de la rosée de tant de nuits froides, comme du soleil de tant de jours brûlans. Deux mois s'étaient passés, mon imagination ne me présentait plus que comme un rêve mes pérégrinations aventureuses dans les déserts de la Sonora, quand un dernier incident vint en réveiller pour moi le souvenir. Un inconnu apporta à M. D..... un *indulto* parfaitement en règle, et il accepta à une courte échéance une traite de sept cents piastres à l'ordre d'une des premières maisons de Mexico. Le salteador avait tenu sa troisième promesse aussi religieusement que les deux autres.

GABRIEL FERRY.

NELSON

JERVIS ET COLLINGWOOD,

ÉTUDES SUR LA DERNIÈRE GUERRE MARITIME.

I. — The Dispatches and Letters of vice-admiral viscount Nelson. — Londres, 1845-1846, 7 vol. in-8o.

II. — The Letters of lord Nelson to lady Hamilton, 2 vol.

III. — Memoirs of admiral the right hon. the Earl of Saint-Vincent. — Londres, 1844, 2 vol.

IV. — A Selection from the public and private Correspondence of vice-admiral lord Collingwood, interspersed with Memoirs of his life, by G. H. Newnham Collingwood; 2 vol.

V. — *Précis historique de la Marine française*, par M. Chassériau. — Paris, 1845.

VI. — Documens inédits des archives de la marine.

CINQUIÈME PARTIE.

LES MARINES DU NORD. — LA FLOTTILLE DE BOULOGNE.

I.

Au moment où Nelson rentrait à Londres, les puissances du Nord, rassemblées par un grief commun, plaçaient sous la redoutable sauvegarde de la Russie les intérêts des neutres, profondément blessés par les prétentions du cabinet britannique, et la dignité trop long-temps méconnue des marines secondaires. La prédiction de Nelson se trouvait accomplie : « après avoir commencé cette guerre avec l'Europe

entière pour alliée, l'Angleterre avait en face l'Europe entière pour ennemie. » D'un côté, l'énergie réglée de la France disposait contre la Grande-Bretagne des forces militaires de la Prusse et des ressources maritimes de l'Espagne; de l'autre, l'agitation maladive du successeur fantasque de la grande Catherine fermait aux Anglais l'accès du continent, des rives de la Néva jusqu'à l'embouchure de l'Elbe. Si quelque chose pouvait diminuer la portée de cette dernière coalition, c'était la singulière coïncidence qui plaçait alors sur les trônes du Nord de si excentriques dépositaires du pouvoir absolu. En Danemark, Christian VII était tombé en enfance, mais là du moins le fils de l'infortunée Mathilde, sœur de George III, le prince royal, depuis Frédéric VI, avait pris d'une main ferme les rênes du gouvernement; Gustave IV, en Suède, semblait souvent atteint d'une secrète démence, et l'empereur de Russie, par ses manies chevaleresques, par sa politique versatile et bizarre, laissait percer aussi le fou sous le despote. Quant aux forces matérielles dont disposait la ligue des neutres, les documens recueillis par l'amirauté britannique en donnaient une idée vraiment formidable. Ces documens portaient à 82 vaisseaux de ligne les forces navales de la Russie, à 23 celles du Danemark, à 18 celles de la Suède; mais, comme toujours, il y avait de larges éliminations à opérer dans ces chiffres pour déduire de cette puissance nominale la puissance effective de ces trois marines. La Russie ne possédait réellement, en 1801, que 61 vaisseaux en état de prendre la mer, et la moitié de ces vaisseaux, réunie en ce moment dans la Méditerranée ou dans la mer Noire, formait une flotte entièrement isolée de celle de la Baltique. Cette dernière flotte, composée de 31 vaisseaux, était elle-même dispersée et retenue par les glaces dans les ports de Saint-Pétersbourg, Archangel, Cronstadt et Revel : sur ces 31 vaisseaux, elle en comptait vingt à peine qui fussent dignes d'entrer en ligne; encore ceux-ci étaient-ils mal équipés, plus mal armés encore, et commandés par des officiers qui n'avaient aucune habitude de la navigation en escadre. Cette puissance navale qui, depuis un demi-siècle, a réalisé de si grands progrès, n'était donc, en 1801, menaçante que sur le papier. Connue seulement de l'Europe par quelques escarmouches contre les Turcs, elle n'était alors, comme la marine de ces derniers, qu'un fantôme qui devait s'évanouir sans résistance sérieuse devant des vaisseaux formés par huit années de guerre.

Il n'en était point tout-à-fait ainsi des 11 vaisseaux dont le roi de Suède pressait lui-même l'armement à Carlscrona, ni des 10 vaisseaux qui, déjà préparés à Copenhague, n'attendaient plus pour entrer en campagne que les marins qu'on se hâtait de faire venir des ports de la Norvége. Sans doute ces escadres auraient eu beaucoup à apprendre pour arriver à la précision de mouvemens, à la perfection de détails,

qui distinguaient les escadres anglaises; mais c'était une infériorité qu'elles eussent pu racheter par la meilleure composition de leurs équipages. Le commerce des neutres, ce commerce pour lequel s'armaient en ce moment les puissances du Nord, avait pris un immense développement depuis 1793, et avait dû former de nombreux matelots. Le commerce de l'Angleterre avait bien, il est vrai, suivi la même progression : il couvrait alors le globe de ses 19,000 navires; mais, obligée de se garder sur tant de points, de faire face à de si redoutables ennemis, l'Angleterre, pour trouver dans sa population maritime de quoi suffire à sa navigation marchande et à l'armement de ses 472 bâtimens de guerre, se voyait obligée de recourir à toutes les ressources, à tous les moyens extrêmes. Non contente de recruter ses équipages à main armée dans les rues, elle jetait sur ses vaisseaux des vagabonds de tous les pays (1), et jusqu'au trop-plein de ses prisons. Elle comptait sur une discipline inflexible pour dompter ces natures rebelles et les accoutumer à la mer; cependant il était résulté de cette confiance imprudente des révoltes difficilement comprimées, des revers inattendus et des désertions si fréquentes, que, de 1793 à 1801, elles enlevèrent à la flotte anglaise *plus de 40,000 hommes.*

Les équipages des escadres de Carlscrona et de Copenhague eussent donc pu facilement l'emporter par le choix des hommes sur les équipages anglais, puisque l'interruption d'un commerce très actif devait permettre à la Suède et au Danemark de puiser à pleines mains, pour recruter le personnel de leurs escadres, dans une population considérable, habituée à la plus rude navigation du monde. Ces escadres d'ailleurs, si les Anglais osaient les poursuivre jusque dans la Baltique, allaient posséder sur l'ennemi qu'elles auraient à combattre l'immense avantage de se mouvoir dans une mer dangereuse dont la navigation leur était familière, et, en admettant qu'elles parvinssent à opérer leur jonction avec la flotte russe mouillée dans le port de Revel, elles devaient présenter une réunion de 30, peut-être même de 35 vaisseaux, devant laquelle eût bien pu s'effacer le prestige qui faisait depuis si long-temps la principale force de la marine anglaise. Mais le comte de Saint-Vincent, qui, à l'avénement du ministère Addington, remplaça lord Spencer à l'amirauté, avait appris à envisager de sang-froid les coalitions maritimes et à faire entrer dans ses calculs le défaut de concert qui entrave presque toujours de semblables alliances. Il résolut de ne point s'arrêter aux sinistres prédictions qui avaient accueilli le projet d'une grande expédition dans la Baltique, projet que le génie de Pitt léguait à ses successeurs, et songea à frapper la coalition avant que le

(1) « J'ai à mon bord, écrivait Collingwood le 25 septembre 1796, des représentans de tous les états de l'Allemagne, des Autrichiens, des Polonais, des Croates, des Hongrois, *a motley tribe!* »

printemps, en dégageant l'entrée des ports russes et suédois, encore bloqués par les glaces quand le port de Copenhague se trouve déjà libre, permît une jonction qu'il fallait à tout prix prévenir. Vers la fin du mois de février 1801, il vint occuper la place de lord Spencer à l'amirauté, et son premier acte fut d'expédier à la flotte déjà rassemblée à Yarmouth l'ordre de mettre sous voiles et de se diriger vers l'entrée du Sund.

II.

Le 17 janvier, Nelson avait arboré son pavillon de vice-amiral à bord du *San-Josef*, de 110 canons. Son ambition était de remplacer lord Keith dans la Méditerranée : en attendant, désireux d'échapper au trouble de sa conscience et aux tourmens domestiques qu'il s'était attirés, il s'était rangé avec empressement sous le pavillon du comte de Saint-Vincent, qui commandait alors l'escadre de la Manche; mais, avant même que la chute du ministère Pitt appelât le comte de Saint-Vincent dans les conseils de la couronne, Nelson fut placé sous les ordres d'un autre amiral, sir Hyde Parker, qui venait d'obtenir le commandement de la mer du Nord. Lord Spencer, qui destinait déjà cette dernière escadre à entrer dans la Baltique, avait facilement compris que, de tous les amiraux anglais, Nelson était le plus capable d'assurer le succès de cette périlleuse entreprise; néanmoins l'humeur singulière et fantasque de ce grand homme de mer avait laissé dans le conseil une trop fâcheuse impression pour qu'on n'éprouvât pas le besoin de soumettre au contrôle d'un esprit plus éclairé, d'une raison plus docile et plus mûre, cette valeur emportée et ce brillant courage dont on avait appris à redouter les caprices. Le respect qui entoure en Angleterre les anciens services atténua d'ailleurs ce qu'une pareille résolution pouvait avoir d'offensant vis-à-vis d'un homme placé déjà si haut par l'opinion publique, et Nelson, prévenu officieusement des intentions de lord Spencer, parut se prêter de bonne grace à cette combinaison. Le 12 février, il quitta le *San-Josef* pour *le Saint-George*, vaisseau de 98 canons, se rendit à Portsmouth, afin d'y presser le départ de 7 vaisseaux de ligne, et, dans les premiers jours de mars, vint mouiller avec cette division en rade de Yarmouth, où l'attendait sir Hyde Parker.

On n'eût point songé à cette époque à placer le pavillon d'un vice-amiral anglais sur un autre vaisseau qu'un vaisseau à trois ponts : c'était là une de ces bienséances officielles auxquelles les Anglais ont de tout temps, et non sans raison, attaché une singulière importance. Le soin d'assurer aux officiers-généraux de la flotte des logemens convenables a donc contribué, plus que toute autre chose, à maintenir dans la marine anglaise un très grand nombre de ces lourdes et for-

midables machines, dont Nelson, toujours impatient, a tant de fois maudit les pesantes allures et la marche embarrassée. Sur 104 vaisseaux armés, l'Angleterre ne comptait pas moins de 18 vaisseaux à trois ponts; mais, bien qu'il y eût alors 13 de ces vaisseaux devant Brest, l'amirauté n'en voulut admettre que 2 dans l'escadre du Nord : le *London*, à bord duquel flottait le pavillon de l'amiral Parker, et *le Saint-George*, que montait le vice-amiral Nelson. Le contre-amiral Graves s'embarqua sur un vaisseau de 74, le *Defiance*, et, dans la prévision des difficultés qu'on pourrait éprouver à franchir avec des navires d'un trop grand tirant d'eau les bancs de la Baltique, on ajouta aux 11 vaisseaux de 74, qui firent partie de cette expédition, 5 vaisseaux de 64 et 2 vaisseaux de 50. Un corps de débarquement, composé du 49e régiment, de deux compagnies de carabiniers et d'un détachement d'artillerie, fut embarqué sur une des divisions de la flotte; quelques frégates, des bombardes, des brûlots, ainsi que d'autres navires moins importans encore, élevèrent le nombre des bâtimens réunis sous les ordres de l'amiral Parker au chiffre total de 53 voiles.

Quinze jours avant l'appareillage de la flotte, un agent diplomatique, M. Vansittart, était parti pour Copenhague. Les instructions secrètes remises à l'amiral Parker l'informaient du but de cette mission et lui recommandaient, si les négociations entamées avaient une issue favorable, de se porter immédiatement sur la baie de Revel, à l'entrée du golfe de Finlande, d'y surprendre, par une attaque vigoureuse, l'escadre de 12 vaisseaux qu'on savait mouillée dans ce port, et de se diriger ensuite, sans perdre de temps, sur Cronstadt. Le ministère anglais regardait à juste titre la Russie comme l'ame de la coalition, et, à l'égard de cette puissance, il n'admettait aucune alternative, aucun doute sur la nécessité de recourir à des hostilités directes. Quant au Danemark et à la Suède, il espérait mieux de leur faiblesse, et, dans la confiance que la menace d'un bombardement suffirait pour détacher les Danois de la coalition, l'amirauté prescrivait à sir Hyde Parker de « disposer ses bâtimens de telle façon que la Suède, pressée de suivre l'exemple du Danemark, pût trouver dans ce déploiement de forces un motif apparent et une excuse pour souscrire à un arrangement pacifique. » Si, « comme on avait quelque raison de le supposer, » Gustave IV se décidait à renouveler, soit isolément, soit de concert avec le Danemark, ses anciens engagemens vis-à-vis de l'Angleterre, le premier devoir de l'amiral commandant dans la Baltique serait de protéger la Suède contre les attaques et le ressentiment de la Russie. Le ministère Addington, à l'époque où il rédigeait ces instructions, c'est-à-dire le 15 mars 1801, ne mettait donc point en doute la défection des deux états secondaires; l'envoi d'une flotte considérable dans la Baltique avait principalement pour but, dès que ce premier résultat serait ob-

tenu, de porter un coup mortel à la marine russe et d'aller frapper cette puissance, réputée à l'abri des atteintes de l'Europe, jusqu'au cœur même de son empire : téméraire entreprise où l'Angleterre allait engager ses flottes, où la France, moins heureuse, devait engager un jour ses armées!

Pour apprécier convenablement ce nouvel effort de la marine anglaise, il est nécessaire de se faire une idée bien nette des obstacles de tout genre que la nature même du théâtre des opérations allait opposer aux desseins de l'amirauté. Trois passages, le Sund, le grand et le petit Belt, donnent entrée de la mer du Nord dans la Baltique, et mettent en communication ces deux bassins dangereux, séparés l'un de l'autre par cette contrée étroite qui, sous le nom de Jutland, s'étend au nord depuis l'embouchure de l'Elbe jusque vers le 58e degré de latitude. Pour pénétrer dans la Baltique, il faut donc, avant tout, doubler cette pointe septentrionale du Jutland en donnant dans le détroit fertile en naufrages qui porte le nom de *Skagerack*, descendre ensuite au sud par le Cattégat et venir chercher, à l'endroit où les îles de Seelande et de Fionie semblent combler l'intervalle qui sépare le Jutland de la Suède, un des trois passages qui contournent ces obstacles. De ces trois passages, il en est un, pour ainsi dire, impraticable : c'est le petit Belt, labyrinthe étroit et dangereux, creusé par la nature entre l'île de Fionie et la côte du Jutland. Le grand Belt, détroit sinueux qui sépare l'île de Fionie de l'île de Seelande et ne donne issue dans la Baltique qu'après un parcours d'environ cinquante lieues, présente de grandes difficultés de navigation, que les Anglais n'avaient point encore appris à braver (1). Le troisième passage, celui du Sund, compris entre l'île de Seelande, sur laquelle est bâtie Copenhague, et l'extrémité méridionale de la Suède, est le plus facile et le plus fréquenté. Il a été regardé pendant long-temps comme la clé de la Baltique, et aujourd'hui même les droits que perçoit le Danemark sur la navigation du Sund s'élèvent, chaque année, à plus de 4 millions de francs. Sur la côte de Seelande, le château de Kronenbourg, tout à la fois palais, forteresse et prison d'état, en commande l'entrée. Ce château n'est séparé de la côte de Suède que par une distance de 4,142 mètres. La langue de terre avancée sur laquelle il est bâti et la masse imposante de ses remparts et de ses tours dérobent en partie à la vue la jolie petite ville d'Elseneur; mais, dès qu'on a dépassé le dernier bastion de ce noble édifice, construit sur les plans de Tycho-Brahé, Elseneur ap-

(1) Quelques mois après l'expédition de la Baltique, en juillet 1801, on vit le vice-amiral Pole, appelé à remplacer lord Nelson et l'amiral Parker dans le commandement de la flotte anglaise, conduire ses vaisseaux dans ce passage malgré des vents contraires; mais, au mois de juillet, cette manœuvre était moins difficile et moins imprudente qu'elle ne l'eût été au moment même de l'équinoxe.

paraît avec sa rade vaste et sûre, dont l'aspect animé fait mieux ressortir encore la solitude de la rive suédoise, où la petite ville d'Helsinborg, tristement assise au pied d'une colline et sur une plage sans abri contre les vents du nord, n'offre plus aux regards que les ruines pittoresques de son antique tour crénelée. L'île de Hueen, aux falaises blanchâtres, occupe le milieu du canal, qui s'élargit rapidement au-dessous d'Elseneur; dans le lointain, à 22 milles du château de Kronenbourg, on voit déjà surgir les clochers élevés de la ville de Copenhague et les îles à demi noyées de Saltholm et d'Amack, la première plus rapprochée de la Suède, la seconde unie par deux larges ponts à la capitale du Danemark. Au-delà de ces deux îles, le Sund débouche dans la Baltique.

Près de l'île de Saltholm, la ville de Malmo s'élève sur la côte de Suède en face de Copenhague. Entre ces villes, distantes l'une de l'autre d'environ 15 milles, l'île de Saltholm a formé deux détroits : l'un qui la sépare de la ville suédoise, l'autre qui se prolonge entre cette île et les plaines verdoyantes de l'île d'Amack, presque contiguë, comme nous venons de le dire, à la ville de Copenhague. Ce second détroit est lui-même divisé en deux passes distinctes par un banc de 3 milles de long, nommé *Middel-Grund* (1), sur le sommet duquel il ne reste que deux brasses et demie d'eau. Ce sont là les Thermopyles du Danemark. La passe de l'ouest, connue sous le nom de *Passe Royale*, est comprise entre le port de Copenhague, auquel elle sert de rade extérieure, et le Middel-Grund; celle de l'est sépare ce même banc de l'île de Saltholm, et porte le nom de *Grande Passe*. Toutes deux se dirigent du nord au sud et sont praticables pour les plus gros navires. Malheureusement le canal qu'elles forment, en se réunissant au-delà du Middel-Grund, se trouve engorgé à son extrémité par de nombreux bancs de sable, et des vaisseaux de ligne ne sauraient s'y engager avant d'avoir réduit leur tirant d'eau ordinaire (2). Des courans très vifs, qui suivent en général la direction du vent, contribuent à rendre la navigation de ce chenal incertain plus périlleuse et plus délicate encore. Le Sund est donc le passage le plus direct, le plus naturellement désigné pour les navires de commerce qui se rendent dans la Baltique, comme pour une flotte qui ne voudrait point dépasser Copenhague; mais il présente aux vaisseaux qui doivent se porter au sud de cette ville un obstacle qu'ils ne sauraient franchir sans les plus laborieux efforts.

Telles étaient les difficultés qui attendaient la flotte placée sous le commandement de sir Hyde Parker. Cette flotte partit de Yarmouth le 12 mars 1801, et le 18 elle reconnut les hautes terres de la Norvége.

(1) Littéralement : *banc du milieu*.

(2) Ce canal n'a plus, à la hauteur de la pointe méridionale de l'île d'Amack, qu'une profondeur inégale variant subitement de quatre brasses et demie à quatre brasses.

A l'entrée du Skagerack, elle fut dispersée par un coup de vent qui mit en grand péril le vaisseau le *Russell*, jeta un brick à la côte, et obligea l'amiral Parker, pour rassembler ses forces, à mouiller le 21 mars à l'entrée du Sund. Ce fut là qu'il fut rallié le 23 par la frégate *la Blanche*, sur laquelle se trouvait, avec M. Vansittart, revenant de Copenhague, M. Drummond, le chargé d'affaires d'Angleterre à la cour de Danemark. Les propositions de M. Vansittart avaient été rejetées, et il fallait s'occuper de réduire le Danemark avant de songer à agir contre les Russes. Les préparatifs de défense rassemblés devant Copenhague avaient fait sur le diplomate anglais une impression qui parut un moment se communiquer à l'amiral Parker. D'après les rapports de M. Vansittart, la *Passe Royale* était devenue inabordable du côté du nord. Cette entrée était défendue par un ouvrage dit *des Trois-Couronnes*, construit sur pilotis, et destiné à protéger en même temps, de concert avec la citadelle, le port intérieur, dans lequel les Danois avaient abrité leur escadre. A cet ouvrage, armé de 30 canons de 24, de 38 pièces de 36 et d'une caronade de 96, s'appuyaient deux vieux vaisseaux démâtés, le *Mars* et l'*Elephanten*. Ce n'était donc que par le sud de la *Passe Royale* qu'on pouvait songer à menacer Copenhague, et, même de ce côté, on devait rencontrer des obstacles formidables, car les Danois avaient couvert tout le front de leur ville d'une longue ligne de pontons et de vieux vaisseaux portant 628 canons et montés par 4,849 hommes. Cette ligne d'embossage, mouillée à environ 1,600 mètres en avant des batteries du rivage, laissait entre elle et le bord du Middel-Grund un canal d'une largeur de 500 mètres et d'une profondeur moyenne de cinq ou six brasses. Si l'on faisait tomber ces premières défenses, la menace d'un bombardement suffirait probablement pour triompher de la résistance du Danemark, mais il fallait d'abord, et c'était là la plus grande difficulté, arriver dans la *Passe Royale*.

Tous ces préparatifs ne rassuraient point cependant les habitans de Copenhague depuis qu'ils avaient appris l'arrivée de l'amiral Parker à l'entrée du Sund et la présence de Nelson dans l'escadre anglaise. Niebuhr, le célèbre historien, témoin oculaire et spectateur ému de ces importans événemens, nous a transmis dans sa correspondance intime le témoignage non équivoque de la puissance morale qui s'attachait déjà au seul nom de Nelson : « Nous nous attendons, écrivait-il le 24 mars à Mme Hensler, à voir notre ligne de défense exposée à de furieux assauts, car Nelson est dans l'escadre ennemie, et il déploiera probablement en cette occasion l'énergie dont il a donné tant de preuves en d'autres circonstances. » Toutefois l'inquiétude des Danois n'était pas du découragement. Ils savaient que l'escadre suédoise, promise pour le 2 avril, arriverait trop tard pour leur être d'aucun secours, que la flotte de Revel ne pouvait se débarrasser des glaces qui encombraient encore

le golfe de Finlande, et, résolus à ne point trahir malgré cet abandon la cause de la coalition, ils se promettaient de défendre vigoureusement les abords de leur capitale. Le jour où l'on apprit l'apparition de la flotte anglaise dans le Cattégat, il y eut à Copenhague plus de mille enrôlemens volontaires. Dans toutes les classes de la société, on vit éclater le même dévouement et le même patriotisme. L'université seule fournit un corps de 1,200 jeunes gens, l'élite du Danemark, et, pendant quelques jours, Copenhague présenta l'admirable spectacle d'un peuple confondu dans une seule pensée et groupé autour de son prince pour repousser l'invasion étrangère.

En Angleterre, où M. Vansittart avait déjà fait connaître le mauvais accueil fait à ses premières ouvertures, on attendait avec anxiété des nouvelles de la flotte. « Je suis bien sûr de Nelson, disait lord Saint-Vincent à son secrétaire, et je serais sans inquiétude si son rang eût permis de lui donner le commandement en chef de cette escadre; mais j'ai moins de confiance dans sir Hyde Parker, qui n'a point encore été éprouvé.» Pour placer le vainqueur du Nil en sous-ordre, l'amirauté avait eu des motifs moins futiles que le scrupule hiérarchique allégué par le comte de Saint-Vincent; mais, du jour où le temps de négocier était passé et où il fallait combattre, Nelson allait s'élancer de lui-même au premier rang. Par un heureux don de son énergique nature, il était complétement étranger à cette agitation nerveuse qui grandit l'apparence du danger, et qu'éprouvait quelquefois, écrivait-il de Yarmouth au comte de Saint-Vincent, « leur ami Parker à la pensée des sombres nuits et des champs de glace de la Baltique. » Depuis long-temps, il regrettait les délais inutiles qui avaient permis aux Danois de mettre leur capitale en état de défense. Souvent à Portsmouth, quand il pressait l'armement de ses vaisseaux, il répétait à ses amis avec impatience : « Le temps! voilà notre meilleur allié. — Conservons précieusement celui-là, puisque les autres nous abandonnent. Quoi qu'on en puisse dire, ajoutait-il, c'est de lui que tout dépend à la guerre. — Cinq minutes font la différence entre une victoire et un revers. » Arrivé à l'entrée du Sund et consulté par l'amiral Parker, il insistait plus vivement encore sur la nécessité de prendre promptement un parti. La saison n'avait pas été rigoureuse cette année, et, si les vaisseaux mouillés à Revel parvenaient à prendre la mer, on pouvait se trouver obligé d'agir contre Copenhague, en présence d'une escadre d'observation de 15 ou 20 vaisseaux qui auraient beau jeu contre une flotte à moitié désemparée. Quant aux plans proposés pour entrer dans la Baltique, Nelson les regardait tous comme également praticables. Il trouvait à passer par le grand Belt l'avantage de pouvoir détacher immédiatement une partie de la flotte contre l'escadre russe; mais il recommandait surtout qu'on ne perdît point une minute, et qu'on profitât du premier vent favorable pour

commencer les opérations. Jamais Nelson n'avait été plus grand que dans ces circonstances difficiles. Le vaisseau *l'Invincible*, expédié d'Angleterre avec le contre-amiral Totty pour renforcer la flotte de la Baltique, venait de se jeter sur un des bancs de la mer du Nord (1), et cet affreux événement, qui coûta la vie à plus de 400 hommes, avait éveillé dans l'escadre de fâcheux pressentimens. Les pilotes qu'on avait amenés d'Angleterre, effrayés d'avoir à conduire des vaisseaux de ligne dans des parages qu'ils n'avaient explorés que sur des navires de commerce, ne cessaient de signaler à chaque pas de nouveaux périls et des obstacles insurmontables. Nelson avait réponse à tout, et, plein de confiance en sa fortune, il conservait, au milieu de ces alarmes, le même calme et la même sérénité.

Le 26 mars, l'amiral Parker se décida enfin à appareiller. Il se dirigea sur le grand Belt; mais, après avoir fait quelques lieues le long de la côte septentrionale de l'île de Seelande, il céda aux observations de son chef d'état-major, le capitaine Otway, et revint à l'idée de donner dans le Sund. Avant le coucher du soleil, la flotte eut repris son premier mouillage. L'amiral Parker cependant, encore indécis, fit demander le lendemain, au gouverneur du château de Kronenbourg, s'il avait l'ordre de s'opposer au passage de la flotte anglaise. La réponse de cet officier fut telle que l'amiral Parker devait s'y attendre. « Il n'avait point, disait-il, en sa qualité de soldat, à se mêler de politique; mais il ne lui était point permis de laisser une flotte dont les projets lui étaient inconnus passer impunément sous les canons de sa forteresse. »

L'escadre anglaise dut donc se préparer à forcer l'entrée du Sund. Le 30 mars, au point du jour, elle profita d'une belle brise de nord-nord-ouest pour mettre sous voiles et se former en ligne de bataille. Nelson avait quitté son lourd vaisseau à trois ponts et avait arboré son pavillon à bord du vaisseau *l'Éléphant* de 74. Il commandait l'avant-garde. L'amiral Parker était au centre, le contre-amiral Graves à l'arrière-garde. Dès la veille, le capitaine Murray, sur le vaisseau l'*Edgar*, avait pris poste avec la flottille de bombardes et de canonnières dans le nord du château de Kronenbourg, et au premier boulet tiré par les Danois, les bombardes ouvrirent leur feu sur cette place. Si les deux rives du détroit eussent été également bien défendues, également armées de canons de gros calibre, il est certain qu'obligés de passer à 2,000 mètres environ des batteries ennemies, les vaisseaux anglais eussent éprouvé de graves avaries; mais ils n'auraient pu être arrêtés, car on a forcé avec des escadres bien inférieures à celle de l'amiral Parker des passages plus difficiles que le Sund (2). Pas un boulet, d'ailleurs, ne

(1) A 16 milles dans le nord-est de Yarmouth.

(2) Le Tage, dont l'ouverture entre le fort de Bougie et de Saint-Julien n'est que de

partit de la côte suédoise. On n'apercevait même sur le rivage aucune apparence de batterie. La flotte anglaise inclina donc sa route vers ce côté du détroit et évita ainsi complétement le feu du château de Kronenbourg, auquel elle cessa bientôt de répondre. Les boulets lancés par cette forteresse tombaient à plus de 200 mètres des vaisseaux anglais, qui, serrant impunément la côte de Suède, vinrent mouiller à midi près de l'île de Hueen, à 15 milles au-dessus de Copenhague. La division du capitaine Murray, après avoir lancé de très loin un grand nombre de bombes sur la ville d'Elseneur et le château de Kronenbourg, appareilla à son tour; elle franchit le détroit à la suite de la flotte et hors de la portée du canon ennemi. Les Anglais n'eurent à regretter dans cette journée que la perte de quelques matelots atteints par les éclats d'une pièce de 24 qui creva à bord de *l'Isis*. Du côté des Danois, 2 hommes furent tués et 15 assez dangereusement blessés par les bombes qu'avait lancées la flottille; mais le canon de Kronenbourg avertissait Copenhague de se préparer à de nouveaux sacrifices.

III.

Dès que la flotte eut jeté l'ancre, l'amiral Parker s'embarqua avec lord Nelson et le contre-amiral Graves sur un de ses plus légers avisos, et se dirigea vers la ville afin d'en apprécier par lui-même les moyens de défense. Cette reconnaissance lui apprit que les rapports de M. Vansittart n'étaient en rien exagérés, et, le soir même, un conseil de guerre s'assembla à bord du *London*. Il était difficile de concevoir un plan d'attaque qui n'exposât point aux plus grands dangers les bâtimens chargés de l'exécuter. Nelson mit un terme à toutes les hésitations en déclarant qu'il était prêt à tenter l'entreprise avec dix vaisseaux. L'amiral Parker, qui montra dans toute cette campagne la plus noble abnégation personnelle, ne craignit point d'accepter l'offre de son lieutenant, et, de son propre mouvement, il ajouta 2 vaisseaux de 50 canons à l'escadre que Nelson avait demandée. L'impossibilité d'attaquer Copenhague par le nord de la Passe Royale étant suffisamment démontrée, il fut convenu que Nelson, avec ses 12 vaisseaux, 5 frégates et toute la flottille, composée de bombardes, de canonnières et de brûlots, descendrait la Grande Passe jusqu'à la hauteur de l'île d'Amack, et attendrait dans cette position que les vents, en soufflant du sud, lui permissent de remonter dans la Passe Royale. L'amiral Parker devait, de son côté, avec les 8 vaisseaux qu'il conservait sous ses ordres, venir mouiller au nord de cette passe, afin de prendre à revers la batterie des Trois-Couronnes,

2,480 mètres; le canal des Dardanelles, large de 1,600 mètres; l'entrée de Rio-Janeiro, d'une largeur moindre encore, car, sur un point, elle n'excède pas 1,250 mètres.

afin surtout de se mettre à portée de couvrir ceux des bâtimens de Nelson que leurs avaries obligeraient à sortir de la ligne. La nécessité pour ces bâtimens de passer, en se retirant du feu, sous les batteries qui défendaient de ce côté l'entrée de la rade de Copenhague, constituait en effet le plus grand danger de cette entreprise.

Pendant la nuit qui précéda son audacieuse tentative, Nelson s'occupa de baliser lui-même les abords du Middel-Grund, opération que les Danois, par un défaut de surveillance impardonnable, n'essayèrent point de troubler. Le lendemain, à une heure de l'après-midi, son escadre, précédée par la frégate *l'Amazone*, que commandait le brave capitaine Riou, donnait dans la Grande Passe et ne jetait l'ancre qu'à huit heures du soir, après avoir doublé, à l'aide d'un dernier souffle de brise, l'extrémité de ce banc dangereux, dont le nom est resté célèbre dans les fastes maritimes de l'Angleterre. De ce mouillage, la division anglaise ne se trouvait plus qu'à 2 milles des navires danois, et elle était en position de se porter directement sur la ligne ennemie dès que le vent viendrait à changer. Cette nuit fut employée, comme la précédente, à sonder ces passes dont on avait alors une connaissance si imparfaite. Le capitaine Hardy, qui devait recevoir à Trafalgar les derniers embrassemens de Nelson, avait quitté *le Saint-George* pour suivre l'amiral, auquel il était tendrement attaché. Il voulut se charger lui-même de cette exploration. Se servant d'une longue perche pour mesurer la profondeur de l'eau, afin de n'éveiller par aucun bruit l'attention de l'ennemi, il put arriver jusqu'au premier vaisseau danois et s'assurer que l'escadre ne rencontrerait aucun obstacle sur son passage. Quant à Nelson, il ne put fermer l'œil de la nuit. Il en passa une partie à dicter ses ordres, car le vent venait de changer et promettait de favoriser le lendemain ses projets. La ligne danoise, composée de 18 navires, occupait un espace d'environ 1 mille et demi, et couvrait, de la batterie des Trois-Couronnes jusqu'à l'île d'Amack, le front de Copenhague. La manœuvre des vaisseaux anglais devait consister à prolonger cette ligne et à s'arrêter, en laissant tomber une ancre de l'arrière, au poste qui leur était assigné à l'avance par le travers d'un bâtiment ennemi. Les frégates devaient agir sur les deux extrémités de la ligne.

A neuf heures du matin, l'escadre anglaise mit sous voiles, et le vaisseau l'*Edgar* donna le premier dans la passe. *L'Agamemnon* eut dû le suivre, mais le courant violent qui portait alors vers le nord ne lui permit point de doubler l'extrémité du Middel-Grund, et, bien qu'il essayât de se touer avec des ancres à jet, il ne put jamais parvenir à s'élever au vent de ce banc. Le *Polyphemus* prit sa place et s'avança suivi de *l'Isis*. Le cinquième vaisseau, *la Bellone*, serra de trop près le

Middel-Grund, et s'échoua à environ 450 mètres de l'arrière-garde danoise. Le *Russell*, qui venait après lui, fut entraîné par son exemple dans la même faute et s'échoua à son tour. Ce double accident pouvait causer la perte de l'escadre anglaise, car, les pilotes n'ayant cessé de répéter, contrairement aux assertions du capitaine Hardy, que la profondeur de l'eau était moindre du côté de la ligne ennemie que du côté du banc de sable, il avait été prescrit aux vaisseaux anglais de serrer toujours de préférence le Middel-Grund. La fortune de Nelson voulut que le vaisseau qui marchait après le *Russell* fût précisément celui qu'il montait lui-même. Avec le coup d'œil d'un marin habitué dès l'enfance à manœuvrer au milieu des roches et des hauts-fonds, il jugea que le capitaine Hardy avait raison contre tous les pilotes. Donnant l'ordre de laisser les vaisseaux échoués sur la droite, il rentra dans le chenal et vint mouiller à 200 mètres environ du *Dannebrog*, que montait le commodore Fischer. L'arrière-garde imita sa manœuvre, et, à onze heures et demie, à l'exception des trois vaisseaux déjà cités, *l'Agamemnon*, *la Bellone* et le *Russell*, tous les vaisseaux anglais se trouvèrent en ligne. Depuis plus d'une heure, l'action était engagée entre l'avant-garde et la flotte danoise. Deux bombardes, les seules qui eussent pu atteindre leur poste, ouvrirent, par-dessus les deux flottes, le feu de leurs mortiers sur l'arsenal et sur la ville.

Quant à l'amiral Parker, il avait mis sous voiles avec ses huit vaisseaux en même temps que l'escadre de Nelson; mais, ayant contre lui le vent et le courant, il fut obligé de jeter l'ancre beaucoup trop loin des batteries du nord, et ne put être d'aucun secours à la division engagée. Il détacha cependant vers l'amiral Nelson trois vaisseaux destinés à remplacer ceux dont les services se trouvaient en partie paralysés, et attendit avec anxiété l'issue d'un combat auquel il ne pouvait prendre part.

Les Danois déployèrent en ce jour une valeur héroïque. L'action durait depuis plus de trois heures sans que leur feu eût paru se ralentir. L'amiral Parker, témoin de cette résistance inattendue, se désolait de son inaction. « Ce feu est trop vif, disait-il aux officiers qui l'entouraient, pour que Nelson puisse le soutenir long-temps. S'il doit se retirer, il faut que ce soit moi, dût ma réputation personnelle en souffrir, qui lui en fasse le signal, car il y aurait lâcheté de ma part à lui laisser la responsabilité d'une pareille démarche. » Emporté par ce mouvement généreux, mais inconsidéré, il fit signal à Nelson de cesser le combat. On sait comment cet ordre fut accueilli. « Foley, dit Nelson en se tournant vers le capitaine de *l'Éléphant*, vous savez que je n'ai qu'un œil, et, certes, j'ai bien le droit d'être aveugle quelquefois. — Sur mon honneur, ajouta-t-il en plaçant sa longue-vue sur l'œil qu'il avait perdu au siége de Calvi, je ne vois pas le signal de Parker. Conservez mon signal

de serrer l'ennemi au feu, et clouez-le, s'il le faut, au grand mât du vaisseau. C'est ainsi que je réponds à des signaux pareils. » L'escadre anglaise dut son salut à cette noble audace. Si Nelson, obéissant aux ordres de l'amiral Parker, eût donné le signal de la retraite, la plupart de ses vaisseaux, à demi dégréés, ne seraient point sortis du chenal compliqué dans lequel ils étaient engagés. La batterie des Trois-Couronnes, presque intacte encore, leur fermait la retraite et tenait en échec la division de l'amiral Parker.

Trois frégates et deux corvettes avaient pris, sous les ordres du capitaine Riou, le poste que devaient occuper *la Bellone* et le *Russell* par le travers de ce formidable ouvrage. Favorisée par le faible tirant d'eau de ses bâtimens, cette division pouvait exécuter sans peine la manœuvre signalée par l'amiral Parker. Les avaries qu'elle avait éprouvées lui rendaient d'ailleurs cette retraite nécessaire. Elle coupa ses câbles et se dirigea, poursuivie par une dernière bordée, qui fut très meurtrière, vers les vaisseaux qui l'attendaient en dehors. Au moment où *l'Amazone*, en abattant, présentait sa poupe aux batteries ennemies, le capitaine Riou fut coupé en deux par un boulet. Cet excellent officier se retirait le désespoir dans l'ame. « Que va penser de nous lord Nelson? » disait-il avec amertume. Assis sur un canon et déjà blessé d'un éclat de bois à la tête, il encourageait ses matelots occupés à brasser la grand'vergue, quand il reçut le coup mortel.

Ce ne fut qu'à une heure et demie que le sort sembla se décider en faveur de l'escadre anglaise. Les câbles d'un vaisseau danois, le *Sygelland*, et d'une grosse corvette de 20 canons de 24, le *Rendsborg*, avaient été coupés par les boulets ennemis. Ces deux bâtimens allèrent s'échouer en dérivant, la corvette sur un banc de sable, le vaisseau sous la batterie des Trois-Couronnes : il en résulta un vide funeste dans la ligne d'embossage. Un vieux vaisseau à trois ponts que les Danois avaient rasé et armé de 515 hommes d'équipage et de 56 pièces de canon, le *Provestein*, fut le premier de leurs bâtimens qui succomba. Il formait vers le sud la tête de la ligne et s'appuyait, bien que de trop loin, aux batteries de l'île d'Amack. Ce vaisseau avait à combattre *l'Isis* et le *Polyphemus* et recevait, d'une frégate mouillée sur son avant, des bordées qui, le prenant de bout en bout, eurent bientôt mis la plupart de ses canons hors de service. Dans cet état, il refusait encore de se rendre. M. de Lassen, qui le commandait, après avoir combattu pendant près d'une heure avec trois pièces, les seules qui ne fussent point démontées, se jeta à la nage pour ne pas amener son pavillon et fut recueilli par les embarcations danoises avec une centaine d'hommes qui échappèrent ainsi à cette boucherie. Au centre, le *Dannebrog* supportait depuis le commencement de l'action l'effort de trois vaisseaux anglais. Le feu s'était déclaré à bord de ce vaisseau, et le commodore Fischer avait

dû transporter son guidon sur le *Holstein*, que venaient d'assaillir, à l'autre extrémité de la ligne, le *Monarch* et le *Defiance*. Vers deux heures, malgré tous les efforts qu'on avait pu faire pour s'en rendre maître, l'incendie éclata à bord du *Dannebrog* avec une soudaine violence. Ce vaisseau, sur lequel *l'Éléphant* et le *Glatton* tiraient alors à mitraille, se vit perdu sans ressource; il coupa ses câbles et dériva lentement vers la plage, pendant que la flamme sortait en tourbillons par les écoutilles et par les sabords. Les matelots qui pouvaient encore se mouvoir se jetèrent à l'eau pour échapper aux horreurs de l'incendie; mais, sur 336 hommes dont se composait l'équipage du *Dannebrog*, 270 étaient déjà hors de combat, et l'on ne parvint à soustraire aux flammes qu'un bien petit nombre de ces victimes héroïques. Les batteries flottantes mouillées près du vaisseau du commodore se trouvèrent alors écrasées par le feu de l'avant-garde anglaise, qui n'avait plus d'ennemis sérieux à combattre. Les vainqueurs cependant ne pouvaient amariner aucun des navires qu'ils avaient réduits. Dès que leurs canots s'en approchaient, ils étaient accueillis par une fusillade qui les obligeait à se retirer. Le *Provestein* même, le *Vagrien*, abandonnés par leurs équipages, étaient encore défendus par les batteries de l'île d'Amack, qui ne permettaient point à l'ennemi de s'en emparer.

A l'aile gauche, les Danois combattaient avec moins de désavantage. Le prince royal s'était porté de ce côté, et du haut d'une batterie il donnait ses ordres, indiquant avec le tact d'un vieux capitaine les mesures les plus propres à rétablir le combat. Une foule ardente et dévouée l'entourait et sollicitait la faveur de faire partie des renforts qui renouvelaient sans cesse les équipages décimés par l'ennemi. C'est ainsi que tel vaisseau dont les Anglais croyaient avoir fait taire l'artillerie leur ripostait tout à coup avec une nouvelle vigueur. Le capitaine Thura, du vaisseau l'*Indfodstratten*, était tombé des premiers sous le feu du *Defiance*, que montait l'amiral Graves. Tous ses officiers, à l'exception d'un lieutenant, avaient été tués ou grièvement blessés. On vint prévenir le prince royal de la situation désespérée de ce vaisseau. « Thura est mort, messieurs, dit le prince aux officiers qui se trouvaient près de lui : qui de vous veut prendre sa place? — S'il plaît à Dieu, j'en aurai encore la force, » répondit Schrœdersee, brave officier que sa mauvaise santé avait obligé tout récemment de donner sa démission, et, sans attendre le consentement du prince, il sauta dans le canot qui le transporta à bord de l'*Indfodstratten*. En arrivant sur le pont de ce vaisseau, il se trouva entouré de cadavres et de blessés. A peine avait-il donné ses premiers ordres, qu'il tomba mort lui-même à côté du capitaine qu'il était venu remplacer. Un lieutenant qui l'avait accompagné prit alors le commandement du vaisseau, et n'amena qu'à la dernière extrémité.

Nelson, effrayé d'une victoire qui, si chèrement achetée, ne lui livrait pas encore l'issue de la Passe Royale, cherchait un moyen d'entrer en pourparler avec l'ennemi. Il crut en trouver l'occasion dans la résistance, illégale selon lui, qui l'empêchait de se saisir des bâtimens danois dont il avait fait amener le pavillon, et il envoya un parlementaire au prince royal pour protester contre ces procédés irréguliers. Un jeune capitaine anglais qui avait servi pendant plusieurs années dans la marine russe, sir Frederick Thesiger, remplissait auprès de Nelson les fonctions d'aide-de-camp. Ce fut lui qui porta au prince royal les réclamations de l'amiral anglais. Pendant que sir Frederick Thesiger s'acquittait de cette mission, la canonnade s'était complétement éteinte en arrière de *l'Éléphant,* mais le *Ganges,* le *Monarch* et le *Defiance* souffraient encore beaucoup du feu de l'ennemi. A deux heures et demie, le commodore Fischer se vit cependant obligé d'abandonner le *Holstein,* sur lequel il s'était transporté après l'incendie du *Dannebrog.* Ce vaisseau et l'*Indfodstratten* étaient réduits. Deux batteries flottantes, mouillées près de ces bâtimens, ne se trouvant plus soutenues, amenèrent leur pavillon, et la corvette l'*Elven,* dématée de tous mâts, les canonnières le *Nyborg* et l'*Aggershuus,* coulant bas d'eau, se jetèrent à la côte ou cherchèrent un abri sous les fortifications de Copenhague. Après quatre heures d'un combat acharné, les Danois avaient laissé 6 vaisseaux de ligne, 7 navires d'un échantillon inférieur, et 1,800 hommes sur le champ de bataille. La journée était donc entièrement perdue pour eux, et le front de leur ville complétement découvert, quand sir Frederick Thesiger parvint auprès du prince royal. Les Danois n'étaient point toutefois à la merci de leurs adversaires. A l'entrée du port intérieur, et sous les ordres du commodore Stein Bille, deux pontons portant 134 canons, *le Mars* et l'*Elephanten;* 2 vaisseaux de 74, le *Danemark* et le *Trekroner;* 1 frégate, *l'Iris,* 2 bricks et 14 chebecks armés chacun de 2 pièces de 24, défendaient, avec la batterie des Trois-Couronnes, l'arsenal et l'escadre, principal objet de la convoitise des Anglais et de la sollicitude du Danemark. On s'était préparé à enlever la batterie d'assaut, mais cette opération avait été reconnue impraticable, et les capitaines Foley et Freemantle, dans lesquels Nelson avait toute confiance, insistaient pour qu'au lieu de porter de nouvelles forces sur ce point, on se hâtât de sortir de la Passe Royale.

L'escadre anglaise avait trop souffert déjà pour n'être pas disposée à écouter les conseils de la prudence. Elle comptait 1,200 hommes hors de combat, 300 de plus qu'à Aboukir. L'*Edgar* et *l'Isis,* qui avaient combattu l'héroïque *Provestein;* le *Monarch,* opposé au *Holstein,* avaient, à eux seuls, 120 morts et 363 blessés. Jamais les Anglais n'avaient livré de bataille aussi meurtrière. Leurs mâts, leurs voiles, leur gréement, étaient hachés et criblés de boulets. La crainte de s'échouer les avait

empêchés de serrer les Danois d'aussi près que Nelson en avait l'intention; ils n'avaient combattu qu'à la distance moyenne de 3 ou 400 mètres des bâtimens d'un fort échantillon qui, sans mâts pour la plupart, disparaissaient souvent au milieu de la fumée, et ils n'avaient pu tirer de leur artillerie, de leurs caronades de 68 surtout, nouvelle arme à courte portée récemment sortie des fonderies écossaises, tout le parti qu'ils en eussent tiré dans un engagement bord à bord. Leur victoire cependant avait été complète. Ils étaient libres de faire avancer leurs bombardes contre Copenhague dès que le temps serait plus favorable, et il dépendait d'eux de couvrir la capitale du Danemark de leurs projectiles. Toutefois un bombardement, surtout un bombardement maritime, n'est point chose si terrible qu'on pense : on pouvait effrayer des femmes et des enfans, causer quelques malheurs individuels, allumer l'incendie sur plusieurs points de cette grande ville, sans triompher pour cela de la résistance d'une population héroïque. Si le prince royal eût su envisager de sang-froid cette perspective, les Anglais, opérant le soir même leur mouvement de retraite sous le feu des batteries ennemies, n'eussent point assurément sauvé tous leurs vaisseaux; mais, pour rejeter les avances de Nelson, il eût fallu rester insensible à cet affreux spectacle du *Dannebrog* sautant en l'air avec presque tous ses blessés; il eût fallu se résigner à demander de nouveaux sacrifices à cette brave population déjà si maltraitée, et le prince Frédéric, qui, après un long règne, a emporté dans la tombe, au mois de décembre 1839, les regrets de tout un peuple, possédait trop bien les qualités d'un bon roi pour avoir cette cruelle constance. Il donna l'ordre de cesser le feu, et expédia à bord de *l'Éléphant* son aide-de-camp, le général Lindholm. Cet officier était porteur d'une simple question : « Quel était le but de la lettre de lord Nelson? — Ce n'est que par un sentiment d'humanité, répondit l'amiral, que j'ai envoyé un parlementaire au prince royal. J'ai voulu laisser aux Danois la faculté de transporter leurs blessés à terre. Les bâtimens qui ont amené leur pavillon m'appartiennent; je les brûlerai ou les emmènerai suivant ma convenance; leurs équipages seront considérés comme prisonniers de guerre. C'est à ces conditions que je consens à suspendre les hostilités; mais je n'aurai jamais remporté de plus grande victoire qu'en ce jour, si ce pavillon de trêve peut être le présage d'une union solide et durable entre le souverain de la Grande-Bretagne et sa majesté le roi de Danemark. Mon aide-de-camp portera cette réponse au prince. Il n'appartient toutefois qu'à l'amiral Parker de fixer la durée de cette suspension d'armes, et ce n'est qu'à bord du *London* que vous pouvez en conférer. »

Près de quatre milles séparaient alors le *London* de *l'Éléphant*. Le général Lindholm consentit cependant à se rendre à bord de ce vais-

seau. A peine avait-il quitté *l'Éléphant*, que Nelson fit signal à son escadre d'appareiller par un mouvement successif et de sortir du chenal en passant sous la batterie des Trois-Couronnes. L'exécution de cette manœuvre prouva combien elle eût été impraticable avant la suspension des hostilités. Le *Defiance* et *l'Éléphant* s'échouèrent à portée de canon des batteries danoises; une frégate se jeta également sur le Middel-Grund; le tiers de la flotte anglaise se trouvait à la côte. Le moment, il faut bien l'avouer, eût été mal choisi pour se montrer exigeant. Nelson, qui s'était empressé de suivre le général Lindholm à bord du *London*, engagea vivement l'amiral Parker à convenir d'une trêve de vingt-quatre heures, pendant laquelle on pourrait relever les vaisseaux échoués et entamer des négociations plus sérieuses.

IV.

Bien qu'accablés de fatigue, les Anglais ne perdirent point un instant de cette trêve inespérée. Aidés par les embarcations de la division de sir Hyde Parker, ils remirent pendant la nuit leurs vaisseaux à flot, et remorquèrent leurs prises hors de la portée des batteries danoises; ils s'emparèrent même du vaisseau le *Syælland*, dont la capture eût pu être contestée, et que le commandant de la batterie des Trois-Couronnes, provoqué en duel pour cette faiblesse par le commodore Stein Bille, eut le tort de laisser enlever sous la volée de ses canons.

Cette journée si activement employée par les Anglais fut un jour de deuil pour Copenhague. Au milieu de ces hommes mutilés et mourans qu'on transportait dans les hôpitaux, parmi ces cadavres défigurés auxquels on allait rendre les derniers devoirs, chacun venait en tremblant chercher un ami, un époux ou un père; des femmes éplorées remplissaient les rues de leurs gémissemens, ou se dirigeaient en courant vers la campagne emportant leurs enfans dans leurs bras. On pleurait les pertes de la veille; on fuyait les dangers qu'on appréhendait pour le lendemain. Cette grande cité n'était pas encore habituée aux malheurs de la guerre; les plus vieux habitans de Copenhague n'avaient jamais entendu le canon de l'ennemi gronder sous ses murs. A la douleur publique l'orgueil national mêlait cependant une noble exaltation; on se sentait grandi aux yeux de l'Europe par cette honorable défaite, et on s'encourageait mutuellement à ne pas démentir ces glorieux précédens.

Le soir même, Nelson eut une entrevue avec le prince royal. Il descendit à terre accompagné des capitaines Hardy et Freemantle; une escorte nombreuse l'attendait sur le rivage et le conduisit jusqu'au palais. Il traversa ainsi une foule compacte et menaçante accourue sur son passage, et porta au prince les propositions de l'amiral Parker. Ce

dernier voulait que le Danemark s'engageât à rompre immédiatement avec ses alliés, à ouvrir ses ports aux vaisseaux anglais et à désarmer son escadre. Ces prétentions hautaines vinrent échouer devant la fermeté du prince royal. « Je ne fonde point grand espoir sur le succès de cette négociation, écrivait le lendemain lord Nelson au premier ministre d'Angleterre, sir Henry Addington. Il me paraît clairement démontré que le Danemark préférerait en ce moment notre amitié à toutes ses alliances, si la terreur que lui inspire la Russie ne l'emportait sur toute autre considération. » La honte et non pas le danger de cette défection était en effet le plus grand obstacle à un arrangement pacifique; mais ce point d'honneur n'était pas le seul lien qui attachât le Danemark à la cause commune. Traiter avec l'Angleterre, c'était sacrifier les droits de son pavillon, et, même en cette extrémité, le prince royal ne pouvait se résigner à cette humiliation. « Souffrir que nos bâtimens de guerre soient arrêtés, disait-il à l'amiral; voir une flotte danoise interceptée par le plus méchant corsaire; ce corsaire visiter les navires d'un convoi l'un après l'autre et enlever, suivant son bon plaisir, ceux qui lui paraîtront suspects : voilà ce que le Danemark ne saurait admettre! »

Un armistice militaire qui laissât la flotte anglaise libre de se porter contre les Suédois et les Russes, tel fut le point de départ des négociations qui suivirent la première conférence de Nelson et du prince de Danemark. Les amiraux anglais rencontrèrent dans le conseil d'état, auquel le prince royal soumit leurs propositions, un adversaire plus habile et plus persévérant encore que le prince lui-même. Le comte de Bernstorff, ministre des affaires étrangères, disputa le terrain pied à pied à la fougueuse impatience de Nelson. « Laissez là, lui écrivait ce dernier, votre duplicité ministérielle, et souvenez-vous que vous avez à traiter avec des amiraux anglais *qui sont venus à vous le cœur sur la main.* » Peu touché de cette franchise et peu ému de cette rudesse, le comte de Bernstorff voulait donner aux Suédois, dont la flotte venait enfin de prendre la mer, et aux Russes, encore arrêtés dans le port de Revel, le temps de mettre leurs vaisseaux à couvert dans les rades de Carlscrona et de Cronstadt. Il comprenait très bien que, si le Danemark se hâtait de subir la loi du vainqueur, Nelson entrait immédiatement dans la Baltique, y accablait les alliés dispersés et revenait à Copenhague avec de nouvelles exigences.

Pendant que les négociations traînaient ainsi en longueur, l'amiral Parker s'occupait de détruire ses prises et de faire avancer ses bombardes dans la Passe Royale. Les Danois élevaient, de leur côté, de nouvelles batteries, et attendaient de pied ferme la reprise des hostilités. Ce ne fut que cinq jours après l'entrevue de Nelson et du prince que les conditions de l'armistice furent définitivement arrêtées; il fut

ratifié le 9 avril par le prince royal et l'amiral Parker. Dans cet intervalle, le gouvernement danois avait appris la mort de Paul Ier, assassiné dans la nuit du 23 au 24 mars, et il se décida à souscrire aux propositions des amiraux anglais avant que cette nouvelle, qu'on réussit à leur dissimuler, vînt ajouter encore à leurs prétentions. La durée de l'armistice fut fixée à quatorze semaines. Pendant ce temps, le Danemark devait s'abstenir de toute participation aux mesures adoptées par les puissances signataires du traité de neutralité armée : il s'engageait à suspendre ses armemens et à n'ordonner aucun mouvement hostile à son escadre. Les vaisseaux anglais avaient la faculté de traverser librement la Passe Royale pour entrer dans la Baltique; ils pouvaient en outre s'approvisionner d'eau et de vivres à Copenhague et sur toutes les côtes du Jutland et du Danemark.

Dès que cet armistice fut signé, Nelson redouta l'impression qu'il allait causer en Angleterre. Il sentait lui-même que ce traité n'était que le gage d'une victoire incomplète, et cependant, aux yeux des hommes de mer, la campagne de la Baltique sera toujours son plus beau titre de gloire. Lui seul était capable de déployer cette audace et cette persévérance, lui seul pouvait affronter les immenses difficultés de cette entreprise et en triompher. Quand, en 1807, après le traité de Tilsitt, l'Angleterre eut résolu de diriger une nouvelle attaque contre Copenhague, 25 vaisseaux de ligne, 40 frégates et 27,000 hommes de troupes furent employés à accomplir ce que Nelson avait tenté avec 12 vaisseaux. L'entrée du Sund fut franchie cette fois avant l'ouverture des hostilités, aucun vaisseau ne pénétra dans la Passe Royale et ne brava le feu des batteries danoises; mais l'île de Seelande fut investie par un cordon de navires, une armée fut débarquée au-dessous d'Elseneur, et la ville de Copenhague, incendiée par les bombes et les boulets rouges qu'on fit pleuvoir sur elle, ne succomba cette fois que devant un siége régulier.

V.

Aux yeux de Nelson, qui ignorait encore la mort de Paul Ier et les dispositions de son successeur, la campagne de la Baltique était à peine commencée. Ce n'était rien que d'avoir désarmé le Danemark, si on laissait échapper les escadres de la Suède et de la Russie. Aussi Nelson craignait-il qu'un temps précieux n'eût été perdu pendant la conclusion de l'armistice. « Si j'eusse été le maître, écrivait-il, le 9 avril, au comte de Saint-Vincent, il y a quinze jours que je serais devant Revel, et je réponds bien que la flotte russe n'en fût sortie qu'avec la permission de l'amirauté. »

Plein de respect pour les belles qualités de sir Hyde Parker, Nelson

supportait impatiemment ce qu'il appelait sa paresse (*his idleness*). Ce ne fut que deux jours après la conclusion de l'armistice et après avoir expédié en Angleterre le vaisseau danois le *Holstein*, le seul qu'il n'eût pas brûlé, avec le *Monarch* et *l'Isis*, sur lesquels il embarqua les blessés de l'escadre, que sir Hyde Parker songea à faire entrer sa flotte dans la Baltique; mais, pour franchir les bancs qui s'étendent entre les îles d'Amack et de Saltholm, il fallut transporter l'artillerie de la plupart des vaisseaux à bord de navires de commerce, et encore, malgré cette précaution, plusieurs bâtimens touchèrent-ils plus d'une fois pendant ce périlleux passage. Enfin, après bien des peines, les Anglais, au grand étonnement des marins du Nord, pénétrèrent, le 12 avril, dans la Baltique par une route qu'on avait crue à jamais fermée aux grandes flottes de guerre. Avec 16 vaisseaux de ligne, sir Hyde Parker se porta immédiatement sur l'île de Bornholm, où il espérait surprendre l'escadre suédoise; il était déjà trop tard : cette escadre, avertie des événemens de Copenhague, s'était réfugiée à Carlscrona. Parker l'y suivit; mais il reçut, le 23 avril, une lettre du comte de Pahlen, qui lui annonçait la mort de Paul Ier et le désir de l'empereur Alexandre de voir renaître entre les deux cours les relations amicales un instant interrompues. Cette lettre le décida à suspendre ses opérations et à venir mouiller dans la magnifique baie de Kioge, située au-dessous de Copenhague. Il y trouva l'ordre de rentrer en Angleterre et de remettre à lord Nelson le commandement de la flotte.

L'attitude expectante qu'avait adoptée sir Hyde Parker en apprenant un événement devant lequel devait s'écrouler d'elle-même la confédération maritime des puissances du Nord ne pouvait convenir au bouillant amiral qui lui succédait. Embarquer les chaloupes et canots et se préparer à appareiller, tel fut le premier signal par lequel Nelson annonça à ses vaisseaux que le commandement de la flotte venait de passer en d'autres mains. Le 7 mai 1801, il quitta la baie de Kioge, et, se dirigeant sur Bornholm, il y mouilla pour attendre la fin d'un coup de vent. Là, il partagea son escadre en deux divisions, laissa les plus mauvais voiliers devant Bornholm pour y surveiller les mouvemens des 6 vaisseaux dont se composait l'escadre suédoise, et, avec 10 vaisseaux de 74, 2 frégates et 1 brick, il fit voile pour le port de Revel. Il voulait y surprendre la flotte russe, et, la main sur ce gage important, exiger la levée immédiate du séquestre dont se trouvaient encore frappés les navires anglais arrêtés par les ordres de Paul Ier; mais en même temps il prenait soin de rassurer l'empereur Alexandre sur ses intentions.

« Je suis heureux, écrivait-il au comte de Pahlen, de pouvoir donner à votre excellence la plus complète assurance de la nature pacifique et amicale des instructions que j'ai reçues à l'égard de la Russie. Veuillez exprimer à sa ma-

jesté impériale combien mes inclinations sont ici d'accord avec mes ordres. Je ne puis mieux le lui prouver qu'en me transportant moi-même avec une escadre dans la baie de Revel ou à Cronstadt, si l'empereur le trouvait préférable. C'est ainsi que je veux marquer l'amitié qui, avec la grace de Dieu, subsistera toujours, je l'espère, entre nos deux gracieux souverains. *Ma présence dans le golfe de Finlande sera également d'un grand secours aux navires de commerce anglais qui ont passé cet hiver en Russie.* J'ai pris soin qu'il n'y eût dans l'escadre que j'amène avec moi ni *bombardes* ni *brûlots*, afin de montrer d'une manière plus évidente encore que je n'ai d'autre intention que de témoigner à sa majesté impériale le profond respect que j'ai pour sa personne. »

Un vent favorable conduisit rapidement *cette escadre pacifique* à l'entrée du golfe de Finlande. Le 12 mai, elle jetait l'ancre dans la baie de Revel; mais, depuis le 3 mai, la flotte russe avait quitté ce port. Elle avait scié la glace, encore épaisse de six pieds, qui barrait l'entrée du bassin intérieur dans lequel elle avait passé l'hiver et s'était réfugiée à Cronstadt. Ce port, situé au fond du golfe de Finlande, arsenal militaire et boulevard de Saint-Pétersbourg, était, comme le port suédois de Carlscrona, défendu par un goulet étroit et de fortes batteries, qui pouvaient défier l'audace de Nelson lui-même. Aussi le gouvernement russe, rassuré sur le sort de sa flotte, ne s'en montra-t-il que plus offensé de la présence de l'escadre anglaise dans la baie de Revel. Le comte de Pahlen écrivit immédiatement à Nelson que l'empereur ne jugeait point une semblable démarche compatible avec le vif désir manifesté par le cabinet britannique de rétablir la bonne intelligence qui avait régné si long-temps entre les deux monarchies. « Sa majesté, disait-il, m'ordonne de vous déclarer, milord, que *le seul garant qu'elle accepte de la loyauté de vos intentions, c'est le prompt éloignement de la flotte que vous commandez*, et qu'aucune négociation ne pourra avoir lieu tant qu'une force navale sera à la vue de ses forts. »

Ce langage convenait à une grande puissance, et jamais plus juste et plus sévère leçon ne fut donnée à l'esprit remuant et tracassier qui animait à cette époque la marine britannique : fâcheux esprit trop long-temps encouragé par l'amirauté, et dont la trace se retrouve encore de nos jours! Quant à Nelson, comprenant trop tard l'imprudence qu'il avait commise, il quitta, le jour même où il reçut cette lettre, la rade de Revel et le golfe de Finlande. « Votre excellence, écrivit-il au comte de Pahlen du ton le plus conciliant qu'il put prendre, aura la bonté de faire observer à l'empereur que je ne suis point même entré dans la baie extérieure de Revel sans en avoir d'abord obtenu l'autorisation de leurs excellences le gouverneur et l'amiral de ce port. » Bien qu'il essayât de dissimuler le dépit qu'il avait éprouvé en cette occasion, Nelson ne pouvait pardonner au gouvernement russe la dignité de sa conduite : « Je ne crois pas, dit-il, que le comte de Pahlen eût osé

m'écrire une pareille lettre, si la flotte russe eût encore été à Revel. » En traversant la Baltique, la flotte anglaise rencontra la frégate *la Latone*, qui portait à Saint-Pétersbourg le nouvel ambassadeur chargé de terminer les différends survenus entre les deux cours, et lord Saint-Helens, auquel il était réservé de consacrer, par une convention formelle, le principe si long-temps contesté de la visite des bâtimens neutres, réussit sans doute à convaincre l'impatient amiral que toute démonstration impérieuse de la part de l'Angleterre ne pouvait qu'être préjudiciable au succès des négociations qu'il allait entamer. Après sa malencontreuse excursion à Revel, Nelson se vit donc condamné à rester spectateur passif des efforts de la diplomatie. Plus inquiet alors et plus agité que jamais, il ne passa plus un jour sans importuner l'amirauté de ses plaintes et sans solliciter son rappel. « Cet air vif du Nord, écrivait-il à ses amis, me glace jusqu'au fond du cœur. Je suis un homme mort, si je ne rentre en Angleterre, et pourtant (ajoutait-il par un de ces mouvemens sublimes qui rachetaient amplement ses boutades), *je ne voudrais pas mourir d'une mort naturelle!* »

Serviteur inappréciable quand il fallait combattre, Nelson mettait à de fortes épreuves la patience de l'amirauté, dès que son activité manquait d'aliment. Un chef aussi facilement irritable était d'ailleurs un mauvais interprète des intentions pacifiques du ministère Addington. Ce ne fut donc point sans une secrète satisfaction que l'amirauté consentit à faire droit aux demandes réitérées de Nelson et se décida à lui envoyer un successeur; mais, dans la flotte anglaise, cette nouvelle causa un deuil universel, car Nelson était resté pour ses matelots et ses officiers le chef affectueux et dévoué qu'il était aux jours de sa jeunesse.

Son plus grand soin était d'assurer l'approvisionnement de son escadre et de procurer aux équipages une nourriture saine et abondante. La flotte était sans cesse en mouvement pour cet objet; mouillée dans la baie de Kioge ou devant le port de Rostock, sur la côte du Mecklenbourg, il était rare qu'elle manquât de vivres frais. Un autre objet attirait aussi toute la sollicitude de Nelson : c'était la conservation et l'emploi judicieux des cordages de rechange embarqués sur la flotte. Aussi, grace à cette économie sévère dont l'Angleterre n'a point perdu le souvenir, ne connaissait-il point ces détresses dont tant d'amiraux ne cessaient de se plaindre. « Pour nous, écrivait-il à l'amirauté, j'ose dire que si nous avons beaucoup de besoins imaginaires, Dieu merci, nous n'en avons pas de réels. » Pour arriver à ce résultat, Nelson n'épargnait ni son temps ni ses peines. A quatre ou cinq heures du matin, il était sur pied. Jamais il ne déjeunait plus tard que six heures. Un ou deux *midshipmen* partageaient avec lui ce repas matinal, car Nelson aimait cette joyeuse pépinière de la flotte, et ne craignait point de rire avec ces enfans, se montrant souvent plus enfant qu'eux-mêmes. A huit

heures, le service de propreté se trouvait invariablement terminé à bord de chaque vaisseau, et, jusqu'au coucher du soleil, il ne se passait rien dans l'escadre qui échappât à l'œil toujours ouvert de son commandant en chef.

La santé de Nelson était cependant assez gravement altérée au moment où il déployait cette merveilleuse activité. Elle subissait l'influence de l'extrême agitation d'esprit qu'il avait éprouvée depuis la conclusion de l'armistice. Chez lui, le trouble de l'ame se trahissait presque toujours par une petite fièvre nerveuse et par des étouffemens qu'il attribuait encore à la poursuite infructueuse de l'armée française en 1798. « Cette campagne m'a brisé le cœur, disait-il souvent, et à chaque émotion nouvelle j'en ressens les effets. » Son irritabilité naturelle empruntait d'ailleurs un nouveau degré d'énergie à l'indifférence avec laquelle le glorieux combat de Copenhague avait été accueilli en Angleterre. Ce brillant épisode d'une campagne aventureuse n'avait point l'éclat des grandes journées de Saint-Vincent et d'Aboukir. Il valut à Nelson le titre de vicomte; mais la Cité de Londres s'abstint de voter aux vainqueurs les remerciemens qu'elle allait accorder à l'expédition cent fois moins périlleuse qui, partie des côtes de Caramanie sous les ordres de lord Keith, nous obligeait en ce moment même à évacuer l'Égypte.

« J'ai attendu avec la plus grande patience (écrivait Nelson au lord-maire un an après avoir quitté la Baltique) que les moindres services rendus au pays eussent attiré l'attention de la Cité de Londres avant d'exprimer la profonde douleur que j'éprouve en voyant les officiers employés sous mes ordres, des gens qui ont livré la plus sanglante bataille et remporté la plus complète victoire qu'on puisse citer dans cette guerre, privés de l'honneur de recevoir de cette grande cité un témoignage d'approbation que d'autres plus heureux ont si facilement obtenu.... Mais le lord-maire comprendra que, si l'amiral Nelson pouvait oublier les services de ceux qui ont combattu sous ses ordres, il se montrerait peu digne d'etre secondé par eux comme il l'a toujours été. »

Malgré ce détour honorable, il y avait peu de dignité à solliciter d'une façon si pressante les suffrages du pays et à vouloir faire violence à son admiration. Disons-le cependant, cette ardeur indiscrète, qui conviendrait mal sans doute à un homme d'état, il la faut excuser peut-être chez un homme de guerre. Elle semble indiquer, il est vrai, plus d'amour de la gloire que de patriotisme, plus de passion que d'élévation véritable; mais tel est trop souvent de nos jours l'indispensable mobile de l'héroïsme militaire.

Le vice-amiral Pole avait été désigné pour remplacer Nelson dans le commandement de la Baltique. Le 19 juin 1801, il arbora son pavillon à bord du *Saint-George*, et Nelson, refusant la frégate que son successeur voulait mettre à sa disposition, quitta la baie de Kioge sur un petit

brick qui le débarqua le 1er juillet à Yarmouth. Son premier soin fut d'aller visiter dans les hôpitaux de cette ville les matelots et soldats blessés devant Copenhague. Le soir même, après avoir accompli ce pieux devoir, il partit pour Londres, où l'attendaient sir William et lady Hamilton.

VI.

A son arrivée en Angleterre, Nelson trouva les esprits préoccupés d'un nouveau danger. Délivré par la paix de Lunéville de toute inquiétude du côté du continent, Bonaparte songeait à transporter ses légions sur le sol britannique, et menaçait déjà le cabinet de Saint-James de conduire jusqu'à Londres les soldats qui avaient deux fois conquis l'Italie. Le port de Boulogne devait être le rendez-vous de l'immense flottille qu'il avait donné l'ordre de construire sur tous les points de la Manche. L'invasion de l'Angleterre, au moyen de canonnières et de bateaux plats, était depuis long-temps un des plans favoris du premier consul. Il l'avait suggéré au directoire dès l'année 1797, il le reprenait en 1801, et, trois ans plus tard, il devait lui donner des proportions gigantesques. Au mois de juillet, neuf divisions de canonnières et les troupes qu'elles pouvaient transporter se trouvèrent réunies à Boulogne sous les ordres du contre-amiral Latouche-Tréville. Ce n'était pas sans doute la première fois que ces menaces d'invasion alarmaient l'Angleterre, mais jamais elles n'avaient retenti d'aussi près à ses oreilles. Le ministère Addington crut donc devoir prendre en sérieuse considération l'agitation publique, et l'amirauté s'empressa de déférer au vœu populaire en nommant, le 24 juillet, le vice-amiral Nelson au commandement de l'escadre de défense rassemblée entre Orfordness et Beachy-Head.

Nelson comptait alors au sein de l'amirauté deux amis éprouvés : le comte de Saint-Vincent et sir Thomas Troubridge. Ce dernier, dont nous avons pu admirer déjà l'amitié courageuse, n'était pas seulement un des meilleurs officiers de la marine anglaise, aussi plein de ressources, suivant l'expression de Nelson, que son vieux *Culloden* était plein d'accidens; c'était aussi, le comte de Saint-Vincent aimait à le proclamer, un conseiller inappréciable, brave comme son épée, rigide et sans tache comme elle. Il professait une admiration sincère pour le vainqueur d'Aboukir; mais, profondément affligé de la funeste passion qui dominait son héros, il craignait que ce bras heureux et fort, qui avait deux fois sauvé l'Angleterre, ne s'énervât bientôt dans la mollesse. Aussi Nelson était-il à peine investi du commandement de l'escadre de défense, que déjà le comte de Saint-Vincent et Troubridge le pressaient de partir pour la rade des Dunes, où une frégate était prête à arborer son pavillon.

Tous ces efforts d'une affection austère étaient malheureusement devenus superflus. Un nouveau lien enchaînait à jamais lord Nelson au joug de cette femme artificieuse, qui, après avoir souillé sa glorieuse carrière, devait un jour, infidèle à sa mémoire, traverser les plus rudes et les plus humiliantes épreuves pour aller mourir le 6 janvier 1814, perdue de dettes et de scandales, dans les environs de Calais. Vers le mois de février 1801, un enfant mystérieux avait été porté à l'église paroissiale de Saint-Mary-le-Bone, où il fut enregistré sous les noms d'Horatia Nelson Thompson. Horatia (1), que Nelson n'a jamais cessé de représenter comme sa fille adoptive et à laquelle il prit soin d'assurer une fortune indépendante, était, on n'en saurait douter aujourd'hui, malgré des dénégations inutiles, la fille de lady Hamilton. La naissance de cet enfant, fruit d'un double adultère, resserra des nœuds criminels et acheva de détacher l'amiral de lady Nelson. Il croyait avoir assez fait pour sa femme en lui assignant une pension de 1,800 livres sterling, et son père, déjà brisé par l'âge, son père dont ce chagrin, disait-il lui-même, pouvait abréger les jours, essaya vainement de le ramener vers l'épouse outragée, à laquelle, malgré son aveuglement, il n'avait jamais pu adresser un reproche.

Ce fut à cette époque que Nelson chargea sir William de faire en son nom l'acquisition du joli manoir de Merton-Place, situé à 8 milles de Londres. Son dessein, en achetant cette maison de campagne, était de la laisser après lui à lady Hamilton, et jusque-là d'y vivre avec ses amis sur le pied de la plus intime communauté. Misérable passion! fatal écueil d'un grand caractère! Cet homme, auquel le ciel avait départi le génie des combats, que l'Angleterre en ses jours d'alarmes opposait à ses ennemis comme un bouclier, eût vingt fois déserté ce poste d'honneur pour voler à d'indignes amours, si Troubridge et le comte de Saint-Vincent ne l'eussent retenu par leurs supplications. « Votre présence sur nos côtes, lui écrivait ce dernier, a produit un si heureux effet sur l'opinion publique, qu'il est bien désirable que vous puissiez prendre sur vous de renoncer à votre projet de venir à Londres. »

A ces sages remontrances, Nelson répondait par des doléances et des murmures. Il se plaignait du froid, — Troubridge l'engageait à porter des gilets de flanelle; — du mal de mer, — le comte de Saint-Vincent l'encourageait doucement à prendre patience. « Le commandement dont vous êtes chargé, lui disait-il, ne vous oblige point à tenir la mer par des temps forcés. Ne songez donc pas à le quitter dans un moment où aucun Anglais n'a le droit de refuser ses services à son pays. »

Nelson, repoussé par ses amis, s'épanchait alors avec humeur dans le sein de lady Hamilton. « L'amirauté, lui écrivait-il, n'a ni conscience

(1) Au mois de février 1822, Horatia Nelson épousa le révérend Philip Ward, aujourd'hui vicaire de Tenterden, dans le comté de Kent : elle a eu de cette union huit enfans.

ni entrailles; je lui souhaite mes souffrances. *Monsieur Troubridge*, aujourd'hui un de mes seigneurs et maîtres, fait le plaisant et se moque de moi; — je gagerais qu'il a pris de l'embonpoint. — Quant à moi, j'ai considérablement maigri, et, si ces messieurs se fussent montrés moins indifférens à mes plaintes, ma santé n'eût point été aussi sérieusement altérée, ou du moins il y a long-temps que je l'aurais rétablie, dans une chambre bien chaude, au coin d'un bon feu, et entouré de véritables amis. »

Tel était Nelson, nature double et indéfinissable, pétrie de deux argiles contraires; étonnant assemblage de grandeur et de fragilité, qui lassait l'amirauté de ses caprices et remplissait l'Europe de son nom! Mais, sur ce théâtre où le retenaient malgré lui le comte de Saint-Vincent et Troubridge, cet esprit si mobile retrouvait quelquefois toute sa mâle vigueur. Le *memorandum* que Nelson adressa à ses officiers, en prenant le commandement de l'escadre des Dunes, est peut-être une des pièces officielles contenues dans sa correspondance qui révèlent le mieux ce coup d'œil ferme et sûr, habitué à embrasser un vaste horizon. En quelques lignes, l'illustre amiral a tracé hardiment et de main de maître la physionomie générale de son plan d'attaque et de défense; à dessein, il s'abstient d'en fixer les contours. Un génie novice aurait peur de rester incomplet; Nelson craint au contraire d'être trop explicite. Il s'arrête où l'imprévu commence, et fuit cette précision qui, sur un terrain si vague encore et si étendu, laisserait une porte ouverte à l'inertie et à l'indécision.

Suivant lui, le premier consul ne devait avoir en vue que de tenter un coup de main sur la ville de Londres, et 40,000 hommes (1) au plus

(1) Quarante mille hommes jetés sur les côtes d'Angleterre auraient-ils donc suffi pour aller jusqu'à Londres dicter la paix au cabinet britannique? L'orgueil de nos voisins peut s'indigner d'une pareille supposition; mais il est certain qu'au début d'une guerre, aujourd'hui par exemple, une pareille opération n'aurait rien d'impossible. Telle est l'opinion d'un officier distingué de la marine anglaise, *l'honorable* M. E. Plunkett. « Nos régimens, dit-il, opposeraient sans doute à l'ennemi toute la résistance qui se peut attendre de leur petit nombre, plus de résistance même qu'un égal nombre de soldats ne saurait en opposer dans un autre pays. Je suis assez bon Anglais pour n'en point douter; mais ces régimens, dont il faudrait distraire au moins trente mille hommes pour garder l'Irlande, comprendraient à peine vingt ou vingt-cinq mille hommes disponibles. A ces vingt-cinq mille hommes on pourrait ajouter les soldats vétérans (ceux du moins qui ont conservé leurs membres et qui ne sont pas perclus de rhumatismes). Rappelés sous les drapeaux, ils y rendraient encore de bons services. Quant à nos *belliqueux* paysans, on ne saurait en vérité sans folie vouloir leur assigner un rôle actif dans cette lutte rapide et brusque qui déciderait du sort de l'Angleterre, ou du moins du sort de la capitale. Il est telles circonstances où des levées de paysans peuvent retarder la marche d'une armée d'invasion; mais, en Angleterre, les deux choses les plus essentielles pour l'emploi de pareils auxiliaires, le *temps* et *l'espace*, manqueraient complétement. *Un corps d'armée débarqué sur la côte de Sussex, en deux jours de marche, serait à Londres.* Il n'aurait eu à traverser pour y arriver ni montagnes, ni marais, ni forêts, ni rivières. Dans

seraient destinés à cette surprise. Il pensait que, pour répandre l'alarme sur plusieurs points à la fois, 20,000 hommes environ seraient débarqués à 60 ou 70 milles de Londres, dans l'ouest du port de Douvres, et le même nombre dans l'est de cette ville. 200 ou 250 chaloupes canonnières rassemblées à Boulogne porteraient le détachement, qui partirait de ce port, et, avec un calme parfait, elles pourraient, en moins de douze heures, grace à leurs avirons, traverser le détroit. Au même moment, le télégraphe ferait appareiller la seconde division, réunie à Ostende et à Dunkerque. Il était probable que, pendant ce temps, les flottes de Brest, de Rochefort et du Texel, ne resteraient pas inactives et parviendraient à opérer une diversion importante, soit en Irlande, soit sur un point quelconque de la côte d'Angleterre. En tout cas, en se tenant prêtes à mettre sous voiles, ces flottes retiendraient les escadres anglaises dans la mer du Nord et le golfe de Gascogne, et ne leur permettraient pas de se porter au secours du territoire menacé. Il ne fallait donc compter, pour s'opposer aux tentatives de la flottille, que sur les forces rassemblées en ce moment entre Orfordness et Beachy-Head. Ces forces se composaient d'une escadre de frégates et de bâtimens légers destinée à surveiller les mouvemens de l'ennemi, et d'une flottille spécialement réservée pour la défense du littoral. Nelson voulait que cette flottille, armée en partie par cette milice maritime connue sous le nom de *Sea-Fencibles*, fût stationnée de Douvres jusqu'aux Dunes. S'il faisait calme au moment de l'apparition des chaloupes françaises, elle devait se porter à la rencontre de l'ennemi de toute sa vitesse, ne point l'attaquer avec des forces trop inférieures, mais l'observer et le suivre jusqu'au moment où une occasion favorable s'offrirait d'en venir aux mains. Si la moindre brise s'élevait, c'était aux frégates et aux bricks que revenait le soin de détruire l'armée d'invasion; mais, dans le cas où le calme persisterait, la flottille anglaise, quelle que pût être l'infériorité de ses forces, ne pouvait plus hésiter à assaillir la flottille ennemie dès qu'elle toucherait le rivage. Elle en devrait attaquer ce qu'elle pourrait, la moitié ou les deux tiers. Ce serait toujours une diversion très utile aux troupes chargées de repousser le débarquement, car, l'artillerie des chaloupes françaises étant placée sur l'avant, leur poupe

une marche aussi courte, des levées de paysans n'ont rien à faire. Mais les moyens de transport, dit-on, où l'ennemi les prendrait-il? Vous supposez donc que l'ennemi arriverait en Angleterre avec tout le matériel d'une armée, magasins des vivres, bagages, artillerie de siége, équipages de pont. Eh! mon Dieu, non! une armée marchant sur Londres n'aurait point à s'encombrer de tant de choses. Les vivres seraient sur le dos des soldats; les bagages n'accompagnent pas une armée pendant le cours de ses opérations; l'artillerie de siége serait inutile dans un pays où il n'y a point de siége à faire; les équipages de pont seraient superflus là où il n'y a point de rivières à traverser. Dégagé de tout cet encombrement, le transport d'une armée est facile... » — *The Past and Future of the British Navy*, by the hon. E. Plunkett, commander R. N. — Londres, 1846, Longmann.

se trouverait exposée sans défense au feu des bateaux qui les attaqueraient. « Dès que la flottille ennemie sera en vue, ajoutait Nelson, nos divisions se réuniront, mais sans se confondre. Dans cette position, elles devront se tenir prêtes à exécuter les ordres qui leur seront donnés. Il n'est rien de plus important que de choisir pour les commander des hommes animés d'une confiance mutuelle, et sur lesquels aucune misérable jalousie ne puisse avoir prise. Il faut qu'en cette grande occasion il n'y ait qu'une seule pensée, un seul désir parmi nous : empêcher la descente de l'ennemi sur nos côtes. »

Si bien calculées que fussent ces dispositions défensives, elles ne suffisaient point cependant à l'impatience générale. La presse anglaise, interprète exigeant de l'opinion publique, ne cessait de harceler le gouvernement et de répéter que c'était dans les ports ennemis qu'il fallait aller écraser la flottille française. L'amirauté se vit donc contrainte, par condescendance pour ces alarmes, de prescrire à Nelson de bombarder le port de Boulogne; mais l'amiral Latouche fut informé de ce projet : il sortit du port où ses bâtimens entassés auraient pu courir de grands dangers, et forma en avant des jetées une longue ligne d'embossage composée de 6 bricks, 2 goëlettes, 20 chaloupes canonnières et un grand nombre de bateaux plats. Le 4 août, Nelson vint lui-même au point du jour mouiller ses bombardes devant la ligne française; il espérait que, pour éviter cette attaque, la flottille se réfugierait dans le port de Boulogne, et il se proposait la nuit suivante de diriger ses brûlots sur cette masse de bâtimens ainsi resserrés dans un étroit espace. Vers neuf heures du matin, le bombardement commença; il ne put ébranler la ligne d'embossage, et ne produisit d'autre effet que la destruction d'une canonnière et d'un bateau plat qui furent coulés bas. Pas un homme à bord de la flottille ne fut atteint, tandis que nos canonnières et les batteries de terre, répondant par un feu très vif au feu des bombardes anglaises, un éclat de bombe vint blesser, à bord d'un de ces bâtimens, un capitaine d'artillerie et deux matelots.

Cette première tentative avait donc complétement échoué; mais Nelson en préparait une autre plus sérieuse et dont il ne mettait point le succès en doute. Le 15 août, il vint mouiller à 6,000 mètres environ de la flottille française, encore embossée devant le port de Boulogne. Il amenait avec lui des chaloupes et péniches de toute grandeur à l'aide desquelles il voulait enlever ou incendier nos canonnières. Ces embarcations étaient au nombre de 57; il les partagea en quatre divisions qu'il plaça sous les ordres des capitaines Somerville, Parker, Cotgrave et Jones. La perte de son bras lui interdisait de prendre lui-même une part active à cette expédition; mais il songea à en assurer la réussite par les dispositions les mieux entendues et les soins les plus propres à racheter l'imprudente audace de cette entreprise. Dans chaque division,

deux canots étaient particulièrement chargés de couper le câble et les amarres des navires qu'on allait attaquer. Ces canots, munis d'une corde terminée par un croc qu'on pût jeter à bord du navire ennemi, ne devaient point songer à l'assaillir, mais s'occuper de le prendre à la remorque et de l'entraîner au large. Les autres embarcations se chargeaient de combattre et de réduire les bâtimens ainsi entraînés hors de la ligne. Chacune d'elles d'ailleurs avait reçu une hache bien affilée, une mèche, une chemise soufrée ou toute autre composition incendiaire, et se trouvait par conséquent en mesure d'enlever ou de brûler le navire qu'elle aborderait. Les matelots étaient armés de piques, de sabres et de haches; les soldats de marine, de leurs fusils et de leurs baïonnettes. Nelson avait voulu, dans cette occasion comme à Ténériffe, que les canots de chaque division se donnassent mutuellement la remorque, afin d'arriver en force suffisante sur l'ennemi.

A dix heures et demie du soir, les embarcations reçurent leurs équipages, et à onze heures, au moment où la frégate *la Méduse*, que montait Nelson, montra six fanaux à la hauteur de sa batterie, elles poussèrent au large et vinrent se former, dans un ordre arrêté à l'avance, sur l'arrière de *la Méduse*. De là, à un signal convenu, elles partirent toutes ensemble et se dirigèrent par des routes divergentes vers la plage de Boulogne. Le mot d'ordre était *Nelson;* le mot de ralliement *Bronte*. La première division, que commandait le capitaine Somerville, chargée d'attaquer l'aile droite de la flottille, se trouva, en approchant de terre, entraînée par la marée dans l'est de la baie de Boulogne. Les capitaines Parker et Cotgrave ne rencontrèrent point le même obstacle; ils avaient, en partant, gouverné directement sur l'entrée du port, et à minuit et demi ils assaillirent le centre de notre ligne. Parker, à la tête d'une partie de sa division, aborda le brick *l'Etna*, qui portait le guidon de commandement du brave capitaine Pevrieux; mais les filets d'abordage qui entouraient ce brick opposèrent une barrière insurmontable aux Anglais. 200 soldats d'infanterie réunis à nos matelots les reçurent par un feu nourri de mousqueterie et les rejetèrent dans leurs canots à coups de baïonnette. Parker lui-même fut blessé grièvement à la cuisse, et eût été pris sans le dévouement d'un de ses *midshipmen*. D'autres canots de sa division avaient essayé d'enlever le brick *le Volcan*, et avaient été également repoussés. L'attaque dirigée par le capitaine Cotgrave n'avait point eu un meilleur succès, et ces deux premières divisions étaient en pleine retraite quand le capitaine Somerville atteignit le port. Ce brave officier ne se laissa point émouvoir par la défaite de ses compagnons : il se jeta sur notre aile droite et se croyait déjà maître d'un de nos bricks, quand une fusillade très vive, partie des navires environnans, l'obligea à se retirer précipitamment. Il gagna le large après avoir essuyé des pertes considérables. La quatrième divi-

sion, qui devait se diriger sur notre aile gauche, avait rencontré, comme celle du capitaine Somerville, la marée contraire, et, ne pouvant remonter suffisamment vers l'ouest, elle n'arriva sur le lieu de l'action que pour recueillir les blessés et assister les autres colonnes d'attaque dans leur fuite. Ce combat corps à corps tourna donc entièrement à notre avantage; il coûta aux Anglais 170 hommes mis hors de combat, et produisit une vive impression de l'autre côté de la Manche. C'était le second échec de ce genre qu'éprouvait Nelson. A Boulogne comme à Ténériffe, il avait rencontré des difficultés imprévues; mais il avait aussi fait une trop large part au hasard et trop compté sur la négligence de ses ennemis. Cependant, si, à Ténériffe, il n'eût point, par deux tentatives infructueuses, éveillé l'attention des Espagnols; si, à Boulogne, il n'eût point eu affaire à un homme tel que Latouche-Tréville, il est probable qu'il eût réussi dans cette double attaque : car les Anglais ont, pendant la dernière guerre, obtenu de nombreux succès dans des entreprises analogues, et ils les ont toujours dus à notre défaut de surveillance. Une vigilance soutenue, un service régulier, se rencontrent moins souvent à bord de nos navires que le dévouement le plus exalté et l'intrépidité la plus héroïque. Heureusement Latouche-Tréville gardait sa flottille comme une place forte; il tenait son monde sans cesse en alerte, et exigeait que le service se fît devant le port de Boulogne, sur ses bricks et ses canonnières, comme il doit se faire en présence de l'ennemi. Les chaloupes anglaises trouvèrent nos bâtimens préparés à les recevoir, leurs filets d'abordage hissés, leurs canons chargés et leurs équipages sur le pont : aussi leur attaque eut-elle le sort que le courage de nos matelots réservait à de plus formidables entreprises, s'il eût trouvé des chefs tels que Latouche pour le diriger.

Nelson fut douloureusement affecté de ce revers et surtout de la perte du capitaine Parker, qu'il aimait comme un fils, et qui ne survécut point à sa blessure; mais il songeait à prendre sa revanche et méditait une attaque sur Flessingue. Il fallait à tout prix détruire le prestige de cette flottille, car elle avait jeté le trouble jusque dans les conseils de la couronne. Si le ministère faisait appel aux lumières des hommes spéciaux, il recueillait autant d'avis qu'il consultait d'amiraux. Lord Saint-Vincent voulait qu'on tînt nos ports de la Manche étroitement bloqués; lord Hood, que l'on conservât toute l'escadre de défense dans les ports anglais et qu'on ne laissât sur la côte de France que quelques bâtimens légers pour signaler les mouvemens de la flottille. En quelques mois, ces bateaux plats, dont on avait voulu rire, étaient devenus l'objet de la préoccupation universelle. Il n'est point jusqu'au général Dumouriez qui ne se crût appelé en cette circonstance à pourvoir *au salut de l'Angleterre et de l'Europe*. Triste exemple des misères et des égaremens d'une si grande époque! cet homme qui avait sauvé la France dans les défilés de l'Argonne donnait alors à nos ennemis l'affligeant spectacle

d'une activité sans objet et d'un zèle sacrilége. En 1801, il adressait à Nelson des projets pour la défense des côtes d'Angleterre, comme il communiquait en 1814 des plans de campagne à Wellington pour l'invasion de la France (1).

L'émotion qu'excitait la réunion de cette flottille dans la Manche était donc plus réelle et plus profonde qu'on ne voulait en convenir. Ce projet de descente, que les Anglais affectaient en vain de mépriser, contribua puissamment au succès des négociations déjà entamées pour le rétablissement de la paix. Une lassitude universelle accablait d'ailleurs les esprits, et les hommes qui avaient traversé ces années d'épreuves avec le plus d'éclat soupiraient eux-mêmes après un repos qu'ils avaient cessé de connaître. Le comte de Saint-Vincent, qui avait assisté à trois grandes guerres, n'avait jamais vu de pareils combats, des champs de bataille aussi meurtriers. « Quels ravages cette guerre a faits dans nos rangs! écrivait-il à Nelson en apprenant la mort du capitaine Parker. Puissions-nous toucher au terme de ces sacrifices! » Quant à Collingwood, employé en ce moment devant Brest sous les ordres de l'amiral Cornwallis, il accueillit avec un touchant enthousiasme l'annonce d'une paix prochaine. « J'espère bien, écrivait-il alors, que notre génération a vu la fin de sa dernière guerre! » Naïve illusion destinée à un triste mécompte! Le 12 octobre 1801, les hostilités furent suspendues entre l'Angleterre et la France : le traité d'Amiens, qui intervint six mois plus tard, consacra cette trêve et servit à la prolonger; mais la lutte n'était qu'interrompue, elle allait bientôt reprendre avec plus d'acharnement que jamais. De 1793 à 1802, la guerre s'était parfois ralentie; les peuples épuisés avaient paru se prêter à un rapprochement. Le désir de la paix était dans tous les cœurs; on en avait parlé, on en avait traité longtemps avant de la conclure. De 1803 à 1814, rien de pareil ne vint entraver les hostilités et calmer l'âpreté d'une haine mortelle. Quand l'arène se rouvrit pour les deux puissans adversaires, l'Europe, encore émue, ne se prononça point entre eux. La France était debout sur la plage de Boulogne, l'Angleterre en face; l'Europe attendait; elle attendit deux ans. Ce sont ces deux années qu'il nous reste à parcourir. Elles ont vu le premier revers de l'empire, la dernière victoire de Nelson.

E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE.

(1) « J'ai beaucoup étudié (écrivait Dumouriez à Nelson en lui adressant un long mémoire sur la défense des côtes d'Angleterre), j'ai beaucoup étudié pendant vingt ans la matière de cette note; alors c'était comme militaire français que j'étudiais les moyens de descendre sur vos côtes. A présent, un intérêt plus noble nous unit à la même cause, celle des rois, de la religion, des mœurs et des lois. Leur sort, celui de l'Europe entière, est attaché au salut de votre patrie. Soyez la caution du désir que j'ai d'y contribuer. A cet intérêt général se joint celui de la tendre amitié qui m'unit à vous pour la vie. »

LITTÉRATURE CATHOLIQUE

ET FÉODALE.

***Histoire des peuples Bretons dans la Gaule et dans les Iles Britanniques*,**
par M. Aurélien de Courson. [1]

L'un des beaux spectacles de la révolution, celui qui m'inspire le plus pur sentiment de la grandeur humaine, la plus ferme confiance dans la vertu des idées, c'est la nuit du 4 août. Je m'incline devant les héros de cette nuit mémorable, je les révère. Ils s'oubliaient eux-mêmes avec une magnanimité si parfaite, ils avaient si bonne grace dans leur enthousiasme, on eût dit qu'ils portaient sur leur front tout cet éclat à la fois glorieux et charmant du siècle dont ils étaient la fleur. Nous avons pu connaître encore les derniers représentans de cette génération; ils avaient subi toutes les fortunes, traversé tous les régimes : ils étaient restés les hommes de leur jeunesse, des hommes naturellement supérieurs et spirituels, sans faste et sans phrase; — ils ne visaient point au sublime, ils ne prenaient au sérieux que les choses sérieuses, mais le cœur leur battait toujours au seul bruit d'une liberté conquise ou d'un préjugé vaincu. Un peu sceptiques à l'endroit des personnes (ils avaient tant vu d'infidèles), ils ne l'étaient point à l'endroit des principes, parce qu'ils n'avaient jamais perdu l'honnêteté de leur conscience.

(1) 2 vol in-8o, chez Furne, rue Saint-André-des-Arts.

Au déclin, au terme d'une vie si longue, ils voulaient encore, avec la même ardeur qu'au début, avec la même droiture de sens et de caractère, ils voulaient le légitime développement de toutes les forces humaines, l'égale répartition des devoirs publics, le sage progrès des ignorans vers la lumière, des capables vers le pouvoir. Ils ne sont plus; ils sont morts presque tous à temps, la veille ou le lendemain d'une victoire qui ne fut point un désordre: ils ont pu croire leurs souhaits comblés et leur tâche finie.

Je me demande pourtant ce qu'auraient pensé ces illustres libéraux, ces véritables grands seigneurs, s'ils avaient entendu par hasard ce que nous entendons maintenant à tous les coins de rue, des sophistes bourgeois dénigrer niaisement l'œuvre de 89 et faire fi de cet immortel triomphe. Quelle pitié ne les eût pas saisis! quel dédain railleur sur ces lèvres généreuses! Comme ils se fussent moqués de ces tristes songeurs qui s'estiment habiles pour avoir entrepris de glorifier des décombres jadis si vaillamment balayés, les décombres de la vieille société religieuse, de la vieille société civile! De quel mépris n'eussent-ils point accablé une science rétrograde dont les plus fameuses découvertes sont des injures maladroites contre les meilleurs enseignemens qu'ils nous aient légués, contre la tolérance des cultes, contre la fusion des classes, contre l'union de la France morale et de la France territoriale! Comme ils eussent durement traité ces médiocres savans qui semblent aujourd'hui sortir de partout, tant ils sont bien accueillis, et qu'on dirait inviolables, tant ils se fient à la faveur des circonstances pour échapper à la critique; politiques en sous-ordre, dont la tâche est de nous montrer l'antiquité tout en beau pour nous ôter peut-être le goût de l'avenir! Puis, sans doute avec cette sérénité qui marquait la vigueur de leurs ames, ces nobles vieillards auraient détourné la tête et passé leur chemin, jugeant bien que ce vaste édifice qu'ils avaient fondé n'allait point crouler pour si peu.

Je n'imagine pas, en effet, que les travaux de la constituante doivent demain disparaître; je me tiens très assuré qu'on ne nous rendra ni des corporations ni des castes, et je n'ai pas la moindre peur de la corvée ni de la dîme. Écoutez cependant nos nouveaux docteurs, poètes ou romanciers, érudits ou publicistes: ils sont en admiration continuelle devant les merveilles d'autrefois; nos pères ont tout démoli, parce qu'ils étaient des esprits forts à cervelle légère, des marquis étourdis amoureux de popularité, des robins intrigans et frondeurs; on n'y peut mais à présent, et c'est grand dommage; du moins faut-il rendre justice au passé, s'il n'y a point d'espoir qu'on le recommence. Sur quoi l'on entame les plus étranges panégyriques; là où les contemporains n'avaient senti qu'abus et misères, on aperçoit les mérites les plus signalés: cette souveraine puissance de la Rome catholique, trop tôt gâtée par d'hu-

maines ambitions, c'était la mère de toutes les libertés; ce gouvernement féodal construit pièce à pièce, né du hasard ou de la force, utile en son temps, détestable après, c'est le chef-d'œuvre de l'esprit humain; ce monde brutal, où l'homme d'épée s'arrogeait tous les droits qu'il pouvait et ne remplissait de devoirs que ceux qu'il voulait bien remplir, c'est un monde de grace et d'amour; ce pays hérissé de prétentions égoïstes, traversé par mille barrières, coupé dans tous les sens par les âpres rancunes de province, de ville et de clocher, c'était une patrie plus vivante et plus chérie que la nôtre. Le cœur parlait alors! il unissait tout; la divine puissance des instincts primitifs rapprochait seule les membres de cette association fraternelle; il n'était besoin ni de discussion ni d'écriture; il y avait de loyaux suzerains, des vassaux dévoués, et les avocats ne régentaient personne; l'art y gagnait en même temps que la morale.

On se rappelle peut-être cette réaction moitié sentimentale et moitié littéraire qui, sur la fin de l'empire et à certain moment de la restauration, remit en si grand honneur les beautés de la chevalerie. La fantaisie du temps s'arrangeait des Amadis, et, pour habiller ces paladins peu historiques, elle empruntait sans scrupule, soit aux braves de la jeune garde, soit aux voltigeurs de l'armée de Condé. On s'était fabriqué tout un moyen-âge à sa guise, où l'héroïsme et la politesse régnaient comme un éternel printemps. On y trouvait bien çà et là quelque traître de mélodrame à l'instar du fameux Ganelon de Mayence; mais il était de rigueur que les héros ressemblassent au Gonzalve de M. de Florian, et les châtelaines, les pastourelles, quelquefois opprimées, toujours vertueuses, traversaient à propos cette époque guerrière comme de blanches et bienfaisantes apparitions. *Le Génie du Christianisme* avait exalté les ames, et la mode, qui gâte les plus vrais succès, s'était jetée sur les splendeurs du culte catholique pour y chercher des émotions et des décorations d'opéra. On était ainsi arrivé à prendre tout ce vieux monde par le côté déclamatoire, à substituer dans les descriptions l'idéal au vrai, à supprimer le réel ou à le traduire en périphrases, comme Delille quand il versifiait; l'historien était tenu de s'accompagner sur la lyre, et la lyre était toujours accordée sur le mode pompeux. Feuilletez seulement *la Gaule poétique* et *Tristan le Voyageur*, ces œuvres trop aimables de cet homme d'esprit mignard et de passions violentes qui s'appelait M. de Marchangy : vous y apprendrez la Gaule barbare et féodale, à peu près comme on pourrait se figurer l'antiquité classique d'après le style grec du directoire, et l'Orient d'après le style égyptien du consulat.

Voilà certes une science qui nous semble bien pitoyable du haut de cette érudition que nous avons aujourd'hui entassée; mieux valaient pourtant ces innocens travers que nos travers d'aujourd'hui. Il y avait

dans toutes ces inventions romanesques un dernier souffle de gloire; c'était le finale adouci d'un grand air de bravoure, et, quoiqu'il se mêlât à cette exaltation beaucoup de fausses langueurs, on y voyait aussi la trace d'illusions généreuses; n'en cherchez point de pareilles sous ces lourds systèmes dont notre petite réaction nobiliaire et dévote s'est chargée de bâtir la fortune. Le bon vieux temps a maintenant des adorateurs moins naïfs sans qu'ils soient moins ennuyeux, plus affectés sans plus de savoir, plus dangereux en somme malgré l'impuissance pratique de leurs théories. Ceux-là pour sûr ne pincent point de la lyre; ils pâlissent, croyez-les, sur les chartes et les manuscrits; ils s'abîment dans les in-folio, et, ne lisant jamais les auteurs de seconde main, ils font toutes leurs découvertes aux sources mêmes, aux pures sources de la science. Ils affichent le plus souverain mépris pour la légèreté des études nationales; parlez-leur des maîtres d'outre-Rhin! Que ne connaissez-vous l'allemand comme ils le connaissent? C'est avec les doctrines allemandes qu'il faut fouiller l'histoire de France pour la bien comprendre; nous n'entendons rien au passé de notre pays, parce que nous avons l'entêtement de vouloir toujours y regarder avec les yeux de chez nous. Ah! si nous jugions avec les affections germaniques, les belles choses qui nous apparaîtraient dans ce livre jusqu'à présent fermé! nous réussirions enfin à regretter tout ce que nous avons perdu en laissant tomber sous les coups du despotisme monarchique cette forte organisation du clan, de la tribu et du fief; nous goûterions par une jouissance rétrospective les bonheurs intimes de la famille féodale; nous serions presque tentés d'invoquer encore la protection des fiers châteaux, dont il ne reste malheureusement que les ruines, pour nous dérober à ces modernes oppresseurs, que l'on nomme du nom prosaïque de percepteurs, de substituts et de sous-préfets! Les chers seigneurs d'autrefois allaient bien, il est vrai, par hasard battre ou détrousser les pauvres gens, et, comme dit la vieille chanson de Hans Sachs, « pendant qu'ils se promenaient sur la route, leur cheval mordait par distraction la poche des marchands. » — Bagatelle après tout! ils tenaient si galamment à distance et le roi et les commis du roi.

Sommes-nous au bout? Non point en vérité. Ces feudistes de singulière espèce qu'une vogue de circonstance nous amène au pinacle, ce ne sont pas seulement des savans très profonds et surtout très raisonnables : ils *pensent bien*, comme on dit aujourd'hui de quiconque enseigne qu'il faut peu penser; il leur vient à tout propos les idées les plus convenables sur l'infirmité de l'esprit humain. Possédant à fond la géologie, l'ethnographie et la linguistique, ils s'en servent avec une adresse particulière pour embellir leurs plus ordinaires travaux de cette couleur d'orthodoxie devenue maintenant d'une si grande

distinction; ils sont maîtres passés en cette facile théologie, dont le vagabondage ne couvre pas toujours le vide. Ils auraient bien du malheur, si, dans la moindre notice, dans la dissertation la plus spéciale, ils ne trouvaient à parler de l'œuvre des sept jours, de l'unique Adam et de la langue révélée : c'est le frontispice obligé de leurs livres, c'est la croix de par Dieu en tête de leur alphabet. Entre gens qui se soutiennent, il est bon de se reconnaître, et il n'est pas mauvais, quand la science se met en campagne, que la science ait, comme la guerre, des mots de passe et des signes de ralliement. Il n'y a point à s'y tromper, et, pour qui aurait l'entendement un peu rebelle, on a simplifié davantage encore : il ne s'agit dans votre ouvrage ni du XIe siècle ni du XVIe; mais vous avez rencontré quelque bonne occasion de dire *saint* Grégoire VII, et vous avez prouvé la vocation catholique de la France par les mérites à jamais nationaux de la *très sainte* ligue: frappez là, vous êtes des nôtres.

On peut, jusqu'à certain point, analyser ainsi les traits principaux de ces curieuses figures qui commencent à s'élever de toutes parts dans le monde des doctes; je renonce à rendre l'ensemble de si précieuses physionomies, — ce mélange de suffisance béate et d'orgueil doucereux qui se trahit par mille endroits presque insaisissables, — ce sourire humble et superbe qui annonce à première vue qu'on est de bonne compagnie, qu'on a de la vertu, du talent, et qu'on aura de la gloire, — ce parfum de pédantisme qui sent tout à la fois le salon et le cloître, pédantisme bien autrement cruel que celui des Trissotin et des Vadius. Un Vadius connaît admirablement le grec, un autre sait par cœur tout le *Corpus juris;* cet autre encore a la mémoire peuplée de noms propres et de dates : pédans, soit, insupportables pédans dont les doigts sont tachés d'encre. Mais voir des gens se gourmer, se guinder sur eux-mêmes parce qu'ils s'attribuent de leur chef beaucoup mieux assurément que cette science matérielle des faits, la science infuse des principes; voir ces gens-là, drapés dans leurs théories, décider des questions les plus ardues avec cette fatuité tranchante d'un puriste qui juge un point de grammaire, n'est-ce pas de quoi blesser les plus patiens? Ils découvrent généralement ce que n'ignorait personne : qu'importe? ils ont une façon d'envisager les choses qui les leur approprie, et quand, l'œil à moitié fermé, les lèvres pincées, la voix caressante, ils entrouvrent leur petit trésor inédit, murmurent modestement : « Ce n'est pas ici simple affaire d'érudition, c'est tout un système en jeu, le grand système que vous savez! » soyez sûr, vous qui les écoutez, qu'on va vous révéler ou même vous résoudre quelque grave problème dont vous n'étiez point en quête; demandez-vous seulement à la fin ce que ces trop sublimes historiens, ces trop grandioses philosophes vous ont ap-

pris de positif et d'exact; dressez le bilan de leurs fausses richesses : beaucoup de phrases creuses et pas mal d'injures.

Que tout cela doive un jour tomber sous le ridicule, je le crois certes bien; mais qu'à force de ridicule, tout cela soit dès à présent inofensif, je le nie très haut. Cette école prétentieuse de petits politiques à larges vues contribue tant qu'elle peut à plier l'esprit public de travers, et favorise naturellement toutes les velléités de réaction, en atténuant le respect des institutions existantes. C'est là pour elle un double triomphe dont elle se glorifie.

Et d'abord, en effet, quelle merveilleuse confusion! Quand la restauration célébrait le gothique, elle y allait de bonne foi et tout d'une pièce; elle avait son drapeau blanc à la main et l'on savait ce que parler voulait dire. Elle ne se piquait pas de mieux entendre la liberté que les libéraux; le beau nom de libéral ne comportait pas alors tant de sens divers qu'aujourd'hui, et nul ne le prenait qui ne fût ami sûr de son pays et de son siècle : ce vieux libéralisme est depuis long-temps hors de mode, et c'est de bon goût d'en rire, tant il était vulgaire. Admirons plutôt celui qu'on nous prêche! Célébrer pieusement l'heureux âge où des provinces privilégiées ne payaient d'impôt qu'à leur corps défendant; canoniser ces fiers gentilshommes qui conspiraient au besoin avec l'étranger contre le roi de France; dénoncer, dans l'amertume de son ame, les plaies dévorantes de l'époque, le communisme et le paupérisme, pour regretter à son aise la charité des couvens et les biens du clergé; invoquer d'un air sombre le dogme républicain de la souveraineté du peuple, la loi suprême du salut public, pour justifier les exécutions de la Saint-Barthélemy et la rigueur des auto-da-fé, voilà ce qui s'appelle du libéralisme intelligent et impartial! Il n'y a plus hors de là que des voltairiens, et celui qui ne sait à propos donner une main à Robespierre et l'autre à de Maistre, celui-là n'a qu'un esprit bien étroit. Oui, certainement, aujourd'hui que la conscience publique vacille, pour ainsi dire, et ne s'attache à quoi que ce soit d'assez solide pour la rassurer, oui, c'est un trouble de plus que ce mélange adultère de choses antiques et de mots nouveaux.

Autre mal encore. Dans cette ère de transition politique et sociale où nous sommes maintenant comme arrêtés, il en est qui, ne voulant plus avancer et ne pouvant pas reculer autant qu'ils le voudraient, se sont pris d'un beau dégoût pour toute notre machine : à leur sens, notre démocratie monarchique n'aurait plus en elle la foi qui fait vivre, elle s'en vanterait même à huis-clos, et ses représentans les plus officiels seraient souvent les plus découragés. Ce désespoir sied bien, quelquefois il rapporte; on craint surtout le zèle aujourd'hui, et l'on n'aime pas qu'il s'en glisse trop nulle part, fût-ce au service des institutions.

Ce n'est donc point gâter ses affaires que de croire médiocrement à la vertu du régime qui vous emploie. La mode a gagné peu à peu jusque dans le public, et certain scepticisme attristé, au sujet des matières politiques, est de mise à présent dans les meilleurs lieux. J'avoue que le pays et la constitution ne me semblent pas encore en danger, parce qu'il plaît aux habiles de douter de la constitution et du pays; je ne voudrais pas cependant qu'on les aidât si perfidement à rabaisser les lois que nous tenons de nos pères, en exaltant à faux celles que nos pères ont déchirées. Nous avons un commencement d'aristocratie bâtarde qui a déjà commandé ses généalogies chez les d'Hozier, tout à point ressuscités d'hier; nous avons des fidèles plus royalistes que le roi, des administrateurs qui portent en gémissant les conséquences de la révolution qui les a placés; nous avons de beaux esprits à la recherche des forces gouvernementales et de belles dames bourgeoises qui jouent au grand siècle. Tout ce monde-là s'enthousiasme quand on lui retrace de si flatteuses images des gloires effacées qu'il aimerait bien continuer, n'était le mauvais esprit du jour, un esprit d'indépendance et d'orgueil que l'on ne peut déshabituer de ses chimères d'égalité. Certes, on ne pousserait pas le goût des manières féodales jusqu'à s'insurger contre la cour; mais on tiendrait assez à réprimer un peu le populaire en l'édifiant davantage sur la hiérarchie éternelle des classes. Aussi faut-il voir comme on accueille cette mauvaise science infatuée de réhabilitations impossibles : elle est par excellence morale et profonde, elle console, elle guérit des misères du présent. Il semble, en vérité, qu'elle procure des ancêtres à ses panégyristes.

En attendant, elle fait fortune, elle envahit tout, elle multiplie ses recrues, et les adeptes lui viennent à coup sûr, parce que, visant à la quantité, elle les dispense de la qualité; les grands noms lui manquent, mais, en revanche, elle insulte presque tous ceux de notre temps; elle fabrique des réputations de cénacle, et travaille, avec la patience des coteries, à les imposer au dehors. Jusqu'ici du moins la vraie science avait repoussé cet opiniâtre assaut qu'on lui livrait : elle n'avait rien voulu connaître de cette originalité mensongère, de ces inventions creuses, de ces chefs-d'œuvre indigestes qu'on daignait lui apporter comme des merveilles sans prix; à tous ces mérites dûment cuirassés d'arrogance, la vraie science, discrète et sévère, avait toujours répondu : *Nescio vos*. C'est elle maintenant qui les couronne, et voilà comment il est bien force de parler un peu du livre de M. de Courson.

Je le dis tout de suite, la meilleure excuse, la seule recommandation de ces étranges volumes, c'est la sincérité très probable des bizarreries de l'auteur. Avec moins de bonne foi, M. de Courson eût mis plus de tact dans ses procédés et surtout plus d'esprit dans ses paradoxes. Pour

compromettre si fort une si mauvaise cause, il faut être bien convaincu; un avocat moins honnête aurait eu plus de talent : il eût sauté les endroits périlleux; M. de Courson est tout fier d'y tomber. Après cette réserve que je fais de grand cœur au bénéfice de la personne, je dois pourtant confesser que la destinée du livre me paraît des plus singulières. Soumise en 1840 aux suffrages de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, concourant déjà pour le prix Gobert, la première édition ne réussit pas; elle se nommait : *Essai sur l'histoire, la langue et les institutions de la Bretagne armoricaine*. L'auteur la refit en 1843, et l'intitula : *Histoire des origines et des institutions des peuples de la Gaule armoricaine et de la Bretagne insulaire, depuis les temps les plus reculés jusqu'au cinquième siècle*. Le titre, à vrai dire, s'était plus allongé que l'ouvrage, et cette seconde édition, revue et augmentée, présentée au même concours que la première, n'eut pas une meilleure chance. La troisième devait être plus heureuse, et l'Académie a sans doute voulu récompenser M. de Courson de la ténacité toute bretonne avec laquelle il en appelait une fois encore à ses juges mieux informés; c'était un beau trait de caractère, sinon d'érudition. Le livre avait d'ailleurs subi les changemens essentiels que voici. Il porte maintenant ce titre un peu compliqué : *Histoire des peuples bretons dans la Gaule et dans les Iles Britanniques, langues, coutumes, mœurs et institutions*. Il contient d'abord textuellement et littéralement l'ouvrage entier de 1843, puis certaines additions qui ont fait, selon toute apparence, l'unique différence de mérite entre le candidat battu de 1843 et le lauréat victorieux de 1846, à savoir : un chapitre d'insinuations fort désobligeantes pour M. Augustin Thierry, un chapitre de critiques des plus acerbes contre M. Michelet, un chapitre d'attaques presque personnelles contre M. de Rémusat en particulier, et en général contre tous ses collègues de la section de philosophie. Vient en sus, car je me reprocherais de rien oublier, vient un *épilogue* dans lequel M. de Courson montre à nu l'ingratitude naturelle des rois de France, et prouve suffisamment la sottise impuissante de Mirabeau et consorts. Le tout se termine par un cri d'alarme qui a remué, j'imagine, les bruyères de la Vendée : M. de Courson appelle les chouans à la rescousse contre M. Thiers et « les unitaires de l'école impérialiste. » Il paraîtrait que c'était là ce qui, jusqu'à présent, manquait à son travail : l'Académie, le jugeant enfin complet, l'a cette fois couronné. Il est vrai qu'elle n'a pas dit pourquoi.

Je respecte trop la docte compagnie pour chercher à pénétrer les mystères de son intérieur, et je m'incline devant son choix; j'avoue que c'est sans comprendre. M. le baron Gobert eut, en méditant ses dernières volontés, l'imprudence de rêver à lui seul que chacune des années qui suivraient son testament produirait un ouvrage « savant et profond » entre tous sur l'histoire de France. Plus je lis et je relis les vo-

lumes de M. de Courson, plus je me persuade que ce n'était pas là l'idéal auquel le trop généreux testateur avait réservé son riche laurier. Ou bien l'année littéraire aurait-elle été si stérile, qu'à défaut d'un mérite plus scientifique l'Académie, régulièrement obligée de couronner toujours, eût changé le prix Gobert en prix Monthyon et récompensé l'ouvrage le plus utile aux mœurs politiques? Il ne resterait alors qu'à s'étonner un peu de ses préférences en matière d'opinions.

Quoi qu'il en soit et pour examiner tout le livre avec plus de détail, il porte dans sa troisième forme des marques si étranges d'une confection hâtive, qu'on dirait un de ces produits accélérés que commande quelquefois la librairie industrielle. Ainsi, la table du premier volume annonce une *préface* de vingt-quatre pages, sous ce titre qui promettait un intérêt sérieux : *Lettre à M. Vitet. Critique des sources.* Au lieu de la *préface*, je ne trouve qu'un *avant-propos* de onze pages, où il n'est guère question que de la personne et du caractère de l'auteur, « de la hardiesse de ses critiques, de la sévérité de ses jugemens; » il respecte la vérité « plus encore que les puissances, » et croit devoir la dire à tous, « comme faisaient ses pères au XIIe siècle, suivant le témoignage de Girald le Cambrien. » Nous voilà prévenus, et nous n'avons qu'à nous bien tenir : franchement, j'aurais mieux aimé la *Lettre à M. Vitet.*

Un autre exemple de cette précipitation fâcheuse qui gâterait même un plus solide travail. M. de Courson nous renvoie à tout moment au bout du volume pour y chercher des pièces justificatives. « Voyez à l'appendice de curieux documens sur ce sujet. T. II, pag. 80, 94, 293, 344, etc. » Je vais à l'appendice, et l'on me dit là qu'on a été forcé de supprimer une partie des pièces, « en raison de la grosseur du volume, » quoique ce volume écourté soit déjà pourtant moins gros que l'autre; la pièce que je voulais était probablement du nombre des retranchées; celles qui restent me dédommageront-elles? C'est d'abord un tableau comparé des *Divisions administratives de la Gaule sous les Romains et après la chute de l'empire.* Ce tableau a vraiment fort bonne apparence et suppose « de minutieuses recherches, » suivant l'expression de l'auteur; mais l'auteur ici n'est pas M. de Courson, c'est M. Lehuërou que M. de Courson a textuellement copié, sans penser le moins du monde qu'il eût été peut-être honnête de le dire. Il n'a mis du sien que dans le titre; encore est-ce fort mal à propos. Le savant et modeste professeur qui donnait son travail pour un simple essai sur la topographie administrative au temps de la première race, et voulait le continuer jusqu'à la fin de la seconde, s'était naturellement servi de Grégoire de Tours, de Frédegaire, des capitulaires de Charlemagne et de Louis-le-Pieux; il avait intitulé très justement le tout : *Divisions de la Gaule sous les Romains et les Mérovingiens.* M. de Courson efface et substitue : *Divisions de la Gaule après la chute de l'em-*

pire, c'est-à-dire vers la fin du ve siècle, ce qui ne l'empêche pas de citer bravement à l'appui les autorités citées par M. Lehuërou, des autorités qui datent du vi^e siècle au ixe. Il est vrai qu'il a par ce moyen-là dissimulé ce traître mot de *Mérovingiens*, qui eût peut-être trop averti le lecteur de consulter l'historien des *Institutions mérovingiennes* (1).

M. de Courson ne s'est pas d'ailleurs imposé beaucoup plus de peine tout le long de ses appendices; heureusement il n'a pas pris partout les mêmes détours. Les appendices d'un livre d'érudition sont d'ordinaire un vrai butin de choses rares et curieuses; les raretés de M. de Courson ne lui ont pas coûté cher : c'est un extrait de l'*Histoire des institutions judiciaires anglo-normandes*, par Philipps, chapitre important pour la Bretagne, dit l'auteur, parce qu'il se rattache à la Normandie; c'est un immense morceau de Salvien dont le *de Gubernatione Dei* est entre les mains de tout le monde; c'est la reproduction *in extenso* de la lettre de M. Dupin à M. Étienne sur la communauté des Jault, lettre fort intéressante, mais au moins aussi connue, puisque la presse l'a vingt fois donnée; c'est le texte anglais des lois d'Hoel, emprunté tellement quellement dans l'édition de M. Aneurim Owen, découpé, mutilé suivant l'ordre arbitraire qu'il a plu à M. de Courson d'adopter, coté par paragraphes qui font suite, on ne sait pourquoi, aux paragraphes du cartulaire de Redon; c'est enfin ce cartulaire même, et là quel fonds précieux mal employé! Comme on voit bien que l'auteur est aux expédiens pour composer son livre, et coud les morceaux l'un après l'autre sans avoir envisagé l'ensemble! « Les actes qu'on va lire, nous dit-il en tête de ces extraits, se référant aux matières traitées dans mes deux volumes, je n'ai pas voulu les scinder, » et nonobstant, ayant sans doute changé d'avis d'un volume à l'autre, il continue et ressoude à l'appendice du tome II cette publication qui devait être complète dans le tome Ier. Mais où et comment « ces actes se réfèrent aux matières, » à quel endroit et sur quel point il les faut étudier, cela n'est dit nulle part d'une façon un peu profitable; on y est renvoyé par hasard, et l'on ne s'y retrouve guère; ce ne sont que des matériaux bruts, et j'espère que M. de Courson, qui en sollicite si ardemment l'impression auprès du comité des chartes, s'est réservé de les mettre alors en meilleure lumière. Je demande grace pour de si sèches observations; mais, après tout, il s'agit ici des titres scientifiques d'un lauréat de l'Académie des Inscriptions, et, quoique celui-ci ait en

(1) Je dois dire que M. de Courson veut beaucoup de bien au livre de M. Lehuërou; il en fait d'autant plus de cas qu'il imagine l'avoir inspiré, et semble toujours lui reprendre ce qu'il lui aurait prêté; il oublie seulement de citer quand il prend mot pour mot. Comparez les pages 125-126 du deuxième volume de M. de Courson, et les pages 443-444 du deuxième volume de M. Lehuërou.

abondance orné son sujet de fleurs plus ou moins étrangères, il faut bien qu'il y reste encore un peu d'aridité.

Je laisse maintenant les accessoires pour aborder le principal. Si je pénètre au sein même de cet ouvrage tant de fois ressassé sans avoir été corrigé jamais, quel labyrinthe, hélas! quels perpétuels *recommencemens,* ainsi que disait Mme de Sévigné en parlant de choses plus amusantes! On prend et reprend les mêmes questions dans dix chapitres. On revient sans cesse sur ses pas, on se heurte toujours à l'improviste contre des groupes entiers d'événemens ou d'idées qui ne sont point à leur place. J'ouvre le livre : à l'entrée du premier volume de l'édition de 1846, je rencontre, comme dans l'unique volume de 1843, des méditations plus ou moins fondées sur les origines et les langues bretonnes, sur les institutions bretonnes et gauloises, sur l'état des personnes, la clientelle, le vasselage, le colonat, les priviléges de la noblesse, la nature de l'autorité royale et des assemblées politiques, plus un résumé général de l'histoire de la Gaule et de la Bretagne sous les Romains. On traverse tout cela pour arriver à la *Physionomie du sol*, qui, en bonne conscience, aurait dû passer la première. En revanche, le lecteur est ensuite lancé d'un coup jusqu'à la fin des Mérovingiens, et là M. de Courson, se rappelant par hasard qu'en 1843 il n'avait rien dit de l'établissement du christianisme, vous prie solennellement de rétrograder jusqu'à la chute de l'empire et d'assister aux plus antiques prédications des apôtres de l'Occident. Il faut donc maintenant quitter les dernières années du VIIIe siècle pour retourner aux temps de Pélage, de saint Patrice et du moine Augustin; nous y gagnons une longue dissertation sur le pélagianisme, une pompeuse apologie du siége de Rome : c'est un peu tardif, un peu discursif; mais, en tout, mieux vaut tard que jamais, et n'était-il pas juste de dire enfin leur fait à M. Michelet et à M. Thierry, toujours suivant la mode bretonne, « d'après le témoignage de Girald le Cambrien? » Nous voici d'ailleurs remis en route, et nous allons presque cette fois jusqu'au XIe siècle. Voilà, par malheur, une autre pierre d'achoppement. En 1843, M. de Courson ne connaissait encore des lois galloises du roi Hoel-da que la traduction latine de Wotton, « qui l'avait rebuté. » Un ami trop bienveillant a eu la fatale « courtoisie » de lui communiquer la traduction anglaise publiée en 1841 par M. Aneurim Owen; il en a prodigieusement abusé. « Avant de dérouler nos annales depuis le XIe siècle jusqu'à la fin du XVe, dit-il en terminant le premier volume, je crois devoir m'arrêter ici à des recherches et à des considérations d'un autre ordre, et qui, si elles ne sont pas *historiques* dans le sens convenu et vulgaire de ce mot, le sont incontestablement dans un sens plus large et plus relevé. » C'est là ce qui s'appelle crier gare. Il n'en est pas moins vrai que, s'il y a quelque amateur opiniâtre de ces considérations trop larges pour être histori-

ques, M. de Courson l'oblige à laisser là les fastes interrompus des Carlovingiens et à venir derechef avec lui « prendre son point de départ à la chute de l'empire romain. » Que dis-je? ce n'est point encore assez remonter. « Prenons les choses de haut, s'écrie-t-il soudain, appelons César à notre aide, » et nous retombons de plus belle, au début du second volume, dans ces institutions bretonnes qui avaient déjà inauguré le premier, et nous nous perdons de plus en plus dans les complications sans fin de la clientelle et du vasselage; sur nouveaux frais nous nous remettons en quête de ce berceau féodal où M. de Courson veut absolument coucher l'enfance de l'humanité.

Il se rencontre ainsi dans un ouvrage, qui était pourtant susceptible de quelque unité, un principal sujet successivement traité de deux manières : cela se voit quelquefois dans l'œuvre des grands peintres, mais beaucoup plus rarement dans les mémoires académiques. La seconde manière de M. de Courson, dans cette grave question des institutions primitives, a du moins l'avantage de la simplicité; il analyse purement ce précieux volume de M. Owen, il en copie des chapitres entiers, nous avertissant d'ailleurs, avec une incroyable naïveté, que c'est là le résultat d'investigations « longues et persévérantes. » Je suis juste cependant, et, pour qui peut lire le gallois dans l'original, il doit être fort agréable de retrouver le texte même d'Hoel en bas des pages, quelquefois même intercalé sans trop de disparate dans le propre style de l'auteur français; il y a là certainement la matière d'un parallèle instructif entre les dialectes bas-bretons (1). Tout finit pourtant, même un commentaire. M. de Courson, arrivé au bout du sien, juge alors à propos de coudre à cette dissertation spéciale qu'il termine une autre dissertation encore plus à part sur les origines de la noblesse et de la féodalité en général. Est-ce enfin assez de digressions? Chose singulière! à peine sommes-nous réellement rentrés dans l'histoire de Bretagne, que nous voilà, comme devant, rejetés d'un bond à l'établissement même du christianisme, et qu'à propos des croisades, on nous édifie longuement sur la légitimité, l'utilité, la nécessité du pouvoir temporel des papes; il y en a là pour un chapitre. Par bonheur, nous ne sommes cette fois ramenés qu'à Constantin; mais, par compensation, nous quittons les papes eux-mêmes pour la biographie de Robert d'Arbrissel, et celle-ci pour une étude critique et pittoresque d'Abélard, l'Abélard de M. de Rémusat, s'entend. Puis, M. de Rémusat une fois passé par les verges, M. de Courson se souvient qu'il n'a point achevé selon son gré le tableau de la féodalité, et, sous air d'appliquer

(1) Voici un simple specimen de ce style peu attrayant : « La loi assurait seulement un *tyddyn* avec douze *erws* de terre à chaque *uchelwer* et huit *erws* à chaque *bonhedig cynwhynol* (*ingenuus*), etc., etc. » (II, 28.) Il y a des pages entières de cette rude lecture, et quelquefois M. de Courson oublie de traduire.

plus particulièrement la chose à l'Armorique, il nous retrace pour la troisième ou quatrième fois les mérites humanitaires de la clientelle et du vasselage. C'est alors seulement, c'est après toutes ces campagnes en terre étrangère, qu'il se décide à conduire d'un grand train les annales mêmes de Bretagne depuis les croisades jusqu'à la révolution de 89; deux chapitres et un épilogue font toute l'affaire, cent cinquante pages environ (l'ouvrage en a près de neuf cents). Tout cela, mis ensemble, s'intitule donc : *Histoire des peuples bretons dans la Gaule et dans les Iles Britanniques, langues, coutumes, mœurs et institutions*; c'est tout cela que l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a proclamé le travail « le plus savant et le plus profond » de l'année courante : quelle année!

Si fidèle que soit mon compte-rendu, l'on a peut-être eu quelque peine à suivre la pensée de l'auteur sur cette route brisée qu'il parcourt. Combien n'en aurait-on pas à le voir se chercher lui-même au milieu de ce dédale, perdre à tout moment le fil qu'il casse et renoue vingt fois sans le ressaisir jamais à propos! Il va, il vient, il avance, il recule, il se hâte, il s'essouffle; il s'embrouille à vouloir démêler tous les morceaux de son idée sous les trois éditions qu'elle a successivement engendrées (1). On dirait qu'entraîné malgré lui d'écarts en écarts, M. de Courson désespère toujours d'arriver : « Mais poursuivons... mais continuons..., s'écrie-t-il après chacun de ses hors-d'œuvre; revenons à notre sujet... il en est temps... le temps nous presse... l'espace va nous manquer... » Était-ce donc le libraire qui, son contrat à la main, fixait à la fois un format et un délai, jaloux d'introduire au plus vite une autre *Bretagne* dans cette récente galerie des *physiologies illustrées* de nos provinces? ou bien était-ce l'Académie qui attendait le livre à la porte de l'auteur et s'impatientait de ne point l'avoir encore couronné?

Qui sait cependant? ces mauvais procédés de fabrication ont peut-être donné des résultats imprévus; cette fougue vagabonde, très rare chez les érudits, qui sont gens méthodiques, a peut-être enrichi la science en la promenant ainsi à travers champs; il y a des torrens qui roulent de l'or. Je ne me rebuterai pas, je m'attaque sérieusement au fond même, à la substance du livre de M. de Courson. J'y vois tout de suite bien des lacunes et bien du luxe hors de place; il a oublié des choses qu'il aurait dû mettre, il en a mis qu'il aurait dû rejeter, et

(1) L'opinion de M. de Courson sur la nature et les rapports de ces éditions successives est d'ailleurs très changeante. D'après son avant-propos, il paraîtrait que les premières étaient « des fragmens détachés du grand ouvrage » qu'il publie. Dans une note du second volume, on voit au contraire que l'ouvrage de 1843 a été « refondu » dans l'ouvrage de 1845. Auquel entendre? Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'on ne serait pas fâché de laisser croire que les trois éditions sont trois livres différens; l'auteur sait bien qu'elles n'en font qu'un : que ne l'ont-elles fait meilleur!

son sujet, amoindri par des vides énormes, chargé de superfétations qui ne comblent pas ces vides, semble encore s'effacer davantage pour se prêter mieux à la propagande d'une théorie favorite. L'*Histoire des peuples bretons* n'est en somme qu'une occasion d'apologie au bénéfice du système féodal; c'est un motif plus sentimental que scientifique, sur lequel l'auteur brode, en variations assez monotones, tous ses regrets et tous ses vœux; des *peuples bretons* eux-mêmes il n'en est question que par hasard, et le hasard les sert mal.

Que penser, en effet, d'une *Histoire des peuples bretons dans la Gaule et dans les Iles Britanniques* où il n'est point parlé des Celtes d'Écosse et des Celtes d'Irlande? Trop exclusivement charmé d'avoir enfin découvert en 1846 la nouvelle édition des *Lois galloises* de 1841, M. de Courson s'imagine avoir épuisé les travaux de nos voisins sur leurs origines; il ne songe plus au titre de son ouvrage, et le pays de Galles lui représente toute la Grande-Bretagne. Il a sans doute consulté avec quelque fruit le premier volume de l'histoire des Anglo-Saxons de Sharon Turner; mais rien ne l'empêchait de connaître l'histoire très connue de Heron, qui lui eût toujours appris quelque chose sur les *Highlanders*, dont il n'a pas même prononcé le nom, et je me permets de lui recommander en outre, pour l'ornement d'une quatrième édition, quelques extraits de Pinkerton. M. de Courson s'est empressé, nous dit-il, de préparer une traduction de Philipps aussitôt qu'on lui a signalé l'existence de l'original. Les recherches de Pinkerton sur l'ancienne Écosse mériteraient bien le même honneur; ce n'est pas l'œuvre d'un celtomane, il s'en faut, mais on y trouverait sur la population des montagnes et la distribution des clans une érudition toute faite qui n'est point à mépriser dans un appendice. Et l'Irlande, où le celtique est encore langue nationale, où, tandis qu'il s'éteint en Écosse, tous les partis ont à tâche, soit de le conserver comme un moyen de résistance, soit de l'étudier comme un moyen de conquête, l'Irlande catholique et malheureuse, M. de Courson n'en dit rien, sinon qu'elle a « le sentiment vrai de la dignité humaine. » Ce pauvre *Paddy*, qui tend si volontiers la main et porte sa misère comme un grand enfant, ne s'est jamais douté qu'il possédât une vertu si sublime. M. de Courson ne se doute pas davantage qu'il existe à Dublin une société d'archéologie irlandaise fondée en 1840 « pour tirer de l'oubli les monumens civils, ecclésiastiques ou littéraires qui peuvent illustrer l'histoire, les coutumes, la topographie de l'ancienne Irlande. » Il est malheureusement toujours en retard sur le mouvement de la science. C'est seulement en 1843 qu'il a entendu parler de Philipps qui date de 1827, et la révélation lui semble si neuve, qu'il croit de sa loyauté de remercier solennellement l'ami dont il la tient. Ici donc M. de Courson n'avait encore rencontré personne qui lui donnât avis de toutes ces richesses dont il se privait sans le savoir. Le

tableau des tribus et des coutumes du Connaught, publié dans le texte original avec notes et traduction par M. O'Donovan, n'eût pourtant pas été déplacé à côté des lois d'Hoel-da de M. Owen. Les annales latines d'Irlande, éditées d'après les manuscrits de Trinity-College par MM. Richard Butler et Aquila Smith, eussent fourni peut-être de précieux supplémens à la vie de saint Patrice, que M. de Courson a tout uniment tirée des Bollandistes. La société de Dublin travaille, il est vrai, dans un esprit un peu égoïste, pour l'agrément personnel de ses propres membres : c'est le fond des mœurs anglaises; mais elle eût regardé comme un devoir de mettre ses travaux au service d'un homme qui relevait en France l'étendard celtique; peut-être même dans sa reconnaissance eût-elle pardonné qu'on barbouillât d'un blason féodal ce cher étendard de la race commune. Ç'a été certainement une grande joie au-delà du canal Saint-George quand on a su qu'une classe de l'Institut avait décerné la première de ses récompenses à un historien des peuples bretons. Quelle déception quand on aura lu l'ouvrage!

Et cependant, quelle thèse plus magnifique! quelle plus grande cause à plaider que cette sombre histoire d'une famille antique entre toutes les familles humaines! Mais il fallait l'embrasser comme on le promettait; il fallait, suivant l'épigraphe même de M. de Courson, recueillir les membres épars de cette mère désolée, *sparsa matris collige membra tuæ;* il fallait suivre avec plus de sens et de sérieux la carrière presque fatale de cette dure population qui s'use et s'efface lentement sur le sol de notre Bretagne comme sur celui de l'Irlande, qui disparaît ou perd déjà toute son originalité dans les *Highlands* et dans les mines de Galles (1). En 1745, il n'y avait guère qu'un montagnard sur cent qui parlât anglais en Écosse; c'est tout l'inverse aujourd'hui. Cruelle destinée de ces derniers restes d'un sang aussi vieux que le granit de la terre natale! Les vrais Gaëls d'Écosse quittent la place pour la faire plus nette aux moutons et au gibier des nobles suzerains de leur pays. Ils émigrent en masse et vont chercher une amère subsistance dans les cantonnemens de l'Amérique du Nord, dans les bois de la Nouvelle-Écosse et du Canada (2). C'est là qu'expire à présent l'une

(1) Voir sur cette disparition dans le pays de Galles les rapports publiés en Angleterre relativement à l'emploi des enfans dans les mines et manufactures. Consulter notamment un résumé général du travail des commissaires : *The Physical and moral condition of the Children and young persons employed in mines and manufactures*, p. 100. Londres, 1843. — M. de Courson eût encore appris là sur son sujet beaucoup plus qu'il ne pense. Il eût aussi trouvé du profit à lire les rapports adressés au conseil d'éducation sur l'état moral des mineurs de Cornouailles et de Galles : *Minutes of the committee of council on education* (voyez les deux volumes de 1839-1840, 1840-1841); mais M. de Courson avait résolu de s'en tenir partout et pour tout aux lois d'Hoel-da.

(2) On peut voir sur cette déplorable émigration les plus affreux détails dans le livre si intéressant du général David Stewart : *History of the Highland regiments*.

des branches de cette race héroïque dont M. de Courson a cru posséder l'histoire entière, et je ne sache pas de plus touchant tableau que cette fin mélancolique d'un grand peuple ainsi consommé par une sourde et silencieuse destruction. « Ils garderont toujours l'amour des vallons et des lacs de leur patrie, » s'écriait récemment un missionnaire d'Amérique dans le synode de l'*église libre* d'Écosse, implorant un surcroît de secours spirituels pour des frères exilés, et il dévoilait les tristesses ignorées de ses ouailles du désert. « Voici vingt-sept ans que j'habite en Canada, lui racontait un pauvre homme, et je n'ai jamais eu de rêve dont la scène ne fût point en Écosse. » Il demandait à une femme si elle avait compris un sermon anglais : « Je le comprends en anglais, répondit-elle, je ne le sens qu'en gaëlique. Je parle l'anglais, je ne rêve qu'en gaëlique. » Ne dirait-on pas ces doux et vagues souvenirs qui flottent parfois devant les yeux éteints des moribonds?

Et pourquoi fuirais-je ici des impressions plus personnelles? Ce génie tout ensemble âpre et puéril de la vieille race notre mère, je le cherche vainement sous les lourdes draperies dont M. de Courson se plaît à l'affubler; une fois pourtant je l'ai senti, le rude génie celtique, et de cette façon profonde dont on sent les choses qui vous saisissent à force d'être vivantes. C'était à Tuam, une misérable bourgade qui sert de métropole au Connaught, la résidence apostolique du docteur John Mac-Hale, mon hôte très cher et très respecté (1). J'assistais à des funérailles. La vieille femme qu'on enterrait était depuis le matin étendue dans sa bière, la bière ouverte, la face hors du linceul; autour d'elle, on mangeait et l'on buvait. Quand vint le soleil couchant, on cloua la dernière planche à grand bruit, et l'on tira le cercueil de la maison. Debout sur le seuil, le fils et la bru de la défunte récitèrent à haute voix l'éloge de ses vertus; puis on se mit en route, les hommes se poussant, se pressant pour approcher chacun à son tour de ceux qui portaient la morte, se disputant à qui aurait sa part du fardeau et lui prêterait son épaule. Derrière suivait le chœur des femmes, les bras au ciel, la voix pleine de sanglots, un vrai chœur d'Euripide, qui criait sur tous les tons l'antique lamentation, le cri presque universel de la douleur humaine : *Woe! woe!* On entra dans un cimetière en friche. Le fossoyeur piocha

(1) M. de Courson a fait tout un chapitre à l'encontre de M. Thierry, de M. Michelet et de M. Ampère, pour prouver, suivant ses expressions, que « l'église irlandaise est la plus romaine de toutes les églises du monde. » Monseigneur Mac-Hale s'étonnerait fort d'un pareil éloge et le repousserait presque comme une injure. C'est un soldat catholique, un ardent ennemi du protestant et de l'Anglais; mais c'est aussi un évêque des anciens jours, pénétré du sentiment de son indépendance, et gardant comme un précieux dépôt les libres traditions du clergé dont il gouverne une si grande partie. Depuis que l'église de France a cessé d'être gallicane, il n'y a pas au monde d'église moins « romaine » que l'église d'Irlande.

le coin de terre où la pauvre famille ensevelissait d'habitude la dépouille des siens. Du trou qu'il creusait sortaient à chaque coup les ossemens humides et les morceaux pourris des anciennes bières. Le trou assez élargi, l'on y mit le nouveau cercueil, et le fils et la bru s'assirent au revers de la fosse, les pieds au fond, celui-ci d'un bout, celle-là de l'autre; ils reprirent ainsi l'oraison funèbre, tantôt psalmodiant, tantôt s'exclamant. L'homme tenait entre ses mains un crâne à peine encore desséché que la houe du fossoyeur avait roulé devant lui; il avait ramassé l'affreuse et chère relique; il la couvrait tout en parlant de baisers et de larmes; il s'interrompait pour la contempler : il était là comme Hamlet conversant avec la tête d'Yorik. Le prêtre dit une courte prière, après quoi les assistans, enfans et vieillards même, se précipitant à l'envi sur les ossemens dispersés autour d'eux, les rejetèrent pêle-mêle, avec des poignées d'herbe et de terre, dans la fosse béante jusqu'à ce qu'elle fût comblée. A travers ce lugubre tumulte passait et repassait un vieil idiot presque entièrement nu; il jouait, sautait, riait et gesticulait. Tous le regardaient et le laissaient faire avec la pitié de la superstition.

Ce deuil sauvage, ces rites bizarres, ces cris, cette violence, cette folie, tout cela remuait l'ame. Il restait là quelque chose des premiers âges, et l'on se sentait invinciblement transporté dans un monde qui n'est plus. Ce n'était ni pour le regretter, ni pour maudire le nôtre; mais il y avait une tristesse infinie dans ce spectacle solitaire, dans ce peuple abandonné. L'homme d'à-présent ne reverra jamais sans une émotion profonde l'homme qu'il fut à son berceau. Les nations modernes auront beau s'affermir dans les voies sévères qu'elles se sont faites, secouer de plus en plus le charme instinctif des mœurs primitives pour n'obéir qu'à leurs volontés et à leur raison, jamais elles ne dépouilleront cette mystérieuse sympathie que leur inspirent les premiers-nés de la terre ou les vaincus de la civilisation : l'on sera toujours bien venu à flatter ces irrémédiables défaites. L'*Histoire de la conquête des Normands* est parmi bien d'autres un illustre exemple de cette faveur populaire qui récompense le culte des ruines. M. de Courson pouvait renouveler sur un plus vaste théâtre l'œuvre dramatique de M. Augustin Thierry. Pourquoi n'a-t-il pas essayé? J'oubliais que M. de Courson ne professe, à l'endroit de M. Thierry, qu'une estime assez mince.

Mettons-nous donc sur le vrai terrain de l'auteur, puisqu'il ne s'est pas mis sur celui qu'il annonçait; demeurons en Armorique, ou pour mieux dire, à propos de l'Armorique, étudions l'unique point auquel M. de Courson a tout sacrifié, l'apothéose des institutions féodales : tout aboutit là, si quelque chose aboutit dans cette œuvre inextricable, qui recommence toujours et ne finit jamais. La légitimité divine de la féodalité, les graces qu'elle a versées sur les peuples, l'honneur qu'elle a fait à

la nature humaine, les racines profondes qu'elle a dans le cœur même de l'homme et dans le sein de la famille, c'est là ce que M. de Courson a découvert, c'est son bien, sa chose, et, pour établir sa propriété, rien ne lui coûte. S'il n'a pas publié avant tel ou tel, il a pris date avant tout le monde comme un vaudevilliste qui retient une idée; il est sans cesse préoccupé de se citer lui-même; il a directement inspiré tout ce qu'il y a de bon parmi les contemporains (1). Quant aux anciens, il marche à coup sûr leur égal. M. le comte de Boulainvilliers avait, il est vrai, au lendemain de la mort de Louis XIV, publié quelque part une *Histoire de l'ancien gouvernement de France;* mais qui est-ce qui a lu Boulainvilliers? Montesquieu n'était pas non plus très défavorable aux grands seigneurs; il avait du génie, mais quelquefois bien de la légèreté. M. de Montlosier était certainement un fier et fougueux gentilhomme, mais il y a sur lui beaucoup à dire : il n'aimait pas les jésuites. M. de Courson aspire à continuer l'œuvre de ces nobles devanciers en évitant leurs faiblesses et en ouvrant davantage l'horizon de la science; il a surtout besoin de s'attaquer à « cette conspiration qui lutte en France contre la vérité pour légitimer, que dis-je? pour *magnifier* tout ce qui s'est passé dans ce pays depuis trois siècles. » — « L'un des plus grands jurisconsultes d'Allemagne lui mandait l'an dernier : Eh bien! n'y a-t-il pas assez long-temps que les institutions antiques de votre pays gisent dans la poussière, et vos légistes et vos publicistes ne se décideront-ils pas à déposer la plume du journaliste pour prendre enfin celle du critique et de l'homme d'état? » Qu'ils se décident ou non désormais, la besogne est faite et parfaite; M. de Courson les a distancés; la France possède enfin son critique homme d'état, et « le grand jurisconsulte allemand » daignera sans doute la traiter de moins haut.

Parlons tout de bon. La gloire de notre nouvelle école historique, c'est justement cette impartialité studieuse qu'elle a portée dans ses travaux sur le moyen-âge; c'était, du reste, une impartialité facile, parce qu'elle ne tirait point à conséquence; c'était la sérénité d'un victorieux bien assuré de sa victoire. Venant, par impossible, avant la bataille, une si froide équité fût venue fort mal à propos. Lorsque Mably écrivait ses *Observations* à la fin du XVIIIe siècle, il n'eût pas été cet esprit enthousiaste et austère qu'il était, il n'eût point exalté les têtes comme il fut bon qu'il les exaltât, s'il n'avait voulu trouver à toute force d'excellens républicains dans les forêts germaines et dans les municipes gaulois, s'il n'avait maudit et détesté de si grand cœur cet établissement féodal,

(1) Il en est du livre de M. Laferrière comme du livre de M. Lehuërou; c'est une infiltration secrète de celui de M. de Courson. M. Laferrière, qui n'a certes pas l'air de s'en apercevoir, a pourtant « fait à M. de Courson l'honneur de lui emprunter plusieurs idées fondamentales; » il lui a du moins laissé *son* tableau des *divisions de la Gaule après la chute de l'empire.*

dont les derniers supports branlaient déjà sur une terre convulsive. Tout est tombé maintenant, et l'on peut examiner, sans colère contre l'architecte, des ruines qui ne sont plus menaçantes; ce n'est pas à dire pour cela qu'on soit tenté de rebâtir. Quelques auditeurs de M. Guizot lui avaient reproché, durant son cours de 1829, le danger de cette impartialité, dont il faisait profession à l'égard du moyen-âge. M. Guizot répondit : « S'il s'agit du danger de l'impartialité politique, il faut le nier absolument; l'impartialité ne sera jamais une pente populaire, *l'erreur des masses;* elles sont gouvernées par des idées et des passions simples, exclusives, et il n'y a pas à craindre qu'elles jugent trop favorablement du moyen-âge. L'impartialité dont il s'agit ne pénétrera guère en dehors des régions de la discussion philosophique. » Ce sont là de belles paroles, belles et sensées : M. de Courson n'y voit qu'une *concession déplorable* aux exigences du petit libéralisme. Oui, l'impartialité peut être une *erreur*, l'erreur des beaux esprits faux, mais non point celle des *masses;* on voudrait bien amener le monde à soi sous ce magnifique prétexte, on y perdra sa peine. Aussi le dit-on avec une modestie que j'aimerais à croire sincère (1) : nous réclamons seulement le droit de confesser « que la jument de Roland était belle, nous ne pensons point à la ressusciter : » il n'y aurait, en effet, qu'un embarras à cela, il faudrait la remettre sur ses pieds.

Il faudrait, en même temps, renoncer à tout l'acquit de la science, bannir des esprits éclairés les idées saines qu'ils doivent à d'illustres maîtres, et changer les faits pour changer la doctrine. La science aujourd'hui ne calomnie point, ne hait point le passé; elle rend justice à toutes les phases de l'histoire, à la société féodale comme à toutes celles qui se sont succédé dans la longue série des destinées humaines. Elle ne s'arrête pas en chemin, elle ne dresse pas à perpétuité sa tente voyageuse sur quelque point isolé de cette route infinie pour s'engourdir avec les morts et jeter l'anathème aux vivans; elle ne craint pas non plus que ces morts se lèvent pour glacer ceux qui marchent; elle est sans rancunes parce qu'elle est sans alarmes. Dieu ne veut jamais les restaurations, il n'y a que les hommes qui les essaient : nous avons bien pu nous en apercevoir. Le gouvernement féodal est arrivé partout à sa place pour s'en aller partout à son heure, et c'est une des grandes merveilles de l'histoire que cette lente succession des formes sociales progressivement traversées par l'intelligence; c'est la plus belle philosophie que je connaisse de voir l'homme, agrandi par l'éducation patiente des siècles, monter peu à peu de la notion première de la famille jusqu'à la notion vraie de l'état.

Accorder sur un bon pied l'état et la famille, tel est le sublime pro-

(1) Avant-propos de M. de Courson, page 8.

blème des institutions modernes. Durant la révolution et l'empire, la famille fut absorbée par l'état, c'était mauvais; n'est-ce pas un peu le contraire à présent, et le contraire vaudrait-il mieux? A mesure que la vie publique semble s'affaiblir et se détendre, elle se subordonne à la vie privée; on ne se pique pas d'être un rare citoyen, mais on est si bon père! Les vertus domestiques finiront-elles ainsi par nous dispenser de toutes les autres? Il ne s'en faudra guère alors qu'elles ne vaillent des vices. Toujours au guet pour saisir à propos le vent de la mode, la fausse science n'a pas manqué de suivre ici le courant; elle s'efforce de supprimer l'état dans l'histoire comme dans la politique, elle lui nie partout son droit et ses titres au bénéfice exclusif de la famille; l'état pour elle, ce ne serait jamais que la famille en grand. Mensonge calculé! L'état n'est pas la famille, la famille n'est pas et ne peut être l'état; les rois pasteurs des peuples sont de l'âge d'Homère. La famille est l'association passive des instincts et des sentimens; elle se reproduit sans but. L'état est l'association libre et active des intelligences; il se propose une fin. La famille n'a point d'histoire, et l'homme est au monde pour en avoir une; le premier jour de l'histoire, c'est le jour où disparaissent les patriarches.

Mais comment le barbare dévoué corps et ame au chef de sa tribu, attaché de sa propre personne à cette personne supérieure par le seul lien des affections et des instincts domestiques, comment le barbare, au sortir de la vie de famille, eût-il jamais conçu sans intermédiaire notre état d'aujourd'hui, cette puissance abstraite qui représente la somme de tous les intérêts et de toutes les volontés, qui domine ses plus hauts serviteurs comme le droit domine la loi, cet être idéal pour lequel on donne sa vie comme on la donnerait pour un être de chair et de sang? Il fallait une transition, il fallait d'abord un signe matériel pour que l'idée d'une société fixe et régulière s'incarnât plus facilement dans les esprits. Ce signe s'est trouvé du moment où la propriété individuelle a remplacé sur un sol divisé la possession confuse du clan sur un sol presque indivis. Une société de propriétaires distincts s'installe au lieu de camper, et cette situation nouvelle la conduit à toutes les inventions qui font la grandeur et prouvent la vocation de l'homme. C'est en s'attachant à la terre que l'homme se tire de cette existence vague et commune où son originalité créatrice s'effaçait derrière les caractères généraux de sa race. C'est la *tenure* de la terre qui l'élève à une vie plus diverse et l'oblige à des relations plus raisonnées. La terre alors le gouverne, « c'est la terre qui fait l'homme, » et voilà le premier axiome, le sens naturel des institutions féodales. De ce point de vue-là, elles ont existé partout et dans tous les temps; ce n'est pas qu'elles doivent exister toujours. Vient en effet le moment où la société n'a plus besoin de cette représentation palpable de son essence

et de son unité; elle est tout assise. La loi brutale de la terre, inutile pour la contenir ou la fixer, la gêne et l'écrase; le citoyen a déjà entrevu les règles de l'équité pure bien au-dessus de ce droit étroit dont l'empire l'avait façonné; il veut être le sujet d'une personne morale et non point l'esclave de son domaine ou de sa coutume; il comprend un ordre moins grossier, une hiérarchie plus intellectuelle : la révolution française a consommé l'avénement de l'état en le dégageant de ses dernières enveloppes féodales; elle est, si j'ose dire, le triomphe du spiritualisme politique.

Ainsi donc trois âges dans l'histoire : l'âge du clan ou de la tribu, l'âge du fief, l'âge de l'état, trois degrés par lesquels l'homme arrive à mettre dans l'obéissance cette suprême dignité de n'obéir plus qu'aux idées et pour l'honneur des idées. Mais quand on est du bord auquel appartient M. de Courson, quand on professe ces pieuses théories dont il se croit l'apôtre et dont il n'est certainement pas le martyr, quand on appelle comme lui les doctrines de la constituante « de creuses maximes et de folles billevesées, » alors où va-t-on? Ce que l'on veut avant tout persuader, c'est qu'il n'y a point dans l'histoire cette initiation volontaire de l'humanité s'élevant ainsi d'elle-même à sa grandeur; c'est que l'homme et la société, créés dans leur excellence, ne peuvent rien ajouter à leur fortune par le travail des siècles. Il n'y a donc au monde qu'une société légitime, la société primitive de la famille divinement instituée pour rester à jamais sous une loi d'autorité; la nôtre ne compte pas, puisqu'elle n'est, depuis trois ou quatre cents ans, que désordre et confusion, et, quant à la société féodale, la vraie, la pure féodalité, c'est encore la famille. Voilà l'erreur sur laquelle M. de Courson a épuisé tout son temps et toute sa science; il lui fallait faire naître la féodalité en même temps que l'homme; il n'a pas cru pouvoir établir à moins que « la féodalité n'était pas née comme un champignon sur du fumier pendant une journée d'orage! » Personne cependant, même avant que l'Académie eût couronné cette révélation peu nouvelle, personne ne contestait que la féodalité eût ses racines dans les âges qui l'ont précédée; mais personne, fût-ce même en dépit de l'Académie, personne ne voudra croire que la féodalité soit tout entière dans l'organisation naturelle de la famille, du clan, de la tribu, et qu'elle eût été, par conséquent, très agréable aux peuples, si les rois ne l'avaient méchamment gâtée.

En prêchant ainsi l'identité de la famille primitive et de la société féodale, M. de Courson ne s'est pas aperçu qu'il oubliait seulement le principe fondamental de la féodalité, la place que prenait désormais la terre dans tous les rapports de la vie; il n'a pas compris que le clan reposait sur l'unique lien de la personne à la personne, l'ensemble du système féodal sur le lien de la personne à la terre; il a fermé les yeux pour

ne pas voir les différences qui découlaient partout de cette distinction fondamentale. On lui prouve que la famille féodale est restreinte par la loi de succession, tandis que la famille primitive s'étend à l'infini par le cousinage du clan; on lui montre, d'un côté, une propriété immobilisée dans la possession d'une seule souche, transmise à l'aîné par privilége exclusif; de l'autre, un partage égal de l'hérédité sans distinction de primogéniture et de bâtardise, ou bien encore le cadet même favorisé par un singulier contraste aux dépens de ses frères; enfin l'on rappelle l'hospitalité germanique, et l'on demande si c'était bien la source directe du droit d'aubaine (1). M. de Courson reste fidèle à sa foi et hausse les épaules, perdu dans la contemplation de ce bonheur trop tôt écoulé des siècles féodaux qui sont encore pour lui l'ère des patriarches. Ne lui parlez ni de la taille ni de la corvée, c'étaient là des abus de l'ancien régime; la perfidie des rois avait dépouillé les seigneurs de leurs droits les plus essentiels : « ils ne pouvaient plus remplir leurs devoirs envers leurs vassaux. » Autrement, sans doute, ils auraient eux-mêmes engrangé leurs moissons et battu leurs étangs. Il faudrait pourtant bien loger quelque part dans l'histoire cet âge d'or de la féodalité. M. de Courson a fait son choix; il aurait voulu venir au monde avant le XIVe siècle : la vie était-elle donc si commode au XIe, quand l'église implorait la trêve de Dieu pour obtenir qu'on ne guerroyât pas plus de trois jours par semaine? au XIIe, du temps des cottereaux? au XIIIe, du temps des pastoureaux? L'étrange piété que cette adoration presque mystique de la violence, parce que la violence est maintenant couverte du manteau des âges! Et voyez aussi : depuis le XIVe siècle, tout est allé de mal en pis, soit; mais il y a des héros dans toutes les décadences; où prendrons-nous les héros de M. de Courson? Ce seront, par exemple, les hommes de la ligue, lorsque « la nation, courbée depuis Philippe-le-Bel sous le joug du pouvoir absolu fondé par les légistes, se réveille et *se retrouve* à la voix de ses prêtres. » Ce seront par analogie ces gentilshommes bretons du XVIIIe siècle qui, pactisant avec l'Espagne comme leurs aïeux du XVIe, servent d'acolytes à la misérable conspiration de Cellamare. Ce seront enfin les conseillers du parlement de Rennes qui refusent d'enregistrer les lois de l'assemblée constituante, parce que les états de Bretagne n'ont pas été convoqués pour les approuver; ce seront à toutes les époques les malencontreux défenseurs « de ce vieil édifice de la constitution française » qui n'a certainement existé dans aucune. Le rare patriotisme que d'être ainsi à perpétuité du parti de ceux qui s'allièrent avec l'étranger contre l'esprit de leur temps et le

(1) Du moment où chacun doit rester sur sa glèbe, le vagabond, le voyageur, l'étranger, deviennent suspects, et le nouveau régime territorial change ainsi du tout au tout les anciennes mœurs.

souverain de leur pays, prince ou nation! La belle raison surtout pour accabler d'injures quiconque n'a pas le même cœur et ne partage point le même amour!

C'est là mon dernier grief contre M. de Courson. Ses peccadilles d'érudition sont en vérité si nombreuses, que je n'ai point de place pour les relever ici; ses méthodes et ses théories peuvent passer pour de gros péchés contre la science et peut-être bien contre le sens commun: tout cela se pardonne; ce qui ne se pardonne pas, c'est le dénigrement systématique des plus honnêtes et des meilleures intelligences de notre temps, c'est cette âcreté d'une critique envieuse et vaniteuse qui va toujours (ce dont Dieu me garde!) chercher la personne dans l'auteur et blesser l'homme au lieu d'attaquer l'idée. Je ne prends qu'un exemple, j'en pourrais prendre mille; je pourrais montrer M. Thierry accusé d'emprunter aux protestans des calomnies toutes faites, ce fin et charmant esprit de M. Michelet amèrement incriminé, tant d'autres, plus obscurs, traités en masse d'ignorans et d'impies. Je m'en tiens, pour justifier l'apparente sévérité de mes reproches, à la dureté toute particulière des procédés de M. de Courson envers M. de Rémusat, qui ne se savait pas, je crois, d'ennemis si acharnés. Qu'on lise seulement tout ce chapitre que M. de Courson a consacré, l'on ne sait trop pourquoi, à la vie d'Abélard entre deux dissertations sur la féodalité : on verra là ce qu'il faut penser de *l'ex-ministre philosophe,* « de sa haineuse partialité anti-catholique, » de la concurrence qu'il fait à M. Eugène Sue pour lui arracher les lecteurs du *Juif Errant.* Mais aussi que n'avait-on le bon goût de parler d'Abélard à la manière du lauréat de l'Académie? N'y avait-il pas dans la destinée du malheureux amant d'Héloïse des endroits intimes qu'il était beau de s'exercer à rendre? n'était-ce pas un joli trait d'expliquer comment « l'orgueil lui tenait lieu de tout ce qui lui avait été ravi... (1)? » C'est avec ces délicatesses qu'on écrit l'histoire. Et la charmante apothéose que M. de Rémusat a manquée faute d'un peu de religion! Pourquoi ne pas finir comme M. de Courson, en nous entr'ouvrant le ciel? Pourquoi ne pas s'écrier avec lui : « Je crois fermement que le fils du pieux Béranger, ayant passé de Platon au Christ, a mérité d'être recueilli dans le sein de son divin maître, lequel, en sa miséricorde infinie, a rendu pour jamais *à son philosophe* celle qu'il avait tant aimée. » Voilà de la tendresse bien placée; M. de Courson l'a dit quelque part, il n'y a que les *libéraux* qui se vantent d'être « des barres de fer. »

Je n'ajoute plus qu'un mot : la conclusion de ce livre si favorisé, — non point, on l'a vu, pour son mérite intrinsèque, mais pour lequel? je ne sais, — la conclusion directe et hautement proclamée, c'est un défi

(1) Les points sont dans le texte de M. de Courson.

jeté à la face de toutes nos institutions, c'est un appel aux *blancs* contre les *bleus*. Il n'y a là, dira-t-on, que du ridicule; est-ce parce que c'est du ridicule que vous le récompensez? Je cite les dernières paroles de M. de Courson, qui n'a jamais été plus en verve qu'à cet endroit-là : « Catholiques de la vieille terre des Gwrwand, des Morvan, des Nominoë, des Pontcalec, des Charette et des Cadoudal, descendans des vieux ligueurs de Mercœur, des bourgeois de Saint-Malo, et des paysans dont le sang héroïque a rougi tant de fois les landes du Morbihan et de la Vendée! ah! soyons toujours les dignes fils de nos ancêtres! Dieu et la liberté! Les jours mauvais ne sont pas encore épuisés... Naguère soixante mille citoyens de l'Armorique réclamaient avec énergie la liberté de la famille et de l'éducation. Cette manifestation est significative... C'est en vain désormais que les impérialistes révolutionnaires tenteraient d'emboîter ce peuple dans l'ornière sanglante tracée par les Danton et les Robespierre, comme on emboîte un wagon sur les rails d'un chemin de fer. L'énergie des Bretons ferait bientôt voler en éclats et la machine et ses imprudens directeurs. Bretons de l'Armorique, relisez avec respect l'histoire de vos pères, relisez-la pour apprendre à résister aux despotes, quels qu'ils soient. *Comme vos pères, soyez fidèles au malheur et dévoués sans espoir de récompense; mais, comme vos pères aussi, restez toujours debout.* »

Quand ces pauvres chouans de 93 vinrent demander à la restauration le prix de leurs vieux services, elle les renvoya sans pain dans leurs chaumières en ruines. Les chouans d'aujourd'hui nous font la guerre avec des phrases qui voudraient bien porter aussi loin que des balles; mais, nous autres, nous sommes des magnanimes et des magnifiques: nous leur donnons pour leur peine des couronnes et des places, et moi qui d'aventure ne puis me décider à trouver cela beau, par ce temps de complaisances politiques et de critique complaisante, je vais passer assurément pour un très petit esprit, sinon pour un assez méchant caractère.

ALEXANDRE THOMAS.

CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE

DE

SIR ROBERT ADAIR.

***Historical Memoir of a Mission to the Court of Vienna in 1806*, by the right honorable sir Robert Adair, with a selection from his dispatches. — London.**

Les mémoires historiques abondent en Angleterre, surtout depuis quelque temps; mais, sauf de très rares exceptions, il ne faut pas y chercher l'équivalent de ce qui forme, sous ce nom, une des branches les plus riches comme les plus originales de notre littérature. Les mémoires anglais n'ont rien de commun avec ces autobiographies vives, animées, pittoresques, toutes pleines des sentimens personnels de l'écrivain, et qui puisent dans cette personnalité même leur plus puissant intérêt : ce sont presque toujours des compositions graves, sérieuses, un peu sèches, dans lesquelles des hommes d'état, des chefs de parti, après avoir quitté les affaires, recueillent les souvenirs de leur carrière politique moins pour faire valoir leurs services ou pour justifier leur propre conduite que pour présenter l'apologie du parti auquel ils ont appartenu, ou soutenir encore sous une autre forme les principes qu'ils ont défendus pendant qu'ils exerçaient le pouvoir. Quelquefois ces mémoires se composent simplement de correspondances officielles ou privées, publiées soit par l'homme d'état lui-même, soit plus habituellement par ses héritiers, et liées ensemble par de courtes explications ou par de simples notes; quelquefois aussi c'est un journal écrit à mesure que les événemens s'accomplissent, arrangé plus tard ou même laissé dans sa forme imparfaite et sommaire par les éditeurs posthumes. Il n'est

pas sans exemple enfin que le texte soit presque complétement l'œuvre de ces éditeurs travaillant sur de simples notes ou sur des documens trop informes pour être livrés à la publicité sans avoir subi cette préparation. Rarement on y trouve un récit méthodique et suivi rédigé par l'auteur lui-même, et, lorsqu'il en est ainsi, ce récit ne s'applique d'ordinaire qu'à une époque, à un fait déterminé qu'on a voulu éclairer d'un jour particulier. Souvent ces diverses formes sont mêlées dans le même recueil. De telles œuvres appartiennent évidemment à la politique bien plus qu'à la littérature, et constituent, non pas des fragmens d'histoire, mais des matériaux pour les futurs historiens. La diversité du génie des deux peuples n'est pas, à mon avis, la seule ni même la principale cause du peu d'analogie des mémoires anglais avec ceux dont l'immense collection occupe une si grande place parmi nos richesses littéraires. Cette cause réside surtout dans la différence qui a long-temps existé entre les institutions de l'Angleterre et de la France. Les mémoires français devaient éclore sous un régime de pouvoir absolu, dans lequel il n'y avait guère d'influence et d'importance que celle des individus; les publications que, chez nos voisins, on désigne par le même nom, appartiennent naturellement à une époque et à un pays de publicité et de liberté, où les hommes ne peuvent acquérir ni conserver une haute position qu'à condition de se faire les représentans, les organes d'un principe, et de confondre leur intérêt personnel avec celui d'un parti ou d'une opinion.

Les publications de cette nature ne voient d'ordinaire le jour qu'après la mort de celui dont elles portent le nom; on en comprend facilement le motif. Par une exception qui s'explique très naturellement, sir Robert Adair, parvenu à un âge assez avancé pour que la génération qui était entrée avec lui dans l'arène politique ait presque entièrement disparu, a cru pouvoir, de son vivant, livrer au public ses souvenirs et ses appréciations sur des faits importans auxquels il a pris une part directe comme représentant de son gouvernement, et que le cours du temps, hâté en quelque sorte de nos jours par la marche rapide des révolutions, a déjà fait passer dans le domaine de l'histoire. Fidèle d'ailleurs à ce respect scrupuleux des convenances qui caractérise les hommes d'état vraiment dignes de ce nom et dont on s'écarte rarement en Angleterre, il a soin de nous avertir dans sa préface qu'avant de publier une partie de sa correspondance diplomatique, il s'y est fait autoriser non-seulement par celui des ministres anglais qui dirige aujourd'hui le département des affaires étrangères, mais encore par le chef actuel du cabinet de Vienne, où il était accrédité comme ministre plénipotentiaire lorsque fut écrite cette correspondance.

Sir Robert Adair n'a fait partie d'aucune administration, je crois même qu'il n'a siégé que pendant quelques années dans la chambre

des communes; mais, ami intime et parent de Fox, étroitement lié avec d'autres membres éminens du parti whig, il fut appelé par leur confiance à des emplois diplomatiques d'une grande importance aux diverses époques où ils ont possédé le pouvoir. A Vienne même, en 1806 et 1807, et un peu plus tard à Constantinople, il eut à soutenir les intérêts de la politique anglaise contre la puissance alors exorbitante de la France. Chacune de ces deux missions lui a fourni la matière d'un livre vraiment curieux. C'est du premier et du plus important que je veux m'occuper.

Ce livre ne forme pas un ensemble régulier; il se compose de deux parties très distinctes. La correspondance de sir Robert Adair avec le *Foreign-Office*, avec plusieurs envoyés ou agens anglais, et avec le cabinet de Vienne, en est bien le fonds principal; mais ce recueil de dépêches est précédé et suivi de deux mémoires ou dissertations dont je dois d'abord indiquer l'objet et la substance, parce qu'ils jettent beaucoup de jour sur la pensée qui a présidé à la publication tout entière. Le but que s'y est proposé sir Robert Adair, c'est la rectification des opinions assez généralement accréditées sur la politique extérieure de Fox et de ses amis. On s'est habitué à considérer cette politique comme favorable à l'existence et au développement du système révolutionnaire français et même comme portée à tolérer les envahissemens de l'ambition napoléonienne. On s'est plu à montrer l'illustre chef des whigs dominé, subjugué en quelque sorte par l'admiration que lui inspirait le génie de Napoléon, et s'empressant, aussitôt que la mort de Pitt eut fait passer le pouvoir entre ses mains, d'ouvrir avec le cabinet des Tuileries des négociations qui eussent certainement abouti à un traité de paix si lui-même il n'eût bientôt cessé de vivre. Et ce n'est pas seulement l'ignorance des contemporains, encore mal instruits des faits et trompés ou aveuglés par l'esprit de parti, qui a ainsi dénaturé une phase aussi essentielle de la grande lutte engagée entre la révolution française et l'Europe : long-temps après, lorsque déjà assez de documens avaient été mis au jour pour qu'il fût aisé de se rendre compte de la vérité, lorsqu'il semblait que les préventions et les haines qui avaient pu la voiler eussent eu le temps de s'amortir, on a vu encore des écrivains distingués, des hommes en qui l'expérience des affaires était unie à l'intelligence et au savoir, reproduire plus ou moins complétement ces vulgaires erreurs. Pour ne citer que deux des plus éminens, M. Bignon, M. de Genz, bien que placés à deux points de vue absolument opposés, se sont, au moins à beaucoup d'égards, accordés à présenter sous cet aspect la conduite et les principes de Fox, avec cette différence cependant que l'un a prétendu lui en faire un mérite, tandis que l'autre y a trouvé contre lui le motif de graves inculpations.

Également blessé de ces éloges et de ces censures, sir Robert Adair a entrepris de démontrer qu'ils ne reposaient sur aucun fondement

réel, et il y a réussi, à mon avis. Non content de relever avec un soin minutieux les assertions inexactes, les erreurs de dates, les faux raisonnemens accumulés pour étayer le système qu'il voulait combattre, il a très bien expliqué les circonstances qui, dans l'origine, avaient pu lui donner une sorte de vraisemblance; avec une bonne foi dans laquelle il entre beaucoup d'habileté, il a constaté la faible portion de réalité qui, comme il arrive presque toujours, avait servi de base à cet échafaudage fantastique. C'est ainsi qu'il reconnaît qu'à l'origine de la révolution française, Fox, entraîné par sa généreuse philanthropie, s'était complétement mépris, sinon sur les conséquences définitives, au moins sur les effets directs et immédiats de cette révolution, croyant en voir sortir, dès le premier moment, ce régime d'ordre, de liberté, de modération et de paix, auquel la France ne devait parvenir qu'après avoir traversé une sanglante anarchie et précipité l Europe dans tant d'agitations et de guerres. Sir Robert Adair n'essaie pas non plus de dissimuler les exagérations, les emportemens de langage qui, dans l'ardeur d'une polémique soutenue de part et d'autre avec la plus extrême vivacité, ont parfois semblé justifier ceux qui accusaient Fox de se faire, aux dépens même de son pays, l'apologiste et le champion des démocrates français. Il explique, d'ailleurs, comment on a pu, sans mauvaise foi, confondre avec les sentimens de ce grand homme les opinions de certains personnages qui, professant des doctrines bien différentes et essentiellement hostiles à la constitution britannique, affectaient de se dire ses alliés, ses disciples, ses coreligionnaires politiques, tandis qu'en effet, le seul point de contact qu'ils eussent avec lui, c'était leur hostilité commune contre le ministère de Pitt. Comme sir Robert Adair le fait très justement remarquer, ce ministère avait un grand intérêt à accréditer une telle erreur, si propre à dépopulariser Fox dans un temps où la terreur de la révolution française et la haine passionnée de ses imitateurs dominaient en Angleterre toute autre préoccupation, et, d'un autre côté, la fierté naturelle de Fox facilitait singulièrement la tactique de ses adversaires : rien n'eût pu le déterminer à une attitude de défense personnelle et d'apologie que la malveillance eût interprétée comme une humiliante rétractation.

Je le répète, les considérations générales auxquelles sir Robert Adair a recours pour écarter les accusations intentées à son illustre ami sont généralement péremptoires. Peut-être, cependant, un examen détaillé de la conduite et des discours de Fox pendant les premières années de notre révolution, à l'époque où la France était en proie à l'anarchie, justifierait-il des conclusions un peu plus sévères, même en tenant compte, comme cela est souverainement juste, des entraînemens de la lutte. Cet examen n'entrait pas, il est vrai, dans le plan que s'était tracé sir Robert Adair. Son ouvrage se réfère uniquement au temps du

consulat et de l'empire, et, sur ce terrain, la tâche de l'apologiste de Fox est plus facile. Fox, en effet, avait pu se laisser séduire par l'image et le nom de la liberté alors même qu'ils servaient de voile aux excès de l'anarchie et à des crimes qu'il flétrissait de tous les stigmates de son éloquence; mais le despotisme, sous aucune forme, sous aucun prétexte, ne pouvait obtenir ses sympathies. Il avait pu oublier par momens, en faveur d'un peuple défendant contre des rois absolus son indépendance et le droit de modifier ses institutions, que l'Angleterre était l'alliée de ces rois; mais le jour où ce peuple, s'élançant loin de ses frontières, prétendait à son tour dicter la loi aux autres nations, détruire leur autonomie et dominer le continent, les mêmes sentimens qui naguère inspiraient en sa faveur l'éloquence généreuse de Fox ne pouvaient manquer de jeter dans les rangs opposés le champion constant des faibles et des opprimés, l'athlète infatigable, ardent, passionné, de toutes les causes qui s'offraient à lui avec l'apparence de l'équité et de la justice. Il suffirait, pour se rendre compte du changement apporté aux dispositions de Fox envers la France par l'établissement du régime napoléonien, de lire attentivement le discours qu'il prononça dans la chambre des communes après la rupture du traité d'Amiens. Tout en blâmant le cabinet anglais d'avoir recommencé la guerre, Fox lui reproche de ne s'être pas opposé, dès le principe, avec assez d'énergie, aux empiétemens continuels du premier consul, à ses attentats contre les droits des nations, et d'avoir ainsi encouragé en lui l'ambition effrénée qu'on s'efforçait trop tard de réprimer au prix de la paix du monde.

Ce discours est postérieur de quelques mois seulement au seul voyage que Fox ait fait en France depuis la révolution de 1789. On a néanmoins prétendu que, pendant ce voyage, des relations intimes s'étaient établies entre Napoléon et lui, et que l'homme d'état anglais avait subi l'influence du dominateur de la France. Cette influence aurait été, en tout cas, de bien courte durée; mais sir Robert Adair nie positivement qu'elle ait jamais existé, bien qu'il ne conteste pas l'admiration que les immenses talens du premier consul inspiraient à Fox, dont l'ame élevée était incapable de méconnaître, même dans un ennemi, des facultés aussi extraordinaires. Il affirme que la prétendue intimité de Fox avec Napoléon pendant son séjour à Paris est une pure invention, que les rapports qu'ils eurent ensemble furent aussi rares qu'insignifians, et il entre à ce sujet dans des détails qu'on ne pourrait taxer d'inexactitude sans inculper sa bonne foi, puisqu'il était venu lui-même en France en même temps que son ami, et qu'il ne le quitta pas pendant le temps, assez court d'ailleurs, qu'il y passa. Il n'a pas voulu, au surplus, s'en rapporter uniquement à ses souvenirs personnels sur des circonstances assez graves cependant pour qu'elles eussent pu difficilement s'effacer

de sa mémoire. Avant de réfuter ce qu'il regarde comme des bruits calomnieux, il a consulté avec un soin scrupuleux les témoignages de toute nature qu'il était possible de recueillir, lorsque tant de temps s'était déjà écoulé. Il a interrogé la veuve de Fox, qui vivait encore il y a peu d'années et qui avait aussi accompagné son mari à Paris. Grace à elle, il a eu sous les yeux un journal dans lequel Fox lui-même avait indiqué sommairement toutes les circonstances de ce voyage, et un autre journal, un peu plus détaillé, rédigé par le général Fitz Patrick, qui en était aussi. Ce n'est qu'après s'être assuré de la parfaite concordance de ces témoignages avec ses propres impressions, que sir Robert Adair a cru pouvoir opposer à la version vulgairement accréditée une autre version dont on ne saurait, je le répète, contester l'exactitude qu'en l'accusant de mensonge volontaire, supposition qui n'entrera certainement dans l'esprit d'aucun de ceux qui le connaissent personnellement, je dirai même d'aucun de ceux qui ont lu ses écrits, où respire un sentiment si profond de droiture et de loyauté.

Suivant lui, le premier consul et Fox ne se virent que trois fois, et jamais seuls. C'est le 2 septembre 1802 qu'ils se trouvèrent pour la première fois en présence. Ce jour-là, tous les Anglais qui étaient à Paris furent présentés, à Saint-Cloud, au chef du gouvernement français. Fox était du nombre. Napoléon se montra très poli pour tous ces étrangers, et, comme cela était naturel, accueillit avec une distinction particulière le chef de l'opposition britannique. Avec une certaine solennité, en termes choisis et évidemment préparés, il lui fit d'abord les complimens personnels les plus flatteurs. Prenant ensuite un ton plus familier, il se mit à lui développer un de ces thèmes de politique transcendante dans lesquels son esprit se jouait quelquefois un peu au hasard, et que ses admirateurs fanatiques recueillaient aveuglément comme l'expression de sa pensée sérieuse : il lui dit que le monde était partagé en deux grandes familles, la race orientale et la race occidentale, que c'était à la dernière, dont la France et l'Angleterre faisaient partie, qu'il appartenait de donner la paix à l'univers, que les lois, les mœurs, les coutumes et la religion devaient être partout réputées sacrées, respectées et protégées par tous les gouvernemens, que quiconque essayait d'y porter atteinte devait être considéré comme un instigateur de guerre civile. Ces généralités, débitées, à ce qu'il paraît, d'une manière fort décousue, n'étaient pas de nature à toucher beaucoup l'esprit net et pratique de Fox. La seule réflexion qu'elles lui suggérèrent lorsque, quelques instans après, il raconta cet entretien à sir Robert Adair, c'est que sans doute le premier consul entendait être le chef de cette famille occidentale qu'il érigeait en arbitre des destinées du monde. Avant la fin de la réception, Napoléon s'approcha une seconde fois de Fox pour lui adresser de nouveau la parole, et, au moment

où chacun se retirait, il le fit inviter par Duroc à dîner *pour le jour même*, témoignage d'empressement qui fut remarqué comme une dérogation aux usages de cette cour naissante. Fox raconte, dans son journal, que le dîner, auquel prirent part deux cents personnes, fut magnifique, et que Joséphine, qui en faisait les honneurs, lui parut très aimable. Dans la soirée qui suivit, le premier consul engagea avec ses hôtes un entretien qui roula successivement sur un grand nombre de sujets, mais qui semble avoir été de sa part un long monologue plutôt qu'une conversation. Il se plaignit vivement de la violence extrême et de la licence des journaux anglais, qui, comme on sait, étaient pour lui l'objet d'une grande préoccupation; il dit qu'en admettant même qu'ils ne fissent aucun effet fâcheux en Angleterre, ils pouvaient devenir en France une occasion de révolte et de guerre civile. Parlant de la situation intérieure de la France, il ajouta que cette situation rendait absolument indispensable l'entretien d'une armée considérable, même en temps de paix. Ainsi se passa la journée du 2 septembre, la seule dans laquelle il y ait eu, entre Napoléon et Fox, quelque chose qui ressemble à une conversation politique. Le 22 du même mois, ils se rencontrèrent à l'exposition de l'industrie, mais ils ne s'abordèrent pas. Le lendemain, Fox fut reçu une seconde fois à Saint-Cloud. Le 10 du mois suivant, sa femme y fut présentée, et Joséphine les reçut l'un et l'autre avec sa grace habituelle; mais dans ces dernières visites aucune parole de quelque intérêt ne fut prononcée. Fox, ayant terminé les recherches qu'il était venu faire à Paris pour un travail historique dont il s'occupait alors, ne tarda pas à repartir pour Londres. Déjà les relations des deux gouvernemens, si récemment réconciliés, étaient devenues telles qu'on pouvait prévoir une rupture prochaine. Les causes de la rupture furent, on le sait, le refus des Anglais de rendre Malte comme ils s'y étaient engagés par le traité, et les empiétemens au moyen desquels Napoléon ne cessait d'agrandir le territoire de la France sous prétexte que le traité ne les lui interdisait pas formellement. Sir Robert Adair rapporte qu'en apprenant un de ces actes d'usurpation, Fox, qui n'avait pas encore quitté Paris, s'écria, dans un mouvement d'impatience que le hasard devait rendre prophétique : « Où tout cela finira-t-il? Dans les sables de la Russie. »

Tels sont les détails (1) donnés par sir Robert Adair, pour démontrer que les rapports de Fox avec Napoléon ont été absolument sans importance. Sans doute, on peut trouver singulier que la curiosité n'ait pas, en l'absence même de toute sympathie, rapproché davantage ces deux grandes intelligences et donné lieu entre elles à des communications plus intimes. Cependant, en y réfléchissant, on comprendra que

(1) Ils ne forment pas un récit suivi dans l'ouvrage. Ils se trouvent dispersés dans le texte et dans les notes où nous avons dû les recueillir.

Fox, dénoncé sans cesse par ses adversaires comme partisan de la France, ait évité de fournir de nouveaux prétextes à cette accusation en se montrant souvent à Saint-Cloud, et surtout en acceptant avec le premier consul des entretiens particuliers. L'expérience a prouvé qu'à cet égard il n'avait pas même pris assez de précautions contre la malveillance des partis, toujours si peu scrupuleux dans le choix de leurs moyens d'attaque.

Napoléon se faisait-il illusion sur les véritables sentimens de Fox? Mal informé comme il l'était généralement des choses d'Angleterre et enclin à croire facilement tout ce qui flattait ses désirs, partageait-il, ainsi que le suppose sir Robert Adair, l'erreur alors si répandue sur le *gallicanisme* du grand orateur? ou bien, en affectant de partager cette erreur, avait-il pour but d'accréditer un bruit favorable à ses vues et qui augmenterait sa force morale? Pour trouver la vérité, il faut, à mon avis, se placer entre ces deux hypothèses. Lorsque le premier consul, devenu empereur, vit la direction des affaires passer, après la mort de Pitt, entre les mains de Fox, il n'espéra pas précisément sans doute que ce dernier accepterait toutes ses propositions; mais il put compter un peu trop sur le désir que Fox devait avoir et qu'il avait en effet de signaler son avénement par une paix qui, conclue à des conditions honorables, eût été le digne couronnement de sa politique.

Les circonstances semblaient alors, jusqu'à un certain point, avoir aplani les voies à un arrangement pacifique. La bataille d'Austerlitz venait de livrer le continent à Napoléon, de mettre momentanément à ses pieds les puissances qui naguère défendaient contre lui l'indépendance de l'Europe, et l'Angleterre, hors d'état de soutenir à elle seule ceux qui paraissaient s'abandonner eux-mêmes, pouvait désormais, sans manquer à aucun engagement, ne plus se préoccuper que de ses propres intérêts. Par une sorte de compensation, la bataille de Trafalgar avait, pour ainsi dire, terminé la guerre maritime, la France étant désormais hors d'état de tenir tête aux Anglais, soit sur l'Océan, soit sur la Méditerranée. C'est dans ces conjonctures que s'ouvrirent des négociations dont l'initiative formelle fut prise par le cabinet des Tuileries, mais qu'une démarche loyale et généreuse de Fox avait évidemment provoquées, quoi qu'en dise sir Robert Adair, qui, à mon avis, a tort de vouloir l'en défendre, alors qu'il eût dû lui en faire un mérite.

Je n'entrerai pas dans le détail si connu de ces négociations. On sait que, parmi les motifs qui les firent échouer, le principal, ou du moins le plus apparent, fut la prétention assez singulière de Napoléon, qui exigeait du roi des Deux-Siciles non-seulement la cession de Naples, déjà occupé par les Français, ce qui ne faisait pas difficulté, mais encore celle de la Sicile, que les forces navales de l'Angleterre avaient mise à l'abri de leurs attaques. Sir Robert Adair, réfutant longue-

ment les critiques que MM. Bignon et de Genz ont faites, dans des sens tout opposés, de la marche suivie par Fox dans ce grave débat, s'attache à établir qu'il y porta constamment autant d'habileté que de bonne foi, que, désirant sincèrement la paix, il ne montra jamais pourtant la moindre disposition à l'acheter par des sacrifices peu honorables; qu'il resta inébranlable sur le terrain où il s'était placé dès le premier moment, et que les manœuvres artificieuses de la diplomatie française furent impuissantes à l'en faire dévier. Une telle discussion n'est pas susceptible d'analyse; je me bornerai à constater l'impression qui m'en est restée. Il en ressort évidemment, à mon avis, que Fox maintint en cette occasion, comme toujours, la dignité du gouvernement britannique, tout en se prêtant à des concessions raisonnables pour obtenir la paix; il en ressort aussi qu'à aucune époque de la négociation il n'en attendit beaucoup de succès, que de très bonne heure les tergiversations de M. de Talleyrand détruisirent le peu d'espérance qu'il avait pu concevoir, et que, lorsque la maladie qui le conduisit si rapidement au tombeau le força à remettre en d'autres mains la direction des affaires, toute chance d'arriver à un résultat pacifique était déjà évanouie. Il s'en exprimait dans ce sens à son lit de mort.

Voilà, je le répète, ce que sir Robert Adair démontre péremptoirement, et c'est assez pour le but qu'il s'était proposé. Je ne sais si, sur quelques points particuliers, il n'affaiblit pas un peu cette démonstration en voulant la pousser trop loin, en cherchant à établir qu'il n'y a pas eu, dans tout le cours de la négociation, un seul moment d'incertitude, une seule fausse démarche de la part de Fox et de ses agens. Lors même qu'un examen plus complétement impartial viendrait prouver que, dans les conjonctures singulièrement difficiles et compliquées où ils se trouvaient placés, ne connaissant pas même avec certitude les dispositions et les projets des puissances auxquelles l'Angleterre était liée d'intérêts, ils ont quelquefois hésité non pas sur le but, mais sur les moyens d'y arriver, je ne vois pas quel tort sérieux ferait à leur mémoire l'aveu d'une telle hésitation; j'y verrais plutôt un gage de leur bonne foi. C'est, au surplus, un doute que j'exprime plutôt qu'une conviction bien arrêtée. Il y a d'ailleurs quelque chose de touchant dans le sentiment qui anime sir Robert Adair, lorsqu'il fait, en termes si absolus l'apologie de son ancien ami, de celui dont il se glorifie d'être le disciple et dont le souvenir, quarante ans après que la mort les a séparés, lui inspire encore contre ses détracteurs des accens si vifs et si énergiques. On aime à le voir retrouver l'ardeur, les préjugés, la passion déclamatoire de la jeunesse, pour répondre à M. de Genz, qui, dans sa haine instinctive contre le généreux défenseur de toutes les causes libérales, s'était permis d'écrire que, si Fox avait été l'idole d'une partie de ses contemporains, la postérité le

remettrait à sa place. « Mettre M. Fox à sa place! » s'écrie sir Robert Adair, « cela n'est pas donné au professeur Genz. Il semble l'avoir compris lui-même, et c'est pourquoi il en charge la postérité. C'est un tribunal auquel son appel pourra bien ne pas parvenir. Le procès, cependant, se poursuit sans lui. Il n'est pas une partie du monde où la ligne de conduite suivie par M. Fox pendant le cours de sa difficile et laborieuse carrière ne soit jugée à cette heure par les résultats. L'Amérique ne pourra jamais oublier celui qui, en même temps qu'il combattait pour les libertés britanniques dans notre chambre des communes et consommait, avec l'appui des premiers hommes de son temps, l'union jusqu'alors impraticable des intérêts populaires et aristocratiques, sut lier la cause de ce pays à la nôtre, stipula avec la couronne, en acceptant le pouvoir, la reconnaissance sans conditions de son indépendance, et mit fin à la guerre qui nous détruisait les uns et les autres. L'Irlande accorde sa lyre au nom de Fox lorsqu'elle pleure l'époque fortunée et si tôt écoulée de son indépendance; sa religion affranchie confesse que c'est lui qui, le premier, éleva la voix dans le parlement anglais contre les lois pénales et inscrivit de sa main le mot d'émancipation sur la bannière et dans le code du parti whig. Ses efforts pour relever toutes les sectes chrétiennes des incapacités attachées par la loi à leurs croyances, bien que, de son vivant, ils aient été infructueux, lui assurent une glorieuse part à l'honneur de l'acte du rappel. Grace à lui, le juré peut maintenant regarder en face le juge qui, lorsqu'il s'agit de fixer les limites de la liberté de la presse, n'a plus le pouvoir de lui dicter l'application de la loi, mais seulement de lui en exposer le sens. Grace à lui encore, le pauvre nègre, dans sa cabane, se réjouit de n'être plus inscrit sur nos tarifs comme une marchandise; et, suivant l'éclatante expression de Burke, qui succomba avec lui en partageant ses efforts pour délivrer nos frères de l'Inde de la plus cruelle tyrannie, quatre-vingts millions d'êtres humains le nommeront toujours dans les prières qu'ils adresseront à la divine bonté, en quelque langue et d'après quelque rite qu'ils implorent le pardon des fautes commises ou qu'ils appellent la récompense en faveur de ceux qui ont imité la Divinité dans sa bienfaisance universelle envers les créatures. Ce sont là les œuvres qui marquent la place de M. Fox! »

J'arrive à ce qui fait le fonds de la publication de sir Robert Adair, à sa correspondance diplomatique pendant sa mission à Vienne en 1806 et 1807.

Lorsque Fox l'y envoya au mois de mai 1806, les négociations ouvertes avec la France se continuaient, et elles allaient même prendre un caractère officiel qu'elles n'avaient pas eu jusqu'alors; mais on put bientôt en prévoir l'avortement définitif. Une nouvelle guerre ne tarda pas à éclater sur le continent. La Prusse, abandonnant le système

qu'elle suivait depuis dix années, entra en lutte contre la France, et la Russie, ayant échoué comme l'Angleterre dans ses tentatives de réconciliation avec Napoléon, fit marcher ses armées au secours des Prussiens. L'Angleterre et la Suède complétèrent, par leur accession, cette quatrième coalition contre la révolution française. Le concours de l'Autriche pouvait seul, sinon en assurer absolument le succès, au moins le rendre probable; mais, réduite quelques mois auparavant par les désastres d'Ulm et d'Austerlitz à accepter les dures conditions de la paix de Presbourg et à laisser l'Allemagne aussi bien que l'Italie entière passer sous la domination de son vainqueur, l'Autriche ne s'était pas encore relevée d'un si rude coup. Pour qu'elle s'exposât de nouveau aux chances dangereuses qu'elle venait d'éloigner d'elle au prix de si grands sacrifices, il fallait qu'elle vît, dans une telle entreprise, des probabilités de réussite qui ne pouvaient résulter que de premiers avantages obtenus par les coalisés. Cependant, sans l'appui de la cour de Vienne, on ne pouvait guère espérer ces avantages. C'était un cercle vicieux.

Tel était le théâtre sur lequel l'habileté de sir Robert Adair allait avoir à s'exercer. Les instructions que Fox lui avait données étaient nécessairement d'un caractère très vague et très général. La situation était trop incertaine, trop indéterminée, pour qu'il fût possible, je ne dis pas de lui tracer sa marche, mais même de lui indiquer un but positif. Il lui était seulement recommandé d'épier et, le cas échéant, de saisir toutes les occasions qui se présenteraient de travailler au rétablissement de l'équilibre européen, en y faisant coopérer la cour de Vienne, dont la politique et les vues secrètes étaient, on le savait parfaitement, d'accord avec celles du gouvernement britannique, à quelques ménagemens qu'elle pût se trouver réduite par la nécessité. Bientôt, lorsque les négociations entamées entre la France et l'Angleterre furent rompues, lorsque la guerre eut recommencé sur le continent, la tâche assignée à sir Robert Adair devint plus précise : il dut s'efforcer d'amener l'Autriche dans la coalition. Cependant ce n'était pas sans beaucoup de circonspection qu'il lui était prescrit de la pousser dans cette voie : le cabinet de Londres n'eût pas voulu exciter à un acte imprudent une puissance dont la conservation lui importait si essentiellement, et dont la ruine complète n'eût laissé en quelque sorte aucun espoir de rétablir un jour l'indépendance européenne. Il fallait donc que l'Autriche n'entrât dans la lutte que si elle se sentait en mesure d'y apporter un poids décisif; il fallait qu'en se joignant aux ennemis de la France, elle cédât, non pas à l'entraînement, à l'obsession des autres cabinets, non pas à l'appât d'un de ces subsides par lesquels les whigs avaient tant reproché au ministère de Pitt d'entretenir en Europe le feu de la guerre, mais à sa confiance dans ses propres ressources et à sa conviction de l'utilité, de la nécessité d'une telle détermination, en

sorte que, si de nouveaux malheurs venaient encore l'accabler, elle ne pût accuser l'Angleterre de l'y avoir précipitée.

Ce qui compliquait la situation, c'est que la cour de Vienne était partagée entre deux influences contraires. Il serait inexact de dire que la France y eût un parti; aucun Autrichien ne pouvait voir avec satisfaction la prépondérance absolue du gouvernement français. Cependant, parmi les hommes d'état qui dirigeaient le cabinet impérial, les uns étaient plus préoccupés du danger de recommencer trop tôt la guerre contre le vainqueur d'Austerlitz et de provoquer ses redoutables vengeances, les autres du péril plus éloigné, mais certain, auquel on s'exposait en laissant accabler la Prusse et la Russie, seules barrières qui résistassent encore à l'omnipotence continentale de Napoléon. Les premiers, et l'archiduc Charles était du nombre, pensaient donc qu'il n'était pas temps encore de courir aux armes, qu'il fallait attendre des conjonctures plus propices; les autres, dont le comte de Stadion, ministre des affaires étrangères, écoutait volontiers les inspirations, étaient d'avis que, si on laissait échapper le moment présent, il serait désormais trop tard pour une tentative d'affranchissement dans laquelle on ne trouverait plus d'auxiliaires. C'était l'homme de guerre qui conseillait la paix, au moins momentanément, et c'était le diplomate qui penchait pour la guerre. Ce contraste s'est rencontré plus souvent qu'on ne le pense. Tout ce qu'il prouve, c'est que chacun ne connaît bien que les difficultés et les périls de son propre métier.

Tels étaient les élémens délicats et compliqués sur lesquels sir Robert Adair avait à agir. Sa position personnelle n'était d'ailleurs rien moins que facile. Fox, dont l'amitié eût été pour lui un soutien puissant, étant venu à mourir, le ministère whig ne tarda pas à succomber sous les répugnances de George III. Le retour des tories au pouvoir ne changea pas, il est vrai, les bases de la politique extérieure du cabinet de Londres; mais sir Robert Adair avait été constamment dans les rangs de leurs adversaires, et, suivant l'usage anglais, on pensa aussitôt à lui donner un successeur. Ce successeur arriva même à Vienne. Des motifs particuliers qu'il serait superflu d'expliquer ne lui permirent pas de prendre possession de son poste, et sir Robert Adair y fut définitivement maintenu; toutefois l'espèce de nécessité qui le constituait ainsi le représentant d'une administration dont il ne partageait pas les opinions ne lui garantissait que faiblement la confiance et l'appui bienveillant qu'il avait besoin d'attendre de son gouvernement. Déjà, d'ailleurs, les événemens de la guerre, en interceptant presque complétement, ou du moins en rendant très difficiles et très indirectes les voies de communication entre Londres et Vienne, lui avaient enlevé le secours et la force morale que de fréquentes instructions lui eussent apportés. Il en était réduit, ou à laisser échapper les occasions les plus opportunes,

ou à prendre parfois de lui-même et sans ordre des résolutions assez graves pour compromettre sa responsabilité.

Une situation aussi ardue, aussi extraordinaire, ne le trouva pas au-dessous des devoirs qu'elle lui imposait. Toujours actif, toujours ferme au milieu des circonstances les plus décourageantes, toujours prompt à adopter et à suggérer les expédiens appropriés à un état de choses qui ne cessait de se modifier et de s'aggraver, et cependant calme, prudent, maître de lui, résistant à tout entraînement, bien que peut-être un peu prompt à se rattacher aux moindres lueurs d'espérance, on le vit, durant une année entière, poursuivre avec une persévérance et une patience exemplaires un but qui fuyait sans cesse devant ses efforts. D'accord avec les agens de la Russie, il essayait d'amener l'Autriche à se joindre aux puissances coalisées contre Napoléon; mais, moins jaloux d'un succès diplomatique apparent que des conséquences réelles de ce succès, comprenant que, si l'adhésion du gouvernement autrichien à l'alliance européenne n'était pas entière, sans réserve, mûrement préparée et appuyée de mesures énergiques, elle aurait plus d'inconvéniens que d'avantages, il se gardait bien de travailler à l'arracher par surprise, par séduction ou par intimidation, aux irrésolutions du cabinet de Vienne. Il voulait que, si ce cabinet prenait le parti de la guerre, ce fût en pleine connaissance de cause, avec le sentiment et la confiance de sa force. Loin de penser à profiter des penchans belliqueux du comte de Stadion pour l'engager peu à peu dans la coalition, il l'avertissait, avec autant de loyauté que de sens, qu'alors même qu'il serait possible de décider l'empereur à prendre les armes malgré l'opposition de l'archiduc Charles, il faudrait s'en abstenir, que la première chose à faire, c'était de persuader cet illustre guerrier, et qu'une entreprise aussi hardie tentée contre son opinion, par conséquent sans l'appui de sa puissante influence, serait une véritable témérité. En même temps qu'il agissait ainsi sur la cour de Vienne, il se mettait en relations avec le cabinet prussien, auprès duquel l'Angleterre, naguère brouillée avec la Prusse, n'avait pas encore accrédité d'agent officiel; il se hasardait, sous sa responsabilité, à lui avancer des sommes d'argent assez considérables pour lui donner les moyens de pourvoir à la défense des places de la Silésie, menacées de tomber entre les mains des Français. Puis, lorsqu'un envoyé britannique fut arrivé, non pas à Berlin, déjà conquis, mais dans le camp du roi de Prusse, il ouvrit avec lui une correspondance suivie, comme aussi avec les envoyés anglais à Saint-Pétersbourg et à Constantinople, leur transmettant non-seulement toutes les informations qui pouvaient leur être utiles, mais encore les idées que lui suggérait son zèle infatigable pour le succès de la cause commune, et s'efforçant de suppléer par ce concert aux instructions que le cabinet de Londres était souvent dans l'impossibilité

de leur faire parvenir à temps. Sa sollicitude allait plus loin encore : les commandans des forces navales anglaises dans la Méditerranée recevaient de lui, à défaut de directions précises qu'il n'était pas autorisé à leur donner, des avis et des renseignemens qui leur en tenaient lieu jusqu'à un certain point (1).

Plus d'une fois il put se flatter de l'espérance que tant de soins et de travaux ne seraient pas perdus, et que l'Autriche, s'interposant à propos, ferait pencher la balance en faveur de la coalition. Avant la bataille d'Iéna, le cabinet de Vienne, malgré les sujets de mécontentement que la Prusse lui avait donnés en refusant l'année précédente de lui venir en aide contre la France, malgré la défiance que lui inspirait encore sa politique, avait laissé voir quelque disposition à la secourir; déjà il ordonnait des armemens sous prétexte de protéger sa frontière menacée par le voisinage du théâtre des hostilités. La nouvelle de la destruction de l'armée prussienne mit fin à ces velléités encore bien peu prononcées, et la cour impériale consternée ne pensa plus qu'à détourner par ses explications les soupçons et le courroux du vainqueur. Quelques mois après, lorsque Napoléon, poursuivant les débris des forces prussiennes, se trouva engagé, en face des forces russes, au milieu d'un hiver rigoureux, dans les déserts de la Pologne; lorsque les batailles sanglantes et peu décisives de Pultusk et d'Eylau parurent faire chanceler sa fortune, lorsque déjà tout le monde autour de lui, accusant sa témérité, se livrait à de sinistres présages, l'Autriche sembla de nouveau vouloir sortir de son immobilité. L'occasion était belle. En portant ses nombreuses légions sur les derrières de l'armée française, qui déjà avait quelque peine à tenir tête aux Russes, le cabinet de Vienne pouvait enlever à Napoléon ses communications avec la France et le placer dans une situation dont il ne serait pas sorti sans difficultés; mais un coup aussi hardi, et qui exigeait une résolution instantanée, n'allait pas aux habitudes de la politique autrichienne et surtout se conciliait mal avec les dissentimens auxquels était livrée la cour impériale. Les partisans de la guerre, n'étant pas en mesure de faire prévaloir immédiatement leur opinion, essayèrent de gagner du temps, comptant mettre à profit tous les incidens qui leur fourniraient des argumens contre les objections de leurs adversaires. Ils espéraient que, si les coalisés parvenaient à faire durer encore la lutte pendant quelques mois sans éprouver de revers sérieux, on pourrait enfin déterminer l'empereur François à unir ses armes aux leurs. M. de Stadion fit engager la Russie et la Prusse à ne pas se hâter de conclure la paix, et la cour de Vienne, pour empêcher en effet qu'on ne s'arran-

(1) On trouve même dans ce recueil une dépêche remarquable écrite par sir Robert Adair au gouverneur-général de l'Inde pour l'informer de l'état de l'Europe après la paix de Tilsitt.

geât à ses dépens, pour se rendre en quelque sorte maîtresse de la situation, se décida à une démarche dont le but n'était pas équivoque : elle offrit sa médiation aux parties belligérantes.

L'espoir de M. de Stadion était que Napoléon refuserait d'accepter cette médiation, et que son refus fermerait la bouche à ceux qui, dans les conseils de l'empereur, s'étaient jusqu'alors opposés à l'intervention armée de l'Autriche. Le cabinet de Vienne une fois compromis par sa proposition et par la réponse négative de la France, il n'eût guère été possible, en effet, que les choses en restassent là. Ce qui rendait surtout ce calcul vraisemblable, c'est la nature des conditions préliminaires que M. de Stadion donnait pour bases à la médiation. Ces conditions étaient telles que, suivant toute apparence, Napoléon devait les repousser, et que, si au contraire il les admettait, si elles devenaient la substance d'un arrangement définitif, cet arrangement équivaudrait, pour l'Autriche et les alliés, à une victoire. Il ne s'agissait de rien moins que de procéder à un nouveau règlement des affaires d'Allemagne, — l'existence de la confédération étant, suivant le cabinet de Vienne, incompatible avec la sûreté de l'Autriche, — de prendre en considération les changemens à apporter dans le même esprit à l'état de l'Italie, et de remettre les provinces polonaises que la France venait de conquérir sur le pied où elles étaient avant la guerre, c'est-à-dire de les rendre à la Prusse. Les différends de la Russie avec la Porte, alors alliée de Napoléon, eussent été terminés conformément aux traités existans; enfin l'Angleterre eût été admise à prendre part aux négociations.

Contre toute attente, Napoléon, dont la diplomatie était encore dirigée, à cette époque, par l'habileté temporisatrice de M. de Talleyrand, ne rejeta pas les propositions autrichiennes; il se réservait probablement d'en éluder l'effet en suscitant des incidens. Les difficultés vinrent de la Prusse et de la Russie, qui, ayant conçu de plus vastes espérances, s'irritaient des lentes manœuvres du cabinet de Vienne et voulaient obtenir immédiatement de lui un secours plus efficace que celui d'une médiation. La réponse de la Prusse fut peu satisfaisante et même peu mesurée. A Vienne, on s'en montra très blessé. La Russie, de son côté, était fort mécontente du peu d'appui matériel que l'Angleterre apportait à la coalition. La bataille de Friedland, survenant au milieu de ces complications, termina la guerre continentale. Suivant l'énergique expression de sir Robert Adair, *elle fit de l'Europe un débris.* On sait quelles furent les conditions de la paix de Tilsitt. La France et la Russie, unies tout à coup contre l'Angleterre par une étroite alliance, forcèrent le continent tout entier à entrer avec elles dans cette lutte anti-britannique, ou au moins à rompre toute espèce de communications, soit politiques, soit commerciales, avec les maîtres de la mer. L'Autriche elle-même dut subir cette loi. Réduite désormais, comme M. de Stadion

le dit à sir Robert Adair, à pourvoir, non plus à son indépendance, mais à son existence, elle rappela son ambassadeur de Londres, et sir Robert Adair dut également quitter Vienne, où il venait de passer dix-huit mois. Telle était la situation de l'Europe, que, pour regagner l'Angleterre, il fut contraint d'aller s'embarquer à Trieste, sans aucune certitude de ne pas tomber entre les mains de l'ennemi. Jamais, d'ailleurs, rupture n'eut lieu avec plus de regrets réciproques, avec le sentiment mutuel d'une plus complète bienveillance; jamais, en se séparant, on ne fut plus résolu à se réunir de nouveau dès qu'on y verrait le moindre jour.

Je viens de rappeler les grands événemens auxquels sir Robert Adair eut à prendre part pendant la durée de son séjour à Vienne, et dont sa correspondance nous présente le tableau, tel qu'on pouvait l'apercevoir du point où il se trouvait placé. C'est assez dire quel est l'intérêt de cette correspondance. Ceux qui cherchent uniquement dans l'histoire des anecdotes piquantes, des traits personnels, en un mot l'amusement frivole de l'esprit, pourront sans doute ne pas y trouver de quoi se satisfaire. Un homme aussi grave que sir Robert Adair et aussi profondément pénétré du sentiment des convenances a dû, en publiant des dépêches relatives à des faits contemporains, en retrancher tout ce qui eût pu servir d'aliment à la malignité, au risque d'ôter à son livre un puissant intérêt de curiosité et peut-être même, dans certains cas, de laisser dans l'ombre les causes de faits plus ou moins importans. C'est là l'inconvénient de toute publication historique faite à une époque trop rapprochée : il faut opter entre le scandale et les révélations incomplètes. Dans cette alternative, l'homme qui se respecte n'hésitera jamais. Cependant la correspondance de sir Robert Adair, quelques retranchemens qu'il ait dû lui faire subir, constitue encore une collection de documens bien précieux pour l'historien comme pour l'homme d'état, et les esprits sérieux en trouveront la lecture singulièrement attachante. Écrite dans le véritable style diplomatique, avec clarté, netteté, précision, sans affectation d'aucune espèce, elle révèle une parfaite connaissance des grands intérêts anglais et européens, un sentiment très juste de la position des divers états, un esprit tout à la fois ferme et conciliant. Dans ces dépêches, où respire le zèle ardent de sir Robert Adair pour la cause de son pays, qu'il pouvait, à cette époque, sans trop d'illusion, considérer comme étroitement liée à celle de l'Europe, rien pourtant n'est empreint de ce sentiment de haine aveugle et mortelle que la plupart des agens anglais portaient alors à la France, et dont on trouve, par exemple, dans les mémoires de lord Malmesbury, la révoltante expression. On sent que l'élève, l'ami de Fox, appartient à une école plus généreuse; que ce qu'il combat, ce qu'il repousse dans la France, c'est seulement le dangereux excès de sa grandeur; que la

haine qu'il a pour elle est toute politique, et que les odieuses passions du sectaire ne rétrécissent pas son esprit, ne faussent pas son jugement. Si, par momens, sa sagacité ordinaire vient à faiblir, s'il se livre quelquefois à des espérances exagérées bientôt trompées par la réalité, ce n'est pas l'effet d'un injuste mépris pour les adversaires de sa patrie; c'est parce que, comme tous les hommes vraiment propres aux affaires, il est enclin à un excès de confiance qui est peut-être la condition absolue de l'action et du succès.

J'eusse voulu extraire de ce recueil quelque passage saillant qui pût faire apprécier la manière et le style de sir Robert Adair; mais ce procédé, applicable aux œuvres littéraires, aux compositions faites à tête reposée, ne l'est pas également à des lettres écrites sous l'impression immédiate des événemens et, pour ainsi parler, sur le champ de bataille; la véritable valeur d'une telle correspondance consiste dans l'ensemble des points de vue qui y sont exposés, et toute citation isolée, avec quelque soin qu'on la choisît, quel qu'en fût le mérite intrinsèque, risquerait de ne donner de cet ensemble qu'une idée fort inexacte. Il est cependant une de ces dépêches, ou plutôt un mémoire, qui me paraît mériter d'être signalé particulièrement à l'attention du lecteur : c'est celui que sir Robert Adair, au moment où il allait quitter Vienne, remit au comte de Stadion, comme l'expression de son opinion sur la situation réciproque dans laquelle cette rupture involontaire allait placer l'Angleterre et l'Autriche. Il y établit avec une grande force de logique que les deux pays, unis par une entière communauté d'intérêts, ne cesseront pas d'être alliés de fait, alors même qu'ils pourront se trouver contraints à une hostilité apparente, que tout ce que l'Angleterre fera pour contrarier les progrès de la puissance française tournera en réalité au profit du cabinet de Vienne, et que le jour où ce cabinet se sentira la force de rejeter le joug de la France, par ce seul fait et sans qu'il soit besoin d'aucune négociation, il redeviendra immédiatement l'ami, l'allié du cabinet de Londres, et trouvera en lui un auxiliaire zélé. Ces considérations sont développées par sir Robert Adair avec autant d'élévation que de netteté. Il est impossible de n'être pas frappé de la générosité habile avec laquelle, en expliquant la position respective des deux cours, il dissimule ce qu'elle a d'humiliant pour l'Autriche, et s'efforce de l'encourager en la relevant en quelque sorte de son abaissement, en lui faisant comprendre qu'à Londres, loin de lui savoir mauvais gré de la dure nécessité qu'elle subit, on l'approuve de se réserver pour des temps meilleurs.

Le livre de sir Robert Adair ne contient pas seulement ses propres dépêches, l'ami de Fox y a joint quelques-unes de celles des ministres anglais dont il recevait les ordres et aussi des agens diplomatiques et autres avec qui il eut à correspondre, soit pour leur donner, soit pour

recevoir d'eux des informations utiles à la cause commune. Parmi ces dépêches, celles de lord Hutchinson me paraissent surtout dignes d'être remarquées. Cet officier-général avait été chargé d'une mission auprès de la cour de Berlin. Les détails qu'il transmettait à sir Robert Adair sur les événemens militaires, ses prévisions sur les chances de la lutte engagée en Pologne entre les Français et les Russes, portent l'empreinte d'une grande sagacité et d'une rare modération d'esprit. Au moment même où les alliés faisaient sonner bien haut et comme d'éclatantes victoires leurs succès négatifs de Pultusk et d'Eylau, lord Hutchinson réduisait ces prétendues victoires à leur juste valeur, et il était loin de se laisser aller aux flatteuses illusions dont sir Robert Adair, placé plus loin du théâtre de la guerre, n'était pas toujours préservé lui-même par son bon sens. Un des rapports de lord Hutchinson contient, sur la force relative des Français et des Russes, une appréciation que je crois devoir citer textuellement. « Comme militaire, dit-il, je suis très porté à croire que la France ne triomphera pas de la Russie dans une lutte engagée sur le territoire russe, pourvu, bien entendu, que les généraux russes ne fassent pas d'énormes fautes et aient assez de sens pour éviter de grandes actions générales; mais, en même temps que je reconnais cet avantage des Russes, je suis convaincu que dans tout pays abondant en provisions, avec de grandes routes et des villes, les Français auront sur eux une supériorité réelle. » Dans une dépêche postérieure, lord Hutchinson, examinant l'état des deux parties contendantes après la bataille d'Eylau, dit que « les Russes peuvent repousser les Français, mais non pas les battre. » Porter de tels jugemens, n'était-ce pas prophétiser non-seulement la bataille de Friedland, qui allait terminer la guerre de Pologne, mais encore la nature et l'issue de la guerre de 1812?

C'est qu'à vrai dire, cette campagne de 1806 et 1807, couronnée pour Napoléon par la paix triomphante de Tilsitt, n'en contenait pas moins le sinistre et lointain présage de la grande catastrophe qui devait, quelques années après, détruire son existence politique. 1812 et 1813 s'y trouvent tout entiers en germe. Les difficultés d'une guerre soutenue sous un tel climat, à une si grande distance de la France; le danger de voir, au moindre revers, à la moindre incertitude de la fortune, les Allemands se soulever contre leur dominateur; les insurrections partielles précédant le mouvement général des peuples, qui, avec le temps, ne pouvait manquer d'entraîner leurs gouvernemens; l'attitude expectante et toujours menaçante de l'Autriche préludant à une rupture par des manœuvres diplomatiques et par des offres de médiation: tout ce qu'on devait voir après le désastre de Moscou se présenta, dans de moindres proportions, mais avec une minutieuse ressemblance de détails, après l'équivoque bataille d'Eylau. Le dénouement seul y manqua. On dirait que la Providence, en faisant voir de loin à Napoléon,

comme dans un miroir prophétique, les périls qui le menaçaient, eût voulu, par une dernière faveur, lui ménager la possibilité de les éviter.

Ce n'est pas, d'ailleurs, le seul avertissement de cette nature qu'il ait reçu dans le cours de son éclatante carrière. Le vulgaire, ébloui par tant de grandeur et de triomphes, se représente volontiers le règne du glorieux empereur comme une suite non interrompue de succès terminés à l'improviste par un effroyable revers. Quant aux causes de ce revers, s'il consent à ne pas y voir purement et simplement l'effet d'un hasard malheureux, il les rattache à quelque faute accidentelle, à quelque trahison inattendue et impossible à prévoir. La guerre d'Espagne, l'expédition de Russie, la défection des Saxons, celle de Murat, la malhabileté, à un jour donné, de tel ou tel lieutenant de Napoléon, sont successivement alléguées comme ayant causé sa ruine. On dirait, à entendre ces singuliers récits, que cette immense catastrophe a été un accident en dehors de toute vraisemblance et de toute prévision humaine. Rien n'est moins exact. Jamais l'édifice impérial n'eut, aux yeux de la génération contemporaine, ce caractère de solidité sans lequel il n'existe pas de véritable force morale. Il n'est, pour ainsi dire, pas une des campagnes de Napoléon dans laquelle il ne se soit vu, à un moment quelconque, sur le point de périr. Avant Austerlitz, comme avant Friedland, comme avant Wagram, il courait le risque d'être accablé par une coalition européenne organisée contre lui à la première nouvelle des embarras où il se trouvait engagé. Il s'en tira chaque fois par un miracle de son génie, de même qu'il fut sur le point de briser la coalition de 1813 par la magnifique victoire de Dresde. Après chacun de ces grands coups, l'Europe s'inclinait, saisie d'épouvante et d'admiration, et, pour quelques instans, elle perdait jusqu'à la pensée de secouer un joug qui semblait imposé par une puissance surnaturelle; mais cette impression de terreur ne tardait pas à s'affaiblir, et, au moindre signe d'un retour de fortune, peuples et gouvernemens, oubliant tant d'échecs successifs, foulant aux pieds tous les engagemens auxquels ils avaient souscrit dans leur détresse, s'empressaient de reprendre les armes. Quelque chose leur disait que le colosse avait des pieds d'argile. En France même, les nombreux ennemis du régime impérial sentaient, à chaque instant, renaître leurs espérances, et ses partisans étaient saisis d'inquiétude dès qu'un nuage se montrait sur l'horizon.

A quoi faut-il attribuer cet instinct universel de l'instabilité du gouvernement de Napoléon et l'acharnement qui poussait sans cesse les peuples et les rois à essayer de le renverser? Est-ce à son origine révolutionnaire, naturellement odieuse aux pouvoirs fondés sur le principe de la légitimité héréditaire? C'était une difficulté sans doute, mais plus d'une fois on a vu des gouvernemens nouveaux et d'une origine non moins compromettante prendre rang définitivement parmi les an-

ciennes monarchies. Est-ce à l'indignation publique, soulevée par des usurpations dans lesquelles la fraude se combinait parfois avec la violence comme pour la rendre plus odieuse, plus insupportable encore? Quelque jugement qu'on puisse porter, à une époque de paix et de régularité au moins relatives, sur les excès de l'ambition napoléonienne, ces excès n'avaient peut-être en eux-mêmes rien de plus révoltant que tant d'autres attentats analogues des gouvernemens qui les lui firent si chèrement expier. Les partages de la Pologne; Venise acceptée par l'Autriche à titre d'indemnité des mains de la France, qui punissait ainsi cette république d'avoir fait cause commune avec le cabinet de Vienne; la Finlande enlevée par la Russie à la Suède, dont le seul tort était d'avoir persévéré plus long-temps que l'empereur Alexandre dans leur lutte commune contre la France; les petits princes allemands, que l'Autriche et la Prusse avaient entraînés malgré eux dans leur croisade contre la révolution française, dépouillés de leurs états pour dédommager leurs grands alliés des sacrifices que leur coûtait cette guerre malheureuse; Copenhague bombardé en pleine paix, sans aucun grief, en vue d'une pure éventualité, par les forces anglaises : c'étaient là, certes, des actes aussi détestables qu'aucun de ceux qu'on a pu reprocher à Napoléon. Le crime qui l'a perdu, en soulevant contre lui d'implacables ressentimens, était d'une nature plus générale : il était trop puissant, et l'excès de sa puissance détruisait jusqu'à l'ombre même de l'ancien équilibre européen.

Le système d'équilibre, que quelques beaux esprits qui ne le comprenaient pas ont voulu tourner en ridicule, n'est pas, comme ils l'ont cru, une vaine parole. C'est le résultat naturel de l'association formée entre les peuples de l'Europe moderne par la communauté de religion, de civilisation, et par les communications faciles qui, faisant profiter plus ou moins chacun d'entre eux des progrès effectués, des ressources créées par tous les autres, les maintiennent respectivement à un certain niveau de forces dont l'histoire des nations de l'antiquité ne nous offre aucun exemple. C'est encore l'heureuse conséquence de ce sentiment de dignité, de susceptibilité même, qui rend insupportable aux gouvernemens comme aux nations l'assujettissement à une domination étrangère, sentiment qui n'était certes pas inconnu des anciens, mais qui, chez les modernes, est devenu plus général, plus irritable, plus difficile à étouffer, parce qu'il se lie à ces idées d'honneur que nous ont léguées les temps de la chevalerie, et que les mœurs nouvelles ont modifiées dans la forme plutôt qu'essentiellement altérées. Ces élémens puissans, mis en œuvre par l'action savante et continue de la diplomatie, ont formé depuis trois siècles une barrière contre laquelle sont venus successivement se briser tous les efforts des gouvernemens qui ont essayé de ressaisir le sceptre de la monarchie universelle, possédé ja-

dis par les Romains. Cette barrière n'a pas suffi, sans doute, pour empêcher toute conquête injuste, tout agrandissement contraire au bien général; elle n'a pu maintenir entre les diverses puissances ces proportions exactes qui auraient mis les faibles à l'abri de toute usurpation, de toute injure : les choses humaines n'admettent pas une telle perfection; mais, toutes les fois que la balance a été trop fortement ébranlée et qu'on a pu craindre la réalisation de cette monarchie universelle rêvée secrètement par tous les conquérans, la diplomatie n'a pas manqué à sa haute mission : elle s'est hâtée de former, au prix même du bouleversement momentané des relations et des alliances naturelles des états, une de ces coalitions puissantes qui finissent toujours par triompher de l'ennemi public, parce qu'à leur force matérielle s'unit tôt ou tard la force morale de l'opinion. Charles-Quint, Philippe II, l'empereur Ferdinand II, Louis XIV enfin, ont successivement succombé sous des coalitions semblables. Plus redoutable, plus grand qu'aucun d'entre eux, par conséquent plus coupable aux yeux de la politique, Napoléon devait succomber comme eux, et sa chute devait même être plus profonde parce que son élévation avait été plus excessive, parce qu'elle avait menacé plus sérieusement encore l'indépendance de l'Europe.

Par l'effet de son génie et de l'impulsion prodigieuse que la révolution avait donnée à la France, il s'était trouvé investi, dès son avénement, d'une puissance hors de proportion avec celle que la France avait possédée jusqu'alors. Les traités de Lunéville et d'Amiens, en nous laissant la Belgique, la rive gauche du Rhin et la Savoie, avaient certainement atteint la dernière limite de ce qu'on peut appeler nos frontières naturelles. Cependant, comme notre agrandissement s'était réalisé principalement aux dépens des états faibles, comme, par suite des partages de la Pologne et d'autres arrangemens analogues, toutes les grandes puissances avaient aussi, dans une certaine mesure, étendu leur territoire, comme enfin aucune atteinte grave, humiliante, n'avait encore été portée à leur indépendance ni à leur dignité, peut-être, fatiguées comme elles l'étaient d'une guerre longue et malheureuse, se seraient-elles résignées définitivement aux conditions qu'elles venaient de subir; mais il eût fallu pour cela que le gouvernement français, satisfait de ses immenses acquisitions, évitât soigneusement d'inquiéter ces puissances par de nouvelles entreprises. Malheureusement il était difficile qu'un homme tel que Napoléon, encore tout animé du feu de la jeunesse et rempli du sentiment de sa force, tînt une conduite aussi prudente, et qu'appelé incessamment à prendre une part principale au mouvement des affaires générales de l'Europe, alors si compliquées, il ne prétendît pas les dominer d'une façon absolue. C'était une grande tentation : il n'y résista pas. On sait comment il s'arrogea, en Allemagne, en Hollande, en Italie, une véritable dictature, comment, se

croyant autorisé à faire tout ce que les traités ne lui interdisaient pas en termes formels, il continua en pleine paix, et sous des prétextes souvent fort peu spécieux, le système de conquêtes et de réunions que la convention avait inauguré pendant la guerre. Il n'était pas moralement possible que les autres puissances se résignassent à être les spectatrices d'une telle politique. La guerre recommença, de nouvelles victoires de la France appesantirent encore le joug que l'Europe continentale avait voulu secouer, et, tandis que l'Angleterre achevait de nous enlever l'empire de la mer, ses alliés, vaincus, accablés, subissaient, pour acheter un moment de repos, des conditions qui, détruisant toute espèce d'équilibre, faisaient de l'empire français un autre empire d'Occident. A partir de ce moment, toute conciliation sincère et durable devint impossible entre Napoléon et ses ennemis, en apparence domptés. Ni la paix de Presbourg, ni celle de Tilsitt, ni celle de Schönbrunn ne pouvaient durer plus que l'épuisement et la terreur qui les avaient fait accepter. Elles plaçaient les vaincus dans une position trop dure et trop humiliante pour qu'au moment même où ils croiraient entrevoir la possibilité d'en sortir, ils ne s'empressassent pas de tenter la fortune. D'un autre côté, l'édifice élevé par le vainqueur était si gigantesque, si disproportionné, si mal cimenté, malgré l'éclat dont l'entouraient la gloire et le génie de son fondateur, que l'espoir de le renverser devait subsister au fond du cœur de ceux qu'il opprimait momentanément. Eussent-ils désespéré d'y parvenir tant que Napoléon serait là pour le soutenir de sa main puissante, la pensée qu'il n'était pas immortel, et que son successeur serait probablement hors d'état de continuer son œuvre, suffisait pour les empêcher de se résigner.

Un esprit tel que celui de Napoléon ne pouvait s'abuser sur les conséquences forcées d'un pareil état de choses. Lorsqu'il rentrait en lui-même, il éprouvait sans doute le besoin de justifier à ses propres yeux la politique exorbitante qui le poussait vers le précipice. Les sophismes ne lui manquaient pas, comme ils ne manquent jamais pour colorer les plus dangereuses folies. S'attachant, sans tenir compte de l'ensemble des circonstances, au fait particulier, aux incidens immédiats de chacune des ruptures qui le mettaient successivement en guerre avec tous les états européens, il s'efforçait de démontrer que, s'il reprenait les armes, c'était pour repousser d'injustes provocations. Il présentait la dictature européenne dont il s'était emparé, les développemens gigantesques donnés à son empire, l'occupation de la Hollande, de l'Allemagne, de la Pologne, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, comme des mesures temporaires, devenues indispensables pour établir définitivement un ordre politique fondé sur la nature des choses, sur les vrais besoins des peuples, et pour contraindre l'Angleterre à se désister enfin de ses prétentions à l'empire absolu des mers. Ce but une fois atteint,

il serait rentré dans un système de paix et de modération, il aurait rendu à eux-mêmes les pays dont l'occupation n'avait été pour lui qu'un instrument de guerre. Ces idées, qu'il a plus d'une fois exprimées après sa chute, je suis convaincu que ce n'étaient pas purement et simplement des argumens inventés après coup, à titre d'apologie. Sans croire qu'elles aient été les vrais mobiles de ses entreprises, je suis disposé à admettre qu'elles ont plus d'une fois traversé son esprit, et, jusqu'à un certain point, rassuré sa raison au temps de ses plus grands entraînemens, dans les intervalles de calme où une voix secrète l'avertissait de ne pas pousser à bout sa fortune.

C'étaient là, pourtant, d'étranges illusions, de déplorables sophismes, dont sa haute intelligence eût facilement pénétré la vanité si ses passions ne l'eussent aveuglé. Elle lui eût dit que l'ambition ne peut impunément dépasser certaines limites; que, lorsqu'on est arrivé par la violence à un certain point d'élévation, on ne peut en descendre sans se précipiter; qu'après avoir mortellement blessé et humilié les gouvernemens et les peuples, on essaierait vainement de rentrer à leur égard dans les bornes de la modération et de la justice; que, dans leurs ressentimens et leurs défiances trop justifiés, ils prennent pour des marques de faiblesse toute tentative de réconciliation faite par leurs anciens oppresseurs; qu'à leur tour ils deviennent exigeans, et qu'ils n'acceptent de premières concessions que pour se mettre en mesure d'en arracher bientôt de nouvelles. Napoléon put le reconnaître aux jours du malheur, lorsqu'il eut à son tour à demander la paix. On se montra envers lui aussi dur, aussi rigoureux qu'il l'avait été envers les vaincus au temps de ses triomphes, et peut-être, en refusant l'abaissement auquel on voulait le réduire, ne fut-il pas aussi mal inspiré qu'on l'a souvent répété. Il est difficile de se figurer ce qu'il fût devenu après une pacification qui eût réduit son empire et anéanti son influence extérieure, qui l'eût laissé seul, affaibli, humilié, en présence d'une coalition enorgueillie de sa tardive victoire, étroitement unie contre lui, surveillant toutes ses démarches, tous ses mouvemens, lui en demandant compte avec une jalousie mêlée de terreur, et ne lui permettant pas même d'exercer, sur la politique générale, la part d'influence qui doit appartenir au souverain d'un grand état. On ne peut croire qu'il eût longtemps supporté cette situation; la lutte eût bientôt recommencé, lutte inégale, où il aurait succombé parce que la France était épuisée, parce que la fortune ne revient guère aux favoris qu'elle a une fois abandonnés après les avoir comblés de ses dons. Sainte-Hélène ou quelque chose d'analogue eût également terminé cette prodigieuse existence, et la catastrophe, plus lente, plus graduée, eût eu moins d'éclat et de grandeur.

J'ai dit que Napoléon, pour excuser ses témérités et ses excès, pour

donner un prétexte à ses entreprises incessantes sur les droits et les possessions des peuples et des princes, alléguait la nécessité de détruire à tout prix la suprématie maritime de l'Angleterre. S'érigeant en défenseur du droit des gens universel foulé aux pieds par la tyrannie britannique, il a plus d'une fois exprimé sa surprise de ce que l'Europe entière ne lui avait pas prêté, à cet effet, un appui énergique et soutenu. On pourrait d'abord se demander si les sacrifices qu'il exigeait de ses alliés et de ses ennemis vaincus, afin de rendre efficace le blocus continental, n'étaient pas trop énormes, trop contraires à la nature des choses, pour qu'il fût possible de les prolonger beaucoup. Indépendamment même de cette considération préliminaire, un peu de réflexion fera suffisamment comprendre que l'intérêt de la liberté des mers, très secondaire pour une partie des états européens, ne pouvait, pour ceux qui y étaient le moins indifférens, balancer celui de leur indépendance, de leur existence même, incessamment menacées par la toute-puissance territoriale de l'empereur des Français. L'Angleterre, maîtresse absolue de la mer, peut sans doute gêner les communications et le commerce des autres états, inquiéter leurs côtes, enlever leurs colonies; mais, par cela même que son immense établissement maritime absorbe la plus grande partie de ses ressources, elle n'a jamais été en mesure de prendre à elle seule sur le continent une attitude vraiment redoutable. Ce n'est jamais qu'en y formant, en y soudoyant des coalitions, qu'elle y a exercé une action puissante et obtenu une influence grande sans doute, quelquefois principale, mais jamais absolue, parce qu'elle devait la partager avec les alliés dont le concours lui avait seul permis de l'acquérir. Elle a certainement, en plus d'une occasion, abusé de cette influence; jamais cependant on n'a pu craindre de sa part la réalisation de la monarchie universelle, parce que jamais, je le répète, elle n'a possédé par elle-même les moyens d'en entreprendre la conquête. La France seule, dans ces derniers temps, a eu le dangereux honneur d'être jugée capable d'y aspirer avec quelques chances de succès, et voilà pourquoi l'Europe entière s'est si souvent coalisée contre elle. En présence de Napoléon surtout, les considérations que je viens d'indiquer étaient si évidentes, qu'il n'était pas possible d'en méconnaître la force. Entre la prévision de vexations commerciales et maritimes plus ou moins éventuelles, plus ou moins éloignées, et le mal présent, intolérable d'une oppression qui ne laissait à personne le sentiment d'une existence libre ni d'un avenir assuré, les vœux de l'Europe ne pouvaient être douteux. Comme le fait très bien remarquer sir Robert Adair, les gouvernemens même que la contrainte rangeait temporairement parmi les alliés de Napoléon sentaient que l'Angleterre combattait en réalité pour eux; loin de s'effrayer des victoires qui lui livraient de plus en plus sans partage la domination de la mer, ils voyaient avec une secrète satisfaction tout ce

qui, en la mettant à l'abri des attaques de la France, fortifiait ainsi l'unique citadelle où le drapeau de l'indépendance européenne fût encore arboré, et qui pût servir de point d'appui aux nations alors asservies le jour où elles tenteraient de recouvrer leur liberté.

En résumé, la chute de Napoléon était l'inévitable conséquence de l'excès de sa grandeur, et, dans l'état actuel de la civilisation, une destinée pareille attend tout gouvernement qui oserait marcher sur ses traces. Quel argument contre l'ambition et la guerre? Et cependant on aurait tort d'en conclure qu'à une époque quelconque, grace aux progrès de la raison générale, il n'y aura plus de conquêtes ni de guerres. Les passions humaines nous interdisent de le croire. Oserai-je dire qu'un tel résultat ne serait pas même désirable, et qu'il n'entre évidemment pas dans les vues de la Providence telles qu'on peut les déduire de l'organisation de notre nature et des leçons fournies par l'histoire? Il y a évidemment dans l'ame humaine de nobles et hautes facultés qui ne peuvent trouver leur emploi que dans les combats. L'expérience prouve d'ailleurs que, si la guerre finit par épuiser les nations et arrête quelquefois chez elles les progrès de la civilisation et des lumières, bien plus souvent, bien plus infailliblement une paix trop prolongée les corrompt, les énerve et prépare leur abaissement ou leur ruine. On ne saurait nier enfin que, dans tous les temps, les souvenirs de l'héroïsme militaire ont été la plus noble part des traditions des peuples, celle qui les a le mieux recommandés à la postérité, qui les a le mieux protégés dans leur décadence même. Comment concilier ces contradictions apparentes? comment comprendre que tant d'utiles résultats puissent découler d'une aussi effroyable calamité? C'est là un des côtés de ce problème qui, en toutes choses, nous montre le mélange du bien et du mal comme la loi suprême de l'univers, comme la condition de toute existence. La solution de ce problème dépasse les forces de l'homme, mais heureusement elle ne lui est nécessaire ni pour la conduite de la vie privée, ni pour la direction des affaires publiques. A défaut d'une logique impuissante, la conscience et le bon sens lui tracent la route qu'il doit suivre, et un gouvernement n'a pas besoin de pénétrer dans les abîmes de cette question redoutable pour accomplir les devoirs de sa haute mission : il lui suffit d'obéir, avec intelligence et fermeté, aux simples, aux vulgaires préceptes de cette sagesse en quelque sorte proverbiale qui veut qu'on travaille à conserver la paix avec la ferme conviction que la guerre doit venir un jour, que, dans certains cas, elle n'est pas le plus grand des maux, et qu'il faut quelquefois savoir l'accepter sans trop de regret, bien qu'il soit toujours criminel de chercher à la faire naître.

L. DE VIEL-CASTEL.

SOUVENIRS

D'UN NATURALISTE.

Les Côtes de Sicile.

IV.

MILAZZO. — STROMBOLI.[1]

Notre projet, en arrivant en Sicile, était de faire le tour de l'île; mais les renseignemens recueillis sur la route modifiaient peu à peu ce premier plan. Nos hommes commençaient à comprendre le but de notre voyage; ils apprenaient chaque jour à mieux apprécier les conditions nécessaires au succès de nos recherches. Artese et Carmel surtout, qui, grace à leur parfaite connaissance des côtes, auraient pu servir de pilotes caboteurs, nous exprimèrent des doutes sur l'utilité d'une exploration étendue au rivage occidental, où nous ne devions trouver, disaient-ils, que des marais pestilentiels, des galets ou du sable. L'examen de nos cartes, nos connaissances sur la constitution géognostique du pays, confirmaient pleinement leurs dires. En effet, la Sicile porte partout l'empreinte des forces violentes qui, en bouleversant l'écorce solide du globe, l'élevèrent au-dessus des flots. Au milieu des mille accidens de terrain, résultat inévitable de ce mode de formation, on reconnaît néanmoins que l'impulsion n'a pas été partout

(1) Voyez les livraisons du 15 décembre 1845, du 15 février et du 15 octobre 1846.

la même. A l'ouest, à l'est, au sud-est, les chaînes de montagnes peu élevées s'abaissent peu à peu vers la mer, se terminent en collines ondulées, ou, s'effaçant entièrement, forment des plaines étendues, des plages basses, couvertes de marais salins. Quelques pics isolés, parfois d'origine franchement volcanique, comme le Monte-Rosso, s'élèvent au-dessus des autres, mais dépassent à peine la hauteur de deux mille pieds; seul, le Monte-Caramata porte à plus de quatre mille pieds ses roches calcaires, qui dominent la ville d'Orte. Au centre de l'île, les montagnes grandissent, et plusieurs d'entre elles ont plus de trois mille pieds de haut; toutefois la véritable région montagneuse de la Sicile est au nord et au nord-est. Ici les forces souterraines, déployant toute leur puissance, ont poussé, à travers les calcaires, les grès et les schistes argileux, de puissantes coulées de gneiss et de granite. Les monts Pelores, les Madonies, comptent de nombreux sommets élevés à plus de quatre mille pieds au-dessus du niveau de la mer; quelques-uns dépassent cinq mille pieds, et l'un d'eux, le *Pizzo di Palermo*, atteint près de six mille pieds.

De ces hautes chaînes, étendues comme un rideau de Palerme à Messine, se détachent çà et là des caps, de petites presqu'îles dont les bords dentelés semblaient nous promettre d'abondantes récoltes. Après maintes délibérations, il fut décidé que nous les visiterions en quittant Favignana. Pour mettre à profit ce mouvement rétrograde, nous résolûmes d'abandonner encore une fois notre embarcation. Perone reçut l'ordre d'aller nous attendre à Céphalu, et, accompagnés seulement du fidèle Carmel, guidés par les muletiers qui nous avaient loué nos montures, nous traversâmes la partie de la Sicile la plus rarement visitée par les étrangers. Ici, comme à Trapani, nous rencontrâmes à chaque pas les traces affligeantes d'une civilisation en arrière, héritant d'une splendeur qui n'est plus. A Castelvétrano, l'église où repose le vainqueur de Lépante dépérit avec ses merveilles ignorées, à deux lieues des ruines gigantesques de Sélinonte, l'antique rivale de Carthage et de Syracuse. A Salèmi, à Calatafimi, les vieux châteaux sarrasins ou normands ouvrent leurs donjons démantelés à une population en guenilles, que notre présence semblait frapper d'un incroyable étonnement. A Alcamo, ville de vingt mille ames, aux larges rues dallées, placée sur l'unique grande route de la Sicile, et qui est une des principales étapes des princes palermitains en voyage, nous fûmes obligés, comme partout ailleurs, de prêter au maître d'hôtel l'argent nécessaire pour acheter notre dîner. Dans tout le trajet, le long des sentiers comme sur la *route royale*, nous ne rencontrâmes pas un seul voyageur qui ne fût armé : toujours la carabine ou l'escopette, placées en travers de la selle, trahissaient, ou les habitudes d'un autre âge, ou des craintes motivées par des dangers présens. Enfin, et ce fait nous semble mieux que tout autre peut-

être caractériser l'état stationnaire de cette partie de la Sicile, la culture de la pomme de terre n'y a pas encore pénétré, et, pendant tout notre séjour à l'ouest de Palerme, nous n'avons pu nous procurer un seul de ces tubercules, qui, partout ailleurs, offrent aux classes pauvres des ressources presque assurées.

La route que nous avions choisie nous ramenait à Palerme. Nous traversâmes cette ville après avoir admiré une dernière fois l'étrange et magnifique église de Monréale, nous saluâmes en passant le château de la Bagaria, debout au milieu de ses villas princières, comme un roi entouré de sa cour, et nous gagnâmes l'antique Himera, qui, sous le nom moderne de Thermini, voit accourir chaque année à ses sources d'eau tiède une population empressée de leur demander la santé. Cette portion du voyage fut pour nous une vraie partie de plaisir. La température, jusqu'alors froide et pluvieuse, s'était élevée depuis quelques jours, et la terre déployait de toutes parts une admirable fécondité. La route côtoyait les sinuosités du rivage ou longeait le pied des montagnes, bordée tantôt de lauriers-roses en pleine floraison, tantôt de grandes solanées en arbustes, au milieu desquelles de gigantesques aloès dressaient leur tige tout unie, haute de dix-huit à vingt pieds. Des vignes aux longs ceps garnis de feuilles dentelées enlaçaient le tronc des cactus en fleurs, et mêlaient leurs légères guirlandes aux rameaux bizarrement tordus, aux épaisses palettes de ces plantes grasses. Des bois d'oliviers, des bouquets d'orangers, de citronniers, de caroubiers, accidentaient le payage. Quelquefois, à notre droite, une petite vallée, profondément creusée dans la montagne, nous montrait ses flancs cachés sous un rideau de sombre verdure, d'où se détachaient, comme autant de bouquets, d'épais buissons de rosiers couverts de myriades de petites fleurs blanches ou roses, et toujours, à notre gauche, la mer étendait à perte de vue son horizon d'un bleu cru, ses plages pittoresquement découpées, et ses caps que couronnait souvent, comme un panache, un haut dattier aux feuilles étalées.

En approchant de Céphalu, l'œil exercé de Carmel avait reconnu *la Sainte-Rosalie* cinglant à toutes voiles vers le lieu du rendez-vous. Barque et mulets arrivèrent en même temps, et, quelques instans après, notre embarcation filait vers la presqu'île de Milazzo. Pendant une heure encore, nous longeâmes une côte à l'aspect aussi riant que celle que nous venions de parcourir; puis les montagnes, de plus en plus élevées, se rapprochèrent du rivage et semblèrent sortir de la mer en revêtant des lignes plus sévères. Cependant elles restèrent vertes et richement accidentées. Ce n'étaient plus cette campagne déserte, ces falaises arides, ces roches décharnées, qui avaient fatigué nos regards à l'ouest de Palerme: partout se révélaient la présence de l'homme et une civilisation plus active. Des villages assez nombreux nous mon-

traient de loin leurs maisons blanches, leurs tours crénelées se dressant au milieu des prairies et des bouquets d'arbres : presque toutes les anses de la côte avaient leur groupe d'habitations, que semblaient protéger encore quelque tour, quelque château-fort, rendus inutiles par la prise d'Alger. Lorsque nos yeux quittaient ce pittoresque paysage, qui se développait à droite de notre barque, ils rencontraient à l'avant l'île de Lipari surgissant peu à peu de la mer, tandis que ses sœurs, Alicuri, Filicuri et Saline, formaient sur notre gauche un vaste demi-cercle, et qu'à l'arrière le soleil, semblable à un boulet rougi, s'abaissait derrière le promontoire bombé de Céphalu, en couvrant d'une vive teinte d'ocre la terre, le ciel et la mer.

Au point du jour, nous étions en face de Milazzo, et, quelques heures après, nous prenions possession d'un logement comfortable admirablement placé pour nos recherches. Grace aux soins empressés du chargé d'affaires de France, M. le baron Lucifero nous avait généreusement cédé sa maison de campagne, placée à l'extrême pointe de la presqu'île, à quelques minutes à peine des deux côtes opposées. Les tables furent bientôt dressées, couvertes de nos appareils de travail, et, sans tarder, nous commençâmes l'exploration de notre nouveau domaine.

Semblable en cela aux îles Favignana, Milazzo n'est jamais visitée par les étrangers que l'amour des voyages amène en Sicile. Bâtie sur un isthme étroit qu'elle occupe en entier, cette petite ville a pour territoire, d'un côté, la presqu'île qui porte son nom, de l'autre, une plaine de peu d'étendue qu'entoure, comme un demi-cercle, la chaîne escarpée des monts Pelores, dominée dans le lointain par le sommet fumant de l'Etna. D'étroits sentiers, praticables seulement pour les mulets du pays, conduisent aux routes de Messine et de Palerme. Ainsi isolés du reste de l'île, les habitans de Milazzo nous ont paru présenter un caractère exceptionnel, plein d'énergie et d'activité. Nulle part nous n'avons rencontré une culture plus avancée. Dans la plaine, dans la presqu'île surtout, le moindre pouce de terre est mis à profit. Les vignes, les oliviers, remplacent presque partout les cactus ou les aloès, et, descendant jusque sur la plage, ombragent des maisons de campagne d'une architecture simple, mais élégante, dont les terrasses plongent dans la mer. Un petit port, assez bien abrité contre les vents de l'ouest et du nord, favorise l'échange des produits du sol, et le commerce entretient dans la population une aisance générale. Les rues voisines du port sont larges et assez bien bâties; mais elles se changent en ruelles tortueuses en s'élevant sur une colline escarpée, coupée à pic du côté de l'ouest et couronnée par une forteresse, que garde toujours une nombreuse garnison. C'est à Milazzo que Louis-Philippe, alors duc d'Orléans, a passé plusieurs années. Banni de France à cause de son nom, repoussé par la cour de Naples à cause de ses opinions libérales, le fu-

tur roi des Français était venu chercher un asile dans ce petit coin du globe, et peut-être qu'au milieu des splendeurs de sa royale demeure il se rappelle encore avec bonheur l'humble petite maison blanche que nous montrèrent nos ciceroni.

La presqu'île de Milazzo consiste en une langue de terre de forme très irrégulièrement ellipsoïde, dont la plus grande largeur est à peine d'une demi-lieue, et qui, se détachant à angle droit du rivage, s'avance à près de deux lieues en mer. La constitution géologique en est assez remarquable. La côte où elle semble prendre naissance est formée par le grès, à une assez grande distance en tous sens. A peine a-t-on dépassé l'isthme, qu'on rencontre des gneiss et des micaschistes, roches d'une origine beaucoup plus reculée. Ces roches occupent la plus grande étendue du terrain, et forment au centre de la presqu'île une petite montagne appelée *Monte-Venereo*. Au-delà, on rencontre encore, pendant quelque temps, des terrains de même nature; mais bientôt ces terrains disparaissent sous des couches de cailloux roulés et de sable transformé en grès. Plus loin, sur les bords d'une falaise escarpée, on trouve une couche mince, remplie des pétrifications caractéristiques du calcaire de Palerme, plus loin enfin une assise épaisse de calcaire compacte, qui forme l'extrémité du cap. Ainsi, cette localité présente dans leur ordre de superposition naturelle, et comme par échantillons, presque tous les principaux terrains qui, ailleurs isolés et en grandes masses, composent plus des deux tiers de la Sicile.

Dans les couches de calcaire dont nous venons de parler, le choc des vagues arrivant de la haute mer a creusé des chambres et des bassins où croissent d'épaisses touffes d'algues et de fucus, asiles de maintes populations marines. C'étaient là autant de viviers qui nous promettaient des pêches fructueuses. Nous comptions en outre sur les espèces terricoles dont nous espérions rencontrer de nombreux représentans sous les blocs bouleversés recouverts à peine de quelques pouces d'eau; mais une circonstance imprévue vint ici tromper notre espoir. Sous l'influence de conditions assez difficiles à apprécier, mais parmi lesquelles une évaporation plus ou moins prompte joue certainement un rôle actif, l'eau de ces mers tantôt dissout, tantôt abandonne une certaine quantité de calcaire enlevé aux roches submergées. Dans le dernier cas, la matière calcaire se dépose comme une sorte de vernis à la surface des pierres et des galets qu'elle agglutine les uns aux autres, fermant ainsi la plupart des passages par où les annélides et les vers de tout genre pourraient se glisser dans leurs interstices. Cette espèce de soudure présente une très grande résistance, et souvent les efforts réunis de nos hommes, armés de leviers solides, n'ont pu suffire à décoller telle pierre que l'un d'eux aurait facilement roulée avec ses seules mains, si elle eût été libre.

En se déposant ainsi peu à peu, la roche sédimentaire a retenu et englobé dans sa masse de petits cailloux isolés, et parfois aussi des débris de l'industrie humaine. C'est là un fait important, et qui, réuni à d'autres de même nature, explique en les condamnant les opinions de quelques géologues qui ont voulu faire remonter à une époque trop reculée l'apparition de l'homme à la surface du globe. La roche sédimentaire de Milazzo est d'une structure très compacte; elle égale au moins en dureté le calcaire primitif qu'elle recouvre, et il serait facile de les confondre au premier coup d'œil. En retrouvant dans la roche de formation récente des fragmens de briques et de poteries, on pourrait donc être amené à regarder ces restes comme contemporains des calcaires mêmes, si l'on ne tenait compte du phénomène qui s'accomplit journellement sous les yeux de l'observateur. L'incrustation des roches de Milazzo est un fait analogue à ceux qu'on a signalés sur les côtes de quelques îles de l'Archipel, et qui se montrent sur une grande échelle le long des falaises de la Guadeloupe. Ici la mer a soudé et converti en une sorte de *brèche* d'immenses amas de sables et de fragmens de coquilles. Dans cette brèche, on a découvert des ossemens humains mêlés à quelques traces d'une civilisation dans l'enfance; mais on y a trouvé également des débris provenant de navires européens naufragés depuis peu d'années. Il est donc évident qu'à la Guadeloupe la formation de ces roches marines marche avec une grande rapidité. L'ensemble de ces roches, quoique considérable, appartient tout entier à l'époque géologique actuelle. Les ossemens, les débris de tout genre qu'on y rencontre, ne méritent donc pas le nom de *fossiles*, car cette expression est réservée aux restes organiques contemporains des époques précédentes, et de nos jours, comme au temps de Cuvier, on peut dire que le véritable *homme fossile* est encore à trouver.

Malgré les difficultés inattendues que la soudure des pierres de Milazzo apportait à nos recherches, notre séjour dans cette presqu'île n'en fut pas moins un heureux temps pour nous. La chaleur, en augmentant chaque jour, semblait féconder à la fois la terre et la mer. Mille insectes, dont un grand nombre n'avaient pas encore trouvé place dans les catalogues zoologiques, bourdonnaient dans les champs, et M. Blanchard eut bientôt garni plusieurs boîtes de nombreux et curieux échantillons. Quelques reptiles vivans vinrent enrichir encore ses collections, et font aujourd'hui partie de la ménagerie spéciale créée au Muséum par MM. Duméril et Bibron avec un zèle que devraient bien imiter ceux qui laissent dépérir la ménagerie des oiseaux et des mammifères. Nous recueillîmes, entre autres, deux grandes couleuvres noires bien inoffensives malgré leur aspect menaçant, et quelques beaux exemplaires de *geckos des murailles*, animal assez semblable à un lézard, mais dont le corps aplati, la queue courte, la peau grisâtre cou-

verte de tubercules, ont quelque chose de repoussant. Comme la plupart de ses congénères, le gecko des murailles, connu vulgairement sous le nom de *terrentola*, est la terreur des habitans du pays, qui le regardent comme très venimeux, et le voient avec effroi courir rapidement le long des murailles les plus unies, où ses griffes et les écailles qui garnissent ses doigts lui font facilement trouver un point d'appui. Cependant, rien dans ce qu'on nous en a dit n'approche des récits effrayans recueillis par quelques voyageurs en Orient ou au cap de Bonne-Espérance. Là les geckos sont regardés comme des êtres maudits semant la mort autour d'eux, donnant la peste par le simple contact, et tantôt faisant périr en quelques heures, tantôt frappant d'une lèpre incurable le malheureux qu'ils ont mordu même légèrement. Qu'y a-t-il de vrai au fond de ces exagérations évidentes? C'est ce qu'il n'est pas facile de reconnaître. Toutefois, lorsqu'on se rappelle les contes absurdes dont sont l'objet dans nos campagnes la salamandre et le timide orvet, on est conduit à penser que les geckos peuvent fort bien être des animaux parfaitement innocens, que leurs habitudes nocturnes ont surtout contribué à rendre un objet de terreurs peu ou point fondées.

Tandis que M. Blanchard faisait une guerre active à ces populations terrestres et aériennes, M. Edwards et moi reportions tous nos efforts du côté de la mer. A nos moyens d'investigation déjà si variés, nous allions en ajouter un plus puissant encore. Cette fois nous ne voulions plus seulement explorer les parties accessibles du rivage ou draguer au hasard. Il s'agissait de descendre au fond de la mer en conservant toute sa liberté d'action, de poursuivre ainsi les animaux marins jusque dans leurs retraites les plus cachées, jusque dans les anfractuosités de ces roches qui, profondément enfoncées sous les eaux, semblaient défier tous nos efforts. L'exécution de ce projet, dont l'idée appartenait à M. Edwards, exigea quelques tâtonnemens. Il fallut s'assurer du bon état des appareils, en combiner la disposition, prévoir les accidens possibles, et s'assurer des moyens d'y remédier. Au bout de quelques jours, tout fut disposé, et après quelques essais préliminaires, M. Edwards fit sa première excursion sous-marine dans le port de Milazzo. Pendant plus d'une demi-heure, il parcourut en tout sens le fond du bassin, retournant des pierres, examinant brin à brin les touffes d'algues, recueillant et observant sur place des zoophytes qui vivent à une profondeur de dix à douze pieds. Depuis lors, M. Edwards s'est enfoncé bien plus profondément encore, et dans la baie de Taormine entre autres, nous l'avons vu à vingt-cinq pieds sous l'eau manier la pioche pendant près de trois quarts d'heure pour tâcher d'atteindre une de ces grandes *panopées* de la Méditerranée, espèce de mollusque bivalve dont on ne connaît encore que les coquilles.

L'appareil employé par M. Edwards dans ces promenades sous-marines était celui qu'a inventé le colonel Paulin, l'habile et zélé commandant des pompiers de Paris. Un casque métallique portant une visière de verre entourait la tête du plongeur et se fixait au cou à l'aide d'un tablier de cuir maintenu par un collier rembourré. Ce casque, véritable *cloche à plongeur* en miniature, communiquait par un tube flexible avec la pompe foulante que manœuvraient deux de nos hommes; deux autres se tenaient en réserve prêts à remplacer les premiers. Le reste de notre équipage, sous les ordres de Perone, tenait l'extrémité d'une corde qui, passant dans une poulie attachée à la vergue, venait se fixer à une sorte de harnais et permettait de hisser rapidement à bord le plongeur que de lourdes semelles de plomb, retenues par une ceinture à déclic, avaient entraîné promptement au fond de l'eau. M. Blanchard veillait à ce que, dans les divers mouvemens de M. Edwards ou de la barque, le tube à air ne fût jamais entravé. Enfin, une corde destinée aux signaux restait toujours dans ma main, et Dieu sait avec quelle anxiété j'en étudiais les moindres mouvemens. On le comprendra sans peine si l'on songe que la plus légère méprise pouvait entraîner la mort de M. Edwards. Malgré tous nos soins, les moyens de sauvetage dont nous disposions étaient bien imparfaits. Il fallait près de deux minutes pour retirer de l'eau le plongeur et le débarrasser de son casque. Une fois même la vergue craqua et menaça de se rompre, au moment où, croyant avoir reçu un signal de détresse, je venais de pousser le cri de *hissa!* Nos hommes sautèrent immédiatement à la mer et eurent bientôt ramené M. Edwards à bord; cependant plus de cinq minutes s'écoulèrent entre le moment où j'avais senti remuer la corde et celui où M. Edwards put respirer à l'air libre, et ce temps aurait été plus que suffisant pour déterminer une asphyxie mortelle. Heureusement que j'avais été trompé par une secousse involontairement imprimée à notre télégraphe. Cependant on voit que ces recherches n'étaient pas sans danger, et certes, pour les entreprendre et les poursuivre, il fallait être animé d'un zèle bien rare parmi les naturalistes de nos jours.

Quoi qu'il en soit, M. Edwards recueillit le fruit de ses fatigues. Chaque fois il revint du fond de l'eau avec sa boîte richement garnie de mollusques et de zoophytes. Ce qu'il y eut de plus précieux dans ces conquêtes arrachées au fond de la mer, ce fut une innombrable quantité d'œufs de mollusques et d'annélides. Déposés ensuite dans de petits bassins où les vagues pénétraient à travers des parois en pierres sèches, ces œufs continuèrent à se développer, et M. Edwards put étudier à loisir toutes les phases de leurs curieuses évolutions. De mon côté, je trouvais dans les grottes du cap bon nombre d'annélides, de némertes, de planaires, de mollusques phlébentérés. J'y

découvris aussi une espèce nouvelle de mollusque gastéropode voisine de ces *tritonies* dont Cuvier nous a le premier fait connaître l'organisation. L'espèce sicilienne, quoique de taille plus petite, est bien plus singulière que celle de nos côtes de France. Qu'on se figure une petite limace de forme allongée, portant sur les côtés une rangée de branchies ramifiées semblables à autant de buissons animés d'une exquise délicatesse; qu'on remplace les tentacules lisses et opaques de nos colimaçons par deux grands cornets de verre d'où s'échappe un bouquet de branchages rosés entremêlés de fleurs violettes; qu'on étende en avant de la tête un voile étoilé de la plus fine gaze, et l'on n'aura encore qu'une idée bien imparfaite de cet admirable petit être qui semble fait d'émail et de cristal vivans.

Les localités propres à nos recherches qu'offrait la presqu'île de Milazzo étaient riches, mais limitées; trois semaines suffirent pour les épuiser, et, pressés d'ailleurs par la saison qui avançait à grands pas, nous hâtâmes notre départ. Des terrasses de la villa Lucifero, nous apercevions un cône noir s'élevant brusquement de la mer et que couronnait presque toujours une légère fumée. C'était l'île de Stromboli dont le volcan, sans cesse en activité, sert de phare naturel aux vaisseaux allant de Naples à Messine. Après avoir visité des roches granitiques, schisteuses et calcaires, après avoir étudié les populations propres à chacune d'elles, nous voulions leur comparer les côtes et la faune des volcans. Nous partîmes donc pour Stromboli par une belle soirée que suivit une de ces nuits admirables, privilége des régions méridionales. Le soleil avait disparu à l'occident dans un lit d'or et de pourpre, des étoiles étincelantes avaient surgi à l'orient, envahi le ciel tout entier, et leurs mille rayons, remplissant l'air d'une lueur phosphorescente, nous permettaient de distinguer comme à travers une gaze la chaîne des monts Pelores, le sommet de l'Etna. D'irrégulières bouffées d'un vent tiède nous arrivaient du sud, tantôt enflant notre voile latine, tantôt la laissant retomber le long du mât et appelant nos matelots à leurs bancs de rameurs. Alors l'un d'eux entonnait à demi-voix un chant monotone, et les avirons, obéissant à ce rhythme connu, tombaient et s'élevaient tour à tour. De temps à autre, une vive étincelle s'allumait au contact de la rame, et, s'éteignant avec la même rapidité, nous révélait la présence d'un de ces petits êtres qui produisent de la lumière comme la torpille engendre de l'électricité. Quand la brise s'élevait de nouveau, les chants cessaient, les avirons rentraient le long du bord; nos hommes, couchés sur leurs bancs, reprenaient leur sommeil interrompu, et le léger clapotis de l'eau autour de notre proue interrompait seul le silence de la mer, bien plus profond que celui de la terre. Long-temps nous admirâmes cette scène si grande dans sa calme simplicité; puis, étendus sur nos matelas abrités par une tente légère,

nous nous endormîmes bercés par les oscillations à peine sensibles de la barque. Au point du jour, nous étions sur pied. Le cap de Milazzo était bien loin derrière nous, et cependant Stromboli semblait s'être à peine rapproché. Dans ces régions chaudes, l'extrême transparence de l'air trompe long-temps l'habitant du nord sur la longueur réelle des distances. En partant de Milazzo, nous nous croyions à peine à quatre ou cinq lieues de Stromboli, tandis qu'il y a entre ces deux points près de treize lieues en ligne droite. A peine avions-nous fait la moitié du chemin depuis la veille, mais à ce moment une brise fraîche s'éleva, et bientôt la noire montagne grandit à vue d'œil, nous laissant distinguer ses flancs déchirés, ses coulées de trachytes et de laves, ses roches tourmentées d'une manière bizarre, et ses plages de sable fin noires comme tout le reste, où les vagues en déferlant semblaient jeter une écharpe de lait.

Stromboli n'est, à proprement parler, qu'un cône volcanique ayant près de trois lieues de circonférence, s'élevant à deux mille pieds environ au-dessus du niveau de la mer. Au sud le talus, composé de vieilles cendres, devient un peu moins raide et forme une plaine étroite et inclinée où sont disséminées une trentaine de maisons dont la lave a fourni tous les matériaux. Quelques autres sont groupées au nord, dans une localité à peu près semblable. Une petite église badigeonnée à la chaux tranche par sa blancheur sur ce sombre entourage. Au milieu des laves et des scories décomposées par l'action lente des siècles, croissent quelques légumes et quelques vignes dont les produits ne suffiraient pas à l'entretien de la population, si la pêche du corail n'était pour les habitans une industrie assez lucrative. Cette pêche, dont nous avons été témoins, se pratique encore de nos jours comme à l'époque où Marsigli en fit connaître les procédés, il y a plus d'un siècle et demi. Placés au nombre de trois au moins sur une embarcation, les pêcheurs jettent à la mer une croix dont les branches égales portent des filets tissés avec de l'étoupe. Une grosse pierre, placée au centre de l'appareil, l'entraîne rapidement au fond des eaux à une profondeur de deux ou trois cents pieds. Alors, tandis qu'un des pêcheurs élève et abaisse alternativement la machine, les autres rament lentement, de manière à balayer un certain espace. Puis on retire le tout, et l'on recueille les fragmens de corail qu'ont arrachés et retenus les mailles lâches du filet.

Une excursion rapide nous eut bientôt démontré que nos études n'avaient rien à attendre d'un long séjour à Stromboli. La vie animale semble fuir ces roches calcinées, aussi stériles sous l'eau qu'à l'air libre; mais, avant de quitter ces parages, nous voulûmes visiter le volcan. Le receveur des douanes nous désigna des guides sûrs et voulut être du

voyage. Armés chacun d'un bâton solide, nous commençâmes notre ascension. Un sentier déjà très rapide et tracé au milieu d'une poussière mobile nous conduisit, après trois quarts d'heure de marche, au-delà de la zone des vignes. Ici les difficultés augmentèrent. Le sol, de plus en plus incliné, devenait en même temps plus mouvant et était couvert de grands chardons dont les épines aiguës traversaient à chaque pas nos légers vêtemens. Bientôt nous fûmes à l'abri des atteintes de ces piquans végétaux; toute trace de végétation disparut, et nous ne vîmes plus autour de nous que de vieilles traînées de laves dont les aspérités tantôt se montraient à nu comme d'énormes scories, tantôt disparaissaient sous des cendres noires et chaudes que nous sentions fuir sous nos pieds à chaque effort fait pour avancer. Cette partie du voyage fut vraiment très pénible, et il nous fallut plus d'une heure pour atteindre le sommet oriental de l'île. Là nous trouvâmes une arête étroite comme l'angle d'un toit, et dont les deux versans s'inclinaient chacun d'un côté. Celui de gauche conduisait aux régions que nous venions de quitter. Celui de droite, dont l'inclinaison était strictement celle que prennent des matières mobiles abandonnées aux lois de la pesanteur, présentait une surface tout unie terminée par une roche placée à quinze cents pieds au-dessous de nous et surplombant un précipice à pic. Nous franchîmes rapidement ce passage et atteignîmes le sommet du vieux cône qui domine de plus de six cents pieds le cratère moderne ouvert sur ses flancs écroulés. Comme s'il eût voulu fêter notre arrivée, le volcan nous salua par une éruption. Nous vîmes l'abîme s'embraser à nos pieds, et une magnifique gerbe de feu s'éleva vers nous avec un fracas comparable à des décharges répétées d'artillerie.

Placés comme nous l'étions immédiatement au-dessus du cratère, et ne pouvant avancer assez sur ce sol mouvant, nous étions gênés dans nos observations par la montagne même. Des nuages imprégnés de vapeurs suffocantes nous entouraient en outre à chaque instant. Pour les éviter, nous descendîmes sur une arête latérale, et pûmes alors contempler à loisir la scène désolée qui se déployait sous nos yeux. Trois enceintes concentriques, dont les deux extérieures ne subsistent plus qu'en partie, se courbent autour de la bouche volcanique. Derrière nous, des pentes rapides s'étendaient jusqu'aux régions cultivées que nous venions de traverser si péniblement, et qui, vues d'en haut, présentaient l'aspect d'une plaine. A gauche, nos regards s'arrêtaient sur le pic le plus élevé de l'île, reste de la plus ancienne et de la plus extérieure des trois enceintes, dont nous séparait un ravin profond. A droite se trouvait le mamelon que nous venions de quitter. En face, l'arête qui nous portait se courbait en demi-cercle jusqu'à une masse de laves suspendues

sur un précipice et enfermait une rampe raide formée de cendres et de scories, tronquée brusquement par les bords du gouffre où s'ouvre le cratère actuel. Celui-ci renferme lui-même six bouches bien distinctes. Deux de ces cratères secondaires vomissent cette fumée imprégnée d'acide chlorhydrique et d'acide sulfureux qui charge en tout temps le sommet de la montagne. Du troisième, placé à droite, sort également une vapeur épaisse et blanchâtre, au milieu de laquelle brillent comme des étincelles des pierres rouges de feu qui, s'élevant et retombant sans cesse, produisent un bruit de ressac des plus étranges et font naître l'idée d'un atelier de démons. A gauche se trouvent les trois bouches à éruptions intermittentes. Deux d'entre elles appartiennent évidemment au même foyer; elles s'allument et s'éteignent toujours à la fois. La troisième, dont les éruptions sont beaucoup moins fréquentes, est la plus rapprochée du spectateur. C'est elle qui fait entendre les détonations les plus formidables et qui élève le plus haut sa gerbe de cendres et de roches embrasées.

Nous étions arrivés en plein jour et avions pu contempler à notre aise ces rochers de lave, ces arêtes, ces talus de cendres, toute cette scène étrange dont le noir uniforme était à peine accidenté çà et là par quelques masses de scories d'un rouge sombre; mais le soleil s'était couché, et le court crépuscule des régions méridionales faisait rapidement place à la nuit. A mesure que la lumière s'éteignait dans les airs, elle semblait s'aviver au fond du gouffre : la fumée rougissait et prenait une teinte de plus en plus ardente, le nombre des étincelles augmentait, et à ces lueurs concentrées dans le cratère même nous pouvions bien mieux suivre de l'œil les phases des éruptions. Celles des deux petites bouches se répétaient toutes les sept ou huit minutes. Dix à douze minutes séparaient les explosions de la grande bouche. Le phénomène se passait d'ailleurs toujours de la même manière. Au moment où le volcan allait entrer en action, on voyait la fumée sortant des soupiraux de droite passer rapidement au rouge vif; des détonations de plus en plus pressées se faisaient entendre et précédaient le jet des matières embrasées. De l'une des deux bouches sœurs, celles-ci sortaient en masses divergentes sans presque aucun mélange de fumée. De l'autre, elles s'élançaient comme entraînées par un courant de vapeurs violacées qui s'échappait en sifflant. Enfin le cratère principal lançait jusqu'à notre niveau une gerbe largement ouverte de roches et de laves incandescentes qui retombaient avec fracas, partie dans la mer et partie dans le gouffre d'où elles étaient sorties, tandis que le vent chassait jusqu'à nous ce sable noir et fin qu'on appelle les cendres.

Depuis long-temps la nuit était close. Les guides nous pressaient de descendre; il fallut se rendre à leurs instances et songer à la retraite.

Nous attendîmes une dernière éruption, qui fut magnifique. Comme pour nous dire adieu, les trois bouches jouèrent simultanément, et, reflétant la clarté rougeâtre des laves, la triple enceinte du cratère apparut encore une fois à nos regards. Nous prîmes alors sur la droite une de ces routes qui, entièrement formées de sable fin, facilitent la descente autant qu'elles rendent l'ascension pénible. Notre guide nous assura que sur ce versant de la montagne il n'existait pas une seule pierre, et, sur la foi de ses paroles, M. Edwards et moi partîmes au galop, laissant bien en arrière nos compagnons plus circonspects. Cette course avait quelque chose d'étrange. Le sol noir absorbant les pâles rayons des étoiles, la nuit était tellement sombre, que j'entrevoyais à peine la veste blanche du guide à trois pas en avant. Emporté par mon élan, par la pente de la montagne, je me sentais aller sans fatigue, mais sans but et comme dans un songe, au milieu de ces épaisses ténèbres, sur ce sol qui fuyait sous les pieds. En dix minutes, nous fûmes au bas des cendres. Ici, il fallut marcher avec la plus grande prudence, et le reste de la route se fit littéralement à tâtons. Nous touchions, sans les voir, des sentiers abrupts, des rochers que nous descendions de marche en marche. Enfin, nous atteignîmes sans accidens la plage, où nous rejoignit, au bout d'une demi-heure, le reste de la caravane. Sans perdre de temps, nous montâmes en bateau pour aller voir le volcan de la mer. Ce point de vue ne vaut pas l'autre. Le cratère est trop éloigné du spectateur. On distingue, il est vrai, comme un bouquet de feu d'artifice, la gerbe de matières brûlantes projetées par le volcan; mais la scène n'a plus ce caractère grandiose que lui prêtent d'en haut et la fumée incandescente s'élevant en tourbillons, et la triple enceinte des vieux cônes dont les flancs noirs rougissent à la lumière de l'éruption.

Malgré ce léger mécompte, nous n'eûmes pas à regretter notre expédition nocturne. La mer se chargea du dédommagement en nous montrant, dans toute sa splendeur, le phénomène de sa phosphorescence. Pendant plus d'une heure les flots semblèrent s'embraser autour de nous, comme s'ils eussent emprunté à Stromboli les feux que recèlent ses flancs. Les vagues, en déferlant sur les rochers du rivage, les ceignaient d'une bordure lumineuse; le moindre écueil avait son cercle de feu. Notre barque semblait s'ouvrir un passage à travers une matière en fusion et laissait au loin derrière elle un sillage marqué d'une traînée de lumière. Chaque coup d'aviron déployait au sein des eaux un large éventail d'argent. L'eau, puisée dans un seau, présentait en coulant l'aspect du plomb fondu. Partout, sur ce fond brillant d'une lumière calme, s'allumaient et s'éteignaient tour à tour, par myriades, d'éblouissantes étincelles verdâtres, ou des globules de feu rougeâtres. Ces étincelles, ces globes, étaient autant de petits

animaux, des crustacés, des annélides, des médusaires. A certains temps de l'année, et probablement à l'époque où l'accomplissement des fonctions reproductrices exige une surabondance d'activité vitale, ces êtres microscopiques acquièrent la propriété d'exprimer en quelque sorte de la lumière à chaque contraction musculaire un peu énergique. C'est là, du moins, ce que j'ai cru pouvoir conclure de nombreuses observations faites sur les côtes de Bretagne et de Normandie. M. Ehrenberg, de son côté, pense que les *noctiluques*, petit rayonné très commun dans le port du Havre, possèdent, comme les *lucioles*, un organe spécial chargé de produire la lumière. Enfin tous les pêcheurs savent que les méduses, les béroés et plusieurs mollusques laissent suinter de leurs corps une matière luisante dans l'obscurité, comme le bois mort ou le poisson pourri. Ici, le phénomène est dû sans doute à une combustion lente. Cependant une observation, recueillie par MM. Audouin et Milne Edwards, pourrait jeter du doute sur cette explication. Ces naturalistes ont vu la liqueur phosphorescente des pholades couler au fond d'un vase d'alcool, s'y amasser sans perdre de son éclat et former une couche lumineuse. On voit que bien des phénomènes très différens ont été confondus sous cette dénomination commune de *phosphorescence*, et que cette curieuse question est loin d'être complétement résolue.

Après avoir passé le reste de la nuit à l'ancre en face de Stromboli, nous partîmes le lendemain pour Messine. Cette traversée de près de vingt lieues ne fut pas entièrement perdue pour nos études. M. Edwards et moi commencions à nous aguerrir, et, par un temps calme, ne redoutions plus le mal de mer. Aussi, tandis que M. Blanchard mettait de l'ordre dans ses boîtes, piquait et étiquetait les insectes recueillis à Milazzo et sur le Stromboli, nous tendions la traîne ou arrêtions au passage tout être vivant qui se hasardait à la portée de nos filets à main. Nous pêchâmes ainsi plusieurs larves curieuses, des annélides, des crustacés pélasgiques, quelques médusaires curieux, entre autres des *vélelles*. Ce joli zoophyte, qui rappelle sous plus d'un rapport l'organisation des méduses proprement dites, possède aussi ses caractères bien tranchés. Son ombrelle, de couleur bleu foncé et garnie en dessous de nombreux suçoirs, est renforcée en dessus par des plaques cartilagineuses renfermant une certaine quantité d'air, tandis qu'une lame de même nature, implantée verticalement sur les premières, croise obliquement le dos de l'animal. Maintenues à fleur d'eau par le gaz qu'elles ont sécrété, et poussées par le vent qui heurte comme autant de voiles leurs lames verticales, les vélelles flottent souvent en grand nombre à la surface des vagues. Nous ne rencontrâmes, il est vrai, aucune de ces flottilles animées, mais seulement des individus isolés. Nous recueillîmes aussi plusieurs *jantines*, charmant petit mollusque dont le corps, renfermé dans une coquille d'un violet tendre, est suspendu à

une masse spongieuse semblable à de la mousse de savon consolidée qui l'empêche de couler à fond. Toutes ces productions de la haute mer furent soigneusement disposées dans des bocaux pour être examinées à terre. Grace à ces occupations variées, nous supportâmes patiemment la lenteur de notre marche, entravée tantôt par le calme, tantôt par des vents contraires. Enfin, après une seconde nuit passée à une demi-lieue du phare, nous pénétrâmes dans l'étroit canal qui sépare la Sicile de l'Italie, et, une heure après, nous prenions terre sur le quai de Messine au moment où le soleil, se levant derrière les Calabres, dorait le sommet des Pelores, dont la chaîne s'avance jusqu'au détroit et domine la ville.

Pour des naturalistes qui depuis près de quatre mois n'avaient d'autre société que leurs matelots, Messine avait un attrait tout particulier. Nous trouvions ici à parler science. A l'hôtel de *la Vittoria*, nous rencontrâmes le célèbre voyageur allemand Rüppel, qui, après deux voyages en Abyssinie et sur les bords de la mer Rouge, était venu en Sicile étudier les poissons de la Méditerranée. M. Tardi, jeune mathématicien déjà connu par plusieurs publications intéressantes, le docteur Cocco, naturaliste qui lutte courageusement contre l'indifférence d'un public ignorant et le mauvais vouloir d'une autorité soupçonneuse, le docteur Cupari, que son rare mérite a fait appeler à l'université de Pise, venaient chaque jour assister à nos travaux, et, grace à ces douces causeries, le travail semblait plus facile et plus fructueux. Cependant il fallut bientôt reprendre notre vie errante; une dizaine de jours avaient suffi pour explorer le port de Messine et les sables rejetés par les tourbillons de Carybde. *La Sainte-Rosalie* reprit donc la mer, et, filant le long de la côte escarpée qui borde cette portion de la Sicile, nous déposa dans le petit havre de Jardini, au pied des montagnes qui portent Taormine et son magnifique théâtre, en face de l'Etna, dont les noires coulées arrivaient jusqu'à nous. Là, nous reprîmes nos recherches avec un redoublement d'ardeur. Voyant arriver la fin de la campagne, nous cherchions bien moins à découvrir du nouveau qu'à terminer nos études ébauchées. Nous fûmes servis à souhait; la baie de Taormine semblait vouloir seconder ce désir, et, malgré une chaleur dévorante qui chaque jour faisait monter nos thermomètres à 45 degrés, nous menâmes à bonne fin bien des travaux dont quelques-uns avaient été commencés à la Torre dell' Isola.

Dans les diverses stations que nous venions de parcourir, M. Edwards avait complété ses recherches sur les acalèphes; il avait terminé sur la circulation ses premiers travaux dont nous avons déjà parlé (1), et qui devaient plus tard, grace aux collections réunies par M. Valenciennes et à la collaboration de ce naturaliste, acquérir un caractère

(1) Voyez la livraison du 15 octobre.

incontestable de généralité. Bien des faits curieux, quoique d'un moindre intérêt, étaient venus se joindre à ces résultats importans; mais, depuis que l'appareil de plongeur nous avait permis de recueillir en abondance les œufs d'un grand nombre de mollusques et d'annélides, M. Edwards se consacrait presque uniquement à l'embryogénie. Les faits relatifs au développement des êtres ont eu de tout temps un intérêt puissant; ils ont acquis de nos jours une importance nouvelle. Y a-t-il pour le vrai philosophe un spectacle plus attachant que de voir la vie manifester progressivement sa présence dans un corps jusque-là inerte en apparence, et transformer une graine, un œuf, en plante ou en animal? Le développement d'un germe quelconque réalise par ses phénomènes d'évolution des métamorphoses plus étranges que celles qu'ont rêvées les poètes; par ses phénomènes d'épigénèse, il nous fait assister à de véritables créations plus incompréhensibles encore. Toutefois ces mystères, s'accomplissant sous l'œil des observateurs, restèrent long-temps des faits merveilleux, mais isolés, qu'on se bornait à constater. Aujourd'hui on demande à ces faits la solution des plus hauts problèmes de la philosophie naturelle. Où finissent, où commencent le règne végétal et le règne animal? Qu'ont de commun les représentans de ces deux types fondamentaux de la création animée? Quels liens, rattachant les fils aux pères, constituent cet être de raison que nous avons nommé l'*espèce?* Admirables questions que l'embryogénie résoudra peut-être, lorsque, renonçant à de vieilles habitudes, les naturalistes ne borneront plus leurs études à quelques-uns des représentans des types les plus élevés, mais étendront leurs recherches jusqu'aux derniers échelons des grandes séries! Qu'on ne taxe pas d'exagération notre prédilection pour les êtres inférieurs : animaux ou plantes, ce sont eux qui résoudront bien des problèmes jusqu'à ce jour rebelles à tous nos efforts. L'histoire scientifique des dernières années est là pour justifier en tout point cette assertion. Si la physiologie générale, enrichie des faits les plus inattendus, tend aujourd'hui à se modifier; si elle répudie à tout moment quelque ancienne erreur, héritage des siècles passés; si ses doctrines, de plus en plus larges, embrassent un horizon chaque jour plus étendu, ces progrès incontestables ne sont-ils pas dus surtout aux hommes qui, après avoir vainement étudié les chênes et les mammifères, ont reporté leurs investigations sur les algues et les zoophytes?

Au nombre des plus difficiles problèmes que se soient posés les naturalistes, il en est un dont ils n'atteindront peut-être jamais la solution définitive, tout en se rapprochant incessamment de ce but, à peu près comme en géométrie certaines courbes ne rencontrent qu'à une distance infinie la ligne droite qui leur sert de limite. Ce problème est celui de la *méthode naturelle*, qu'il faut bien se garder de confondre avec la *classification*. Par la méthode, le naturaliste apprécie l'ensemble

des rapports qui relient entre eux les élémens d'un groupe et les groupes eux-mêmes; il s'efforce de représenter ces rapports par la classification, mais cette dernière est nécessairement impuissante. Obligés, dans nos livres, dans nos tableaux, de décrire, de nommer l'un après l'autre les objets de nos études, nous ne pouvons mettre chacun d'eux en rapport immédiat qu'avec celui qui le précède et celui qui le suit. De là des erreurs sans nombre pour les hommes, malheureusement trop nombreux, qui, confondant ces deux choses si distinctes, prennent l'instrument pour le but, la classification pour la méthode. Écoutons ici la parole d'un maître, de Cuvier, qui, après trente ans de travaux et de méditations, semblait prévoir et condamner d'avance bien d'étranges théories que de faux disciples devaient tenter d'étayer de son nom. Dans cette *Histoire des Poissons* que l'illustre successeur de Linné avait commencée et que termine en ce moment M. Valenciennes, son collaborateur et son ami, Cuvier s'exprimait ainsi : « Plus nous avons fait de progrès dans l'étude de la nature, plus nous avons reconnu qu'il est nécessaire de considérer chaque être, chaque groupe d'êtres en lui-même et dans le rôle qu'il joue par ses propriétés, par son organisation; de ne faire abstraction d'aucun de ses rapports, d'aucun des liens qui le rattachent, soit aux êtres les plus voisins, soit à ceux qui en sont plus éloignés. Une fois placé à ce point de vue, les difficultés s'évanouissent, tout s'arrange comme de soi-même pour le naturaliste. Nos méthodes systématiques (nos classifications) n'envisagent que les rapports les plus prochains; elles ne veulent placer un être qu'entre deux autres, et se trouvent sans cesse en défaut. La véritable méthode voit chaque être au milieu de tous les autres; elle montre toutes les irradiations par lesquelles il s'enchaîne plus ou moins étroitement dans cet immense réseau qui constitue la nature organisée, et c'est elle seulement qui nous donne de cette nature des idées grandes, vraies, dignes d'elle et de son auteur. Mais dix et vingt rayons souvent ne suffiraient pas pour exprimer ces innombrables rapports (1). »

Quel est donc le fil d'Ariane qui, guidant le naturaliste au milieu de ce labyrinthe, lui permettra de voir et de comprendre pour chacun des êtres qu'il étudie ces dix et vingt rayons dont parle Cuvier? Le grand homme que nous citons crut le trouver exclusivement dans l'organisation des animaux adultes et plus spécialement dans le système nerveux. Par là il s'écartait des principes posés par le génie de Jussieu, qui demandait à l'embryon lui-même les divisions primordiales du règne végétal. Aujourd'hui, il faut bien le dire, la zoologie tend à rentrer dans la route où la botanique marche depuis long-temps d'un pas

(1) *Histoire naturelle des Poissons*, par MM. Cuvier et Valenciennes, t. Ier.

assuré. A son tour, elle s'adresse à l'embryogénie, et celle-ci lui a déjà livré plus d'une réponse satisfaisante pour le présent et l'avenir.

M. Edwards, un des premiers, était entré dans cette voie nouvelle (1). Dès 1833, en présentant à l'Académie un mémoire relatif aux changemens de forme qu'éprouvent divers crustacés, il avait montré que ces métamorphoses tendent toujours à imprimer à l'animal un caractère de plus en plus spécial, qu'elles se succèdent dans un ordre déterminé d'avance, les plus importantes se montrant toujours les premières. Ainsi, par exemple, chez les *isopodes*, famille dont font partie les cloportes, que tout le monde connaît, le jeune animal présente d'abord les caractères propres à la *famille*, plus tard il acquiert ceux qui déterminent le *genre*, plus tard enfin ceux qui permettent de distinguer l'*espèce*. A peu près en même temps, le célèbre physiologiste allemand Baer développait des principes analogues. Depuis cette époque, les recherches, d'abord peu nombreuses, se sont multipliées, et, sans entrer ici dans des détails par trop spéciaux, nous citerons seulement, comme ayant apporté à l'appui de ces idées les faits les plus précis et les plus concluans, MM. Thompson, Burmeister, Sars, Löven, Steenstrup, Van Bénéden, Siebold, Dujardin, qui se sont plus particulièrement occupé des animaux invertébrés, et MM. Tiedmann, Serres, Rathke, Vogt, Agassis, Bischoff, dont les travaux ont eu surtout pour objet l'embryogénie des vertébrés.

Ces travaux si divers, entrepris et menés à fin par des hommes dont les doctrines diffèrent d'ailleurs parfois sur bien des points, conduisent toujours à un résultat général identique. Tout germe en voie de développement se caractérise d'abord comme végétal ou animal. Chez les animaux, le type primordial se distingue en premier lieu; puis viennent les particularités essentielles aux types secondaires; plus tard apparaissent celles d'une moindre importance zoologique, et ainsi de suite, jusqu'à ce que chaque partie de l'organisme ait acquis les proportions, les formes, les couleurs, qui font reconnaître l'espèce.

On voit que les diverses phases du développement correspondent à des groupes zoologiques de plus en plus restreints. L'embryon acquiert d'abord les caractères de l'embranchement, puis successivement ceux de la classe, de la famille, de la tribu, du genre, du sous-genre et de l'espèce; par conséquent, deux embryons que rien ne distinguait d'abord l'un de l'autre, continuant à croître, cesseront de se ressembler d'autant plus tôt, qu'ils appartiendront à des groupes plus élevés; ils reste-

(1) Nous ne parlons ici que de l'application de l'embryogénie au perfectionnement de la méthode zoologique. Nous attendrons une autre occasion pour traiter de ce qui a rapport aux applications anatomiques et physiologiques, et nous chercherons alors à apprécier surtout l'importance des travaux de Geoffroy Saint-Hilaire et de M. Serres, le véritable successeur de cet illustre chef de l'école philosophique française.

ront semblables entre eux d'autant plus long-temps, qu'il devra exister entre leurs deux espèces des affinités plus grandes. Tous deux, si l'on peut s'exprimer ainsi, suivent d'abord une route commune; mais, arrivés à un carrefour, chacun prend de son côté, et désormais, engagés dans des voies divergentes, ils ne doivent plus se rencontrer.

Si ces faits sont exacts, si les conséquences que nous venons d'en tirer sont justes, les animaux appartenant à un même groupe fondamental, à un même *embranchement*, seront semblables pendant une certaine période de leur vie embryonnaire; ils se différencieront plus tard les uns des autres; mais à aucune époque ils ne pourront revêtir les caractères essentiels d'un autre embranchement. L'articulé, par exemple, ne pourra jamais être assimilé au mollusque, pas plus que le vertébré au radiaire. L'immense majorité des faits constatés jusqu'à ce jour justifiait pleinement cette conclusion. Toutefois M. Löven, naturaliste du plus grand mérite, avait décrit, comme appartenant à une famille des annélides, aux *néréidiens*, une larve qui présentait, selon lui, des métamorphoses fort singulières. Les néréides sont des annelés, et cependant cette larve aurait, à une certaine époque, possédé des caractères propres aux polypes, animaux qui font partie de l'embranchement des rayonnés. Entre ces faits et la théorie il y avait désaccord complet. Bien d'autres, à la place de M. Edwards, eussent peut-être traité avec dédain une objection empruntée à un petit ver dont le rôle, à la surface du globe, ne peut être d'une grande importance; mais, familiarisé avec l'étude de ces êtres inférieurs que quelques savans affectent de mépriser parce qu'ils ne les connaissent pas, ce naturaliste ne pouvait agir ainsi, et, dès les premiers jours de notre arrivée en Sicile, l'embryogénie des annélides l'avait vivement préoccupé. Hâtons-nous de le dire, dès le début de ces recherches, les faits les plus clairs vinrent confirmer en tous points sa manière de voir, et l'exception apparente signalée par M. Löven disparut devant une étude plus approfondie que n'avait pu l'être celle du savant suédois. M. Edwards constata en même temps que les annélides, pour atteindre leur forme définitive, ont à subir des métamorphoses aussi complètes que celles de la chenille se transformant en papillon.

Prenons pour exemple une de ces espèces sédentaires qui, par leur taille et leurs caractères nettement tranchés, se prêtent admirablement aux observations; suivons, dans toutes les phases de son existence, cette grande *térébelle nébuleuse* dont le corps, d'un brun moucheté de rouge et de blanc, a quelquefois de six à sept pouces de long. Sur les côtés sont disposés de petits mamelons aplatis, portant en haut un faisceau de soies simples légèrement recourbées, en bas une rangée de soies en crochet, dont la forme rappelle celle du chien d'une batterie de fusil. Sur le dos, près de la tête, s'élèvent par paires six branchies ramifiées qui, sans cesse agitées par le sang, présentent alternativement des teintes

ambrées ou le rouge foncé du corail, selon que ce liquide abandonne leurs rameaux ou afflue jusque dans leurs dernières divisions. De la tête s'échappe une touffe de cent à cent cinquante filamens blancs, extensibles et contractiles, toujours en mouvement. Ce sont autant de câbles animés que l'animal peut étendre à plus d'un pied en tout sens, et qui lui servent de bras. Tantôt fixés par leur extrémité, ils permettent à la térébelle de se hisser sur les corps les mieux polis, sur les parois d'un vase de verre par exemple; tantôt, saisissant au loin des grains de sable, des fragmens de coquille, ils les ramènent près de l'annélide, les disposent autour du corps dans l'ordre nécessaire, et bientôt ces matériaux, soudés ensemble par une humeur visqueuse, constituent un tube, une galerie souvent très longue, où l'animal vit en sûreté. A l'époque de la reproduction, le corps entier des térébelles femelles se remplit d'œufs qui, par un mécanisme encore inconnu, sont pondus tous à la fois, et qui, retenus par une sorte de gelée transparente, forment à l'entrée du tube une masse à peu près sphérique assez considérable. Des phénomènes analogues se passent chez les térébelles mâles; mais la liqueur fécondante expulsée par ces derniers se répand librement dans l'eau environnante et va en tout sens porter la vie aux germes que son contact doit éveiller. Ici, comme chez les poissons, la nature semble s'en remettre au hasard pour assurer la perpétuité de l'espèce, et pourtant tout est disposé pour que ce grand but ne puisse manquer d'être atteint. Pas une seule des nombreuses masses d'œufs que nous avons recueillies n'est restée stérile dans nos vases, preuve évidente que toutes avaient subi le contact vivifiant de ce liquide, qui semble porter avec lui le feu de Prométhée.

Aussitôt après la fécondation, l'œuf des annélides devient le siége de mouvemens mystérieux analogues à ceux que MM. Prévost et Dumas ont les premiers découverts dans l'œuf des grenouilles. Les élémens du jaune ou *vitellus* se groupent de diverses manières et finissent par présenter quatre masses distinctes, refoulées dans le centre de l'œuf par une substance blanchâtre et grumeleuse. Le travail génétique marche rapidement, et bientôt on a sous les yeux une sorte de sac sphérique dont l'intérieur est entièrement occupé par ce qui reste du vitellus. Nul organe n'est encore visible; seulement deux petits points colorés marquent dès cette époque la place des yeux. C'est dans cet état d'imperfection extrême que les jeunes térébelles brisent la membrane de l'œuf. Au moment de l'éclosion, leur corps est arrondi, hérissé de toutes parts de cils vibratiles. Dans cet état, elles ressemblent à certains infusoires, et tout autant peut-être à ces corps reproducteurs des végétaux inférieurs que M. Thuret nous a fait connaître, et qui, pendant quelques heures, présentent les caractères de l'animalité; mais le doute n'est pas long-temps possible. L'embryon se déploie, s'allonge, fait saillir en

avant un petit tubercule lisse portant au-dessus et de chaque côté un point oculaire rouge. Dès ce moment, sa nature est définitivement fixée. L'observateur ne peut encore, il est vrai, reconnaître à quelle classe, à quelle famille, à quel genre appartiendra l'être naissant qu'il a sous les yeux; et pourtant il peut affirmer hardiment que, parvenu à son état parfait, cet être sera un *animal annelé,* car déjà il possède tous les caractères fondamentaux de cet embranchement. En effet, son corps est composé de deux moitiés latérales symétriques; sa face dorsale se distingue de sa face ventrale, son canal digestif est étendu d'avant en arrière. Tout semble encore homogène dans cet embryon microscopique; on n'y distingue aucun muscle, et pourtant il se contracte en tout sens, se ramasse en boule, s'épate en disque, et, dans ces mouvemens extrêmes, présente ces formes passagères qui ont trompé l'habile naturaliste de Stockholm.

A cette époque, il est encore impossible de reconnaître *à priori* si l'embryon deviendra une annélide, ou si, arrêté aux derniers rangs de l'embranchement, il appartiendra au groupe des vers lisses, aux némertes par exemple. L'incertitude est ici de courte durée. Des anneaux se prononcent et se multiplient rapidement, se formant toujours d'avant en arrière à la suite du dernier venu. L'embryon sera donc un annelé à corps partagé en segmens. Il rappelle ainsi la forme extérieure des sangsues; mais des soies se montrent sur les côtés. Le jeune être serait-il donc voisin des vers de terre ou des naïs qui ont des anneaux distincts, des soies et pas de pieds? Non, car voici des mamelons qui font saillie sur les flancs de chaque segment. L'embryon appartient au groupe des annélides proprement dites. Reste à savoir s'il parcourra la plage sa patrie sous la forme d'*annélide errante,* ou si, confiné dans un tube étroit, il mènera la vie retirée d'une *tubicole.* Ce dernier doute ne tarde pas à cesser. Un petit tubercule se montre en avant du front, s'allonge, et commence à jouer le rôle dévolu aux filamens extensibles dont nous avons parlé. D'autres appendices semblables naissent à côté du premier. Dès ce moment, l'animal, pourvu des organes nécessaires pour assurer ses rapports avec le monde extérieur, cesse de se mouvoir librement en tout sens, s'entoure d'un tube, et commence sa vie de cénobite.

On le voit, à chaque phase de son développement, la nature propre de la térébelle s'est de plus en plus caractérisée. Nous avons reconnu successivement que l'embryon soumis à nos recherches était un annelé, puis un annelé à corps segmenté, puis une annélide proprement dite, puis une tubicole. Quelque temps encore, et nous reconnaîtrions son genre et son espèce. C'est à peu près comme si, intéressés à prendre des renseignemens détaillés sur un individu, nous apprenions d'abord qu'il est né dans l'ancien continent, plus tard qu'il est Européen, et

successivement qu'il est Français, Parisien, qu'il habite telle rue, tel numéro, enfin qu'il porte tel ou tel nom. D'après ces faits et cent autres semblables, n'est-on pas en droit de conclure que les divers degrés de parenté zoologique, d'*affinité*, sont en rapport direct avec la durée des ressemblances primordiales présentées par les embryons? Ou, pour formuler autrement notre pensée, ne doit-on pas admettre que l'identité apparente entre deux germes se développant à côté l'un de l'autre durera d'autant plus long-temps que ces germes appartiendront à deux animaux plus rapprochés par leur nature?

Nous avons employé à dessein les mots d'*identité apparente*. C'est qu'en effet il est souvent difficile de ne pas s'y tromper. Deux térébelles d'espèce différente ne pourront être distinguées l'une de l'autre qu'au dernier moment de leur évolution. Est-ce à dire que jusqu'à cette époque les germes aient été réellement identiques? Nous ne le pensons pas. Avec M. Chevreul, nous sommes convaincu que des différences, se prononçant, sous l'influence de circonstances semblables, chez des êtres qui jusqu'alors pouvaient être confondus, supposent l'existence de différences correspondantes dans l'état antérieur de l'organisation (1). Pour être inappréciables à nos sens, ces différences n'en existent pas moins. C'est en ne tenant pas assez compte de cette distinction que des hommes d'un haut mérite se sont laissé entraîner, surtout en Allemagne, à des spéculations hasardées, et que nous avons vu des théories abstraites, décorées du nom de *philosophie de la nature*, retarder pendant tant d'années les véritables progrès des sciences naturelles.

Tandis que ces divers travaux occupaient M. Edwards, M. Blanchard et moi ne restions pas inactifs. M. Blanchard avait dignement rempli la mission que lui avaient confiée les administrateurs du Jardin des Plantes. Plus de deux mille espèces d'insectes, représentées par au moins huit mille individus, étaient rangées en ordre dans ses boîtes. Environ cinq cents de ces espèces manquaient aux galeries du Muséum, et trois cents au moins étaient nouvelles pour la science. On voit que notre compagnon avait fait preuve d'activité; mais, tout en s'acquittant des devoirs que lui imposait sa qualité d'aide-naturaliste chargé de recueillir des échantillons, M. Blanchard n'avait nullement négligé des travaux d'un ordre plus élevé. Lui aussi pouvait regarder avec complaisance ses cartons et ses cahiers de notes. Il rapportait entre autres, sur le système nerveux des mollusques gastéropodes, un mémoire d'un grand intérêt. Malgré les magnifiques travaux de Cuvier sur ces animaux, il reste encore beaucoup à faire. Leur système nerveux surtout était encore peu connu. Cuvier n'y avait distingué qu'un nombre très limité de *gan*-

(1) *Considérations sur la philosophie de l'Anatomie* (*Journal des Savans*, 1840).

glions, c'est-à-dire de masses centrales d'où partent les rameaux qui vont dans tout le corps porter la sensibilité et le mouvement. M. Blanchard découvrit dans cet appareil une complication bien inattendue; il montra que chez certaines espèces ces ganglions se multiplient, et qu'au lieu des cinq ou six reconnus jusqu'à ce jour, il en existait près d'une trentaine.

Au reste, ce premier travail de M. Blanchard sur le système nerveux des invertébrés a été pour ce naturaliste un point de départ qui l'a conduit à des résultats bien autrement importans. Doué d'une grande sûreté de main et d'une vue de myope qui lui permet de distinguer, sans le secours des instrumens, les filets les plus déliés, il a courageusement entrepris des recherches de même nature sur le système nerveux des insectes, recherches dont l'extrême difficulté a fait reculer la plupart des naturalistes. Ici ses peines ont été récompensées par la découverte d'un système nerveux tout entier, spécialement consacré aux organes de la circulation et de la respiration. C'est là un exemple très remarquable de division dans le travail physiologique, et en même temps une nouvelle preuve que plus on examine de près ces êtres trop dédaignés, plus on reconnaît qu'ils ont aux yeux du Créateur tout autant d'importance que les animaux de grande taille. Déjà les travaux de Lyonnet sur la *chenille du saule*, ceux de Strauss sur le hanneton, ont montré que la complication organique est tout aussi grande chez les insectes que chez l'éléphant lui-même, et M. Blanchard, en ajoutant encore des faits importans à ceux qu'avaient découverts ses devanciers, a confirmé une fois de plus ce résultat général.

Enhardi par ces premiers succès, M. Blanchard a poursuivi ses études sur le système nerveux jusque chez ces êtres étranges dont l'existence et le mode de propagation ont été de tout temps, et sont encore de nos jours, un des plus curieux problèmes de la zoologie. Nous voulons parler des *helminthes* ou vers intestinaux, de ces animaux qui se développent parfois au milieu même des tissus vivans, dans l'épaisseur des muscles, au milieu du cerveau, dans le globe de l'œil, c'est-à-dire sur les points en apparence les mieux défendus contre toute attaque venant du dehors. Lamarck, Cuvier, leur avaient refusé presque absolument tout système nerveux. Bien des naturalistes partageaient encore cette opinion, et, si quelques observations éparses dans la science justifiaient le doute philosophique du plus grand nombre, rien du moins n'autorisait à admettre d'une manière générale que ces animaux eussent un appareil nerveux nettement caractérisé. Pourtant M. Blanchard a montré qu'il en était ainsi. Il a confirmé ou rectifié, par de nombreux exemples, les faits recueillis sur les *distomes*, sur les *nématoïdes*, par Bojanus, Mehlis, Laurer, Cloquet, etc. Il a montré dans les tœnias une disposition des plus curieuses, et qui fait de ces vers, déjà si singuliers à tant d'égards,

une exception des plus remarquables. Tous ces faits, appuyés sur des préparations d'une extrême délicatesse, ont été mis sous les yeux des juges les plus compétens, et les conséquences en sont réellement importantes. Elles ont conduit à reconnaître qu'on avait confondu jusqu'à ce jour, sous une dénomination commune, des animaux très différens; elles ont permis d'apprécier les rapports qui rattachent ces divers types aux groupes déjà établis; enfin elles enlèvent aux animaux regardés comme dépourvus de système nerveux toute une classe ou, mieux peut-être, trois classes extrêmement nombreuses.

C'est là un résultat considérable. Le système nerveux, a dit l'illustre auteur du *Règne animal*, est, pour ainsi dire, l'animal tout entier. Nous sommes loin d'accepter cette doctrine dans toute sa rigueur. Cependant nous ne saurions refuser une importance extrême à l'appareil qui, chez les êtres les plus élevés, distribue la vie à toutes les parties de l'organisme. L'absence de cet appareil est pour nous un fait grave qui met, pour ainsi dire, dans une catégorie à part, les animaux chez qui elle a été définitivement constatée; seulement le nombre de ces derniers est assez restreint. A mesure qu'on étudie attentivement les animaux les plus dégradés en apparence, on reconnaît que cet appareil existe dans le plus grand nombre. Déjà Cuvier l'admettait chez les animaux classés par lui dans les trois premiers embranchemens; il le niait ou le regardait comme à peu près nul chez tous les rayonnés. Depuis quelques années, MM. Tiedmann, Costa, Krohn, en ont démontré l'existence dans le groupe des échinodermes dont font partie les étoiles de mer. MM. Ehrenberg, Milne Edwards, l'ont décrit chez les acalèphes, qui renferment les méduses et les béroés; nous-même l'avons retrouvé chez les némertes et les planaires, animaux qui tiennent de très près à certains intestinaux, quoique vivant en pleine eau. Une bonne moitié au moins des rayonnés et tous les vers possèdent donc des nerfs aussi bien que les animaux supérieurs.

Une question des plus intéressantes se rattache à celle de l'existence ou de l'absence de l'appareil nerveux. Quelles relations existent entre le monde extérieur et les derniers représentans de la création animale? Les annélides, les étoiles de mer, les méduses, voient-elles, entendent-elles? Lamarck, guidé par des idées théoriques, leur refusait toute sensation; il désignait la plupart des animaux inférieurs par la dénomination d'*animaux apathiques*. Sans être aussi explicite, Cuvier semble incliner vers cette manière de voir, qui est encore aujourd'hui celle de quelques hommes d'un mérite réel. Pourtant l'expérience et l'observation nous semblent en désaccord avec ces théories : non-seulement un très grand nombre d'animaux inférieurs possèdent des organes sensoriaux et doivent, par conséquent, percevoir des sensations, mais encore

ces organes sont parfois bien plus multipliés que chez les mammifères ou les oiseaux. Plusieurs d'entre eux, par exemple, réalisent la fable d'Argus, ou l'étrange conception de Fourier relative au cinquième membre qui doit compléter l'être humain, quand le globe sera couvert de phalanstères. Les étoiles de mer ont un œil bien caractérisé à l'extrémité de chacun de leurs rayons. Les némertes, les planaires, portent souvent sur la face inférieure et supérieure de leur tête cinquante à soixante yeux distincts et quelquefois davantage. M. Ehrenberg nous a fait connaître une petite annélide qui porte deux yeux à la tête et deux autres à l'extrémité de la queue. J'ai retrouvé, soit dans nos mers de Bretagne, soit pendant mon séjour en Sicile, trois espèces bien différentes offrant la même particularité. Enfin les touffes de corallines de Favignana et de Milazzo nourrissent par milliers de petits vers plus étranges encore sous ce rapport, et que j'ai nommés *polyophthalmes*. Le corps de ces animaux est cylindrique, partagé en anneaux et armé de soies latérales, comme chez les naïs de nos ruisseaux; leur tête présente trois yeux, dont chacun est formé de deux ou trois cristallins; chaque anneau porte en outre deux yeux latéraux, où aboutissent de gros nerfs très faciles à apercevoir. Ainsi, indépendamment des trois yeux multiples placés sur la tête, les polyophthalmes en possèdent encore une rangée de chaque côté du corps.

On le voit, nous sommes bien loin de l'époque où Réaumur appelait les méduses des *masses de gelée vivante*, où Cuvier croyait, avec tous les naturalistes, aux *vers parenchymateux*. A mesure que les zoologistes ont scruté davantage les mystères du monde inférieur, l'organisation a semblé se compliquer sous leurs yeux, et, revêtant les formes les plus inattendues, a renversé bien des théories basées sur des observations imparfaites. Toutefois gardons-nous de tomber dans un autre extrême. Après avoir admis sans preuves suffisantes, et par une sorte d'*à priori*, la simplicité organique des animaux inférieurs, n'allons pas conclure des quelques faits déjà connus qu'ils offrent tous une égale complication. Au plus bas degré de l'échelle zoologique, il existe des êtres chez lesquels tous les actes vitaux s'accomplissent à la fois et de la même manière sur tous les points du corps. Jusqu'à présent, les éponges paraissent consister uniquement en une sorte de vernis demi-fluide, partout homogène et revêtant d'une couche mince la charpente cornée plus ou moins solide employée dans les arts. Ce vernis est réellement l'animal; l'éponge usuelle en est, pour ainsi dire, le squelette. Les *amibes*, plus simples encore, semblent n'être qu'une goutte de ce vernis vivant doué de locomotion, mais n'ayant pas même de forme déterminée. Sous le verre du microscope, on les voit glisser en masse comme une goutte d'huile qui coulerait sur le porte-objet, en présentant les

figures les plus diverses, les plus irrégulières. Enfin M. Dujardin nous a fait connaître dans les *rhizopodes* des animaux recouverts d'un test, et dont le corps n'a pourtant aucune organisation définie. Une *gromie*, une *milliole*, veulent-elles grimper sur les parois polies d'un vase de verre, elles font à l'instant, et aux dépens de la substance qui les compose, une sorte de pied qui s'allonge et leur offre un point d'appui; puis, le besoin satisfait, cet organe temporaire rentre dans la masse commune et se confond avec elle à peu près comme ferait un filament soulevé au-dessus d'un corps visqueux. Entre ces termes extrêmes et les animaux dont nous parlions tout à l'heure, il existe sans doute bien des intermédiaires; car, ainsi que l'a dit Linné, la nature ne fait pas de sauts et procède toujours par nuances insensibles. Ici, plus que partout peut-être, l'expérience et l'observation doivent précéder toutes les conceptions théoriques.

Au reste, c'est en suivant ces deux guides infaillibles que la zoologie moderne est arrivée à un résultat qui semble être la contre-partie de ceux que nous venons d'indiquer. En même temps qu'elle découvrait dans les dernières séries animales une complication organique inattendue, elle reconnaissait que les groupes supérieurs eux-mêmes renferment des espèces dégradées qui semblent avoir perdu presque tous les caractères essentiels de leur type fondamental. En se plaçant à certains points de vue, on peut dire avec juste raison qu'il existe des mammifères, des oiseaux, des reptiles inférieurs. Cette proposition est vraie d'une manière absolue pour la classe des poissons. Le groupe des *myxinoïdes* et surtout l'*amphioxus* ne peuvent laisser aucun doute à cet égard. Ce dernier est un petit poisson qui vit dans les sables de la mer, où il se cache et se meut avec une incroyable rapidité. Son corps, parfaitement transparent, se termine en pointe aux deux extrémités, circonstance qui lui a valu son nom. L'amphioxus a été trouvé sur les côtes de Cornouailles, dans la Baltique, à Naples. J'en ai pêché un très grand nombre à Messine, à quelques mètres du gouffre de Carybde. Il a été étudié successivement par Goodsir en Angleterre, par Costa en Italie, par Retzius, Rathke et surtout Müller en Allemagne. Enfin il a été de ma part l'objet d'une étude aussi détaillée qu'il m'a été possible, et aujourd'hui on peut en regarder l'organisation comme parfaitement connue. Eh bien! l'amphioxus n'est bien certainement ni un mollusque, ni un annelé, ni un rayonné, et cependant à peine mérite-t-il le nom de vertébré. En effet, on a jusqu'à ce jour admis comme autant de particularités essentielles de cet embranchement la présence d'une colonne vertébrale, d'un cerveau, d'un cœur, d'un sang rouge. L'amphioxus ne possède ni cœur, ni cerveau proprement dit, ni colonne vertébrale distincte, et son sang est entièrement incolore. L'impulsion nécessaire

pour faire parcourir à ce fluide le cercle circulatoire lui est communiquée par les gros troncs vasculaires. Ce sang même ressemble à celui des mollusques. La colonne vertébrale est représentée par une tige cartilagineuse entièrement composée de cellules et étendue de la tête à la queue. Le cerveau, que ne protége pas la plus légère apparence de crâne, ne se distingue de la moelle épinière que par la nature des nerfs qui en partent. L'œil est entièrement renfermé dans l'intérieur des tissus; mais, grace à la transparence parfaite de ces derniers, il n'en remplit pas moins, selon toute probabilité, ses fonctions d'organe de la vision. Cette diaphanéité de l'amphioxus a permis en outre de s'assurer qu'il possède une bouche de mollusque plutôt que de poisson, un appareil circulatoire, un mode de digestion qui rappellent ce qui existe chez les annélides, etc.

L'étude attentive de l'amphioxus conduit à des conséquences d'une haute importance pour la zoologie et la physiologie. Confirmant en cela les résultats embryologiques dont nous avons parlé plus haut, elle nous montre dans la dégradation d'un animal un état permanent qui rappelle à certains égards l'état transitoire des animaux plus parfaits appartenant au même type. En effet, pendant les premières périodes de son développement, l'embryon d'un poisson ordinaire, d'un saumon, par exemple, possède des particularités d'organisation qui rappellent ce qu'on observe chez l'amphioxus; mais, tandis que chez ce dernier ces particularités persistent pendant la vie entière, chez le jeune saumon elles s'effacent bientôt pour faire place à d'autres caractères définitifs. L'embryogénie des annélides nous a montré des faits tout semblables. Dans les premiers temps de son existence, la larve des térébelles ressemblait presque à une némerte. Ainsi, les résultats fournis par l'anatomie et l'embryogénie chez les poissons et chez les annélides concordent pleinement malgré la distance considérable qui sépare ces deux groupes.

Par le fait même de la dégradation, l'amphioxus s'éloigne des vertébrés pour se rapprocher des embranchemens inférieurs; toutefois les affinités nouvelles qui se montrent ainsi ne le rattachent pas aux chefs de file de ces embranchemens. L'amphioxus ne rappelle, par sa structure organique, ni les céphalopodes, ni les insectes ou les crustacés, mais bien plutôt les mollusques *acéphales*, les huîtres par exemple et les annélides, c'est-à-dire des représentans déjà très inférieurs du type mollusque ou annelé. Ici encore nous trouvons un accord manifeste entre les résultats fournis par l'anatomie et ceux que donne l'embryogénie. En effet, les germes se ressemblent tous dans la première période de leur évolution. Ils se différencient successivement à mesure que le travail génétique avance, et par conséquent les êtres qui en émanent

s'écartent d'autant plus les uns des autres, qu'ils sont eux-mêmes des représentans plus parfaits de leur type. Par conséquent aussi les séries résultant de ces évolutions successives seront très éloignées à leurs sommets, se rapprocheront par leurs bases, et les rapports d'une série à l'autre s'établiront, non point par les animaux supérieurs, mais bien par les animaux inférieurs.

Pour éclaircir ce qu'il peut y avoir d'abstrait dans les idées précédentes, qu'on nous permette une comparaison grossière, mais facile à saisir. On peut se figurer la marche suivie par les germes en voie de développement comme une route couverte de voyageurs. De cette route d'abord unique partent à droite et à gauche de nombreux chemins, qui divergent en s'écartant de la route centrale. N'est-il pas évident que les voyageurs engagés dans ces routes secondaires s'écarteront d'autant plus les uns des autres que le trajet parcouru par chacun d'eux sera plus long? Eh bien! les plus éloignés du point de départ général représentent en quelque sorte les *animaux supérieurs;* ceux qui ne sont qu'à une faible distance du carrefour représentent les *animaux inférieurs.* Le saumon dont nous parlions tout à l'heure, les céphalopodes, les insectes, les crustacés, répondent aux voyageurs actifs : aussi n'y a-t-il entre eux que peu ou point de rapports; l'amphioxus, les annélides, répondent aux piétons attardés : aussi trouvons-nous chez les uns et les autres beaucoup de points communs. Les deux sous-règnes des vertébrés et des invertébrés, si dissemblables quand on les étudie dans leurs représentans *élevés*, se touchent presque, grace à ces espèces inférieures, à ces représentans *dégradés*.

On voit combien, chez l'amphioxus, tout semble avoir été créé pour donner le démenti le plus complet aux doctrines de ces naturalistes qui, s'étayant d'une science vieillie, ou peut-être reculant devant quelques fatigues, traitent avec dédain l'étude des animaux inférieurs, repoussent les conséquences qu'elle entraîne, et font sans cesse appel aux seuls vertébrés. Peut-être, en présence des faits que vient leur montrer ce poisson, admettront-ils plus facilement à l'avenir ce que nous enseignent les vers et les zoophytes. A moins de nier l'évidence, on ne saurait aujourd'hui méconnaître que les représentans d'un même type sont loin de se ressembler, que leur organisation peut présenter des degrés très divers de perfectionnement et de dégradation. Qu'on se rappelle en outre ce que l'anatomie, d'accord ici avec l'embryogénie, nous apprend sur l'existence des types fondamentaux *distincts* se modifiant de mille façons pour engendrer les types secondaires, tertiaires..., et bientôt nous verrons disparaître à jamais ces conceptions systématiques qui donnent une si étrange et si fausse idée de la nature animée. Les êtres vivans ne nous apparaîtront plus comme

emprisonnés dans d'étroites séries tantôt uniques, tantôt parallèles, qui laissent le néant à droite et à gauche, au-dessus et au-dessous. A la surface de notre globe comme dans l'immensité des cieux, nous verrons la puissance créatrice, s'exerçant librement en tout sens, faire germer les plantes et se développer les animaux comme elle a produit les étoiles, les distribuer en groupes naturels comme elle a réuni les constellations, rattacher enfin leurs mille familles par des liens simples et multiples, comme elle a rendu dépendans l'un de l'autre les mondes qui peuplent l'espace.

Au reste, les doctrines que nous défendons ici viennent de recevoir une de ces confirmations éclatantes qui ne permettent plus même le doute. La paléontologie, cette science qui date de Cuvier seulement, mais dont les progrès ont été si rapides, est arrivée, de son côté, à des résultats absolument semblables, en étudiant l'ordre de succession des animaux depuis les anciens temps géologiques jusqu'à nos jours. La vie ne s'est pas glissée à la surface du globe peu à peu et comme à la dérobée, par l'intermédiaire d'êtres d'abord très simples qui, se complétant de plus en plus, auraient donné naissance à des animaux plus parfaits. Le règne animal ne présente pas un développement unique et progressif. Bien au contraire. Dès le début, nous voyons apparaître à la fois les quatre groupes fondamentaux qui partagent encore aujourd'hui l'ensemble des animaux. Vertébrés, annelés, mollusques, rayonnés, se retrouvent à côté les uns des autres dans les plus anciennes couches à fossiles. Bien plus, les trois embranchemens inférieurs possèdent, dès cette époque reculée, des représentans de presque toutes les classes actuelles, et s'il en est autrement pour les vertébrés, si les reptiles, les oiseaux et les mammifères manquent à ces faunes primitives, on trouve facilement l'explication de leur absence dans un ensemble de conditions extérieures incompatibles avec leur genre de vie. Puis, à mesure qu'on s'élève à travers des couches géologiques de plus en plus modernes, on voit chacun de ces types se modifier, tantôt se perfectionnant graduellement jusqu'à l'apparition de l'homme, à peu près comme nous avons vu la jeune térébelle gagner quelque chose à chaque phase de son existence; tantôt perdant ses espèces les plus parfaites, ne conservant que ses espèces inférieures et formant ainsi des *séries récurrentes*, comme nous voyons encore aujourd'hui certains animaux, les *lernées*, par exemple, se déformer par les progrès même de leur évolution. N'y a-t-il pas dans cet accord quelque chose de merveilleux? Aussi M. Agassis, qui, dans ses ouvrages sur les poissons et les échinodermes fossiles, a insisté d'une manière toute spéciale sur ces grandes considérations, n'a-t-il pas craint de formuler en ces termes la conséquence où l'a conduit l'ensemble de ces magnifiques travaux : « L'arran-

gement zoologique le plus naturel est l'expression la plus générale de l'ordre géologique, et *vice versa* l'ordre de succession génétique est l'indication la plus sûre des vraies affinités naturelles (1). »

Dans cet article et dans les précédens, nous avons essayé de faire comprendre que la zoologie telle qu'on l'entend de nos jours n'est pas, comme trop de personnes le croient encore, un simple recueil de petits faits de détail et de petites historiettes. Nous avons voulu montrer comment elle aborde les questions les plus hautes de la philosophie naturelle, bien sûr de lui concilier ainsi la sympathie de ces esprits d'élite qui savent aimer la science en dehors de toute préoccupation d'utilité matérielle, qui estiment la démonstration d'une grande vérité purement scientifique à l'égal de l'invention d'un nouvel engrenage ou d'un nouveau procédé de teinture. En rappelant quelques-uns des principaux problèmes dont les zoologistes cherchent aujourd'hui la solution, nous avons exposé les doctrines de cette école physiologique à laquelle nous sommes fier d'appartenir. Pour arriver à la solution de ces problèmes, nous avons interrogé tour à tour l'anatomie des animaux adultes, les phénomènes embryogéniques, les faits géologiques : partout la réponse a été la même. Le passé et le présent de notre globe se sont accordés pour sanctionner les idées fondamentales que nous croyons devoir conduire à la vérité, pour justifier les hommes qui, pleins de confiance en ces principes, les prennent comme guides dans leurs travaux, et voient en eux le germe des progrès à venir.

A. DE QUATREFAGES.

(1) *Résumé d'un travail d'ensemble sur l'organisation, la classification et le développement progressif des échinodermes dans la série des terrains.* (Comptes-rendus de l'Académie des Sciences, 1846.)

DE LA

SITUATION ACTUELLE.

AFFAIRES D'ESPAGNE ET DE CRACOVIE.[1]

Ce n'est pas de nos jours un passe-temps d'amateur ni un travail facile que de faire la critique des ministres et de parler à la nation de ses affaires. Cela est devenu, par le temps qui court, une véritable profession, grave et pénible, s'il en fut. Ceux qui l'ont une fois embrassée doivent l'exercer tous les jours. Ils sont tenus de produire leurs griefs et d'écrire régulièrement contre le gouvernement, à peu près comme un préfet est tenu d'administrer, un juge de juger, un médecin de soigner ses malades, sous peine de compromettre sa clientelle. Encore

(1) Quand des hommes distingués des diverses nuances du parlement s'adressent spontanément à la publicité de la *Revue*, en mettant leurs travaux sous la responsabilité de leur signature, nous croyons que la *Revue*, en leur ouvrant ses pages, est fidèle à sa mission de réunir sur toutes les questions importantes le plus de documens et de lumières. La *Revue* doit être une tribune impartiale où les opinions sérieuses et sincères, quoique partant de points de vue divers, puissent se développer à l'aise. Les discussions élevées peuvent servir l'intérêt du pays, et ce n'est pas nous qui les repousserons. Aussi, bien qu'il y ait dans le morceau qu'on va lire des jugemens et des opinions qui ne sont pas en tous points les nôtres, notamment en ce qui touche quelques hommes éminens de l'opposition, nous avons cru devoir accueillir le travail de l'honorable député. Peut-être aurons-nous prochainement l'occasion de donner un mémoire politique provenant d'une source bien différente; nos lecteurs auraient ainsi les deux faces d'une question qui recèle en elle-même la cause des complications présentes.

peut-on concevoir à la rigueur qu'un juge n'ait pas à tenir son audience faute de procès, qu'un médecin ne donne pas de consultations faute de malades. Il ferait beau voir les journalistes de l'opposition cesser, fût-ce un jour, d'attaquer les ministres faute de griefs! Qu'en penseraient leurs lecteurs? Il faut, à cause des lecteurs, que la politique entamée ne faiblisse jamais; il faut même, pour les tenir constamment en haleine, qu'elle s'anime successivement, et que, par une gradation plus conforme peut-être aux règles de l'art qu'au cours naturel des choses, les derniers actes de la politique ministérielle soient toujours signalés comme les plus fâcheux. C'est ainsi que sans aucune variété de ton, avec une indignation toujours croissante, vingt feuilles plus ou moins accréditées dressent chaque matin, en style de réquisitoire, leur acte d'accusation contre le cabinet. Cependant le public, qui a voix au chapitre, et ne manque pas d'occasions de faire connaître et triompher son opinion, a le tort de ne pas prendre ces invectives au grand sérieux. Chaque fois qu'il est consulté directement, il n'hésite pas à se mettre du côté de son gouvernement et contre les frondeurs. Que font alors ceux-ci? N'ayant pu avoir raison des hommes, ils s'attaquent aux institutions; ils en font ressortir les lacunes et les apparentes contradictions et demandent à grands cris les modifications qu'ils supposent utiles à leurs intérêts de parti; mais le pays qui, par un fonds de malice invétérée, prêtait assez volontiers l'oreille au mal qu'on lui disait de ses ministres, ne se soucie pas que l'on traite aussi légèrement ses institutions, il les aime, les respecte par raison autant que par habitude : il ne veut point souffrir qu'on y porte étourdiment la main, et les mécontens sont encore battus sur ce point. Alors leur mauvaise humeur ne connaît plus de limites. Ce n'est plus aux hommes du pouvoir, aux institutions qu'ils demandent compte des horreurs qu'ils continuent de plus belle à dénoncer, c'est à la société elle-même qu'ils s'en prennent. La société tout entière est mise en suspicion et rudement taxée d'inintelligence, de corruption et de lâcheté. Les diatribes abondent sur la faiblesse des convictions, sur la dépravation des mœurs publiques, et les honnêtes citoyens qui avaient lu jusqu'alors, non sans quelque surprise, que des hommes considérables dont ils étaient disposés à faire cas étaient des gens imprévoyans, pusillanimes, traîtres à la patrie, apprennent un beau matin, à leur grande stupéfaction, qu'ils sont eux-mêmes véhémentement soupçonnés d'être sans vertus civiques, sans courage, et, qui sait? peut-être vendus à l'étranger.

Des accusations banales dont les motifs sont si apparens ne devraient pas avoir grande autorité. Les personnes qui n'ont pas voulu croire au mal qu'on leur disait des hommes d'état, des institutions de leur temps, devraient savoir que penser de celui qu'on leur dit d'elles-mêmes. Chose singulière! il n'en est pas tout-à-fait ainsi. A force d'entendre calomnier

le pays en face avec tant d'ensemble et d'assurance, beaucoup de gens en sont venus à concevoir de lui une assez pauvre opinion. Il est assez de mode aujourd'hui, au sein même du parti conservateur, de répéter, avec des accès de profonde tristesse et d'amer découragement, que la vie politique s'en va s'éteignant chez nous. On affirmerait, au besoin, que la France ne tient plus guère à ses libertés publiques, qu'à peine elle se soucie de garder son rang et de faire quelque figure en Europe. De tels jugemens sont aussi injustes que superficiels.

Sans doute, depuis tantôt seize ans que nous possédons dans toute sa vérité le gouvernement représentatif, à suivre de l'œil les ressorts les plus cachés de cette machine si compliquée, nous avons un peu rabattu de la première et enthousiaste admiration qu'elle nous avait causée; nous avons compris qu'elle n'était point parfaite, non plus que tout ce qui sort de la main des hommes; mais quelques illusions emportées ne nous ont point rendus ingrats pour cette conquête de la génération qui nous a précédés. Ceux qui, sous la restauration, ont pris une part active à la lutte dont elle a été la cause et le prix glorieux ont le droit de se reporter avec complaisance vers cette époque et de lui garder une secrète préférence. Permis à eux de trouver qu'il y a dans la poursuite d'un bien vivement désiré des émotions et des jouissances auprès desquelles toutes les autres deviennent fades; mais est-ce donc d'émotions qu'il s'agit en politique? La génération actuelle a bien aussi sa manière de prouver le cas qu'elle fait de l'héritage qu'elle a recueilli. Elle n'affiche pas pour les libertés publiques un culte exalté; elle fait mieux, elle s'en sert. Que se passe-t-il au moment où nous écrivons? Armés des droits qu'ils puisent dans la constitution, les fondateurs de la société du libre échange organisent sur tout le territoire de la France un vaste réseau d'associations qui ont pour but d'obtenir la modification de nos tarifs. Leurs adversaires, qui ne paraissent pas vouloir leur céder la victoire sans combat, provoquent avec une égale ardeur des manifestations opposées. En même temps et à côté d'eux, un parti qui s'intitule le parti catholique s'agite pour suppléer au nombre par l'activité et la tactique. Organisé pendant les élections pour imposer aux candidats dans l'embarras des engagemens conformes à ses vues, il s'arrange, dit-on, en ce moment pour en surveiller strictement la loyale exécution. Certes, un si général et si énergique usage des facultés d'action laissées à sa disposition est, pour un peuple constitutionnel, le plus éclatant témoignage d'attachement à ses institutions. Ne dites pas après cela que la France ne s'inquiète que médiocrement du maintien de ses libertés. Attendez seulement qu'on soupçonne quelqu'un d'y vouloir toucher, et vous verrez si elle saura les défendre.

On n'est pas plus près de la vérité lorsqu'on nous représente comme indifférens aux soins de notre dignité extérieure, comme oublieux de

notre rôle et de nos destinées parmi les grandes nations du monde. Cette méprise tient aussi à une fausse appréciation des circonstances. A la vérité, la haine vivace contre les étrangers n'existe plus au fond des cœurs comme en 1815; les fiers et légitimes ressentimens qu'avaient soulevés l'invasion et l'occupation du territoire se sont peu à peu calmés. Aussitôt après la révolution de juillet, le peuple français comprit qu'en se séparant définitivement d'une dynastie dont le retour avait coïncidé avec le succès des armes de ses ennemis, il venait de prendre contre eux la meilleure de toutes les revanches. Ce merveilleux instinct des masses animait à coup sûr les majorités qui, après 1830, déployaient tant de fermeté et de raison pour empêcher le pays d'aller courir les folles aventures et s'engager témérairement dans des voies désordonnées et périlleuses où quelques turbulens voulaient l'entraîner. Aujourd'hui que, grace aux talens de quelques-uns, à la sagesse de tous, nous présentons à l'Europe un spectacle qui peut défier la malveillance des plus malintentionnés, il est naturel que nous nous sentions portés à déposer les vieilles rancunes. Le souvenir de ses revers passés n'incommode plus la France; elle se sent en droit d'entretenir envers tout le monde des sentimens assurés et tranquilles. Voilà la vérité sur sa soi-disant insouciance; toute autre explication est puérile ou mensongère.

Si, avant d'examiner les circonstances actuelles de la politique, j'ai cherché à préciser ce qu'on devait penser de la disposition des esprits, c'est que cette disposition a par elle-même une grande influence. Pour les nations comme pour les individus, l'estime de soi-même est une condition indispensable de force et de succès; rien ne saurait la remplacer. N'aurions-nous aujourd'hui aucune difficulté intérieure à vaincre, tous les événemens du dehors nous seraient-ils favorables, si nous étions réellement atteints au cœur de la mollesse que l'on nous reproche, nous n'en serions pas moins incapables de prétendre à rien et forcément au-dessous de toutes les positions. Notre temps ainsi réhabilité, voyons ce qu'il faut penser de la situation même.

Au mois d'août dernier, il était généralement admis que les élections avaient été favorables à l'administration. Loin de déguiser ses échecs, l'opposition paraissait plutôt disposée à en exagérer la portée. On verra, disait-elle, ce qu'oseront les ministres et leurs partisans quand ils se sentiront maîtres absolus du terrain. Jusqu'à présent, ces sinistres prophéties ne se sont pas réalisées. Quoique les grands débats politiques aient été, d'un commun accord, remis à une autre époque, on a pu juger, pendant la durée de la vérification des pouvoirs, de l'esprit de la chambre de 1846. Il a été généralement trouvé qu'elle s'était montrée intelligente, résolue et modérée. Les petites manœuvres ordinairement employées au début de chaque législature pour créer quelque fraction intermédiaire entre les deux côtés de la chambre ont échoué devant le

bon sens des membres nouvellement élus. Au dire des hommes ayant un long usage de nos assemblées parlementaires, jamais les partis ne s'étaient constitués aussi vite, absorbant tout d'abord dans leur sein les hommes sur lesquels ils devaient naturellement compter. Pareils commencemens sont de bon augure et donnent à penser que chacun restera, pendant la prochaine session, attaché au drapeau qu'il a librement choisi. La minorité reprendra-t-elle en ascendant moral la force qu'elle a numériquement perdue? Cela ne paraît guère probable. A Dieu ne plaise que je veuille prendre plaisir à rabaisser une portion de la chambre qui compte dans son sein des citoyens animés des intentions les plus droites et des orateurs doués d'un talent incontestable; il faut cependant en convenir, l'opposition n'est pas environnée chez nous de ce prestige qui, dans d'autres temps et dans d'autres pays, a rarement fait défaut à ceux qui se sont faits les défenseurs habituels des opinions populaires. A rechercher avec impartialité les causes de cette froideur du public, on trouverait, je crois, qu'elle tient en partie aux circonstances, en partie aux fautes des hommes. La vraie popularité n'est pas un bien qui s'acquiert à peu de frais ou qui se dérobe par surprise; une nation ne l'accorde qu'à bon escient, par reconnaissance pour les grands et réels services, ou par respect pour les longs dévouemens à de bonnes et saintes causes. Quels grands services l'opposition aurait-elle pu rendre depuis seize ans? Il n'y a pas de libertés à sauver quand il n'y a pas de libertés attaquées; il n'y a pas d'opprimés à défendre quand il n'y a point d'oppresseurs. La gauche n'était pas tenue de faire des miracles, mais elle était tenue de rester fidèle aux sentimens libéraux qui feront toujours l'honneur et la force des grandes oppositions constitutionnelles. Voilà ce qu'elle n'a pas fait. Elle les a souvent sacrifiés lorsqu'elle a cru trouver dans cet abandon le plus passager avantage pour les combinaisons éphémères de la stratégie parlementaire. La liberté des noirs a été, dans ces derniers temps, plusieurs fois mise en cause à propos de conventions diplomatiques échangées dans le but d'abolir ce trafic odieux; l'opposition a pris parti contre ces conventions. Une loi a été apportée qui réalisait une des promesses de la charte, en organisant en France la liberté de l'enseignement; l'opposition a repoussé cette loi. Je ne sais si les doctrines des libres échangistes auront l'honneur d'être discutées cette année dans les chambres; mais, à coup sûr, leur triomphe serait bien éloigné, si elles devaient l'attendre uniquement du libéralisme commercial des membres de la gauche. Plusieurs motifs ont déterminé sur tous ces points l'attitude vraiment étrange de l'opposition. Le désir de faire pièce au cabinet et d'avoir contre lui un succès immédiat, les convictions personnelles bien connues de l'homme éminent qui s'est placé à sa tête, ont exercé sur sa marche une influence prépondérante. Cepen-

dant l'opposition comprend sans doute aujourd'hui que cette facilité à oublier ses principes pour se mettre en quête d'un succès qu'elle n'obtient jamais, cette obligation où elle est d'accepter la direction d'un chef qui professe si peu de goût pour les idées qui doivent lui être les plus chères, n'ajoutent pas à son autorité et n'augmentent pas dans l'avenir ses chances de succès. On se demande ce qui va se passer dans ses rangs quand surgiront de nouveau les questions que je viens d'indiquer rapidement. Les soldats continueront-ils à suivre leur capitaine, pour n'être pas, au jour de la bataille, privés de son précieux commandement, ou bien l'armée se débandera-t-elle, quitte à se reformer plus tard et pour de meilleures occasions? Nous le saurons bientôt; il suffit de constater, quant à présent, que des assaillans ainsi organisés ont rarement engagé des combats sans les perdre. Aussi suppose-t-on assez généralement qu'il n'y aura même pas cette année de vrais combats. C'est assez notre opinion, et nous n'en douterions pas s'il était vrai, comme on l'assurait au moment de la séparation des chambres, que le cabinet dût apporter, au début de la prochaine session, quelques-uns des projets de réformes dont il avait eu jusqu'à présent le tort de laisser à d'autres l'initiative. Dans ce cas, les questions de politique intérieure seront fort effacées, et nos affaires extérieures auront, comme à l'ordinaire, le privilége de fixer à peu près exclusivement l'attention publique.

La nouvelle des mariages simultanés des princesses espagnoles avait causé un certain étonnement en France, le bruit du refroidissement avec l'Angleterre y avait répandu une première alarme, lorsque l'audacieuse spoliation de la ville libre de Cracovie, par trois des puissances du Nord, est venue mettre le comble à l'émotion universelle. Chacun a compris la portée de ces événemens si considérables en eux-mêmes, et rendus plus graves encore par leur rapprochement. Le brusque et profond changement qu'ils apportent à notre situation en Europe n'a échappé à personne. Depuis 1830, non point par aucune faiblesse de cœur, ni par ignorance de notre force, mais par suite d'une juste appréciation de nos véritables intérêts, nous nous étions interdit de nous jeter seuls, et pour notre propre compte, dans aucune grande entreprise diplomatique. Cependant une alliance de famille avec la maison royale qui règne de l'autre côté des Pyrénées nous reporte soudainement en plein siècle de Louis XIV et met au nombre des contingens possibles la réapparition d'un petit-fils de France sur le trône d'Espagne. Parmi les grandes puissances de l'Europe, une seule avait montré quelque sympathie pour la révolution qui a fondé notre gouvernement de 1830, une seule ne combattait pas au dehors notre influence libérale et nos tendances démocratiques; nous avions cultivé avec soin son amitié, nous comptions qu'à un jour donné, si quelque complication venait

à surgir, notre commun accord suffirait à tenir en échec les cabinets absolutistes, et, tout d'un coup, nous apprenons que le gouvernement de sa majesté la reine d'Angleterre manifeste hautement sa désapprobation et son ressentiment de l'union d'un de nos princes avec l'infante sœur de la reine d'Espagne. Enfin des traités existaient qui n'avaient point été faits à notre profit, mais à notre détriment, dont nous aurions pu vouloir nous affranchir, dont nous avons cependant accepté les douloureuses stipulations, et voici que, sans motifs sérieux, sans négociations préalables, ces traités sont déchirés par ceux-là mêmes qui ont un intérêt si évident à laisser aux derniers arrangemens territoriaux survenus en Europe leur caractère inviolable et définitif.

Pour savoir quelle a été au milieu de ces complications l'attitude du gouvernement français, ce qu'il a fait, ce qu'il se propose de faire, le public n'a plus long-temps à attendre. Dans peu de jours, les documens officiels seront communiqués aux chambres de France, d'Angleterre et d'Espagne, et, du haut des tribunes qui vont leur être rouvertes, les ministres de ces grands états constitutionnels seront à même de s'expliquer devant l'Europe. Dès aujourd'hui cependant les personnes qui vivent dans le monde des affaires et qui ont mis quelque soin à se tenir bien renseignées sont en état de se former une opinion sur la conduite du cabinet français. Une chose au moins ne sera contestée par personne; il ne dépendait pas de lui de ne pas rencontrer cette question des mariages espagnols. Pouvait-il y rester indifférent, accepter à l'avance tous les candidats et souffrir sans ombrage qu'un proche parent de la maison d'Autriche ou d'Angleterre vînt donner des souverains à l'Espagne et changer ainsi un état de choses qui dure en Europe depuis un siècle et demi? On ne l'oserait pas soutenir, au moins en France. On y a donc généralement approuvé les paroles par lesquelles M. Guizot a fait connaître à la chambre des députés, dans la séance du 2 mars 1843, que la France ne voulait imposer aucun choix à l'Espagne, qu'elle trouverait bien tous ceux qui auraient pour résultat de maintenir sur le trône d'Espagne la glorieuse famille qui y siége depuis Louis XIV. Cette déclaration, conforme aux intérêts les plus simples et les plus évidens de la France, n'avait rien d'exclusif. Elle admettait un grand nombre de prétendans à la main de la reine, et, de fait, la France en a non-seulement admis, mais, à diverses époques, proposé et patroné plusieurs : — d'abord le comte d'Aquila, frère du roi de Naples, qui a toujours paru avoir peu d'entraînement pour cette union, et a depuis épousé une princesse brésilienne; le comte de Trapani, qui a été long-temps notre candidat pour ainsi dire officiel, à tel point que la répugnance chaque jour plus notoire de la nation espagnole pour ce mariage, et les manifestations quasi-parlementaires dont il a été l'objet à Madrid et qui l'ont définitivement écarté, ont été partout représentées

comme un revers de notre diplomatie. Le fils aîné de don Carlos lui-même n'a jamais été repoussé par nous, avant que l'opinion des cortès se fût prononcée contre lui. — Enfin les deux fils de l'infant don François, les derniers entrés en lice et qui y sont restés avec des chances presque égales; jusqu'au jour où le plus jeune, don Henri, duc de Séville, eut le tort inexplicable de proclamer ses prétentions en les mettant, par une lettre adressée à tous les journaux, sous la protection du parti qui faisait alors au gouvernement de la reine la plus vive opposition. Le gouvernement espagnol, en choisissant le duc de Cadix, n'a aucunement subi la loi du gouvernement français, il a agi dans le plein exercice de sa liberté; mais il y a eu quelque clairvoyance et quelque fermeté de la part du cabinet français à renfermer dès le début cette question dans le cercle où elle est venue se résoudre définitivement. La préférence accordée à l'époux actuel de la reine n'a donné lieu, chez nous, à aucune polémique sérieuse. Il n'en a pas été de même du mariage du duc de Montpensier avec l'infante dona Louisa Fernanda : il a suscité des objections de plusieurs natures.

Ce mariage lie, dit-on, les destinées de la France à celles de l'Espagne d'une façon qui pourrait être fâcheuse pour nous et compromettre notre liberté d'action. J'avoue que cette objection me touche assez et me paraît d'un certain poids. Quelque confiance que je sois disposé à avoir dans le sort futur de l'Espagne; persuadé, comme je le suis, qu'à travers même ses récens malheurs et ses présentes agitations elle a fait, depuis douze ans, plus de véritables progrès qu'elle n'en avait accompli depuis de longues années, je ne puis me dissimuler cependant que, d'ici à long-temps, nous aurons autant d'embarras que de services à attendre de cette nouvelle alliée.

Je serais donc peu porté à féliciter mon pays d'un événement qui rouvre devant lui de si grandes et si douteuses perspectives; mais, ou je me trompe fort, ou le mariage du duc de Montpensier avec l'infante, sœur de la reine, était le corollaire nécessaire de l'union de la reine avec l'infant duc de Cadix. Le gouvernement espagnol, obligé de renoncer en même temps au fils du roi de France et au prince de Cobourg, proche parent de la reine d'Angleterre, a senti le besoin de n'être pas laissé seul à ses propres ressources; il a voulu se fortifier par ce mariage contre des difficultés qu'il devait prévoir. Si les choses se sont passées ainsi, le gouvernement français n'aurait pas eu tort d'accéder à cette exigence raisonnable de l'Espagne.

Mais, dit-on, le mariage du duc de Montpensier soulève des difficultés considérables. En donnant un mari français à une héritière du trône d'Espagne, il risque de placer un jour un prince descendant du roi des Français sur le trône d'Espagne, ce qui est positivement contraire au traité d'Utrecht. Le traité d'Utrecht a eu pour but de rendre tous les des-

cendans de Louis XIV inhabiles à arriver au trône d'Espagne, comme tous les descendans de Philippe V à arriver au trône de France. Non-seulement ces stipulations sont inscrites au traité, mais des renonciations réciproques et spéciales ont été exigées de part et d'autre, de la part de Philippe V et des princes de la maison de France, parmi lesquels le duc d'Orléans, depuis régent de France, qui a renoncé comme eux pour lui et sa descendance à toute prétention, à quelque degré et sous quelque forme que ce soit, au trône d'Espagne.

Nous savons que cette thèse a été développée longuement dans les feuilles anglaises, et qu'elle tient une place considérable dans les communications officielles que le secrétaire d'état de sa majesté britannique a passées au ministre des affaires étrangères de France; mais, en vérité, quel que soit notre désir de traiter avec respect et de prendre en grande considération toutes les pièces qui émanent de la chancellerie anglaise, il nous est impossible de croire qu'une pareille argumentation puisse jamais prévaloir auprès des personnes qui n'ont pas oublié les circonstances historiques qui ont précédé le traité d'Utrecht et la teneur même de ce document diplomatique. Au début de la guerre de la succession d'Espagne, deux prétentions se trouvaient en conflit : d'un côté, celle de Louis XIV, qui, en plaçant son petit-fils sur le trône d'Espagne, avait voulu lui ménager, ainsi qu'à sa postérité, le droit et la possibilité de réunir un jour sous un même sceptre les deux plus puissantes monarchies qui fussent alors en Europe; de l'autre, celles de l'Angleterre et de l'Autriche, qui, malgré le testament de Charles II, voulaient retirer cette couronne des mains d'un Bourbon pour la placer sur la tête d'un archiduc d'Autriche. Comme dans toutes les guerres, il arriva qu'aucune des parties belligérantes ne put faire triompher ses exigences; il fallut transiger, et c'est dans le traité d'Utrecht, dont l'Angleterre prit l'initiative, auquel l'Autriche adhéra plus tard, que furent consignées les mutuelles concessions. L'Angleterre reconnaissait Philippe V, prince de la maison de Bourbon, pour roi légitime d'Espagne; mais, comme le but principal de la guerre avait été, de la part de l'Angleterre et de ses alliés, d'empêcher la réunion éventuelle des deux couronnes d'Espagne et de France sur une même tête, la France et l'Espagne s'engagèrent à établir l'ordre de succession respectif des deux maisons, de façon que jamais, et dans aucun cas, un Bourbon de France ne pût, de son chef, régner en Espagne, ou un Bourbon d'Espagne régner de son chef en France. On déclara donc qu'il y avait incompatibilité absolue entre les deux couronnes. Philippe V dut renoncer aux droits éventuels que sa naissance lui donnait au trône de France, de même que ses frères les ducs de Bourgogne et de Berry durent renoncer aux droits que, comme héritiers naturels de leur frère, ils pouvaient avoir un jour à la succes-

sion d'Espagne. Le duc d'Orléans, fils de Monsieur frère de Louis XIV, étant lui-même dans la ligne des héritiers possibles de la couronne de France, dut, pour rentrer dans l'esprit du traité et garder ses droits à la couronne de France, faire acte de renonciation à la couronne d'Espagne. Quelle est la signification évidente de ces renonciations?

Ces princes, tous héritiers directs et possibles des deux couronnes de France et d'Espagne, renonçaient pour eux et leur postérité, à cause de l'incompatibilité des deux couronnes stipulée dans le traité, aux prétentions qu'ils auraient pu, si le traité d'Utrecht n'eût pas existé, établir à la couronne d'Espagne. Ces renonciations voulaient-elles dire qu'il y eût pour leurs descendans directs une incapacité radicale d'arriver jamais au trône d'Espagne, incapacité qui serait de telle nature, que, si un héritier de la couronne d'Espagne, ayant des droits pleins et entiers, venait jamais à contracter alliance avec quelques-uns de leurs descendans, ces droits seraient par cela seul frappés de nullité et de déchéance? Jamais pareille doctrine n'a été mise en avant ni même imaginée, soit au moment du traité d'Utrecht, soit depuis. Non-seulement la doctrine n'a pas été émise, mais des faits, des exemples palpables, en ont rendu, dès le lendemain du traité d'Utrecht, et en rendent encore aujourd'hui la production impossible. Je ne reviendrai pas sur les énonciations souvent faites des mariages nombreux qui ont eu lieu entre les descendans des deux lignes, quelquefois entre les héritiers directs des deux couronnes; je ne citerai pas le plus éclatant de tous, le mariage du fils de Louis XV avec l'infante fille de Philippe V. Aucun de ces mariages n'a donné lieu, de la part de l'Angleterre, à des protestations de la nature de celle que lord Palmerston vient de lancer dans le monde politique, au grand ébahissement, je ne dirai pas seulement des savans qui ont pâli sur la collection des traités, mais du premier individu venu qui aura regardé l'atlas de Lesage ou feuilleté par désœuvrement un almanach royal. Après tout cependant, si les doctrines du ministre principal de sa majesté britannique étaient vraies, qu'importerait, en bonne logique, que ses prédécesseurs au *Foreign Office* eussent oublié de s'en servir, en leur temps, dans les guerres entre la France et l'Angleterre qui ont suivi de si près le traité d'Utrecht? Il y aurait seulement à regretter, pour la réputation des hommes politiques de cette époque, et en particulier de lord Chatham, qu'ils n'eussent pas songé à produire, dans leurs manifestes contre la France, cette victorieuse argumentation. Mais que voulez-vous? les plus grands hommes ont négligé quelquefois de se servir de tous leurs avantages. Lord Palmerston lui-même aurait pu faire contre nous un bien plus redoutable usage de la théorie qu'il a eu l'honneur d'inventer. Que le secrétaire principal de sa majesté britannique veuille bien prendre la peine de jeter un coup d'œil sur la première carte généalogique des maisons de France et d'Espagne qui lui

tombera sous la main, et il aura la satisfaction d'y voir que le jour où il le jugera utile à la politique de son pays il dépend de lui de protester contre les droits à la couronne d'Espagne de la reine Isabelle actuellement régnante et contre le droit à la couronne de France de M. le comte de Paris. En effet, la reine Isabelie est fille de Ferdinand VII, fils de Charles IV, qui, en 1765, épousa l'infante Louise-Marie-Thérèse, issue du mariage de don Philippe, duc de Parme, fils de Philippe V, et de Louise-Élisabeth, fille de Louis XV, et le comte de Paris n'est-il pas petit-fils de la reine Amélie de France, actuellement régnante, laquelle est aussi descendante de Philippe V? Voilà pourtant ce qui arrive des thèses de cette espèce; il faut les pousser jusqu'à l'absurde ou les abandonner. Je crois que lord Palmerston fera bien de s'arrêter à ce dernier parti. Aussi bien c'est celui que viennent de prendre les journaux de son pays, qui les premiers les avaient développées.

Mais ce n'est plus du traité d'Utrecht qu'il s'agit. Le traité d'Utrecht et tous les traités du monde nous seraient-ils favorables, cela ne servirait de rien au cabinet français; ce qui importe, c'est de savoir s'il a toujours eu de son côté les bons procédés. L'opposition française, comme chacun sait, a toujours attaché la plus haute importance aux bons procédés vis-à-vis de l'Angleterre.

Cette question des bons procédés est en réalité celle qui domine tout le débat. Il serait indigne de ceux qui ont toujours professé et professent encore la plus constante sympathie pour le bon accord avec l'Angleterre de ne pas traiter un pareil sujet avec la plus scrupuleuse attention et la plus sincère impartialité.

Le bon accord avec une puissance étrangère n'oblige pas de suivre partout et toujours une marche exactement conforme et préalablement concertée. On peut être alliés fidèles, se rendre de bons et mutuels services pour ce qui regarde l'ensemble de la politique, et, sur certaines questions, rester séparés, ou même poursuivre des buts différens. Il y a bien des points sur le globe où il serait fâcheux pour nous de confondre notre cause avec la cause anglaise. Ce serait agir contre la nature même des choses, et les faits seraient, comme il arrive souvent, plus forts que les intentions. En Espagne, sous certains rapports, les intérêts français et anglais sont trop opposés pour que l'association soit possible. Nous parviendrions difficilement à nous entendre avec l'Angleterre pour conseiller à l'Espagne de suivre, en matière commerciale, une certaine direction. Ce serait folie de le tenter. Il n'est pas probable, à cause des faits accomplis et de certains engagemens de partis préexistans, que nous puissions, d'ici à long-temps, nous mettre d'accord pour conseiller au cabinet espagnol tel ou tel système de politique intérieure. Il est à croire que la bonne volonté des ministres français et anglais y échouerait; celle de leurs agens se lasserait plus vite encore.

Le mariage des princesses espagnoles, au contraire, était un de ces objets sur lesquels il était désirable et possible de s'entendre. C'était bien assez pour l'Espagne d'être commercialement et politiquement tirée entre nos deux influences; que serait-il arrivé si elles s'étaient, pour ainsi dire, personnifiées dans deux candidats anglais et français qui, comme des chevaliers en champ clos, porteurs des couleurs de leurs parrains, se seraient disputé à outrance la main de la reine Isabelle? Il aurait été à craindre qu'avant la fin du tournoi spectateurs et patrons se fussent jetés dans l'arène pour y prendre part au combat. Les gouvernemens de France et d'Angleterre ont voulu sagement éviter ce péril. Comme de coutume, on a transigé, et comme de coutume aussi on a procédé par exclusion. C'est nous qui avons fait de nous-mêmes les premiers pas dans cette voie de conciliation, en déclarant que les fils du roi des Français n'étaient pas au nombre des prétendans à la main de la reine Isabelle. Cette concession en appelait une équivalente de la part de l'Angleterre; elle renonça au prince de Cobourg, proche parent du mari de la reine d'Angleterre, et promit de ne pas aider au mariage d'un prince qui ne serait pas de la maison de Bourbon.

C'était là, si je ne me trompe, où en était cette délicate négociation, quand la reine d'Angleterre vint à Eu pour la deuxième fois. Les ministres des affaires étrangères de France et d'Angleterre, M. Guizot et lord Aberdeen, s'abouchèrent directement. On entra dans des détails et des confidences qui n'avaient pas été confiés au papier. C'était le temps de la grande intimité. Lord Aberdeen reconnut, avec sa bonne foi ordinaire, que notre ministère était strictement resté dans les termes des engagemens contractés, n'avait pas voulu profiter des avantages que lui donnaient ses bons rapports avec l'Espagne pour mettre en avant la candidature de M. le duc de Montpensier. On fit un pas de plus dans la voie d'arrangemens amicaux. Lord Aberdeen eut connaissance du désir qu'avait la famille royale d'unir le duc de Montpensier à l'infante sœur de la reine; il donna à ce mariage son adhésion, à condition toutefois qu'il n'eût lieu qu'après celui de la reine et quand elle aurait donné un héritier à la couronne d'Espagne.

Une réserve fut toutefois faite au milieu de ces conférences par M. Guizot et acceptée par lord Aberdeen. Par cette réserve, le ministre français établissait en termes exprès que, si un mariage avec un prince de la maison de Cobourg devenait jamais imminent, soit par la coopération, soit par le manque d'opposition de la part du cabinet anglais, soit de toute autre façon, la France se regarderait aussitôt comme dégagée et libre de demander immédiatement, pour M. le duc de Montpensier, non-seulement la main de l'infante, mais celle de la reine elle-même. Cette déclaration fut envoyée à Londres, sous forme de *memorandum*, dans les premiers mois de 1846, et communiquée par M. de

Jarnac à lord Aberdeen; M. Bresson reçut de son côté à Madrid les instructions qui devaient lui servir de règle de conduite dans le cas prévu par le *memorandum*.

Comme on va le voir, cette déclaration de notre cabinet n'était pas une précaution inutile, mais un acte de la plus indispensable prudence. En effet, si le cabinet anglais exécutait fidèlement ses engagemens, ses agens à l'étranger et les personnes qui passaient pour obéir habituellement à leurs inspirations suivaient une voie tout opposée. Leurs efforts pour rendre acceptable et prépondérante la candidature de M. le prince Léopold de Saxe-Cobourg étaient incessans et publics, surtout à Madrid. Ils eurent, au milieu du printemps de 1846, un succès à peu près complet, révélé par un incident relaté alors dans les journaux de la Péninsule, et qui, je ne sais pourquoi, n'a pas trouvé place dans la presse anglaise ou française. M. le duc régnant de Saxe-Cobourg était à Lisbonne, et l'on parlait de sa prochaine arrivée à Madrid. Le gouvernement espagnol lui envoya un message direct précédemment communiqué à M. Bulwer, et qui avait pour but le mariage de la reine avec le prince de Saxe-Cobourg; mais tel était, pour les engagemens pris à Eu, le respect de M. le ministre des affaires étrangères d'Angleterre, lord Aberdeen, que le ministère français apprit à la fois par lui cette démarche inattendue, la connaissance qu'en avait eue M. Bulwer, et l'avertissement donné à cet agent de ne jamais prêter son concours à aucune proposition de ce genre. Peu de temps après cet incident, le cabinet tory se retirait, et avec lui lord Aberdeen; les whigs entraient au pouvoir, et avec eux lord Palmerston.

Qui avait décidé la reine-mère d'Espagne à la démarche qu'elle avait tentée à Lisbonne? Était-ce le désir bien naturel d'affermir la couronne de sa fille par une alliance avec cette maison considérable des Cobourg, qui a donné des époux à la plupart des princesses de l'Europe, et qui se trouve en ce moment assise sur la majeure partie des trônes constitutionnels? Était-ce un calcul habile pour forcer la main à la France et obtenir le mariage de M. le duc de Montpensier par la crainte qu'aurait inspirée un mariage sur le point de se conclure avec un prince de Cobourg? Quoi qu'il en fût du motif, digne, à coup sûr, d'une mère tendre et d'une princesse expérimentée comme la reine Christine, le fait était par lui-même de nature à donner à réfléchir au cabinet des Tuileries. Le mariage avec un prince de la maison de Cobourg avait été directement négocié par le gouvernement espagnol; connaissance en avait été donnée au ministre anglais à Madrid, tout cela dans le temps où siégeait à Londres un cabinet ami, qui avait pris lui-même au sujet des mariages espagnols des engagemens précis, et qui avait une si ferme et si évidente volonté de les exécuter. Qu'allait faire à Madrid l'envoyé britannique, désormais dirigé par un nouveau minis-

tère, lié certainement par les engagemens de ses prédécesseurs, mais qui n'avait pas cependant suivi lui-même les phases de cette délicate négociation, et pouvait être, sans injustice, soupçonné de ne pas porter à la France des sentimens très bienveillans? La prudence commandait à notre cabinet d'attendre et de sonder les dispositions du nouveau ministère anglais. Une occasion toute naturelle s'en présentait. Les fils de don Francisco étaient les seuls candidats à la maison de Bourbon qui fussent alors possibles. Notre chargé d'affaires à Londres eut mission de proposer à lord Palmerston de les présenter en commun à l'acceptation du gouvernement espagnol. Cette offre n'avait rien d'exclusif; ce n'était pas abonder dans notre sens que de présenter deux candidats, dont l'un, l'infant don Henri, duc de Séville, était alors patemment hostile à notre influence en Espagne et notoirement porté par le parti progressiste, appuyé lui-même par l'Angleterre. La manière dont lord Palmerston accueillerait cette offre devait nous servir de pierre de touche pour juger de sa politique en Espagne. Cette politique ne pouvait déjà que trop se prévoir par une communication que le nouvel ambassadeur à Paris, lord Normanby, avait été chargé de nous faire de sa part. Cette communication consistait en un extrait des instructions adressées à M. Bulwer, à Madrid. Dans ces instructions, il était dit qu'il n'y avait plus que trois candidats possibles à la main de la reine, le prince de Cobourg et les deux fils de Francisco. Ces trois candidats, ajoutait la note, sont également acceptables pour l'Angleterre. Puis, comme si ce n'était pas assez de cette note où un prince de Cobourg figurait pour la première fois, et en première ligne, à titre de candidat présenté par l'Angleterre, arrivait à Paris la réponse à nos ouvertures d'action commune. Dans cette réponse, il était dit qu'un seul des deux candidats était convenable; et lequel paraissait à lord Palmerston remplir seul cette condition et devoir être exclusivement présenté au choix de la reine? C'était l'infant don Henri, duc de Séville, qui était alors à Bruxelles en rupture ouverte, presque à l'état de conspiration, contre le gouvernement de la reine. Les intentions de lord Palmerston étaient assez évidentes, on peut dire assez flagrantes. D'une part, le prince de Cobourg, le candidat que l'Angleterre ne devait jamais aider à mettre en avant pour la main de la reine, était inopinément produit d'une manière officielle par le secrétaire d'état de sa majesté britannique; de l'autre, notre proposition était éludée. Des deux candidats que l'on déclarait acceptables dans les instructions envoyées à M. Bulwer, lord Palmerston ne voulait plus en proposer avec nous qu'un seul, celui-là même qui de toute évidence était impossible. On voit clairement où menait ce jeu. Le but était manifeste. Tous les candidats écartés, la cour de Madrid en devait venir forcément à choisir le prince de Cobourg.

Il faut le dire, le piége était trop apparent; il ne pouvait tromper un cabinet tant soit peu prévoyant. Grace à Dieu, nous avions les moyens

de parer le coup. Le mariage avec un prince de Cobourg était devenu un fait imminent : c'était le cas prévu par le *memorandum*. Nous rentrions, par cela même, dans notre droit et dans notre liberté; nous en avons usé en faisant conclure en même temps les deux mariages.

On dit que la solution de cette affaire, dont nous venons de raconter les divers épisodes avec toute l'exactitude qui dépendait de nous, a produit de l'irritation en Angleterre. Cette irritation serait grande, si l'on en jugeait par celle qui animait naguère les feuilles publiques qui s'impriment de l'autre côté de la Manche, et qui trouvent chez nous de si complaisans échos; mais ce serait risquer de se tromper souvent que de juger des sentimens d'un peuple par ceux qu'expriment ses journaux. Pourquoi cette grande et sage nation prendrait-elle feu à propos d'une question qui, après tout, la touche assez peu, qu'elle a mal appréciée d'abord, parce qu'elle lui avait été présentée sous le jour le plus faux? On voit tout de suite quelle atteinte aurait été portée à la considération de la France, à ses intérêts les plus permanens et les plus essentiels, si un proche parent de la maison régnante d'Angleterre fût venu s'asseoir sur un trône occupé depuis longues années par des rois issus du sang de nos princes. Pour l'Angleterre, au contraire, l'état de choses qui vient d'être constitué en Espagne est la continuation d'un passé dont elle n'avait jamais songé à se sentir blessée. De quoi se plaindrait-elle? Ses plus grands ministres n'avaient jamais pensé jusqu'à présent à lui faire venir l'ambition de donner des rois à l'Espagne. Le maintien sur ce trône de la royale maison qui l'a toujours occupé n'empêchera pas sa légitime influence de s'exercer encore de l'autre côté des Pyrénées; nous ne chercherons pas à l'y détruire; le voudrions-nous, nous n'y réussirions probablement pas. Les enseignemens de l'histoire sont là; ils nous apprennent que peu de temps après le traité d'Utrecht la France était en guerre avec l'Espagne, et qu'elle avait justement l'Angleterre pour alliée contre le monarque, petit-fils de Louis XIV. Il ne faut pas aujourd'hui de bien graves événemens pour rendre l'influence anglaise supérieure à la nôtre à Madrid. Chacun sait que les changemens de cabinet y sont assez fréquens; pour peu que la discussion actuelle se prolonge encore, le jeu naturel des institutions dont l'Espagne est aujourd'hui dotée aura peut-être, avant qu'elle soit terminée, ramené au pouvoir les amis de l'Angleterre; ce sera alors à notre tour d'être les battus dans cette affaire. Si cela doit nous arriver, espérons que nous y mettrons un peu de bonne grace et de patience; on ne peut pas avoir des succès partout et toujours. Les plus habiles échouent quelquefois, et cela peut leur arriver sans honte. La chose vraiment fâcheuse pour un homme d'état qui voudrait laisser un nom considérable, ce serait d'avoir souvent et inutilement agité son pays, d'avoir couru incessamment après les grandes occasions dans un temps qui ne les comportait pas. Ce qui serait pire encore, ce serait de

vouloir pousser à outrance les fautes commises, afin de tirer de l'excès même quelque chose que l'on prendrait pour de la gloire.

Pour moi, plus j'y réfléchis, moins je pense que tous ces tiraillemens entre la France et l'Angleterre amèneront un trouble profond dans leurs relations. Par un sentiment de mutuelle dignité, ce qu'il y a eu de trop intime, ou plutôt de trop affiché dans l'intimité, disparaîtra. Je laisse à d'autres à le regretter. La bonne harmonie et la bonne amitié reparaîtront, harmonie paisible, amitié sérieuse, telle qu'il convient à des peuples rassis et expérimentés. Si par malheur les notes échangées entre les deux cabinets sur leurs dernières difficultés étaient, de part ou d'autre, empreintes d'aigreur et semées de malséantes insinuations, nul doute que les deux peuples en ressentiraient un égal déplaisir. Le plus mal à son aise des deux serait certainement celui dont l'organe officiel aurait le moins bien observé les règles d'une courtoise discussion. Il y a entre nations qui se respectent des égards auxquels, la colère une fois passée, on est embarrassé d'avoir manqué. Espérons qu'au besoin le sentiment public des deux pays interviendrait impérieusement pour mettre fin à de tristes discords qui n'ont déjà que trop duré.

Les conséquences de cette regrettable mésintelligence ne se sont pas fait attendre. Depuis 1830, le voisinage du petit état indépendant de Cracovie troublait la quiétude de la Russie, de la Prusse et de l'Autriche; en 1836, les trois cours avaient échangé quelques notes sur la convenance qu'il y aurait pour elles à détruire ce dernier et faible vestige de la nationalité polonaise. Toutefois, on peut le dire hardiment, ces projets seraient toujours restés enfouis dans les chancelleries où ils avaient été conçus, et le scandale d'un acte aussi inique aurait été épargné au monde, si la première nouvelle d'un refroidissement survenu entre les grands états de l'Occident n'avait donné courage aux cabinets absolutistes. Sans doute les deux premiers partages de la Pologne, si énergiquement flétris par la conscience publique de l'Europe, depuis si souvent et quelquefois si durement reprochés aux cours co-partageantes, ont bien mérité la réprobation qu'ils ont encourue; mais enfin, à les juger comme ils ont été accomplis, sans souci du droit, de la justice et de l'humanité, ils étaient profitables et jusqu'à un certain point motivés. Il n'en est pas de même de la dernière résolution des puissances. A qui pense-t-on donner à entendre que la petite ville de Cracovie, dont la primitive indépendance avait été déjà si restreinte, dont les libres institutions avaient été si mutilées, tenait à elle seule en échec les trois grandes monarchies au milieu desquelles son territoire est enclavé? Bien que les derniers événemens de la Gallicie ne nous aient donné qu'une médiocre idée des moyens d'ordre et de répression dont l'Autriche dispose, nous lui faisons l'honneur de penser qu'aidée de ses puissans alliés, elle aurait pu venir à bout de son incommode voisine. L'occupation militaire de la république suffisait parfaitement à la sé-

curité commune, et sa prolongation provisoire aurait donné aux cours intéressées toutes les garanties qu'elles étaient en droit d'exiger. L'occupation définitive a été préférée, parce qu'elle était une bravade envers la France et l'Angleterre.

Ce n'est pas la première fois que la Russie a cherché à entraîner les cabinets de Vienne et de Berlin dans de compromettantes démarches. Souvent déjà le czar, qui n'a point de motifs de s'inquiéter de l'opinion des peuples libres, qui met son plaisir à la défier et sa gloire à poursuivre jusqu'au bout la croisade qu'il a entreprise contre l'Europe libérale, avait tenté de surprendre leur prudence. Jusqu'à présent, ces cabinets avaient le plus souvent résisté, se faisant même valoir quelquefois auprès de l'Angleterre et de la France de leur apparente modération, dénonçant les premiers les plans et les projets dont ils avaient reçu confidence. Mais, hélas! parler avec quelque chagrin de l'humeur inquiète de l'empereur de Russie, donner l'éveil sur son ambition, s'étendre avec complaisance sur la nécessité de la surveiller et de la contenir, puis en même temps faire à chaque occasion décisive ce qui est de nature à rendre cette influence plus redoutable, tel est le rôle accepté depuis seize ans par la Prusse et l'Autriche. Ce qu'il y a de puéril dans cette façon d'agir n'avait jamais été mis dans un aussi grand jour.

Il est évident que la Prusse et l'Autriche n'ont rien à gagner et beaucoup à perdre à la suppression de l'indépendance de Cracovie. Les derniers événemens qui ont éclaté dans les anciennes provinces polonaises n'ont pas déjà si fort tourné à leur honneur. Les agens russes ont été les plus empressés, à cette époque, à faire remarquer, avec un certain orgueil, combien les choses s'étaient passées différemment dans les contrées soumises aux lois de sa majesté l'empereur de toutes les Russies et dans celles qui obéissent à la Prusse et à l'Autriche. Combien de comparaisons humiliantes n'ont-ils pas établies entre l'attitude si ferme, si calme du gouverneur russe à Cracovie, les inquiétudes si visibles des commandans prussiens, et la conduite si imprévoyante d'abord, si brutale ensuite, des autorités autrichiennes en Gallicie! A s'en rapporter à d'autres commentaires, que nous croyons pour notre compte tout-à-fait calomnieux, les conspirations polonaises qui ont éclaté au printemps dernier n'auraient pris personne à l'improviste; la police prussienne les connaissait, et, loin de les entraver, leur donnait libre carrière, afin de mettre d'un même coup la main sur tous les affiliés. En Gallicie, les commandans des provinces autrichiennes avaient ordre de laisser la noblesse polonaise s'engager dans cette folle entreprise, afin de pouvoir en finir avec elle en la livrant ensuite aux ressentimens effrénés d'une multitude sanguinaire. Je suis loin de croire, je le répète, à de si abominables calculs; mais ces bruits offensans circulaient en Allemagne et y trouvaient une certaine créance, et voilà le moment que les gouvernemens d'Autriche et de Prusse ont choisi pour

s'entendre de nouveau avec la puissance dont on leur reproche d'être les habituels et complaisans instrumens. Cette alliance nouvelle, ils ont trouvé tout simple de la signifier au monde par une mesure violente, immorale et mesquine. De telles fautes discréditent ceux qui les commettent. Le roi de Prusse, qui vise à exercer sur les esprits allemands une sorte d'influence morale et religieuse, doit comprendre aujourd'hui que son autorité est un peu diminuée par la répulsion qu'inspire l'attentat dont il a pris sa part de responsabilité. Dans les harangues officielles et philosophiques dont il veut bien quelquefois gratifier ses peuples, comment osera-t-il parler de justice, le souverain qui vient de commettre envers un voisin si faible une injustice si patente? Comment s'y prendra-t-il pour prêcher le respect dû aux prérogatives de sa couronne, le prince qui vient d'effacer de sa main une partie des traités qui seuls lui donnent droit à l'obéissance de bon nombre de ses sujets? Il sera curieux d'entendre parler encore avec enthousiasme des vieux souvenirs de la grande famille teutonique par le monarque qui a si lestement traité le dernier vestige d'une nationalité qui avait bien aussi ses traditions et sa gloire! L'Autriche n'aperçoit-elle pas aussi qu'en recevant à contre-cœur, d'un ancien rival, le présent fatal qui lui est aujourd'hui abandonné, elle dévoile aux yeux les moins clairvoyans les secrets de sa faiblesse? Cette faiblesse n'était plus un secret depuis long-temps pour ceux qui ont réfléchi sur les embarras croissans de cette grande monarchie si peu homogène, tour à tour ébranlée au nord par les velléités de la diète hongroise, inquiétée au midi par les sourdes rumeurs de l'Italie toujours frémissante, et qui voit chaque jour son ancienne autorité en Europe s'user aux mains d'un ministre vieillissant. Ou nous nous trompons fort, ou M. de Metternich doit entrevoir d'assez mauvais jours et jeter d'assez sombres regards sur l'avenir. Si on doit jamais remettre en question la conservation, dans son état actuel, de cet édifice autrichien si péniblement construit de tant de pièces différentes, si soigneusement préservé jusqu'à présent de toutes secousses, la faute en sera bien aux derniers actes de sa carrière politique. Une considération imposante maintenait l'influence de l'Autriche auprès des petites puissances de l'Allemagne : c'était l'aversion qu'elles lui supposaient pour toute espèce de mesures violentes. Les traités de 1815 leur paraissaient particulièrement placés sous sa sauvegarde; comment imaginer qu'un coup aussi rude leur serait porté? C'était sur ce cabinet-là même qu'elles comptaient plus que sur tous les autres pour les défendre au besoin le jour où ils seraient attaqués, et c'est lui qui se charge d'apprendre au monde qu'on y peut toucher pour le plus mince intérêt, et sous les plus frivoles prétextes! Voilà des griefs qui ne seront pas fort ébruités, mais qui dureront long-temps aux cœurs des princes et des hommes d'état de l'Allemagne. La cour de Vienne

s'apercevra un jour de ce qu'elle a perdu à sortir ainsi de ses voies ordinaires. C'est surtout de l'autre côté des Alpes que la nouvelle de la réunion de la ville de Cracovie aux états de sa majesté autrichienne a soulevé l'indignation la plus vive et le courroux le plus général. On aurait dit qu'une nouvelle province venait d'être arrachée à la patrie italienne. Les manifestations des populations n'ont pas été partout entravées par les autorités du pays. Quelques-unes ont été singulières et peuvent donner à penser aux gouverneurs de la Lombardie. Dans la nuit du 5 décembre dernier, anniversaire du jour où, il y a cent ans, les Autrichiens furent chassés de Gênes et de presque toute l'Italie, des feux de joie furent tout à coup allumés par des mains inconnues sur les sommets de la longue chaîne des Apennins. En un instant, ces lueurs soudaines avaient couru, de sommet en sommet, depuis les montagnes abruptes qui plongent sur le golfe de Nice jusqu'aux collines qui viennent mourir dans la mer Adriatique. Les états autrichiens en Italie furent, à un moment donné, comme entourés dans un cercle de feu. Le jour où des lueurs non moins brillantes et non moins rapides viendront de proche en proche percer cette obscurité profonde où l'Autriche s'efforce de retenir encore les intelligences italiennes, ce jour-là son étoile pâlira; il ne lui suffira pas, pour conserver sa domination, de promener bruyamment, comme aujourd'hui, des canons de Vérone à Mantoue, d'augmenter le nombre des régimens italiens qui vont chaque année transir de froid dans les steppes de la Hongrie, et de grossir les bandes de ces soldats croates qui font aujourd'hui retentir de leurs pas pesans les dalles des quais de Venise, ou montent nonchalamment leur garde devant les palais des Palladio et les fresques des Vinci.

Si quelque chose pouvait ajouter au mal que se sont fait à elles-mêmes les deux cours du Nord, ce seraient les maladroites justifications qu'elles ont essayées, et dont la version la plus étendue et la plus étrange a paru dans un journal de Leipzig et non dans le journal officiel de Vienne, comme se sont trop empressées de l'affirmer quelques feuilles publiques de France et d'Angleterre qui ne sont pas bien au fait des habitudes des chancelleries allemandes. Ces chancelleries ne livrent pas avec tant de sans-façon les motifs officiels de leurs actes à l'appréciation indiscrète du public. Quand la fantaisie leur vient de faire entendre à l'Europe l'opinion soi-disant nationale de l'Allemagne, elles s'adressent à la complaisance de quelque journal censuré, quelquefois même, comme dans le cas actuel, à un recueil de couleur plutôt libérale. On ne revient pas de l'incomparable aplomb avec lequel la gazette qui a été honorée cette fois de la confiance des cours du Nord développe leur théorie sur la valeur qu'il faut attribuer aux divers actes du congrès de Vienne. Cette théorie, inventée en 1846, pour les besoins de la cause, est bien simple. La voici en peu de mots. Le congrès de Vienne

a réuni en un seul corps et donné une garantie commune à plusieurs traités différens contractés entre elles par la plupart des puissances de l'Europe. Comment faut-il entendre cette garantie? les puissances garantes n'ont-elles pas le droit de veiller au maintien des clauses qu'elles ont garanties par leur signature? — Oui, répond le journaliste allemand, si les puissances contractantes ne sont pas d'accord entre elles; mais, si elles se mettent d'accord pour modifier ou détruire ces traités, cela ne regarde plus en rien les puissances garantes. Vous êtes peut-être curieux de savoir ce qu'est au juste ce droit de garantie qui ne garantit rien? La chancellerie autrichienne veut bien vous apprendre, par l'intermédiaire de je ne sais quelle autre feuille également censurée, que c'est là un simple enregistrement. Cependant vous avez encore quelques scrupules, et vous demandez si le petit état de Cracovie s'est mis, lui aussi, d'accord avec les trois grandes puissances pour sa suppression? A quoi le journaliste, qui est aussi un grand jurisconsulte, vous répond sans hésitation : Il n'en avait pas le droit, car au moment du traité entre les puissances il n'existait pas. Voilà des réponses concluantes s'il en fut, et qui ferment la bouche. On pourrait se demander toutefois comment les petites puissances de l'Allemagne s'en accommoderont. Beaucoup d'entre elles n'existaient pas non plus au moment de la signature du congrès de Vienne, et se croyaient cependant assez assurées jusqu'à présent du maintien de leur nationalité. Cette confiance leur est désormais ôtée, autant qu'il dépend de M. de Metternich. Rien de plus clair, en effet, que les termes de la gazette allemande. « Que dirait la France si, pen- « dant qu'elle s'entendrait avec l'Allemagne sur des arrangemens rela- « tifs à ses frontières, la Russie ou l'Angleterre venaient y mettre leur « opposition, attendu que ces arrangemens violeraient les traités signés « par ces deux puissances?» Et plus loin : « Du reste, nous attacherons « d'autant moins d'importance à ces mots si souvent répétés : Mainte- « nant les Français ne se regarderont plus liés par les traités, que cela « ne change absolument rien à la chose, car ce ne sont ni les conventions « de Paris ou de Vienne, ni le respect dû à la foi des traités qui ont im- « posé aux Français quelque réserve; s'ils s'étaient sentis assez de force « pour les briser, ils l'auraient déjà fait depuis long-temps, et nous ne les « en aurions pas blâmés.» Ainsi voilà qui est bien entendu : si la France n'a pas violé les traités de Vienne, c'est qu'elle n'a pas osé; si nous ne les violons pas aujourd'hui, c'est apparemment aussi parce que nous n'osons pas. Le jour où nous l'oserions et le pourrions faire, l'Autriche ne nous en blâmerait pas. A-t-on jamais montré un mépris plus résolu de toutes les notions du droit international? a-t-on jamais proclamé plus nettement le règne exclusif de la force? On comprend maintenant pourquoi la suppression de Cracovie n'a excité nulle part autant d'indignation que dans les rangs du parti conservateur français; c'est lui qui est

directement attaqué, ce sont ses sentimens d'ordre et de justice qui sont le plus ouvertement froissés. Sa politique est insultée par ceux-là mêmes qu'en 1830 elle a peut-être sauvés.

D'aussi injurieuses imputations seraient bien de nature à provoquer notre juste ressentiment. Nous ferons mieux toutefois de les négliger et de garder tout notre sang-froid pour nous bien rendre compte de la situation nouvelle créée par l'anéantissement de la république de Cracovie. D'un côté, les trois puissances qui ont consommé cet acte d'iniquité; de l'autre, la France, l'Angleterre, tous les états constitutionnels grands ou petits, tous ceux qui ont gardé en politique la distinction du bien et du mal, du juste et de l'injuste. Cette situation serait donc bien nette, et l'on en saisirait les conséquences au premier coup d'œil sans le malheureux différend survenu entre la France et l'Angleterre. Tant que les parlemens des deux pays n'auront pas été mis en demeure de se former un avis et d'exprimer une opinion sur la valeur de ce dissentiment, tant qu'ils n'auront pas décidé s'il est sérieux et durable, ou s'il doit passer comme un refroidissement temporaire, toutes choses resteront en suspens. Les puissances provocatrices se tiendront fermes ensemble et attendront. La France et l'Angleterre hésiteront l'une comme l'autre à s'engager seules dans la querelle. On sent bien que, si la contrainte qui résulte de ces relations douteuses n'eût déjà pesé sur les deux gouvernemens, leurs premières démarches auraient eu un caractère plus décidé et auraient mieux répondu à la vivacité des impressions du public. La note de l'Angleterre aux trois cours est connue; on sait qu'elle n'est pas une protestation formelle. Le secrétaire d'état de sa majesté britannique feint d'ignorer que le territoire de la ville libre de Cracovie ait été annexé à l'Autriche. Il a entendu dire, sans pouvoir y croire, que les trois puissances avaient conçu un pareil projet. Il s'empresse de leur faire observer combien il serait attentatoire aux droits des puissances qui ont signé l'acte final du traité de Vienne. Il finit en exprimant la confiance que ces simples observations suffiront à empêcher la consommation d'une mesure funeste. Le détour de lord Palmerston est un peu apparent, mais il a l'avantage de le tirer d'un assez grand embarras. Personne n'avait oublié cette phrase prononcée devant les communes d'Angleterre, si souvent répétée depuis et relatée tout au long dans l'article de la *Gazette de Leipzig* : « Il n'échappera pas à la loyauté des cours du Nord que, si les traités de Vienne ne sont pas bons sur la Vistule, ils ne sont pas meilleurs sur le Rhin et sur le Pô. » Lord Palmerston, s'il eût admis la violation des traités comme flagrante et déjà consommée, ne pouvait pas ne pas garder dans sa note quelque chose d'un langage si significatif; mais aussi comment, dans l'éventualité d'une rupture, prêter de telles armes à la France? Quant à la note française, on n'ignore pas qu'elle est une protestation formelle et posi-

tive : elle contiendrait, dit-on, cette énonciation, qu'aucune puissance signataire du traité de Vienne ne saurait prétendre s'affranchir des stipulations de ce traité sans en affranchir également toutes les autres; toutefois il n'y serait pas question de la valeur que la France attribue maintenant aux traités eux-mêmes.

En présence du défi qui leur avait été si hardiment jeté, sans doute les deux grands gouvernemens qui ont l'honneur d'être en ce moment en Europe les défenseurs de la cause du droit et de la justice auraient pu parler un langage plus énergique, mais, comme nous l'avons dit, à la condition d'être parfaitement unis et d'avoir préalablement concerté ensemble tout un plan de conduite et d'action. Cette attitude, ils pourront la reprendre, ils la reprendront certainement le lendemain même d'une réconciliation. En attendant, et dans leur isolement même, il y a encore pour l'Angleterre, et surtout pour la France, un rôle considérable à jouer. La violation des traités a toujours été considérée comme un cas de guerre entre les nations. La violation des traités de 1815, consommée sans avis préalable, avec les circonstances qui l'ont accompagnée et les doctrines dont elle a été appuyée, donnait aux deux nations lésées un droit légitime de guerre contre la Russie, la Prusse et l'Autriche; bien des guerres ont eu lieu pour de moins justes causes et de moins grands intérêts. Fallait-il cependant, en ce qui nous regarde, aller jusqu'à cette extrême limite de notre droit, dénoncer à notre tour les traités qu'on n'avait pas observés envers nous, entrer en campagne par la prise de Landau et l'invasion des provinces de la Prusse qui avoisinent nos frontières, marchant ainsi tout droit à la conquête de la rive gauche du Rhin? Ces plans belliqueux auraient pu être du goût de quelques imaginations ardentes. La portion saine et intelligente de la nation les eût repoussés. Elle eût compris que, si le droit était incontestable, l'usage en eût été excessif. C'eût été répondre à un acte révolutionnaire par des représailles également révolutionnaires, et perdre gratuitement les avantages que donne toujours la modération quand elle est jointe à la raison et à la force. On ne voit pas bien d'ailleurs de quel droit, et sans une absolue nécessité de défense nationale, nous aurions été, sous prétexte de venger la confiscation de la ville libre de Cracovie, confisquer à notre profit des états dont l'indépendance mérite à coup sûr le même respect. Le bruit s'est répandu un instant que le cabinet avait songé à relever les fortifications d'Huningue : c'eût été, je le crois, une autre faute. Ce n'est pas le traité de Vienne qui nous interdit de fortifier Huningue, c'est le traité du 20 novembre 1815, signé à Paris après la seconde invasion. Il n'y a point de rapport entre les deux traités. Ils ont été signés par la France à des époques et dans des fortunes diverses. A Vienne, nous débattions, au même titre et sur le même pied que les autres grandes puissances, les arrangemens terri-

toriaux de l'Europe. En novembre 1815, nous subissions les dures conditions que de nouveaux malheurs nous avaient imposées.

Gardons-nous donc de confondre des traités qu'il importe à notre honneur et à nos intérêts de bien distinguer l'un de l'autre. La suppression de la république de Cracovie a porté atteinte au traité de Vienne; n'allons pas nous hâter de porter atteinte au traité de Paris en fortifiant Huningue. Les droits que nous tenons du traité de Vienne sont plus précieux pour nous que les charges du traité de Paris ne sont lourdes. N'échangeons pas les uns contre les autres; ce serait un marché de dupes. Si l'imprudence des puissances du Nord a ébranlé les bases de l'équilibre européen et remis en question la distribution des empires, contentons-nous, pour le moment, d'en prendre acte par notre protestation. Un avenir inespéré s'ouvre devant nous, sachons l'attendre et nous y préparer.

Quelle va être, au début de la session prochaine et en présence des questions considérables que nous venons d'indiquer, l'attitude des partis dans la nouvelle chambre? On ne le sait pas encore, mais déjà on peut le présumer. La majorité paraît animée des mêmes sentimens envers le cabinet, lui sachant gré de ses succès dans la question des mariages espagnols, un peu étonnée et contrariée toutefois que ces succès aient compromis l'alliance anglaise, et indignée avant tout de l'attentat commis sur Cracovie. Quant à l'opposition, elle semble encore incertaine. Nous entendrons sans doute les orateurs de la gauche démontrer que les mariages des princesses espagnoles, et en particulier celui du duc de Montpensier avec l'infante, n'ont pour la France aucun intérêt politique; qu'il n'y a pas eu grand mérite à les conclure, parce qu'au fond l'Angleterre ne s'en souciait guère. Les orateurs du centre gauche prouveront, au contraire, que l'Angleterre s'en souciait si fort, qu'il y a eu folie et presque trahison à compromettre dans cette occasion cette précieuse alliance anglaise. Ces orateurs se proposent, dit-on, de tracer l'historique de nos relations avec l'Angleterre. Ils feront ressortir comment le gouvernement a eu le tort d'être alternativement exigeant et facile à contretemps, se méprenant grossièrement sur la valeur et la portée des choses. En les entendant, la France sera forcée d'admettre que, s'il était naturel de risquer la guerre plutôt que de supporter le principe d'une indemnité en faveur d'un négociant anglais lésé dans ses intérêts, il était absurde de s'exposer au plus passager refroidissement pour écarter un prince de Cobourg du trône d'Espagne. Nous espérons sincèrement que les hommes même les plus hasardeux de l'opposition n'emploieront pas leur talent à donner quelque apparence de raison à de pareils jeux d'esprit. Le moindre inconvénient de cette tactique serait d'être en complet désaccord avec les faits. Si quelque chose ressort en effet avec clarté des détails que nous avons pris soin de donner sur les négociations

relatives aux mariages espagnols, c'est la bonne foi entière et les égards constans du gouvernement français envers le cabinet de Londres. On ne le voit à aucune époque faire mystère de ses vues; loin de là, il les proclame au début en plein parlement, avec un certain éclat. Plus tard il les communique de nouveau à son allié, et lui offre, au moment où le dénouement approche, de s'entendre pour proposer ensemble des candidats également acceptables pour les deux cours. Enfin, s'il prend un parti décisif, c'est dans le cas imminent préalablement signalé par lui-même, lorsqu'une plus longue hésitation ferait infailliblement réussir la seule combinaison qu'il ne pouvait accepter honorablement, celle-là même qu'on avait promis de ne jamais favoriser, et à laquelle on travaillait cependant alors ouvertement. On aura fort à faire pour donner le change sur le mariage du duc de Montpensier, et pour établir qu'il a été un mauvais procédé vis-à-vis de l'Angleterre. Ce n'est point un mauvais procédé que de parer un coup qui vous est destiné, et de s'assurer un avantage afin de n'avoir pas un revers. Le mariage de M. le duc de Montpensier apparaîtra ce qu'il a été en effet, un acte de politique purement défensive.

Dans les pays constitutionnels, une opposition sérieuse, conduite par des hommes considérables, a mieux à faire que de se mettre sans choix, en toute occasion et à tout propos, en contradiction avec le gouvernement. Quand, au vu et au su de tout le monde, le gouvernement a eu quelque succès, il y a mauvaise grace, il y a danger pour elle à le nier ouvertement. Le public soupçonnerait peut-être une fois que l'opposition n'agit que par dépit, et une découverte de ce genre pourrait le mettre sur la voie de beaucoup d'autres. Je dirai plus, si le succès obtenu a amené quelque conflit avec une nation étrangère, le premier devoir de l'opposition, c'est d'ajourner ses attaques, qui seront toujours, quoi qu'elle fasse, autant d'armes fournies aux adversaires. Il lui vaut mieux prêter secours et appui au gouvernement, qui est toujours, après tout, la vraie personnification du pays au dehors. En ce moment même, l'Angleterre nous donne, à cet égard, un bel exemple. La politique du ministre des affaires étrangères britanniques n'y est pas du goût de tout le monde; au sein même de son parti, les méfiances qu'elle inspire sont si grandes, qu'elles ont suffi à empêcher la première formation du ministère whig, et cependant, aussi long-temps que les difficultés actuelles subsisteront entre la France et l'Angleterre, nul ne s'attend à voir lord Palmerston attaqué dans le parlement à propos d'une conduite que beaucoup de ses adversaires et quelques-uns de ses amis trouvent fâcheuse et contraire aux intérêts de leur pays. L'opposition française gagnerait plus qu'elle ne suppose à mettre un temps d'arrêt dans sa vive polémique contre la direction donnée à nos affaires étrangères : d'abord elle s'éviterait un échec, ce qui est bien quelque

chose; ensuite elle donnerait satisfaction à l'opinion publique, qui est aujourd'hui un peu fatiguée de tant de redites. Puisque les circonstances ne lui sont pas favorables, qu'elle attende; la situation se modifiera. Nous ne resterons pas toujours en froid avec l'Angleterre; de part ni d'autre, on ne voudra tenir long-temps dans cette position fausse et nuisible aux deux pays. Il est probable qu'on se rapprochera. Que l'opposition veille aux conditions du rapprochement; quand même ses critiques seraient exagérées ou peu fondées, elles ne lui seront pas reprochées, parce qu'elles seront dans son rôle. Ce rôle, l'opposition l'a déjà rempli avec honneur pour elle et profit pour le pays. Pendant ces seize dernières années, elle ne s'est pas constamment méprise sur les vrais sentimens de la nation. Quand, en 1840, elle accueillait avec tant de froideur et de méfiance la formation du cabinet actuel, elle était l'interprète un peu trop vif peut-être, mais nécessaire, d'une susceptibilité assez générale et assez fondée. Satisfaite qu'elle avait été de la politique des ministres du 1er mars, sans inquiétude sur la marche que les affaires prenaient sous leur direction, il est assez simple que l'opposition ne sût pas un gré infini à leurs successeurs de la bonne volonté qu'ils mettaient à recueillir leur héritage. Elle n'était surtout pas tenue de prévoir qu'entrés au pouvoir à la suite d'un fâcheux échec pour notre diplomatie, ils lui ménageraient un jour une heureuse revanche, et qu'avant six ans le succès des mariages espagnols compenserait les revers de la Syrie. L'opposition n'avait pas tort non plus, en 1841 et 42, quand elle retenait le cabinet trop empressé de rentrer dans le concert européen, et de renouer avec les puissances de l'Europe ces rapports intimes dont les récens événemens ont si bien fait sentir le néant. Elle faisait preuve aussi de sens politique quand elle montrait si peu d'inclination pour nos établissemens dans l'Océanie, établissemens ruineux, compromettans et inutiles, et qui ont fait payer si cher, par les embarras qu'ils ont causés, le semblant de gloire qu'ils ont procuré. Il y a dans le pays, au sein même de la majorité, des personnes que l'opposition compte avec raison parmi ses adversaires, qui ne demandent pas mieux que de convenir des services qu'elle a pu rendre, et de reconnaître ceux qu'elle pourra rendre encore. L'existence d'une opposition forte et bien constituée est indispensable au jeu régulier de nos institutions. Il est bon en soi et avantageux pour le public que les ministres, même les meilleurs, se sachent surveillés par des adversaires infatigables, prêts à éplucher leur conduite, à en scruter minutieusement les plus secrets mobiles. Ce constant éveil où sont tenus les hommes qui gouvernent par la nécessité d'avoir à chaque instant raison, d'être à chaque instant en mesure de donner les motifs de leurs déterminations, n'est pas une des moindres garanties que notre régime représentatif offre à la sécurité publique. Supprimez par la pensée cet excitant d'une opposition

un peu habile et nombreuse qu'il faut vaincre ou persuader, et voyez quelle fâcheuse détente dans tous les ressorts d'un gouvernement! Plus des ministres se sentiront forts du témoignage de leur conscience, plus ils seront disposés à prendre leurs bonnes intentions pour des mérites suffisans. Pourquoi leurs amis politiques, qui ont en eux si grande confiance, seraient-ils plus exigeans à leur égard? Les difficultés sont là d'ailleurs avec leurs mille aspects, difficultés qui ne paraissent jamais aussi inextricables qu'à ceux qui sont chargés de les résoudre. N'y a-t-il pas aussi presque autant de raisons, et presque autant de bonnes raisons pour s'abstenir que pour agir? La stagnation la plus complète deviendrait ainsi bientôt l'état habituel dans une forme de gouvernement qui avait été inventée apparemment pour conduire à un tout autre résultat. C'est le mérite de l'opposition d'entretenir la vie politique au sein des institutions. Ne nous hâtons pas de dire qu'une opposition, alors même qu'elle se trompe sur les besoins de son temps, sur le fond des choses et sur beaucoup de détails, est par cela même un composé d'ambitieux et de caractères mécontens. Il y a nécessairement un peu de tout cela dans une opposition; mais il y a aussi des sentimens nobles et tout-à-fait désintéressés qui sont, après tout, un des aspects les plus beaux de la nature humaine. Certaines ames portent en elles-mêmes le goût d'une perfection irréalisable; elles rêvent en tout plus que le possible; elles visent au parfait, à l'idéal; elles le demandent à la politique, et certes elles le trouvent là moins qu'ailleurs. Un tel penchant, renforcé par l'esprit de parti, doit faire trouver médiocre ce qui est bon, détestable ce qui est médiocre, et rend ainsi assez injustes ceux qui en sont animés. Cependant le germe de ce penchant se retrouve chez les plus grands caractères; on doit en respecter jusqu'à l'excès. Peut-être faut-il même, dans le monde politique, que l'extrême exigence des uns corrige la trop grande facilité des autres. C'est ainsi qu'on arrive, sur toutes les questions, à des solutions moyennes dont les hommes doivent se contenter, comme ils doivent se contenter de tout sur cette terre, cherchant le bien, heureux quand ils ne trouvent pas le pire. Pour nous, nous sommes prêt à accorder qu'il faut en maintes circonstances rendre grace à l'opposition de ce que ce milieu n'est pas souvent placé trop bas; nous ne trouverons jamais mauvais qu'elle se plaigne de ce qu'on ne le place pas assez haut.

J'ai fait sentir plusieurs fois, pendant tout le cours de ce rapide examen de notre situation, que je ne croyais pas à la durée de notre mésintelligence avec l'Angleterre, mais plutôt à la reprise prochaine des bons rapports entre les deux pays. Plusieurs personnes partagent cette opinion, tout en paraissant supposer que ces bons rapports devront être inévitablement précédés de la chute de l'un ou de l'autre cabinet, et il est facile de voir qu'elles espèrent bien que ce sera le nôtre qui fera,

par sa chute, les frais de la réconciliation. Je ne voudrais croire qu'à la dernière extrémité que le cabinet britannique fût pour quelque chose dans cette partie qui se joue à jeu assez découvert; quand cela serait, je serais désolé d'apprendre que notre gouvernement voulût essayer de se défendre de la même manière. Outre qu'il n'aurait probablement pas le bonheur de trouver de l'autre côté du détroit autant de gens disposés à le seconder dans cette patriotique besogne, sa cause est si bonne, qu'il peut la donner à juger non pas seulement aux adversaires de l'administration anglaise actuelle, mais à ceux qui la soutiennent dans le parlement. Cette administration tout entière et l'homme d'état qui la représente dans ses rapports avec l'étranger ont un sentiment trop vif de l'honneur et des intérêts de leur pays pour ne pas comprendre ce que, dans les questions qui se sont engagées entre la France et l'Angleterre, un sentiment exactement analogue au leur a commandé au cabinet français. Ce grand parti whig, dont ils sont aujourd'hui les chefs éminens, a toujours eu trois grandes préoccupations qui ont caractérisé sa politique : la poursuite des grandes réformes au sein de sa patrie, la propagation des idées libérales en Europe, et le goût pour l'alliance française. Par des causes dont il n'est pas d'ailleurs responsable, ce n'est pas lui qui a eu l'honneur, dans ces dernières années, d'accomplir au pouvoir la réparation des griefs dont il réclamait le redressement. On sait ce qu'à leur dernière arrivée aux affaires les whigs ont fait de l'alliance française, et comment ils se sont trouvés ligués contre nous avec les puissances du Nord. Il m'est impossible d'imaginer qu'un autre démenti de ce genre soit donné par eux à leurs vieilles traditions de parti, si puissantes en Angleterre. Le moment serait mal choisi. La lutte des idées libérales contre les penchans absolutistes et réactionnaires n'a jamais été aussi flagrante depuis seize ans qu'elle l'est aujourd'hui. L'Angleterre ne voudra pas nous laisser l'honneur d'être leur seul champion en Europe. Si cela devait être toutefois, espérons que notre gouvernement ne faiblirait pas. La situation serait grave, elle ne serait pas alarmante. On n'est jamais seul dans de semblables causes; Dieu les prend en main et les fait marcher par des voies qui lui sont connues. Quand il leur fait lui-même leur chemin dans le monde, nul ne les peut arrêter; elles s'avancent rapides et irrésistibles comme les flots de la mer, mais d'une mer sans marée, qui ne quitte plus les bords dont elle s'est emparée. Pour mon compte, je ne désespérerai jamais du succès de la politique de mon pays tant qu'il aura pour lui au dedans l'assentiment de la majorité des chambres, au dehors la sympathie des peuples libres de l'Europe.

O. d'Haussonville.

AGNÈS DE MÉRANIE,

PAR M. PONSARD.

Je voudrais pouvoir parler de la nouvelle tragédie de M. Ponsard avec indulgence, avec éloge; malheureusement deux motifs impérieux me prescrivent la sévérité. L'enthousiasme excité par *Lucrèce*, il y a trois ans, a placé si haut l'auteur d'*Agnès de Méranie*, que le public, justement exigeant, attendait beaucoup de l'œuvre nouvelle; et M. Ponsard, en n'acceptant pas tous les élémens de la donnée qu'il avait choisie, en laissant dans l'ombre la meilleure partie, la partie la plus féconde de son sujet, semble inviter lui-même la critique à le juger avec une indépendance inexorable. Puisqu'il a cru, en effet, pouvoir négliger les élémens les plus fertiles de la donnée tragique fournie par l'histoire, c'est qu'il trouvait, ou pensait trouver en lui-même une force, une énergie, une souplesse, une habileté suffisante pour dissimuler l'indigence du cadre dans lequel il lui plaisait de circonscrire le développement de sa tragédie. Or, il faut bien le dire, M. Ponsard s'est étrangement trompé. Non-seulement il a méconnu la véritable nature du sujet qu'il avait choisi, non-seulement il a mutilé l'histoire; mais encore, étant donné le cadre qu'il s'était tracé, on peut dire, sans injustice, qu'il n'a pas su le remplir. Pour démontrer ce que j'avance, pour prouver jusqu'à quel point M. Ponsard s'est fourvoyé, pour entourer d'une lumineuse évidence cette double proposition, il me suffira de rappeler sommairement les faits consignés dans l'histoire et d'analyser la fable conçue par l'auteur.

Toutefois, avant d'aborder cette double tâche, je crois devoir dire avec franchise ce que je pense de l'œuvre nouvelle comparée à sa sœur aînée, à *Lucrèce*. On s'est beaucoup trop pressé, il y a trois ans, de crier au Corneille et d'applaudir comme une œuvre de génie la

première création dramatique de M. Ponsard. Tous ceux qui sont assez lettrés pour vivre familièrement dans le commerce des historiens latins, tous ceux qui peuvent lire Tite-Live sans le secours plus ou moins perfide des traducteurs, savent à quoi s'en tenir sur la valeur de cette admiration. Ils n'ignorent pas que les quatre derniers chapitres du premier livre de Tite-Live sont plus vivans, plus animés, plus dramatiques, dans l'acception la plus élevée du mot, que la tragédie de M. Ponsard. Ils n'ignorent pas que le poète salué, il y a trois ans, comme le régénérateur de la scène française, est demeuré bien loin de l'historien romain, que Tite-Live, malgré sa passion bien connue pour l'amplification, a trouvé pour raconter la mort de Lucrèce des accens pathétiques, émouvans, une rapidité, une simplicité de parole que le poète n'a pas réussi à faire passer dans ses vers. Parlerai-je de la couleur antique dont les admirateurs de M. Ponsard ont fait tant de bruit? Sans avoir pâli sur les légendes romaines, sans avoir pris parti pour Niebuhr contre Tite-Live, ou pour Tite-Live contre Niebuhr, il est permis d'affirmer que l'unité de couleur manque généralement dans la première tragédie de M. Ponsard. Il arrive trop souvent au poète de confondre la Rome des Tarquins avec la Rome républicaine ou impériale. Cette erreur, quoique certaine, a passé presque inaperçue; faut-il nous en étonner? Aujourd'hui l'étude des langues modernes jouit dans le monde d'une popularité souveraine. L'étude de l'antiquité est trop négligée pour qu'il soit permis d'attendre de la foule un jugement clairvoyant dans ces questions délicates. Reste l'opinion des hommes compétens, qui ne pouvaient hésiter à se prononcer. L'imitation ingénieuse d'André Chénier, de Shakespeare et de Tite-Live n'a pu faire illusion qu'aux yeux mal exercés. Quant aux hommes familiarisés depuis long-temps avec l'antiquité aussi bien qu'avec la littérature moderne, ils n'ont pu être abusés un seul instant. Tout en reconnaissant dans M. Ponsard un habile écrivain, ils n'ont pas consenti à le placer au premier rang. Il y a trois ans, la critique devait protester contre l'engouement de la foule; aujourd'hui elle doit protester contre la réaction qui veut mettre en lambeaux et fouler aux pieds le nom de M. Ponsard. L'auteur de *Lucrèce*, nous le reconnaissons, ne méritait pas tous les éloges qu'il a recueillis; mais l'auteur d'*Agnès de Méranie* ne mérite pas non plus tous les reproches qui lui sont adressés. Si la renommée qu'on lui a faite ne reposait pas sur de solides fondemens, la sévérité avec laquelle on le juge maintenant ne saurait non plus s'appeler justice. Quels que soient les défauts de son œuvre nouvelle, et ils sont nombreux, je suis pourtant forcé de protester contre la réaction qui se produit sous nos yeux. J'ai retrouvé dans *Agnès de Méranie* tout le talent qui distingue *Lucrèce*, la même élégance, la même simplicité, la même sobriété d'expression; si ces qualités n'éclatent pas dans toutes les scènes d'*Agnès*

de Méranie, on en pourrait dire autant de *Lucrèce*. Reste à savoir si ces qualités qui ont suffi au succès d'une tragédie romaine pouvaient suffire au succès d'une fable dramatique prise dans l'histoire de la France au moyen-âge. Or, je ne le pense pas. Le sujet de *Lucrèce* était gravé dans toutes les mémoires. Avant le lever du rideau, chacun savait à quoi s'en tenir sur l'exposition, le nœud et le dénouement de la fable tragique. La foule attentive, n'ayant pas à se préoccuper de la marche de l'action, puisqu'elle la prévoyait, se laissait aller au plaisir d'entendre des vers généralement bien faits. Tout entière à la joie de voir un drame domestique simplement exposé, simplement noué, dénoué simplement, elle ne s'arrêtait pas à compter les imitations; elle n'apercevait pas ou pardonnait sans peine les incorrections qui déparent plusieurs scènes de *Lucrèce*. Elle n'avait pas d'ailleurs l'oreille assez exercée pour relever toutes ces fautes. Elle n'était pas assez familiarisée avec l'analyse du langage pour signaler les barbarismes d'acception qui font tache dans plus d'un alexandrin. Quand il arrivait au poète de détourner un mot de son sens naturel, de sa signification légitime, elle n'en souffrait pas et ne pouvait songer à le gourmander. En choisissant dans l'histoire de la France au moyen-âge le sujet de sa nouvelle tragédie, M. Ponsard se plaçait dans une condition beaucoup plus difficile. Quoiqu'il s'adressât au même public, quoiqu'il dût compter sur la même indulgence dans toutes les questions qui touchent à la pureté du langage, il avait cependant à satisfaire d'autres exigences. Le sujet d'*Agnès de Méranie* était nouveau pour la plus grande partie des spectateurs, et, par cela même qu'il était nouveau, l'attention publique voulait être excitée par l'originalité des caractères, par la rapidité de l'action, par la variété des incidens, par la vivacité du dialogue. Je sais bien que toutes ces qualités, envisagées d'une façon générale, ne sont pas moins nécessaires dans une tragédie romaine que dans une tragédie empruntée à l'histoire du moyen-âge; mais l'expérience a montré que la foule, toutes les fois qu'il s'agit d'un sujet consacré par une longue tradition, s'attache plus à la forme qu'au fond, et fait bon marché du mouvement et de la vie, pourvu que les vers soient harmonieux, pourvu que la période ait du nombre, que les images soient habilement assorties. Quelques grandes pensées exprimées en beau langage, quelques sentimens généreux présentés avec clarté suffisent à défrayer, dans ces conditions, le triomphe d'une soirée. Si plus tard la réflexion vient démontrer que les personnages de cette tragédie sont jetés dans un moule connu depuis long-temps, que l'action est languissante, la foule persiste pourtant dans son premier enthousiasme, et ne consent pas à renier son admiration. Or, c'est là précisément ce qui est arrivé à la tragédie de *Lucrèce*.

L'histoire d'Agnès de Méranie est simple et touchante. M. Ponsard

n'ayant pas accepté complétement la donnée que lui fournissaient les historiens, il convient, je crois, de rappeler sommairement les élémens de la réalité. Après ce rapide résumé, il nous sera plus facile d'estimer la création du poète à sa juste valeur. Ce n'est pas, Dieu merci, que je songe à confondre les devoirs du poète et les devoirs de l'historien. Chacun d'eux a sa mission spéciale, son but particulier; les lois qui régissent l'histoire et la poésie sont profondément distinctes et séparées par un intervalle immense. La réalité ou l'histoire n'est pour le poète qu'un point de départ. La connaissance la plus complète de la réalité ne saurait suffire à la construction d'un poème. Il n'y a pas de poème, lyrique, épique ou dramatique, sans l'intervention toute puissante d'une faculté qui n'a pas de rôle à jouer dans l'histoire et qui s'appelle imagination. Si donc je crois devoir rappeler les principaux épisodes dont se compose la vie d'Agnès de Méranie, ce n'est pas pour superposer la tragédie à l'histoire. Je n'ai jamais pu, je l'avoue, assister sans sourire à cette étrange manœuvre de la critique, fort à la mode sous la restauration. Je ne crois pas qu'il soit possible d'identifier l'histoire et la poésie sans blesser les notions les plus simples du bon sens. Toutefois, s'il appartient au poète d'interpréter librement la réalité fournie par l'histoire, afin de l'agrandir, de l'animer, de la vivifier, de lui rendre le mouvement et la variété qu'elle perd trop souvent entre les mains de l'historien, à moins que l'historien, par un privilége bien rare, ne réunisse l'art à la science comme Augustin Thierry; si le poète, en un mot, est maître absolu de la réalité, il ne peut gouverner son domaine qu'à la condition de le connaître, il ne peut l'agrandir qu'à la condition d'en avoir mesuré l'étendue, de savoir où commence, où finit son domaine. S'il lui arrive de laisser dans l'ombre plusieurs parties importantes de la réalité, de négliger des élémens qui semblaient appelés à la résurrection, nous avons le droit de le gourmander, et même il nous est permis de croire qu'il n'a pas étudié suffisamment la donnée qu'il voulait traiter. C'est pourquoi, avant d'analyser la tragédie de M. Ponsard, nous feuilleterons rapidement le règne de Philippe-Auguste.

Agnès de Méranie était la troisième femme de Philippe-Auguste. Le roi, après la mort d'Isabelle de Hainaut, sa première femme, avait épousé Ingeburge, princesse danoise, afin de se ménager des droits sur l'Angleterre et d'inquiéter ainsi Richard Cœur-de-Lion. Une répugnance invincible, sur laquelle les historiens ne s'expliquent pas clairement, l'avait poussé à répudier Ingeburge dès le premier jour de son mariage. La princesse danoise s'adressa vainement au pape Célestin III pour obtenir justice. Trois ans après son second mariage, le roi prit une nouvelle épouse et choisit Agnès de Méranie. A la nouvelle de ce troisième mariage, Ingeburge renouvela ses doléances au pape et le supplia de la réintégrer dans ses droits. Célestin, plus

qu'octogénaire, n'avait pas assez d'énergie pour contraindre à l'obéissance un roi aussi puissant que Philippe-Auguste; il lui écrivit à plusieurs reprises, mais toujours sans succès. L'avénement d'Innocent III changea subitement la face de la question; Innocent III était plein de zèle et de vigueur. Éloquent, hardi, jaloux des droits du saint-siége, animé d'une foi ardente, se croyant appelé à diriger, au nom de l'Évangile, tous les mouvemens de la politique européenne, il prit en main la cause d'Ingeburge et enjoignit à Philippe-Auguste de reprendre sa seconde femme. Plus tard, il écrivit à l'évêque de Paris et lui ordonna d'admonester sévèrement son souverain temporel sur le scandale de sa conduite. Cette double remontrance étant demeurée sans effet, il envoya en France le cardinal Pierre, comme légat *à latere*, avec ordre de signifier au roi qu'il eût à quitter Agnès de Méranie dans le délai fixé par le saint-siége, s'il ne voulait s'exposer à voir son royaume mis en interdit. Philippe reçut le cardinal Pierre avec déférence, mais refusa nettement de renvoyer Agnès. Il écrivit à Innocent III plusieurs lettres qui nous ont été conservées pour expliquer le renvoi d'Ingeburge. Outre la parenté alléguée pour justifier la répudiation, le roi se plaint de ne pouvoir accomplir avec elle le devoir conjugal. Innocent n'accepta pas les excuses de Philippe, et, après d'inutiles pourparlers, il résolut d'envoyer en France un nouveau légat, le cardinal Octavien, et lui donna les instructions les plus sévères. Philippe ayant refusé péremptoirement de se soumettre aux ordres du saint-siége, le royaume fut mis en interdit. Au jour fixé par le légat, les églises furent fermées, les reliques furent soustraites à l'adoration des fidèles, les saintes images furent voilées; hors le baptême et l'extrême-onction, tous les sacremens furent refusés par le clergé. Les cimetières même ne s'ouvrirent plus, et les morts ne purent obtenir les prières chrétiennes. Philippe, au lieu de céder devant cette démonstration énergique du saint-siége, exerça de vives représailles contre le clergé qui s'était soumis aux ordres d'Innocent III.

Le pape refusa d'examiner la validité du divorce tant que le roi n'aurait pas rendu au clergé les biens dont il l'avait dépouillé, et renvoyé Agnès hors du royaume. Agnès, menacée dans son amour, car elle aimait le roi avec passion, écrivit à Innocent III une lettre suppliante : elle était mariée depuis cinq ans et avait deux enfans de Philippe. Le pape ne voulut rien entendre. Le peuple, privé des sacremens, se révolta dans plusieurs provinces; il y eut des émeutes sanglantes. Enfin le roi, abandonné par le clergé, par la noblesse, se vit forcé de subir les conditions du saint-siége. Les prélats, réunis en concile à Soissons, annulèrent, en présence d'Ingeburge, le divorce prononcé par l'archevêque de Reims, et le roi consentit à renvoyer Agnès. Un jour, tandis que les évêques délibéraient, Philippe arriva sans être attendu, prit en

croupe Ingeburge et disparut avec elle. A cette nouvelle, l'interdit fut levé, le concile se dispersa, et le roi fut ainsi débarrassé des remontrances du clergé. Agnès mourut de douleur dans un château de Normandie, deux mois après son abandon. Quant à Ingeburge, malgré la manière toute chevaleresque dont le roi l'avait enlevée, elle fut bientôt délaissée une seconde fois. Le pape eut beau écrire à Philippe lettres sur lettres et lui recommander de se préparer à l'accomplissement des devoirs conjugaux par la prière, par les neuvaines, par les cérémonies de l'église; le roi se déclara ensorcelé et refusa long-temps d'obéir aux ordres du saint-siége. Ce ne fut que dix ans après la mort d'Agnès qu'Ingeburge fut définitivement rétablie dans ses droits de reine.

Tel est, dans sa réalité nue, l'épisode choisi par M. Ponsard. J'ai négligé à dessein tout ce qui se rapporte à la politique extérieure de Philippe, et en particulier à ses relations avec l'Angleterre. Henri II et Richard Cœur-de-Lion étaient morts. Jean Sans-Terre était pour le roi de France un rival beaucoup moins redoutable, car il n'avait ni la ruse de Henri, ni le courage de Richard. J'ai omis volontairement toute cette partie du règne de Philippe, parce qu'elle ne se rattache pas d'une façon directe au sujet. Je ne sais si je m'abuse, mais il me semble qu'il y a dans les élémens que j'ai passés en revue tout ce qui peut servir à la composition d'un drame intéressant et varié. La cour, le clergé, le peuple, sont aux prises. Autour de Philippe, d'Agnès et d'Ingeburge, viennent se grouper naturellement le légat, les évêques, les barons, les communes naissantes. Il y a dans cette lutte de l'autorité royale contre le clergé, la noblesse et la volonté populaire, dans le combat de la politique et de la passion, tout ce qu'il faut pour intéresser, pour émouvoir le spectateur. Voyons comment M. Ponsard a interprété l'histoire.

L'auteur d'*Agnès de Méranie* n'a pas accepté la donnée historique dans toute sa franchise. Parmi les élémens que nous avons indiqués, il a fait un triage tellement sévère, tellement dédaigneux, que d'élimination en élimination, il est arrivé tout simplement à garder le roi en supprimant le royaume. Et qu'on ne prenne pas cette déclaration pour un jeu de mots, pour une fantaisie de langage; qu'on ne croie pas que nous opposons le roi au royaume avec le seul désir de faire à M. Ponsard une chicane puérile et sans fondement : l'analyse de sa tragédie, acte par acte et scène par scène, démontre surabondamment ce que j'avance. Où est le clergé de France dans *Agnès de Méranie*? A quelle heure, en quelle occasion paraît-il sur le théâtre? Il n'est pas question de lui un seul instant. A ne consulter que la tragédie de M. Ponsard, on dirait que le clergé de France est resté neutre entre Ingeburge et Agnès de Méranie, entre Innocent III et Philippe-Auguste. Pourtant nous savons qu'il n'en est rien, et que le clergé de France a joué dans cette affaire un rôle important, un rôle actif et dont le poète devait tenir compte. A quelle

heure, en quelle occasion paraît la noblesse de France? Elle est représentée par un personnage unique, par Guillaume des Barres; mais Guillaume des Barres n'est, à proprement parler, que le confident de Philippe-Auguste : il n'agit pas, il n'a pas de rôle vraiment personnel, il n'exprime pas les sentimens de la noblesse française. A quelle heure, en quelle occasion est-il question des communes de France? Il n'est pas dit un mot, dans *Agnès de Méranie*, de cette puissance formidable qui, profitant habilement des querelles de l'aristocratie et de la royauté, grandissait dans l'ombre et préparait lentement ses futurs triomphes. Ainsi d'un trait de plume M. Ponsard a biffé le clergé, la noblesse et les communes. Qu'a-t-il fait d'Ingeburge, de la reine répudiée? Il est parlé d'elle pendant toute la pièce; mais elle ne paraît pas une seule fois. Je sais qu'un tel personnage était difficile à mettre en scène; je sais qu'il était difficile d'intéresser le spectateur aux douleurs d'une reine répudiée, et qui semblait condamnée à subir la marche des événemens sans pouvoir la ralentir ou la hâter. Pourtant nous savons, par des témoignages irrécusables, qn'Ingeburge n'est pas demeurée inactive dans la lutte engagée entre la couronne de France et le saint-siége. Je crois donc que le poète ne pouvait légitimement se dispenser de mettre en scène Ingeburge. Quant aux relations qu'il devait établir entre Philippe-Auguste, Agnès et Ingeburge, c'est une question que l'histoire n'a pas résolue. A cet égard, le poète avait pleine liberté et ne relevait que de sa fantaisie. Il y avait là, j'en conviens, une difficulté grave; toutefois il fallait la vaincre et non pas l'éluder.

M. Ponsard a voulu composer sa tragédie avec quatre personnages : Philippe-Auguste, Agnès de Méranie, Guillaume des Barres, le légat du pape; car je ne puis accepter comme personnages un certain comte Robert, ami de Guillaume, et Marguerite, confidente d'Agnès. Réduite à ces élémens, la tragédie était fatalement condamnée à vivre d'une vie factice, à multiplier les tirades, à épuiser toutes les ressources, toutes les ruses de la rhétorique, à prodiguer les dissertations sur tous les ordres d'idées et de sentimens. Elle s'interdisait de gaieté de cœur le mouvement, la variété, l'animation; elle renonçait volontairement à toute la partie épique du sujet. Le poète, en éliminant successivement le clergé, la noblesse et les communes, faisait d'un drame national un drame de cour. Et en effet, toute la tragédie d'*Agnès de Méranie* se noue et se dénoue comme si la France n'était qu'un domaine royal incapable de résister aux volontés de Philippe-Auguste. Il y a, je le sais, quelques vers consacrés à la peinture des émotions populaires; mais ces vers sont si peu nombreux qu'ils passent inaperçus. Quant au légat, qui doit représenter la puissance pontificale, et qui parle au nom d'Innocent III, c'est-à-dire au nom d'une volonté énergique et persévérante, il accomplit assez maladroitement sa mission, car il débute par la menace.

Nous assistons d'abord aux amours de Philippe-Auguste et d'Agnès. Le roi est tout entier à sa passion et semble avoir oublié les avertissemens de Célestin III, dont il ne dit pas un mot. Agnès, dans la générosité de son cœur, se souvient d'Ingeburge, et prie le roi d'être bon pour elle et de la traiter avec douceur. Arrive le légat, que rien ne semblait annoncer, dont la parole austère et menaçante réduit au silence la passion presque pastorale de Philippe pour Agnès. Cette première entrevue du légat et du roi devait produire un effet imposant. Malheureusement le légat reparaît si souvent dans la suite de la pièce, que l'attention, engourdie par la monotonie des menaces qu'il prononce, finit par l'abandonner entièrement, si bien qu'il passe à l'état de comparse, quoiqu'il ait, dans la pensée du poète, un des rôles les plus importans de la tragédie. Au second acte, l'interdit est prononcé. Le légat, irrité de la résistance du roi, a fidèlement exécuté les ordres d'Innocent III. Les églises se ferment, les saintes images sont voilées, le deuil est partout, mais le spectateur ne voit rien. L'auditoire écoute sans émotion, sans effroi, le récit de toutes les scènes auxquelles il devrait assister. La partie vraiment intéressante de la tragédie, la partie vivante, animée, pathétique, n'est pas représentée sur le théâtre. Guillaume des Barres, tour à tour confident de Philippe et d'Agnès, conseille à la nouvelle reine de s'enfuir pour conjurer les fléaux qui menacent la France. Du clergé, de la noblesse, des communes, pas un mot. Agnès se rend aux conseils de Guillaume, et s'enfuit avec le désir et l'espérance d'être arrêtée dans sa fuite. Son espérance est exaucée; elle ne peut quitter le royaume, elle est ramenée entre les bras du roi. Philippe accuse Agnès de ne plus l'aimer, Agnès se justifie, et les deux amans se réconcilient, comme il était facile de le prévoir. Nous sommes arrivés à la fin du quatrième acte, et rien encore n'a permis au spectateur de deviner la véritable signification, le caractère réel de l'action dont il entend parler, mais qui ne s'accomplit pas sous ses yeux. Enfin la reine, effrayée de l'interdit jeté sur le royaume et des malédictions populaires qui la poursuivent chaque jour, se décide à sauver le roi et son peuple au prix de sa vie. Après avoir prononcé contre Rome des imprécations qui rappellent trop les imprécations de Camille, après avoir vainement essayé de fléchir la volonté du légat, elle s'empoisonne, et délivre ainsi le roi et le royaume de la colère d'Innocent III.

C'est à ces élémens que se réduit la tragédie de M. Ponsard. Je parlerai tout à l'heure des idées qu'il a développées sans tenir compte du siècle où vivaient ses personnages, du talent qu'il a montré dans l'expression de sa pensée sans se croire obligé à l'unité de style. Pour le moment, je dois me borner à signaler toute l'indigence de la fable tragique inventée par le poète. M. Ponsard n'a pas interprété l'histoire, il l'a méconnue. Qu'est-ce, en effet, qu'interpréter l'histoire? N'est-ce pas

assigner aux événemens accomplis dans un siècle, dans un lieu déterminé, des causes ignorées jusque-là, mais pourtant revêtues d'un caractère de vraisemblance? N'est-ce pas compléter, par l'analyse et la peinture des passions, le récit des historiens? Or, M. Ponsard a-t-il rien fait de pareil? Il a réduit aux proportions d'une tragédie de cour un des sujets les plus intéressans que présente l'histoire de la France au moyen-âge. A proprement parler, il n'y a, dans *Agnès de Méranie*, qu'une seule situation : Agnès partira-t-elle, ou ne partira-t-elle pas? Cette situation unique ne saurait suffire à défrayer les cinq actes d'une tragédie; aussi ne sommes-nous point surpris que M. Ponsard, malgré l'incontestable talent qu'il a montré dans cette œuvre, n'ait pas réussi à éviter la monotonie. L'obstination de Philippe, l'amour élégiaque d'Agnès, la colère du légat, ne peuvent intéresser l'auditoire pendant trois heures. Le poète a beau faire, les artifices les plus ingénieux du langage déguisent mal l'immobilité à laquelle sont condamnés ces trois personnages; l'action d'*Agnès de Méranie* tourne autour d'elle-même au lieu d'avancer.

Il y a dans cette tragédie un sentiment habilement exprimé, pour lequel M. Ponsard a su trouver des accens vraiment pénétrans : toutes les fois qu'il s'agit de célébrer le bonheur de la vie de famille, le poète paraît à l'aise, et sa parole s'épanche en flots abondans. Le dirai-je? l'expression de ce sentiment forme, à mon avis, la meilleure, la plus solide partie de cette composition. Je ne sais ce qu'en pense aujourd'hui le public; mais, le premier jour, il a semblé se méprendre complétement sur la valeur des passages consacrés à la peinture des affections domestiques. Il applaudissait de préférence les tirades politiques placées par l'auteur dans la bouche de Philippe-Auguste. Or, ces tirades, écrites d'ailleurs avec talent, n'appartiennent pas au même temps que les personnages. Ce qui devait être applaudi, ce qui est vrai, ce qui est dit avec vivacité, ce qui s'adresse au cœur, a passé presque inaperçu. Ce qui est en contradiction manifeste avec le siècle où vivait Philippe-Auguste a trouvé dans l'auditoire une faveur exagérée. Mme Dorval, j'en conviens, a souvent manqué d'élégance et de noblesse, elle semblait oublier le diadème placé sur son front; mais elle a rendu avec bonheur l'amour conjugal, l'amour maternel, et pourtant l'auditoire s'est montré pour elle avare d'applaudissemens. L'enthousiasme s'est porté avec un aveuglement obstiné sur les parties les plus fausses, les moins acceptables de la tragédie. Toutes les tirades où Philippe parle avec emphase de l'unité politique et législative de la France, du droit romain et de l'université, de la séparation des pouvoirs spirituel et temporel, ont été accueillies avec une joie, un ravissement que le bon sens ne saurait amnistier. On trouve dans l'histoire le germe des idées que M. Ponsard a prêtées à Philippe-Auguste : il est certain que le rival de Richard a défendu vigoureusement contre le saint-siége les droits de la royauté, il est

certain qu'il a combattu le système féodal avec énergie, qu'il s'est montré généreux envers les écoles; mais la forme sous laquelle M. Ponsard a présenté ces idées semble empruntée à l'*Essai sur les Mœurs*. Six siècles plus tard, ces tirades eussent été à leur place; prononcées par Philippe-Auguste, elles ne peuvent qu'amener le sourire sur les lèvres. L'amant d'Agnès, tel que nous le montre M. Ponsard, est un disciple de Voltaire. Le public, en applaudissant avec frénésie tous les morceaux où le poète célèbre l'unité politique de la France, semblait ignorer que l'autorité royale, au temps de Philippe-Auguste, n'embrassait guère plus de cinq départemens de la France d'aujourd'hui. Quant à la séparation des pouvoirs spirituel et temporel, bien que Philippe, dans un accès de colère contre Innocent III, ait parlé de se faire mécréant, il y a loin, on en conviendra, de cette boutade passagère aux dissertations *ex professo* que M. Ponsard a placées dans la bouche du roi. Les encouragemens accordés aux écoles par le roi de France n'ont jamais eu non plus le sens que leur prête le poète. Pour être juste envers M. Ponsard, la critique doit donc déclarer franchement qu'il a été applaudi pour ses fautes, tandis que les parties les plus vraies de sa composition ont été accueillies avec indifférence.

Le côté le plus recommandable de la tragédie nouvelle est assurément le style. Le poète manie le vers avec une liberté, une souplesse que j'aurais mauvaise grace à nier, et pourtant le style d'*Agnès de Méranie* manque d'unité. Il y a dans la manière de M. Ponsard trois élémens qui ne peuvent s'accorder entre eux : la périphrase, le ton familier, puis un ton intermédiaire que je renonce à baptiser. Par la périphrase, l'auteur d'*Agnès* se rattacherait à l'école impériale : j'emploie à dessein la forme conditionnelle, pour ne pas donner à ma pensée le sens d'une accusation. Par le ton familier, il voudrait se rapprocher de Corneille, et quelquefois, je le reconnais avec plaisir, il a rencontré la grandeur. Quant au ton intermédiaire, je ne sais vraiment de quel nom l'appeler; c'est quelque chose qui n'est ni la périphrase, ni le ton familier, mais qu'il serait difficile de caractériser : c'est un à peu près perpétuel, sans valeur littéraire, sans précision, sans clarté, qui fatigue l'attention sans jamais émouvoir le cœur ou élever la pensée. Par la réunion, ou plutôt par la juxtaposition de ces trois élémens, M. Ponsard s'est fait un style qui n'a certainement pas une véritable originalité, mais qui, par momens, charme l'oreille et peut faire illusion aux esprits inexpérimentés. Trop souvent le ton familier descend jusqu'au ton trivial et fait tache dans la période; l'oreille est alors blessée comme si elle entendait une note fausse. C'est ce qui arrive nécessairement toutes les fois que le style manque d'unité. Or, telle est la condition dans laquelle se trouve M. Ponsard. Son style, à proprement parler, n'a rien de personnel; il ne relève pas seulement de Corneille

par la familiarité, de l'école impériale par la périphrase; il rappelle en plus d'un passage la splendeur enfantine de l'école qui pendant longtemps s'est donné le nom de nouvelle, et dont la vieillesse date déjà de quelques années. Pour fondre ensemble, pour identifier ces trois manières, il faudrait une main puissante, un art infini; mais à quoi bon dépenser l'art et la puissance dans une tâche aussi ingrate? Le style, pour avoir une véritable valeur, doit relever directement de la pensée; toutes les fois qu'il n'a pas cette origine unique et souveraine, il manque de force et de vie, il interprète incomplétement les sentimens et les idées dont se compose le discours, il ne sait porter ni l'évidence dans l'esprit ni l'émotion dans le cœur.

Pourtant, malgré toutes les réserves que je viens de faire, et dont le sens, je l'espère du moins, ne peut demeurer obscur pour personne, je suis loin de considérer *Agnès de Méranie* comme une œuvre sans importance. A mes yeux, la tragédie nouvelle ne vaut pas moins que *Lucrèce*. Si les défauts d'*Agnès* ont paru plus nombreux, si l'absence de vie et de mouvement a été relevée avec une sorte d'unanimité, ce n'est pas qu'*Agnès* soit conçue plus faiblement que *Lucrèce*. Les destinées diverses de ces deux tragédies tiennent, selon moi, à la diversité profonde des sujets. Le public, indulgent pour *Lucrèce*, s'est montré plein d'exigence pour *Agnès de Méranie*. En écoutant l'épisode raconté par Tite-Live et versifié par M. Ponsard avec une certaine élégance, il n'a songé qu'à l'harmonie des vers et n'a gourmandé l'auteur ni sur la monotonie de la composition, ni sur l'incorrection du langage. En écoutant la tragédie nouvelle, empruntée à l'histoire du moyen-âge, il semble avoir dépouillé toute son indulgence; bien qu'il se soit fourvoyé plus d'une fois pendant la représentation, bien qu'il ait applaudi ce qu'il aurait dû blâmer, bien qu'il ait accueilli avec indifférence ce qu'il aurait dû applaudir, cependant, lorsqu'il s'est agi de formuler une opinion générale, il ne s'est pas déclaré satisfait. Je ne dis pas qu'il ait absolument tort aujourd'hui, mais je pense qu'il a péché, il y a trois ans, par excès d'indulgence.

Il n'y a dans l'accueil fait à la tragédie nouvelle rien qui doive décourager M. Ponsard; son talent poétique n'est pas remis en question. Si, dans ses deux premiers ouvrages, l'auteur n'a pas montré pour les combinaisons dramatiques une aptitude souveraine, ce n'est pas une raison pour désespérer de son avenir littéraire. Je pense, au contraire, que la représentation d'*Agnès* sera pour le poète une leçon salutaire et féconde. Averti par la résistance qu'il vient de rencontrer, il sait maintenant qu'il lui res e encore bien des secrets à deviner. Qu'il persévère et marche avec courage dans la carrière où il est entré si heureusement; l'avenir ne peut manquer de récompenser bientôt ses efforts.

GUSTAVE PLANCHE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 décembre 1846.

Les deux tribunes de Paris et de Londres s'ouvriront au même moment, ou du moins à huit jours de distance, et l'extrême simplicité des formes parlementaires chez nos voisins leur permettra non-seulement de nous rejoindre, mais de nous devancer dans la discussion des affaires. Lorsque les débats de l'adresse commenceront à la chambre des députés, les orateurs du parlement anglais se seront déjà fait entendre. Seule, la chambre des pairs, surtout si sa commission active ses travaux, aura l'initiative de la discussion. Le cabinet verra sans doute dans les débats du Luxembourg une occasion favorable d'exposer avec étendue les raisons de sa conduite dans les négociations relatives au double mariage de la reine d'Espagne et de sa sœur. Il lui sera d'autant plus facile de faire devant la chambre des pairs cette exposition calme à laquelle il paraît attacher de l'importance, qu'il ne rencontrera pas au sein de la pairie, sur cette grave question, de contradicteurs systématiques. Si, dans cette circonstance, des hommes politiques n'approuvaient pas tout ce qu'a fait le ministère, ils ne sauraient avoir, surtout au début, d'autre attitude qu'une silencieuse réserve. Quant à des partisans déclarés de la politique suivie pour les affaires d'Espagne, ils ne manqueront pas au gouvernement dans l'enceinte du Luxembourg. On désigne déjà M. le duc de Broglie comme devant apporter au ministère l'appui d'une approbation motivée. Un autre vice-président de la chambre des pairs, M. Barthe, parlerait dans le même intérêt. L'annonce d'un discours de M. le duc de Noailles pique la curiosité.

C'est à la fois pour le cabinet un avantage et une difficulté que d'établir lui-même le terrain de la discussion. En prenant la parole le premier pour poser les questions, on court risque d'indiquer soi-même à ses adversaires des côtés faibles, des points d'attaque, et de leur fournir les élémens d'un plan de campagne. Toutefois, dans les circonstances où nous sommes, la nécessité pour le

cabinet de parler le plus tôt possible domine tout. Les plaintes et les protestations du gouvernement anglais ont eu un tel retentissement, que le ministère doit être impatient d'opposer à ces reproches les faits et les raisons sur lesquels il fonde l'espoir de sa justification. Il a d'ailleurs, comme nous l'avons dit, une majorité à raffermir, à éclairer : il faut qu'il lui fasse accepter et sanctionner, par une adhésion éclatante, la situation nouvelle dans laquelle il se représente aujourd'hui devant les chambres. La tâche est ardue et complexe. On ne parlera pas moins à l'Angleterre qu'à la France : sans irriter davantage nos voisins, il faut leur démontrer les torts qu'a eus envers nous l'administration whig.

Il y a long-temps que le discours de la couronne n'a eu autant d'importance sous le rapport des questions extérieures. Le gouvernement y donnera la mesure de ses inquiétudes ou de sa fermeté au milieu des conjonctures délicates où nous sommes. Nous espérons trouver dans les paroles que le ministère mettra dans la bouche du roi un ton calme et digne. Il y a deux faits principaux qu'il ne faut songer ni à dissimuler ni même à amoindrir, le mariage de M. le duc de Montpensier et le coup d'état qui a frappé Cracovie. L'irritation manifestée par lord Palmerston ne saurait empêcher le gouvernement français d'attacher au double mariage toute sa valeur politique. Si on était tenté de s'exprimer sur ce point avec quelque timidité, il faut songer que, par cette faiblesse, on se compromettrait gravement, et qu'on donnerait de terribles armes aux adversaires du double mariage. Quelle est la thèse de ces derniers? Ils disent que le résultat obtenu est fort mince, et, quand ils le comparent aux conséquences fâcheuses qu'il a amenées, ils triomphent. Ils triompheraient bien davantage si, dans le discours de la couronne, on craignait d'insister sur le caractère véritable de cette affaire. Un langage sans franchise et sans fermeté serait donc une faute sérieuse. Quant à la spoliation dont Cracovie a été la victime, comment le gouvernement français, qui depuis seize ans a montré pour une nation malheureuse une sympathie persévérante, serait-il muet aujourd'hui? Ce silence étoufferait-il le cri de réprobation qui va retentir dans les deux chambres? D'ailleurs, il y a là un fait nouveau qui oblige plus encore le gouvernement français d'élever la voix. Lorsqu'après 1830 Varsovie succombait, c'était les armes à la main, et la perte de sa liberté était l'inévitable conséquence de la défaite de l'insurrection. En 1846, c'est en pleine paix, sans qu'il y ait eu révolte de la part du petit état de Cracovie, qu'il a été déclaré déchu de ses droits par la fantaisie omnipotente des trois cabinets de Saint-Pétersbourg, de Vienne et de Berlin : ce n'est plus une lutte où le plus fort triomphe; c'est un acte de bon plaisir qui outrage la justice et viole les traités. Qu'au moins la France et son gouvernement aient pour une pareille conduite un blâme qui ne craigne pas de se produire et des paroles d'une tristesse sévère.

Sur ce point, il sera curieux de comparer le langage des deux gouvernemens de la France et de la Grande-Bretagne. Lord Palmerston est dans une situation singulière. Personne en Europe n'a parlé plus haut que lui en faveur de l'indépendance de Cracovie; il a même cet été exprimé l'espoir que bientôt les trois puissances mettraient fin à quelques mesures exceptionnelles qui entravaient cette indépendance. Entre la vivacité de ces paroles et le ton plus réservé de M. Guizot sur le même sujet, on a établi une comparaison qui était alors tout en l'honneur du ministre anglais. Aujourd'hui lord Palmerston semble s'apercevoir

à peine de la catastrophe qui est venue fondre sur Cracovie. On dirait que la France seule est atteinte et bravée par la résolution des trois puissances. Nous verrons si, en face de son pays et du parlement, lord Palmerston pourra continuer d'affecter la même indifférence. C'est la question d'Espagne qui a le privilége d'attirer toute son attention. Le ministre whig se propose de publier une grande masse de documens; il ferait, dit-on, imprimer toutes les dépêches relatives aux affaires d'Espagne depuis quelques années. Le ministère français procéderait avec plus de sobriété. M. Guizot ne doit déposer, assure-t-on, sur le bureau des deux chambres que la correspondance diplomatique échangée entre les deux cabinets de Londres et de Paris depuis la notification des mariages de la reine d'Espagne et de sa sœur.

On a parlé de mésintelligence, de tiraillemens au sein du cabinet whig. Ces bruits n'ont à nos yeux ni valeur ni consistance. Lord Palmerston a, dans le ministère que préside lord John Russell, une situation qu'il ne peut perdre par le jeu de quelque intrigue. Les partis en Angleterre ne consentent pas facilement à se priver des services d'hommes considérables; ils les acceptent et les gardent avec leurs inconvéniens et leurs qualités. Les esprits sérieux n'ont jamais pensé que lord Palmerston pût tomber seul. C'est vers la fin de 1847 que l'Angleterre portera son arrêt sur la durée du cabinet whig; peut-être à cette époque sortira-t-il du rapprochement et de la transformation des partis un ministère de coalition dont sir Robert Peel sera encore la tête.

Nous n'avons jamais hésité à reconnaître dans lord Palmerston un homme d'état doué d'un talent remarquable; aussi notre jugement sur sa politique à l'égard du fils de don Carlos n'en doit-il être que plus sévère. Lord Palmerston donne ici un bien grand démenti à ses partisans, qui le représentaient, depuis sa rentrée aux affaires, comme un modèle de circonspection et de prudence. A les entendre, on aurait plutôt à lui reprocher aujourd'hui une réserve excessive. Ses rapports avec le comte de Montemolin seraient-ils par hasard un exemple de cette réserve? Quand le fils de don Carlos arriva à Londres, il fit connaître à lord Palmerston son vif désir d'avoir avec lui une entrevue. C'en fut assez pour que lord Palmerston s'empressât de faire une visite au prétendant. Aux questions du comte de Montemolin, qui s'informait de quel œil le gouvernement anglais verrait son séjour en Angleterre, le ministre whig répondit qu'il pouvait y demeurer en toute sécurité, en toute liberté. Quelques jours après, le comte de Montemolin visita à son tour lord Palmerston, et cette nouvelle entrevue dura plus de deux heures. Nous n'avons pas la prétention de savoir en détail ce qui s'est dit entre ces deux personnages; mais cette longue conférence avait fort éveillé l'attention, et l'on n'a pas tardé à parler dans le monde diplomatique des singulières ouvertures que le ministre whig aurait faites au prétendant. Est-il vrai, par exemple, que lord Palmerston ait proposé au comte de Montemolin de reconnaître la reine Isabelle, et de retourner à Madrid reprendre son rang comme infant, comme membre de la famille royale? Dans la pensée de lord Palmerston, le fils de don Carlos serait ainsi devenu promptement le centre, le chef d'un parti considérable; il aurait exercé une grande action sur les cortès et aurait pu préparer le rétablissement de la loi salique. Cette proposition n'a pas souri au prétendant; il l'a déclinée en répondant à lord Palmerston qu'il avait refusé mieux que cela. En effet, il y eut un

moment où il dépendait du comte de Montemolin, en souscrivant à certaines conditions, d'épouser la reine Isabelle. C'est ce que le prétendant a rappelé à lord Palmerston pour lui prouver qu'il ne pouvait adopter le parti qu'il lui proposait.

Le fils de don Carlos ne veut pas être traité en infant d'Espagne, car il s'en considère comme le roi. Il restera donc jusqu'à nouvel ordre en Angleterre, et là, avec l'agrément de lord Palmerston, il ourdira des intrigues, contractera un emprunt, achètera des armes, et se préparera à porter la guerre civile dans son pays. On prête au prétendant des projets sur les îles Baléares. Il tenterait de s'emparer de Minorque et s'établirait à Mahon, qui serait sa capitale, en attendant qu'il entrât à Madrid. Ce dessein ne saurait déplaire aux Anglais, qui avanceraient volontiers de l'argent au fils de don Carlos sur l'hypothèque des Baléares.

Le prétendant est dans son rôle quand il s'agite, quand il cherche à réunir, pour l'accomplissement de ses entreprises, de l'argent et des hommes; mais lord Palmerston est-il vraiment dans le sien, est-il fidèle aux devoirs d'un ministre anglais quand il encourage les menées du comte de Montemolin? L'Angleterre est partie contractante dans le traité de la quadruple alliance, qui garantit les droits et le trône de la reine Isabelle; lorsqu'en 1839, don Carlos, fuyant devant Espartero, a cherché un refuge en France, il n'a été retenu à Bourges que de concert avec le gouvernement anglais, qui voulait alors la pacification de l'Espagne. A cette époque, lord Palmerston était aux affaires; c'est lui aussi qui, en 1834, a signé avec le prince de Talleyrand le traité de la quadruple alliance, et c'est le même ministre qui, en 1846, accueille et favorise le fils de don Carlos, héritier de toutes les prétentions de son père au trône d'Espagne! Lord Palmerston n'a pas plus oublié tous ces antécédens que son fameux discours de cet été au sujet de Cracovie; mais c'est son caractère, son habitude de tout sacrifier à l'idée, à la passion du moment. L'étrange conseil qu'il a donné au fils de don Carlos montre bien le fond de sa pensée; il aurait voulu mettre à côté de la reine Isabelle, dans la personne du comte de Montemolin, un prince factieux qui eût été une menace permanente pour le trône de la fille de Ferdinand VII. L'Angleterre n'eût pas paru sur le premier plan; seulement elle aurait eu dans le comte de Montemolin un instrument comme elle en avait cherché un dans l'infant don Enrique. De cette manière, le traité de la quadruple alliance, sans être déchiré ostensiblement, eût été tout-à-fait éludé.

Entre les mains de lord Palmerston, la politique anglaise, qui, avec d'autres hommes d'état, est si réfléchie et si consistante, se porte à des extrémités, à des contradictions qui jettent le trouble dans les relations qu'on pourrait croire le mieux établies. Nous l'avons vu, en 1840, sacrifier l'alliance de la France à une apparence d'intimité avec la Russie; en 1846, il redevient notre adversaire, et de plus il se montre l'ennemi de l'Espagne constitutionnelle. Et quelle est la cause de ce dernier changement? Une combinaison matrimoniale qui a contrarié les vues et les désirs du ministre anglais. Plus on y songe, plus on demeure convaincu que, dans cette affaire d'Espagne, la France et l'Angleterre se trouvent surtout divisées par des questions de vanité, et encore c'est seulement l'amour-propre de lord Palmerston qui est en jeu. Depuis la mort de Ferdinand VII, l'Angleterre a constamment agi de concert avec la France pour assurer la cou-

ronne sur la tête de la reine Isabelle. Lord Aberdeen et sir Robert Peel, qui sans doute ne trahissaient pas les intérêts de l'Angleterre, n'avaient pas songé à rompre cet accord dans les négociations relatives au mariage de la reine Isabelle et de sa sœur. Parce que lord Palmerston a eu d'autres pensées ou plutôt d'autres fantaisies, la France et l'Angleterre sont-elles brouillées d'une manière irréparable? Il serait insensé de le prétendre, surtout à une époque où l'union des deux premiers gouvernemens constitutionnels n'aurait jamais été plus utile, plus nécessaire à la cause de la civilisation et de la liberté. En Europe, l'entente sincère de l'Angleterre et de la France exercerait une influence salutaire sur l'esprit des gouvernemens absolus; elle leur inspirerait plus de respect pour les droits garantis par les traités. Dans le Nouveau-Monde, cette entente donnerait aux intérêts européens une force, une autorité que l'*américanisme*, dans sa sauvage indépendance, serait bien obligé de reconnaître. Qu'on regarde ce qui se passe sur les rives de la Plata. En ce moment même, l'honneur de l'Europe y fait une loi à l'Angleterre et à la France d'agir de concert pour négocier avec Rosas ou pour le combattre. Nous ne doutons pas qu'un moment viendra où les véritables intérêts de la politique parleront assez haut pour imposer silence à des irritations que rien ne motive, à des griefs sans fondemens sérieux; mais il faut savoir attendre ce moment avec calme et dignité.

C'est en montrant une tranquille fermeté, c'est en sachant prendre son parti d'une situation qu'on est convenu d'appeler l'isolement, que le gouvernement français maintiendra son autorité en Europe. D'ardens adversaires lui reprochent de n'avoir aujourd'hui d'alliance intime avec aucune grande puissance. D'abord quels sont les gouvernemens qui s'appuient aujourd'hui sur des alliances sincères et positives? Est-ce l'Angleterre? Apparemment elle ne se croit pas avec la Russie sur le pied d'une étroite amitié, et elle sait avec quelle constance l'Allemagne se défend contre l'invasion de ses produits et de ses marchandises. Entre les trois puissances qui, dans ces derniers temps, se sont entendues pour accabler la petite république de Cracovie, il y a des causes permanentes de division. La Russie pèse sur l'Autriche et la Prusse; elle les intimide et les domine; mais, tout en subissant cet ascendant, la Prusse et l'Autriche ne se dissimulent pas tout ce qu'elles ont à craindre de cette alliée si hautaine et si exigeante. Si M. de Metternich n'était pas si vieux, le cabinet de Vienne serait moins docile envers le czar, qui prétend exercer son influence sur tout ce qui est slave. Avec plus d'énergie et de persistance dans les idées, le roi de Prusse ne se prêterait pas avec tant d'empressement à toutes les convenances du cabinet de Saint-Pétersbourg, et il n'indisposerait pas contre lui l'opinion de Berlin et de l'Allemagne. Où sont donc les alliances sincères et durables? Si la France n'a en ce moment avec aucune des grandes puissances une étroite intimité, elle est au moins dans une situation franche et normale qu'elle peut accepter sans crainte. Sans être enfermée dans une île comme l'Angleterre, elle a une configuration géographique et une concentration politique qui lui permettent de vivre par ses propres forces. C'est toujours vers la France que les états de second et de troisième ordre se tournent naturellement. Ils comprennent qu'il y a là une puissance tutélaire capable de les protéger contre d'injustes entreprises. Depuis seize ans, la France ne s'est abandonnée ni à l'esprit de conquête ni à l'esprit de

propagande; elle a montré une modération, un sage libéralisme, qui n'ont pas laissé que de lui concilier l'estime et la sympathie des populations dont elle est entourée. Cette situation est-elle donc si mauvaise?

Qu'on la compare au rôle qu'en ce moment la Prusse a accepté dans l'affaire de Cracovie. L'ambition naturelle du gouvernement prussien est de marcher à la tête de l'Allemagne; il ne peut s'assurer cette prééminence morale qu'en maintenant avec habileté l'indépendance de la nationalité germanique, tant du côté de la Russie que du côté de l'Autriche. Il a tout à perdre en montrant une aveugle soumission aux vues du cabinet de Saint-Pétersbourg, et en suivant avec complaisance la politique de M. de Metternich. C'est cependant à cet écueil que dans ces derniers temps est venu échouer le gouvernement prussien qui a oublié non-seulement toutes les raisons de politique générale qui lui défendaient de se faire le complice de la Russie, mais encore les intérêts les plus positifs de ses populations. Il ne s'est aperçu qu'après coup du dommage que l'incorporation de Cracovie à l'Autriche allait causer au commerce de la Silésie. Il est maintenant en instance auprès du cabinet de Vienne pour demander qu'on ait égard à ses tardives réclamations. Est-ce là une attitude digne de la monarchie du grand Frédéric? Sans doute, c'est sous le coup de mille obsessions que le roi de Prusse a signé le traité qui dépouille Cracovie de ses droits. Il y a eu d'un côté les agens russes qui l'ont effrayé des prétendus progrès du communisme; il y a eu d'un autre côté et au sein même de sa famille d'ardens détracteurs de toute alliance avec l'Occident. Ce qui manque aujourd'hui à Frédéric-Guillaume, ce sont des conseillers aussi fermes et réfléchis qu'il est lui-même mobile et léger, un homme tel qu'eût été, par exemple, Guillaume de Humboldt, tel qu'était encore M. de Bulow. Il se dit à présent dans Berlin qu'avec M. de Bulow l'on n'eût pas commis cette grande faute de laisser prendre Cracovie. M. de Canitz, au contraire, était resté trop long-temps à Vienne pour ne pas garder une déférence entière vis-à-vis de M. de Metternich. C'est en sentant le tort matériel infligé au commerce du Zollverein par l'annexion de la république polonaise à l'Autriche que le cabinet prussien s'est d'abord réveillé. La position nouvelle que le gouvernement russe menaçait et menace encore de se créer vis-à-vis du royaume de Pologne a mis le comble aux embarras du roi. Le bruit s'est répandu tout d'un coup que la Pologne entière allait être incorporée à l'empire russe, et qu'on lui ravirait jusqu'à son nom; ce bruit a été démenti; mais il n'en est pas moins vrai que le cabinet de Saint-Pétersbourg avait fait pressentir les puissances ses alliées sur un projet qu'il voulait avoir l'air de méditer dans l'intérêt commun, et, s'il a reculé devant une exécution immédiate à cause des répugnances soulevées par ses premières ouvertures, il poursuit du moins avec plus de vivacité que jamais l'abolition des douanes sur la frontière polonaise et la substitution d'un nouveau code au code Napoléon. On s'est sans doute trouvé fort ému à Berlin, car la première conséquence des insinuations russes aurait été une communication transmise à Londres. M. Bunsen, dans une entrevue avec lord Palmerston, aurait dénoncé la marche que prenaient les affaires sur la Vistule, et demandé si l'Angleterre comptait agir au cas où la Russie hasarderait un envahissement de plus, déclarant même avec énergie que la Prusse alors protesterait. Nous souhaiterions vivement que la Prusse, enfin éclairée sur ses plus sûrs intérêts, changeât de front pendant qu'il en est temps encore et com-

prit qu'elle se trompe en s'appuyant sur la Russie; son appui naturel est à l'occident, car c'est du nord que lui vient tout son danger. Les Allemands se croient volontiers plus forts que les Russes, parce qu'ils les détestent; mais ils ne les détestent avec cette violence que parce qu'ils les craignent. Malheureusement, et bien à tort, ils sont aussi vis-à-vis de nous en grande défiance.

Quoi qu'il en soit, ce serait après cette conversation diplomatique entre le ministre de Prusse et le *Foreign-Office* que le *Chronicle*, avec un ton d'autorité presque officielle, aurait argué de faux la nouvelle donnée par le *Times* au sujet de l'incorporation du royaume de Pologne; le *Chronicle* réduisait les choses à leur triste réalité, disant qu'il n'était point question d'un si étrange *coup de main*, et que c'était là seulement la suite de cette lente conspiration contre laquelle on ne pouvait rien avec la lettre des traités. Quant au *coup de main* lui-même, il le proclamait impossible, tant il était insensé (*unwise*), et il ne voulait pas croire que la Russie s'exposât à provoquer contre elle une coalition européenne. Enfin nous avons vu dans ces derniers jours le *Chronicle* se joindre au *Times* pour répondre avec une égale virulence aux notes de *l'Observateur autrichien*, et les allusions menaçantes sont devenues de plus en plus directes. On s'attaque non pas à l'Autriche seule, mais aux puissances absolues en général; on demande à l'Autriche en particulier quels argumens elle a laissés aux puissances constitutionnelles pour engager à la soumission ses sujets réfractaires au cas où ceux-ci manifesteraient désormais l'envie de secouer le joug.

D'autres symptômes modifieront peut-être, dans un avenir peu éloigné, les déterminations du *Foreign-Office*. Lord Palmerston a bien pu dire que c'était à la Prusse et à l'Autriche de se garder elles-mêmes contre cette immense ambition russe dont elles se sont rendues les complices, mais il le disait aussi en parlant de la suppression de Cracovie, même au temps où il feignait de ne point la croire réalisée : « Ce n'est là qu'un commencement et un prélude. » De nouveaux faits sembleraient justifier aujourd'hui ses prévisions; les correspondances du Danube doivent donner à réfléchir; les émissaires moscovites se remuent avec une intrépidité sans exemple en Valachie et en Moldavie. L'incorporation de ces provinces à l'empire serait, d'après eux, chose résolue et très prochaine. Le consulat anglais, inquiet de cette soudaine explosion, demande des instructions plus précises. Les boyards eux-mêmes, sans distinction d'opinion ni de parti, s'effraient plus que jamais à la pensée de devenir sujets russes, et se plaignent partout de l'audace avec laquelle on leur déclare qu'ils vont bientôt le devenir. L'écho de cette agitation est arrivé maintenant jusqu'à Londres; M. de Brunow, interrogé, a déclaré qu'il ne savait rien. C'est justement l'art de la diplomatie russe d'avoir ainsi double langage suivant les lieux et les circonstances : ici des agens d'intimidation qui parlent haut et menacent, là des agens de dissimulation qui se font modestes et désavouent ou démentent les premiers pour les mieux servir. Cependant on se trahit quelquefois, et il n'y a pas encore longtemps que M. de Brunow disait assez ouvertement pour que le mot passât dans le public : « Les traités ne comptent que lorsqu'ils ne gênent pas. » La raison qui rassure peut-être lord Palmerston du côté des provinces danubiennes, c'est qu'il suffit d'un ukase pour l'incorporation de la Pologne, tandis qu'il faudrait une armée pour la réduction des Moldo-Valaques. Il en est donc à penser que la Russie ne voudrait pas plus que lui ouvrir une guerre européenne.

Nous voulons croire aussi que la Russie, quelles que soient ses convoitises, n'oubliera pas la prudence dont elle a su jusqu'à présent couvrir son ambition. Elle comprendra que trop d'impétuosité, trop d'audace dans sa marche, pourraient plutôt lui nuire que la servir. Si sincère que soit en Europe le désir de conserver la paix, il y a telles entreprises qui pourraient la troubler de la manière la plus grave. La Russie ne saurait prendre ouvertement une allure conquérante sans exciter en Allemagne un cri d'indignation et de terreur; elle ne l'ignore pas, et elle évitera, en redoublant d'habileté, de provoquer une pareille résistance. Toutefois il est incontestable que le refroidissement si marqué entre la France et l'Angleterre l'a enhardie dans ses desseins, et ce n'est pas là un des effets les moins fâcheux de la politique suivie à notre égard par lord Palmerston. A l'heure qu'il est, le ministre whig, auquel les projets de la Russie inspirent de l'inquiétude, peut reconnaître que, sans le vouloir, il a lui-même donné des encouragemens indirects à cette ambition si active. Avons-nous tort de dire que les intérêts les plus élevés, comme les intérêts les plus positifs, sont en souffrance par l'extrême froideur qui règne aujourd'hui entre la France et l'Angleterre?

L'Espagne vient de terminer ses élections, et les amis de la monarchie représentative de la reine Isabelle n'ont pas à se plaindre du résultat. Le parti modéré a une majorité incontestable, et il y aura au sein des cortès une opposition qui sera l'organe constitutionnel du parti progressiste. Au fond, cette situation est bonne; elle dénote que dans la Péninsule des mœurs politiques commencent à se former. On a pu voir que, livrée à elle-même, l'Espagne ne voulait pas retomber dans l'anarchie. Maintenant c'est au parti modéré, qui revient en majorité aux cortès, d'organiser sa victoire, de la féconder, et il a sur ce point des devoirs d'autant plus graves à remplir, qu'il se trouve en face d'un ministère en pleine dissolution. Tout ce qu'a pu faire le cabinet présidé par M. Isturitz, ç'a été de rester debout jusqu'à la fin de l'épreuve électorale : il ouvrira les cortès; mais, tel qu'il est, il n'a plus d'avenir devant lui. Il faut maintenant que la majorité se constitue, et que de son sein sorte un ministère qui gardera quelques hommes distingués de l'administration actuelle, en les associant à des noms nouveaux.

C'est ce que le parti modéré a compris. Déjà des réunions préliminaires ont eu lieu entre un grand nombre de députés conservateurs; on s'y est entretenu de la nécessité, pour le parti modéré, de ne pas se diviser par des nuances, par des dissentimens impolitiques, au moment où les progressistes présentent une minorité imposante. Les progressistes auront d'ailleurs, dans les cortès, de brillans orateurs, et chez un peuple que les émotions parlementaires n'ont pas encore blasé, l'éloquence peut avoir la puissance de déplacer la majorité. M. Olozaga va reparaître sur la scène politique. Les modérés doivent donc serrer leurs rangs, et, quand ils auront étouffé toutes les divisions qui séparaient les puritains des conservateurs proprement dits, ils devront songer à porter au pouvoir un cabinet habile et fort qui sache tenir compte de toutes les modifications qu'ont subies les hommes et les choses. Les conservateurs espagnols sont appelés aujourd'hui à comprendre ce qu'a plusieurs fois reconnu parmi nous le parti conservateur : c'est que la force politique n'est pas dans l'immobilité, mais dans l'art de marcher à propos avec l'opinion d'un pays. Sur les listes qui ont déjà couru

à Madrid pour la composition d'un nouveau ministère, on a toujours remarqué l'absence du nom de M. Isturitz. Le président du conseil est décidé à la retraite; il sent qu'il s'est usé par les services mêmes qu'il a rendus. Il partage d'ailleurs aujourd'hui jusqu'à un certain point l'impopularité qui s'attache à la reine Christine, dont il a docilement accepté et suivi la direction politique. Il semblait qu'après l'éclatant dénouement du double mariage, l'opinion eût dû savoir gré à la reine Christine d'un résultat qui est en partie son ouvrage. Il n'en est pas ainsi. L'Espagne voit avec défiance et irritation la reine-mère intervenir dans le gouvernement. Elle ne lui pardonne pas d'avoir ambitionné le rang et les prérogatives des membres de la famille royale pour les enfans qu'elle a eus après la mort de Ferdinand VII, et elle n'a pas de reconnaissance pour l'habileté avec laquelle cette princesse a, dans ces derniers temps, assuré au trône de sa fille l'appui de la France. Cette habileté sera de plus en plus constatée à mesure que l'histoire du double mariage sera connue dans tous ses détails. Si la veuve de Ferdinand VII n'est pas une princesse populaire, elle aura une place parmi les reines politiques dont l'histoire garde le souvenir.

C'est une singulière guerre civile que celle dont le Portugal est le théâtre. Des semaines, des mois se passent sans que la situation des partis soit modifiée, et l'on retrouve à la même place Saldanha et Das Antas. Le gouvernement portugais, en supprimant les journaux, s'est d'ailleurs réservé le droit de ne publier que les nouvelles qui lui conviennent; aussi à Lisbonne ce n'est que par l'Espagne qu'on apprend un peu ce qui se passe dans les provinces insurgées. Dans ces derniers temps, le parti de la reine a paru reprendre plus d'ascendant. Il arrive chaque jour à Lisbonne quelques soldats qui abandonnent la cause de l'insurrection. Il y a trois mois, les insurgés étaient presque maîtres de tout le royaume, sauf la capitale restée fidèle à la reine; cependant, malgré cette force apparente, ils n'ont pas osé livrer de bataille décisive. Il faut ajouter aussi qu'après avoir donné l'exemple de l'ordre et du respect de la propriété, les insurgés ont fini par se livrer à des actes de barbarie qui leur ont aliéné l'esprit de la population. On aura une idée de l'état du Portugal quand on saura qu'il est fort dangereux de s'aventurer à trois lieues de Lisbonne.

La guerre civile est non-seulement pour les pays qu'elle désole un cruel fléau, mais elle accuse et montre sous un triste jour le caractère, l'état moral des peuples chez lesquels elle sévit. Nous ne sommes pas surpris de la chaleur avec laquelle le chef responsable du gouvernement grec, M. Coletti, a repoussé, dans sa réponse à une note de lord Palmerston, des allégations injurieuses pour le peuple grec. Dans une dépêche où l'on cherchait en vain quelque trace de la sympathie qu'un gouvernement comme celui de l'Angleterre devrait avoir pour la jeune monarchie constitutionnelle de la Grèce, lord Palmerston avait accusé le gouvernement grec d'encourager par l'impunité le brigandage et l'anarchie. M. Coletti a répondu avec une louable dignité à des imputations aussi étranges : « Je dois, a-t-il dit, exhorter le gouvernement de sa majesté britannique à ne pas se permettre des accusations dont l'impartialité même la plus méticuleuse fait immédiatement justice. » Il est un fait, au reste, qui répond victorieusement aux malveillantes assertions de lord Palmerston : c'est que, pendant la maladie du président du conseil, une tranquillité profonde n'a pas cessé de régner en Grèce. M. Coletti a donc su imprimer à l'administration des habitudes de vigilance et

une force capable de réprimer l'esprit de désordre. Il y avait eu cependant des tentatives pour ébranler la confiance des populations dans la stabilité du gouvernement. Les adversaires de M. Coletti avaient répandu le bruit que son état était désespéré, et que le roi n'aurait d'autre parti à prendre que de se jeter dans les bras de l'opposition. Sur quelques points, ce langage abusa les esprits, et l'on vit se former des bandes d'agitateurs; elles furent promptement dispersées. M. Coletti a sans doute en ce moment repris les affaires. Pendant sa convalescence, il a reçu non-seulement du roi, mais de toute la société d'Athènes, les témoignages d'intérêt les plus honorables. La chambre des députés a consacré la première quinzaine de décembre à la discussion de l'adresse en réponse au discours de la couronne. On peut remarquer que la commission qui a rédigé l'adresse a insisté sur les progrès de l'agriculture et sur ceux de la marine marchande, « qui témoignent hautement, dit-elle, de la tranquillité intérieure et de la sécurité au sein de laquelle se développent les travaux du peuple. » C'est une nouvelle réponse aux accusations de lord Palmerston, comme l'a fait clairement entendre le rapporteur de la commission, M. Corphiotaki, qui s'est exprimé sur ce sujet délicat avec une grande convenance.

Les symptômes que nous remarquions dernièrement dans la situation financière sont restés à peu près les mêmes. Nous avons de plus à signaler le paiement des arrérages du 3 pour 100 qui vient d'avoir lieu, et les versemens dans les caisses d'épargne que l'époque des étrennes rend plus considérables. Ce sont là des motifs réels d'amélioration dans les cours, car ces fonds entrent aussitôt dans la circulation et cherchent leur placement. S'il y a eu quelques mouvemens de baisse sur la rente, les chemins de fer n'ont pas suivi cette impulsion, car les compagnies continuent d'espérer que l'administration leur viendra en aide en les dispensant de divers embranchemens et en prolongeant la durée des concessions. Il ne faudra pas s'étonner que ces nouvelles demandes des compagnies ne passent pas sans réflexions et sans critiques. Les partisans de l'exécution des chemins de fer par l'état ne négligeront pas cette occasion de rappeler les avantages de leurs systèmes. Dans les chambres, on a aussi signalé à l'administration l'inconvénient d'entreprendre trop de travaux à la fois, soit au nom de l'état, soit par l'industrie privée. Les nouvelles demandes des compagnies démontrent jusqu'à un certain point la sagesse de ces avis. Toutefois la nécessité d'achever ce qui a été commencé domine la situation. On ne peut priver des compagnies sérieuses qui ont déjà versé des capitaux considérables des secours qui leur sont indispensables pour continuer leurs entreprises. L'état ne saurait refuser sa protection à l'industrie privée après l'avoir lancée dans la carrière. Il s'est produit, dans les derniers mois de l'année qui expire aujourd'hui, un fait assez nouveau pour nos mœurs publiques. L'économie politique a érigé des tribunes dans le pays, et a tenté, dans l'intérêt de la doctrine du libre-échange, une petite agitation. C'est surtout à Paris, à Bordeaux, à Marseille, que les libres-échangistes ont été entendus avec faveur; on compte parmi eux des économistes fort distingués, comme M. Michel Chevalier, M. Léon Faucher. De leur côté, les partisans du système protecteur n'ont pas pensé qu'ils devaient se résigner en silence à la révolution commerciale dont on les menace. Eux aussi ont formé des réunions, des associations. Sur les différens points de la France, en Alsace, en Lorraine, en Champagne, en Normandie, à Lille, à Toulouse, les protectionnistes ont élu des représentans chargés de rédiger des mémoires et des protestations en faveur

de l'industrie nationale. Voilà donc une vaste discussion préliminaire organisée avant tout débat dans les chambres. C'est une enquête spontanée que les intérêts en jeu se sont eux-mêmes chargés de dresser et qui apportera au parlement d'utiles lumières. Il restera aux chambres à soumettre tous ces faits et toutes ces théories à une appréciation supérieure en se plaçant non pas à tel point de vue exclusif de l'économie politique, mais en prenant position dans les larges voies du bon sens pratique.

HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE MODERNE,
par M. Victor Cousin.[1]

Lorsque M. Cousin entreprit, il y a quelques années, de reproduire pour le public de nos jours les leçons de sa jeunesse, plus d'un ami de la philosophie le vit avec quelque regret s'engager dans une entreprise qui paraissait plus difficile que glorieuse. Quelques-uns même étaient persuadés qu'un labeur si ingrat fatiguerait bientôt le vif esprit qui se l'était imposé, et qu'il s'arrêterait en route. M. Cousin a tenu ferme, il est allé jusqu'au bout, et ce n'est pas sans une satisfaction secrète et bien légitime qu'il présente aujourd'hui à ses amis et au public les cinq volumes où son premier enseignement reparaît tout entier à la lumière.

Parmi ces leçons, dont l'imposant ensemble forme sans contredit un des ouvrages les plus considérables de notre temps, nous signalerons particulièrement à l'attention du public philosophique celles qui composent le quatrième et le cinquième volumes, l'un consacré au père de la philosophie allemande, Emmanuel Kant, l'autre à la philosophie écossaise, représentée par trois grands personnages, Hutcheson, Adam Smith et Reid. M. Cousin prend une position très nette et très ferme en face de ces deux écoles qui ont entre elles beaucoup plus d'analogie qu'on ne le soupçonnerait au premier coup d'œil. Un premier trait qui leur est commun et qui les rattache étroitement à la pensée générale du XVIIIe siècle, c'est, à des degrés divers, une sorte d'horreur pour la métaphysique. Il faut convenir que le siècle précédent en avait singulièrement abusé. Reid et Kant, comme la plupart des grands esprits de leur temps, n'ont foi qu'à l'expérience, à l'analyse, et leur métaphysique se réduit à une anatomie plus ou moins profonde de l'esprit humain. Mais il est au sein même de l'esprit humain des idées sublimes, des aspirations puissantes, de nobles pressentimens, qui l'élèvent et l'emportent comme en dépit de lui hors des limites de l'expérience, et le conduisent à cette région supérieure où habite, avec la justice infaillible et l'éternelle beauté, le type absolu de la perfection. C'est ici que le grand moraliste qui a écrit la *Critique de la Raison pratique*, aussi bien que le père de la philosophie du sens commun, protestent hautement contre le sensualisme impie et dégradant de leur époque. Tous deux entreprennent d'arracher au scepticisme les vérités morales et religieuses; mais tous deux, hélas! et c'est un dernier nœud qui les rapproche, n'arrivent à ce noble but qu'en prenant des chemins détournés et en évitant plus d'une fois dans leur route la logique inflexible qui leur barre le passage.

Hâtons-nous de dire que ce caractère d'inconséquence est beaucoup plus for-

(1) Cinq volumes in-18, chez Ladrange, quai des Augustins.

tement empreint dans la doctrine de Kant que dans la philosophie moins précise, moins systématique, et en même temps plus sobre, plus sensée, plus compréhensive des sages de l'Écosse; mais il ne faut pas que les mérites excellens de cette école d'hommes de bien nous ferment les yeux sur ses défauts. M. Cousin, qui ne se repent nullement d'avoir été long-temps et de rester encore écossais à plus d'un titre, n'hésite pas à se tourner contre ses maîtres, quand il les voit succomber à l'esprit de leur siècle, et ne pas tenir d'une main assez ferme ce dépôt de vérités saintes que la Providence a mis sous la garde des grandes philosophies.

L'idée fondamentale de l'école écossaise, c'est de transporter dans les sciences morales la méthode des sciences physiques, et cette idée est excellente, pourvu qu'on ne l'exagère pas. Or, il est incontestable que les écossais l'ont exagérée et que cette exagération a répandu, à leur insu, au cœur même de leur psychologie, des germes de scepticisme qui n'ont pas tardé à paraître. Les sciences physiques ont en effet, depuis Newton, ce caractère distinctif, de rechercher, non les *causes* des phénomènes, mais simplement leurs *lois*. Rien de plus; qu'elles manient l'observation ou le calcul, qu'elles se servent de l'expérimentation directe ou de l'analogie, elles ne visent jamais, si haut que l'induction les conduise, qu'à un seul but : généraliser les faits particuliers. Ce qu'il y a ou ce qu'il peut y avoir derrière les faits, pourquoi et comment ils se produisent, quel est le nombre, la nature et le mode d'action des principes invisibles d'où ils émanent, c'est ce que les sciences physiques ne se demandent pas, ce qu'elles font profession d'ignorer invinciblement. Transportez strictement cette méthode dans les sciences morales, le résultat est évident : c'est le scepticisme, du moins en matière de métaphysique. Comment une méthode qui prétend bannir de la science toute recherche sur la nature des causes pourrait-elle aborder le problème de la nature de l'ame humaine? Et si c'est déjà pour elle une inconséquence ou au moins une témérité de rien affirmer sur cette humble cause que nous sommes, que deviendra-t-elle en face de la cause souveraine qu'un intervalle infini sépare de la région des phénomènes, et qui nous accable de l'incomparable grandeur de ses attributs? Si les écossais eussent été parfaitement conséquens, s'ils eussent vu parfaitement clair dans leur principe, si le bon sens, qu'ils avaient pris pour maître, ne les avait pas ramenés dans des voies meilleures, loin de résoudre, comme ils l'ont fait, avec une sérénité et une candeur admirables, les problèmes métaphysiques, ils n'auraient pas même eu le droit de les poser. C'est ce que M. Cousin démontre avec une grande vigueur de dialectique, jointe à une modération de bon goût.

Il montre à merveille que, si la méthode des sciences morales a ce point commun avec celle des sciences physiques de s'appuyer sur des faits, elle en diffère de toute la différence de ces faits mêmes et des procédés qui les recueillent et les fécondent. Les sens et la physique ne sortent pas du cercle des phénomènes; la conscience atteint les causes : elle saisit en effet dans leur opération même les facultés de l'être qu'elle observe, et non-seulement ces facultés, mais aussi le sujet dont elles sont la vie, principe un et identique dans la variété et la mobilité de ses formes, cause primitive qui devient pour nous le type de toutes les causes extérieures, pour être bientôt le solide point d'appui sur lequel la raison nous élèvera jusqu'à la cause des causes, dernier principe de tous les phénomènes et de toutes les existences.

Voilà une esquisse des différences profondes qui séparent la conscience des sens, les faits psychologiques des faits sensibles, la méthode des sciences naturelles de celle qui appartient en propre à la philosophie. L'école écossaise a proclamé la vraie méthode; elle l'a appliquée avec sincérité, et souvent avec finesse et avec bonheur, à l'analyse des facultés de l'ame; mais elle n'en a bien connu ni le génie propre, ni la haute portée, ni les plus grandes applications. C'est par là qu'elle se rattache, comme l'école de Kant, à l'esprit dominant du XVIII[e] siècle, c'est-à-dire à un esprit d'empirisme et de scepticisme contre lequel elle proteste, mais qu'elle subit. En signalant ce commun défaut, plus ou moins déguisé, dans deux glorieuses écoles dignes de tous nos respects, M. Cousin marque avec fermeté sa propre direction philosophique. Il emprunte à Kant et à Reid leur méthode, ou, pour mieux dire, il les rappelle l'un et l'autre à la méthode véritable, que tous deux ont héritée de Descartes, mais dont ils n'ont fait que des applications tantôt infidèles et tantôt insuffisantes. Pratiquée avec plus de largeur et d'exactitude par des philosophes élevés à la grande école de l'histoire, éclairés par les erreurs de leurs pères et affranchis désormais de leurs passions et de leurs luttes, la méthode de Descartes devient capable de fonder une métaphysique aussi ample que le cœur et l'esprit de l'homme, qui satisfasse à tous ses besoins et réponde à tous ses vœux, qui explique les orageuses vicissitudes de son passé, et justifie en la réglant son immortelle aspiration vers le bonheur et vers le bien. Telle est la pensée qui domine cette forte critique de l'école allemande et de l'école écossaise, et, en général, tout l'enseignement de M. Cousin. Les philosophes ne seront pas les seuls à goûter ses leçons : tous les amis de la langue française y admireront un style que la maturité seule d'un éminent écrivain a pu porter à ce degré de correction savante et d'exquise pureté.

— Parmi les obstacles qui s'opposent en France au progrès des études allemandes, il faut compter au premier rang la difficulté même d'une langue dont le génie capricieux se prête singulièrement aux innovations et aux témérités individuelles. Il a fallu le double concours d'une vaste érudition et d'une rare patience pour dénombrer et classer dans le *Dictionnaire* de l'abbé Mozin les richesses un peu confuses du vocabulaire allemand. Aujourd'hui, cependant, le fruit de tant d'efforts pouvait être perdu si on ne réussissait à mettre le *Dictionnaire Mozin* au niveau de la génération actuelle. Revoir et augmenter ce volumineux lexique, c'était une tâche qui pouvait à bon droit effrayer plus d'un philologue, et devant laquelle, cependant, un savant professeur de l'université de Tubingue, M. Peschier, n'a pas reculé. Grace à lui, le *Dictionnaire Mozin* (1) redevient un ouvrage usuel, un guide précieux pour la connaissance des deux langues. L'auteur de ce curieux travail a rendu un vrai service à tous ceux qui, sur les deux rives du Rhin, s'attachent à resserrer les rapports des littératures française et allemande. La réimpression du *Dictionnaire Mozin* est d'ailleurs exécutée avec le soin qui recommande toutes les publications de la librairie Cotta.

(1) *Dictionnaire complet des langues française et allemande*, par l'abbé Mozin, 3[e] édition, revue et augmentée par M. Peschier; 4 vol. in-4°, librairie Cotta, à Stuttgart.

V. DE MARS.

